Analyses croisées de conflits à l'est de la République Démocratique du Congo

Pool d'appui à la stabilisation des experts de la société civile congolaise

Mars 2017

Table des matières

1. Introduction 3
2. Membres du Pool de Personnes-Ressource d'Appui à la Stabilisation en RDC **..... 9**
3. Analyses par zone 10
3.1 La zone de Fizi au Sud Kivu 10
3.2 Zone plaine de la Ruzizi et Moyens Plateaux, Sud Kivu 16
3.3 Zone autour de Kitshanga 23
3.4 Zone de Sud Lubero 33
3.5 Zone de Sud Irumu (Ituri) 43
3.6 Zone de Mambasa (Ituri) 52
3.7 Territoire de Faradje (Haut Uélé) 60
A titre d'exemple : Deux parcours de chefs de guerre **..... 67**
Historique du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) **..... 69**
4. Points de synthèse et éclairages sur des questions concrètes et des thèmes transversaux 72
5. Les analyses croisées de conflits des experts locaux 76
5.1 Légitimité en crise, stratégies antiétatiques et violences dans les Kivu 76
5.2 L'humiliation : ressort psychologique dans la Région des Grands-Lacs 83
5.3 Jeunesse et stabilisation à l'est de la RDC 87
5.4 En 2017 au Nord Kivu : les Maï Maï, pourquoi fascinent-ils? 89
5.5 Collectivité de Bwito : jeu de massacres à somme nulle 93
5.6 Kitshanga et ses environs : un havre de prospérité perdu ! 96
5.7 Nyamilima : Une enclave multi-ethnique qui risque d'exploser 99
5.8 Présence des réfugiés burundais à Lusenda (Territoire de Fizi, Sud Kivu) 104
5.9 Nous construisons les routes a Bukavu ! 110
5.10 La femme dans le processus de stabilisation au Sud-Kivu 113
5.11 La « justice populaire » et les manipulations ethniques. Expériences de la zone de Fizi 117
5.12 Les peuples autochtones du territoire de Mamabasa de plus en plus vulnérables 121
5.13 La problématique du chômage et de l'emploi dans le territoire de Mambasa 125
5.13 Défis et perspectives de la cohabitation à Faradje 130
6. Annexes 139
6.1 Outil d'actualisation des analyses de conflit ISSSS 139
6.2 Analyse du Conflit : Quels sont les Éléments d'une Bonne Analyse du Conflit: l'Approche de la CDA (extraits) 143
6.3 Acteurs de conflit au Sud Irumu 146

1. Introduction

« Le processus de stabilisation a pour objectif de modifier les relations entre l'État et la société en soutenant une négociation permanente des responsabilités respectives des acteurs publics et des communautés, sur la base desquelles la redevabilité et la confiance peuvent commencer à être instaurées. Ce processus doit donc procéder dans les deux sens : du haut vers le bas – permettant à l'État de remplir ses obligations, et du bas vers le haut – donnant aux populations les moyens nécessaires afin que l'État lui soit redevable. Ce faisant, la stabilisation ouvre la voie à des interventions plus durables de développement et de gouvernance. »[1]

Toute action de stabilisation doit par définition établir la confiance entre les différents acteurs et renforcer les capacités des acteurs locaux qui seuls peuvent assurer la pérennité de l'action. Il s'ensuit que la stabilisation en RDC ne peut se faire de façon durable et efficace sans la participation de tous les acteurs-clé, notamment la société civile basée dans les différentes zones de stabilisation.

Cette publication vise à partager les efforts et les produits du « pool d'appui à la stabilisation des experts locaux de la société civile congolaise » qui est opérationnel depuis 2016. Elle veut souligner l'apport non négligeable des acteurs locaux dans l'analyse des conflits et leurs regards croisés sur la stabilisation en RDC. Les personnes- ressource de la société civile représentent un lien important entre les acteurs internationaux, les intervenants dans les différentes zones et les populations sur le terrain.

Dans un contexte où ce sont surtout des experts internationaux et autres spécialistes ès-crises qui sont sollicités et se font entendre il nous paraît important de rendre visibles et partageables les contributions des experts locaux qui souvent d'ailleurs sont les sous-traitants des analyses faites par les consultants internationaux. Nous estimons également que dans un pays aussi fragmenté que la RDC il y a une valeur ajoutée décisive dans la mise en relation d'acteurs d'origines et d'horizons divers pour un prisme d'analyses croisées qui permettront le dégagement d'intérêts communs et également une meilleure compréhension des points de vue des uns et des autres.

Historique

Depuis avril 2015 et avec l'appui de la Coopération Allemande, l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO qui travaille en étroite collaboration avec le programme étatique STAREC, cherche à renforcer les capacités locales en matière de stabilisation et pour cela à coopérer avec des experts locaux issus de la société civile qui ont formé un « pool d'appui à la stabilisation ».

Ces experts issus de différentes zones se retrouvent régulièrement pour s'échanger, approfondir l'appropriation de la stratégie ISSSS et analyser les conflits dans leurs zones. Ils forment un groupe multi-ethnique et pluridisciplinaire avec des complémentarités et des synergies fortes.

Voici l'identité, la vision, leurs intérêts et les principes qu'ils se sont donnés :

Pool des personnes ressources d'appui à la stratégie ISSSS

D'où venons-nous ?

- Des organisations de la Société Civile actives sur le terrain
- Des différentes zones de l'est de la RDC : Sud-Kivu (Bukavu, Fizi-Baraka, Plaine de la Ruzizi), Nord-Kivu (grand Nord et petit Nord), Ituri (Mambasa), Haut-Uélé (Faradje), etc.

[1] Stratégie ISSSS, validée par le gouvernement de la RDC et les acteurs internationaux en avril 2015.

- De différentes communautés (une belle leçon qui montre que la pluralité n'est pas appauvrissement mais plutôt enrichissement)

Notre légitimité ?
- Notre travail au quotidien avec les communautés
- Notre capacité d'analyse et notre expertise par rapport aux enjeux, aux dynamiques des conflits dans nos zones respectives d'intervention
- Notre marque déposée : la qualité de notre travail en matière de consolidation de la paix

Notre vision, nos intérêts ?
- Vivre dans une RDC stable
- Constituer un réseau congolais d'analyses régulières du contexte de différents coins de l'Est du pays
- Faire valoir les compétences de la société civile dans le processus de stabilisation
- Etre un pool d'appui au processus de stabilisation à toutes les étapes : analyse du contexte, identification des besoins des communautés, réunions d'analyse stratégiques avec les organisations internationales impliquées dans la stabilisation, le STAREC, l'UAS, etc ; facilitation de réunions de restitution et de dialogue avec les populations dans les différentes zones de stabilisation
- Veiller à ce que les intérêts des communautés soient pris en compte et les organisations de la Société Civile impliquées dans les efforts de stabilisation

Nos principes ?
Le pool n'est ni une ONG ni une structure rigide et encore moins une société secrète ; c'est une structure ouverte. Mais pour en faire partie, il faut respecter un minimum de principes :
- Etre Congolais et acteur de la Société Civile
- Ouverture d'esprit et sens critique
- Capacité d'analyse et de partage des informations
- Pluralité et respect de la diversité (genre, ethnies, croyances…)
- Engagement pour le changement positif
- Ne pas être reconnu comme acteur de déstabilisation

Nos défis ?
- La durabilité du pool, au-delà des activités I4S / au-delà des personnes au sein de l'UAS qui ont initié l'implication de la Société Civile dans la stratégie
- La vie du pool entre les rencontres : comment renforcer le réseau, les liens ?

Goma, le 03 juin 2016

En collaboration avec l'UAS et le STAREC des experts du pool ont facilité entre juillet 2015 et novembre 2016 les restitutions des stratégies provinciales ISSSS à Uvira au Sud Kivu, à Kitshanga au Nord Kivu et à Bunia en Ituri. Chaque fois une centaine de personnes représentant toutes les sensibilités des zones en question et incluant des représentants du gouvernement, de la société civile et des différentes communautés et couches de la population ont activement participé à ces restitutions.

Les experts du pool ont également développé un outil simplifié d'actualisation des analyses de conflit (voir le texte complet de l'outil page 138) qui sert à synthétiser et structurer des analyses et est ajusté et amélioré régulièrement.

Comme base de cet outil et pour situer le travail, le pool a développé une brève esquisse des causes profondes des conflits et des défis persistants qui peut être remaniée au besoin mais semble jusqu'ici

rester valable pour toutes les zones. Cela sert surtout à éviter des répétitions de généralités lors des actualisations des analyses de conflit.

En voici des extraits.

Causes profondes des conflits et défis persistants

Il y a des causes profondes en soubassement des conflits à l'est de la RDC qui semblent être plus ou moins inchangés ces derniers vingt ans. Nous estimons qu'il faut les avoir à l'esprit comme un cadre général et vérifier de temps en temps si elles ont bougées. Les défis qui s'en dégagent doivent être traités.

Causes profondes

Les dimensions politique, économique et culturelle s'enchevêtrent.

Plutôt politique

- Insécurité
- Violence armée liée au mercantilisme
- En dépit des opérations militaires des FARDC avec partiellement et de nouveau de plus en plus le soutien de la MONUSCO et des tentatives pour la démobilisation, les groupes armés pullulent. Les dénominations et certains acteurs, ainsi que certaines alliances changent, mais le problème structurel continue.
- FARDC et police (« les forces de l'ordre ») insécurisent les populations et s'affrontent entre eux pour le partage du gâteau : forces de sécurité ou d'insécurité ?
- Pour beaucoup de jeunes la seule façon de survivre est de rejoindre des groupes armés.
- Conditions de détention inhumaines.
- De larges territoires ne sont ni sécurisés ni gouvernés.
- Infrastructures en mauvais état.
- Abime grandissant entre déclarations de la classe politique et les réalités que vivent les populations.
- Etat ne sécurise pas les populations et ne donne pas de services de base mais récolte des taxes en hausse sans retour tangible aux populations.

Plutôt économique

- Taxes multiples et en hausse
- Hausse des prix
- Paupérisation accrue de la majorité de la population
- Jeunes sans avenir : chômeurs et ouverts à la violence
- Economies de guerre ; liens entre groupes armés y compris FARDC et transactions économiques gérées par les armes
- Exploitation des ressources naturelles sans retombées positives tangibles pour les populations concernées.
- Conflits fonciers persistent et se renforcent.
- Corruption institutionnalisée.

Plutôt culturel (La culture est l'expression de la façon dont un groupe humain réagit aux défis de l'histoire)

- La culture de la violence s'accentue
- La peur et la résignation gagnent du terrain
- La fragmentation de la société et la recherche de boucs émissaires est systématique

- Conflits entre communautés
- Conflits multiples marqués par ignorance, haine et exclusions
- Discrimination contre de nombreux groupes plus spécialement les femmes
- Société civile fragmentée et en partie manipulée et corrompue.
- Justice et vengeance « populaires » en réaction à l'impunité

Marginalisation au plan international

- Problèmes persistants avec beaucoup de pays voisins (Congo Brazzaville, Angola, Rwanda, Burundi, Ouganda, Soudan du Sud, Tanzanie)
- Frontières vues comme obstacles et non opportunités.
- Communauté Internationale et MONUSCO sont vues comme sauveurs et solution à tout.
- Intérêts d'entreprises et de réseaux européens, US américains, chinois dans le « comptoir congolais » où tous se servent

Défis majeurs

Manque d'efficacité, de vision et d'attitudes responsables des dirigeants et de la classe politique

- Comment exiger la redevabilité des décideurs par rapport aux situations inhumaines que vivent les populations?
- Comment sortir du « théâtre » politique, de développement et de paix ?

Insécurité et peur existentielle

- Comment et avec qui assurer une sécurité minimale des populations ?

Paupérisation

- Comment canaliser les ressources et richesses multiples du pays au bénéfice des populations ?
- Comment lutter contre la criminalité organisée ?

Manipulation, ignorance et dépendances

- Comment libérer les têtes et les esprits de toutes sortes de croyances et préjugés qui les écrasent ?
- Comment sortir d'une attitude de dépendance envers la Communauté Internationale et leur demander des comptes de façon responsable ?
- Comment créer des alliances d'égal à égal avec des organismes de la société civile dans l'hémisphère nord ?

Fragmentation à tous les niveaux de la société

- Comment dépasser les clivages et fragmentations ethniques et autres ?
- Comment développer une culture citoyenne ?
- Comment renforcer des éléments de la société civile responsables, engagés et visant les alliances qui résistent à la manipulation et à la corruption ?

L'outil[2] demande d'actualiser tous les quelques mois les grands points suivants :

1. Eléments essentiels de conflits dans votre zone

Veuillez désigner trois éléments de conflits que vous estimez décisives et essentielles dans votre zone. Ces éléments peuvent être liés aux causes profondes décrites à la fin du document ou se trouver en dehors. Dans ce cas creuser jusqu'aux causes profondes.

2. Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix, acteurs clés

[2] Voir le texte intégral de l'outil à la page 141.

Questions-clé :

- A qui profite ce conflit?
- Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit (en faveur du conflit ou pour une transformation vers la paix) ?
- Quels sont leurs intérêts, besoins, buts et préoccupations?
- Quelles sont leurs perceptions ou position sur les questions clés?
- Quelles sont leurs connections aux autres et quelle est la qualité de ces relations ?
- Quel pouvoir ou instrument d'influence ont-ils?
- Quelles nouvelles alliances peuvent favoriser une démarche de paix ou une aggravation des conflits ?
- Quel est leur rôle potentiel ou contribution pour la paix?
- Quels déclics pourraient contribuer à l'arrêt du conflit / à la grande escalade de conflit?
- Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière analyse ?

3. L'identification des facteurs déterminants dans le conflit

La stratégie ISSSS a identifié quatre moteurs de conflit pour toutes les zones prioritaires :

- Dilemmes sécuritaires
- Mobilisation autour de la terre et de l'identité
- Exploitation illégale de ressources naturelles
- Dynamiques régionales
- Décrivez les facteurs de conflit que vous vivez dans votre zone.

4. L'étude des dynamiques à l'œuvre entre les facteurs et acteurs

a) L'examen des points d'interaction entre les acteurs clés

b) Le recensement des facteurs et la projection de scénarios.

5. Vos idées essentielles sur l'évolution des conflits

Cet outil n'est pas la seule base des analyses de conflit effectuées, il est juste une matrice qui permet de mieux et facilement synthétiser le travail et qui rend comparables les analyses des différents moments et des différentes zones.

Vous allez trouver dans cette publication sept analyses faites sur cette base dans les quatre provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri et Haut-Uélé. (Zones Fizi, Plaine de la Ruzizi, Autour de Kitshanga, Sud Lubero, Sud Irumu, Mambasa et Faradje, Haut-Uélé). Vous remarquerez que les différents noyaux du pool dans les zones ont appliqué l'outil de façon diverse. Nous avons résisté à une trop grande uniformisation à ce stade et plutôt privilégié les approches multiples.

Le parcours de deux chefs de guerre (Sud et Nord-Kivu) ainsi que l'historique du groupe armé FPRI en Ituri permettent de mieux saisir la place de ces acteurs clé et leurs liens avec d'autres protagonistes.

Nous avons ensuite essayé de synthétiser des éléments qui ressortent d'une comparaison de ces différentes analyses comme un premier pas vers le croisement des éléments récoltés et à identifier la place de ces expertises dans le concert des analyses nationales et internationales.

Mais nous avons également choisi de présenter des points de vue plus individuels des membres du pool sur des sujets spécifiques. Ceux-ci sont discutés entre les membres du pool et permettent d'ouvrir une fenêtre sur des aspects transversaux, des points historiques, des éléments particuliers.

Il s'agit notamment d'articles sur :

- la question de la légitimité des institutions en crise et son lien avec les violences
- le facteur de l'humiliation dans les conflits de la région des Grands Lacs
- le potentiel des jeunes dans la stabilisation
- le phénomène Maï Maï au nord du Nord-Kivu
- la collectivité de Bwito victime d'un jeu de massacres à somme nulle
- une histoire de Kitshanga et son évolution depuis cent ans
- Nyamilima : une enclave multi-ethnique qui risque d'exploser
- les réfugiés burundais et les populations locales dans la zone de Fizi
- les défis de la vie urbaine à Bukavu
- les femmes et la stabilisation au Sud-Kivu
- la montée de la « justice populaire » et les conflits interethniques portés par les jeunes étudiants en territoire de Fizi
- la situation des peuples autochtones dans la zone de Mambasa
- les défis du manque d'emploi vus par les communautés dans la zone de Mambasa
- les conflits de cohabitation entre réfugiés, déplacés, retournés et populations locales dans le Haut-Uélé.

En annexe nous présentons l'outil dans sa totalité et des éléments méthodologiques développés par d'autres acteurs qui inspirent le travail continu du pool en vue de l'amélioration des analyses de conflit.

En résumé : A quoi peut servir cette publication ? Nous espérons que cet ouvrage pourra être utilisé par les praticiens sur les différents terrains en RDC et ailleurs. Mais nous voulons également rendre accessibles et valoriser les expertises des acteurs locaux congolais sur des situations conflictuelles souvent commentées et analysées par des spécialistes internationaux mais qui s'appuient nécessairement sur les expériences et informations des acteurs locaux. Finalement nous voulons illustrer la complémentarité et les synergies entre les différents intervenants locaux, nationaux et internationaux, étatiques et non étatiques. La stabilisation est un travail continu et de longue haleine. Les acteurs locaux en sont des éléments indispensables. Croiser leurs analyses et points de vues et les rendre synergiques, leur permettre de collaborer de façon ouverte, critique et constructive crée une base solide pour la stabilisation en ces temps agités.

Christiane Kayser
avec les membres du Pool de personnes-ressource en appui à la stabilisation
Goma, mars 2017

2. Membres du Pool de Personnes-Ressource d'Appui à la Stabilisation en RDC

Le pool est une structure ouverte composée de chercheurs, analystes et facilitateurs de la société civile travaillant sur les 13 zones prioritaires de l'ISSSS qui accepte de nouveaux membres sur base de leurs compétences, de leur expérience, de leur connaissance du terrain et de leur légitimité auprès des populations locales.

Sud- Kivu
Annie Bukaraba, Bukavu
Odile Bulabula, Bukavu
Loochi Muzaliwa, Bukavu
Jonathan Magoma, Bukavu
Prosper Hamuli Birhali, Bukavu
Tharcisse Kayira, Bukavu
Evariste Mfaume, Fizi

Ituri
Jacquie Budza Malosi, Bunia
Eric Mongo Malolo, Bunia
Kalongo Rwabikanga, Bunia
Timothée Londroma Kitenge, Bunia
Abbé Alfred Buju , Bunia

Nord- Kivu
Nissé Mughendi, Butembo
Kennedy Wema Muhindo, Butembo
Jean-Louis Nzweve, Butembo
Moïse Kavunga, Beni
Nene Morisho, Goma
Kakule Molo, Goma
Christian K. Sondirya, Goma
Onesphore Sematumba, Goma
Godefroid Kä Mana, Goma
Jean-Pierre Lindiro Kabirigi, Goma
Luc Nkulula, Goma
Serge Kambale, Goma,
Fred Bauma, Goma
David Kalenda, Goma
Pacifique Buluhukiro, Goma
Soeur Deodata Bunzigiye, Goma

Haut-Uélé
Jean Claude Malitano Apayima

Kinshasa
Marie-José Mavinga Kumba

Contact:
Professeur Nissé Mughendi, email: ***nissemughendi@gmail.com***

3. Analyses par zone

3.1 La zone de Fizi au Sud Kivu

Eléments essentiels de conflits dans votre zone

L'activisme des groupes armés et la complicité de certains acteurs étatiques fragilise l'autorité de l'Etat : idéologiquement les éléments de ces groupés sont sensibilisés par leurs parrains à continuer à exister pour défendre les intérêts de leurs communautés respectives d'abord, au regard des besoins en moyens de subsistance sans réponse ils finissent par tracasser, extorquer, piller et tuer, à être utilisés pour des questions de représailles, de règlements de compte ; ils deviennent des facteurs d'insécurité, de déstabilisation. L'existence de liens forts entre certains officiers FARDC et les groupes armés : un des fondements de cet état d'esprit c'est de s'identifier à un groupe de même appartenance communautaire ou ethnique, de même appartenance linguistique, de même faction historique (MLC, RCD, ex. Gouvernement) ; c'est également la quête des intérêts économiques : vente/achat des munitions et autres effets militaires, trafic des ressources naturelles (Bois, Or, chanvre…)

Persistance de la méfiance entre communautés/manque de cohésion sociale : des efforts sont consentis par des acteurs divers mais la réalité sur le terrain affiche une méfiance entre les communautés, surtout Babembe-Banyamulenge, Babwari, Babuyu. Un climat de suspicion, de préjugés se renforce surtout en cette période marquée par la possibilité d'un processus électoral avec comme but d'éliminer les challengers politiques à travers un discours de haine et de discrimination intercommunautaire. Cette pratique devient une tradition à chaque fois que la période des élections approche et crée beaucoup de frustrations dans la société, elle menace sérieusement la paix et la cohésion sociale. Il en va de préciser que cet environnement de suspicion intercommunautaire est au fond une des causes profondes de maintien des groupes armés à caractère tribalo ethnique dans le territoire de Fizi. Pauvreté accrue/ manque d'alternatives économiques pour les jeunes : le sentiment d'insécurité permanente créant celui d'une vie sans lendemain maintient la population dans une psychose de reprise de la guerre en RDC, d'incertitude avec comme conséquence : démotivation, manque de concentration et de perspectives dans l'éducation des enfants, les travaux de champs, de pêche, d'élevage, bref des activités économiques sensiblement au ralenti. Cette pauvreté expose surtout les jeunes à toutes les formes de manipulations, les pousse à rejoindre les groupes armés, à entretenir l'insécurité en toute impunité, et donc la pauvreté engendre l'insécurité, l'insécurité renforce la pauvreté. Les effets du changement climatique sont également une mauvaise nouvelle qui vient s'ajouter par rapport au niveau de production agricole en baisse.

L'insécurité accrue est un autre facteur essentiel. Sur l'axe moyens et hauts plateaux de Mutambala, Minembwe et Itombwe où j'ai séjourné en février 2017 la circulation des personnes et de leurs biens est un problème sérieux à cause de la dégradation avancée de l'infrastructure routière , le phénomène des coupeurs de route, les vols à mains armés et pillages des biens des civils, des cas documentés de violences sexuelles, des pillages des champs perpétrés essentiellement par des groupes armés, dans certains cas en complicité avec certains éléments des forces de défense et de sécurité ; une peur permanente qui cause des déplacements multiples des populations vers des zones présumées calmes comme dans le littoral : Baraka, Lweba, Lusenda, Mboko, Swima… La présence de groupes armés Burundais dans le village de KILUMBI aux cotés des Mai Mai à majorité Babembe, dans la foret de Bijaba aux cotés de GUMINO un groupe armé à majorité Banyamulenge qui se livrent aujourd'hui à des actes cruels, inhumains et dégradants font de ce rayon une zone chaude. Suite à l'insécurité récurrente les passants commencent à éviter le tronçon Minembwe-Itombwe et préfèrent prendre la voie de la brousse à 5 heures de marche de Minembwe à Mulima parce que couverte par 5 barrières payantes de FARDC et de PNC ; 500 FC par passant.

Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix, acteurs clés

Forces en faveur de la paix	Forces contre la paix / en faveur du conflit	Acteurs clés
• Initiatives locales de Paix • Dialogue intercommunautaire Babembe-Banyamulenge sur la transhumance • Dialogue entre jeunes étudiants Babembe et Banyamulenge à Bukavu • Dialogue interreligieux • Dialogue entre jeunes Babembe-Bafuliru à Mboko	• Groupes armés • Le Général Sikatenda • Les manipulateurs politiques • Certains leaders religieux • Certains chefs coutumiers • Certains jeunes leaders	• SVH • ADEPAE • RIO • MONUSCO • certains chefs coutumiers • les femmes leaders les jeunes leaders

A qui profite ce conflit?

Aux politiciens originaires de Fizi qui instrumentalisent les communautés dans les considérations identitaires pour les diviser davantage ; malheureusement ils sont régulièrement envoyés en mission par les autorités de la province, de Kinshasa chaque fois qu'un conflit éclate pour jouer aux sapeurs-pompiers, alors qu'ils sont plutôt des incendiaires. Dans ce même jeu la diaspora de Fizi profite de son pouvoir économique face à la pauvreté de la population pour la placer dans une dépendance éternelle lorsqu'il s'agit de réfléchir sur des enjeux importants de vie et d'avenir à travers des leaders locaux corrompus par de petits dons, par de l'assistance financière.

Le chef de localité Babungwe-sud « Katombo » basé à Misisi a accès facile aux autorités du niveau territorial, provincial et national. Malgré le conflit du pouvoir coutumier qui l'oppose à sa famille ; son gisement d'Or payant est convoité par nombreuses autorités civiles et militaires.

Le groupe armé Yakutumba et le groupe armé Gumino appartenant respectivement à la communauté Babembe et Banyamulenge se sentent avoir la responsabilité de protéger d'abord leurs propres communautés. Ils bénéficient l'appui de ces dernières qui les acceptent, qui leur fournissent de l'information et de l'assistance en nourriture et en argent selon les possibilités. Malheureusement les deux groupes armés lorsqu'ils cherchent à se ravitailler dans les champs, les marchés, les mines d'Or, sur les routes, au niveau des éleveurs des vaches, commettent des exactions contre tout le monde.

Quels sont les nouveaux facteurs qui contribuent à prolonger la dynamique de conflit?

L'impunité est un facteur qui réduit de plus en plus la confiance de la population envers les institutions de gouvernance civiles et militaires. L'impunité lance un signal de manque de protection et de justice équitables et, par conséquent renforce le sentiment de vouloir se prendre en charge, le sentiment de justice populaire dont les cas sont multiples à Fizi, les plus violents et frappants sont ceux du 16.09. 2016 à Misisi avec un bilan de 2 personnes tuées et des cas de pillage de grande échelle et du 15-16.10.2016 à Baraka avec un bilan de 4 personnes tuées.

Le trafic d'influence au bénéfice de ceux qui s'identifient soit à Néhémie MWILANYA, soit à Louise MUNGA ; clairement que ce soit dans la fonction publique ; que ce soit dans la réalité de vie quotidienne appartenir à la structure *Compagnons de Néhémie* pour la Paix et le Développement CNPD

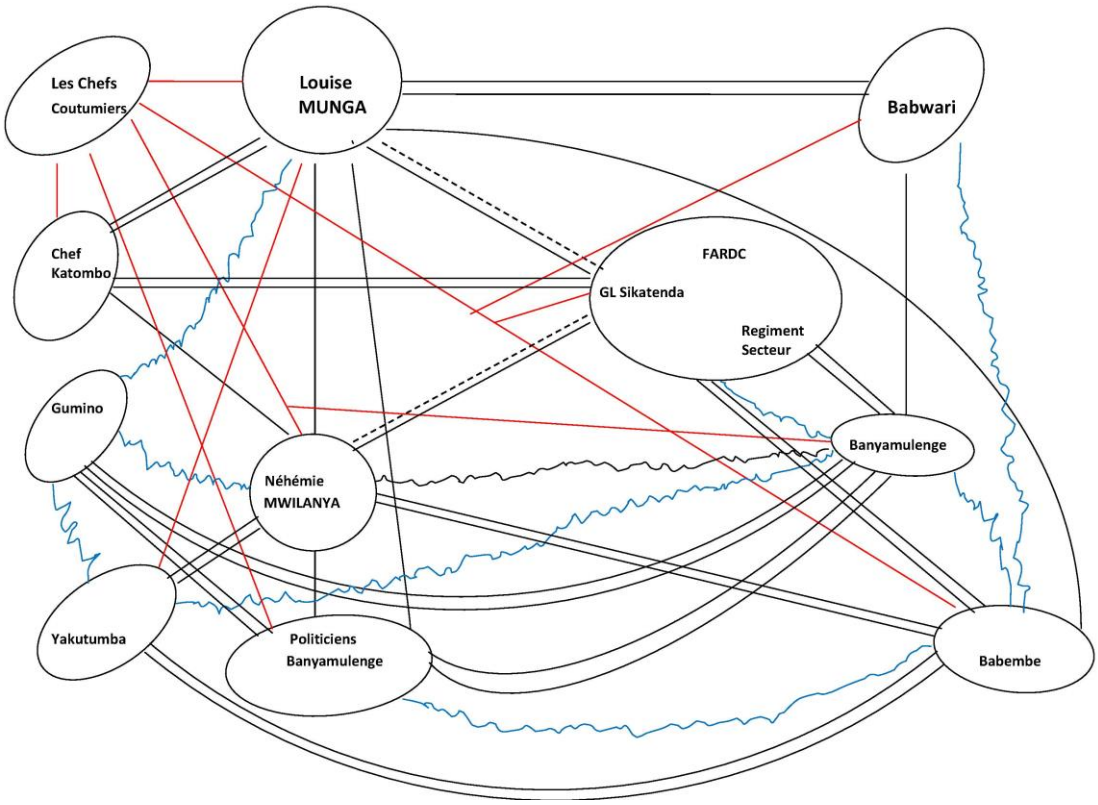
et à la structure *Fondation Louise Munga FONDALMU* est une protection de premier plan vis-à-vis de tous les services Etatiques.

La découverte d'un gisement d'or appartenant au notable Katombo dans la colline Akyanga ; a mobilisé et les autorités étatiques qui cherchent à bénéficier de dons en forfait d'heures d'exploitation artisanale dans les puits d'Or et le groupe armé Yakutumba dont les éléments se sont investis dans les actions de pillage dans et autour de cette mine à Misisi. Tous ces acteurs n'avantagent pas le trésor public, ils construisent plutôt une culture de corruption, de fraude minière et d'impunité généralisée. Malgré une mission organisée par le vice-gouverneur de province du Sud-Kivu pour exiger la démilitarisation de ce site minier, la situation de son administration demeure bien désorganisée jusqu'à ce jour en terme de qui fait quoi réellement !

Quels sont les facteurs qui peuvent contribuer à la paix ?

Les activités d'analyses régulières du contexte méritent d'être bien affinées pour informer objectivement et graduellement le niveau programmatique de la stabilisation, pour informer divers acteurs sur le terrain ; ceci est très utile quand on arrive à procéder à une fine identification des canaux par lesquels faire passer les résultats des analyses et recevoir le feedback régulièrement.

Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit, leurs relations ?



.....	Suspicion
	Relation brisée
	Relation moins forte
	Relation très forte

Quelles sont leurs perceptions ou position sur les questions clés?

Sur la question identitaire la Communauté Bembe quasi majoritaire en territoire de Fizi, dans sa perception continue à penser que la communauté Banyamulenge a un plan d'expansion politique, un plan régional ayant ses racines à partir du Rwanda et de l'Ouganda. Selon cette perception ce plan pour se matérialiser partirait de l'érection du territoire de Minembwe, avec comme alliés les Babuyu et les Babwari. Cette perception est soutenue et entretenue pas des leaders intellectuels de la communauté au pays et à l'étranger.

Sur la question économique la Communauté Banyamulenge dans sa perception voit la communauté Bembe comme étant un bon voisin de longues années mais qui ; depuis les années de guerre développe une résistance farouche contre l'objectif économique de la transhumance qui reste une source importante de l'économie chez un peuple éleveur. La communauté Banyamulenge pense que les attaquer sur l'angle de la transhumance c'est les affaiblir de manière ciblée, c'est affecter leur source principale de l'économie des ménages, ce qui leur parait inacceptable. Cette position est soutenue par des leaders intellectuels de la communauté au pays et à l'étranger.

Quels déclics pourraient contribuer à l'arrêt du conflit / à la grande escalade de conflit?

Lutte contre l'impunité : C'est un des signaux que devraient envoyer les autorités les dirigeants à leurs administrés pour rassurer tout le monde d'une part ; la lutte contre l'impunité devrait cibler rigoureusement les tenants du pouvoir qui en abusent dans des actions de corruption, de clientélisme, de tracasserie. Ceci ferait vite la différence alimentant une culture de redevabilité responsable, et la construction d'une confiance qui aboutirait à une interaction consciencieuse et franche entre la population et les autorités nécessaire sur le plan de sécurisation de la zone, de la promotion socio-économique et culturelle, des relations entre communautés, de la cohésion sociale sans exclusive.

Initiatives communes et inclusives : Dans un environnement de pauvreté généralisée, encourager des activités d'intérêts communs, c'est susciter un rapprochement des communautés dans les échanges socio-économiques et culturels, la découverte de nouvelles pratiques innovantes, le partage des expériences, le dépassement des préjugés, des stéréotypes, le focus vers les perspectives meilleures.

L'identification des facteurs déterminants dans le conflit

Dynamiques régionales et migrations

Présence de 25.379 réfugiés burundais dans le camp de Lusenda (Source de la Commission Nationale pour les Réfugiés CNR) en lien avec les groupes armés. Depuis 1996 il existe des groupes armés locaux dans le territoire de Fizi qui ont des liens de collaboration de longues dates avec les groupes armés burundais de FNL. A des moments précis du contexte quand il y a recrudescence des cas de violences, d'abus contre les civils : pillage, vols, coupeurs de route… les communautés locales développent une tendance de taire les abus commis par les éléments des groupes armés Mai Mai ou Gumino et jettent toute la responsabilité sur les groupes armés étrangers (Burundais : FNL et Rwandais : FDLR). Les perceptions locales font globalement les liens entre la présence de réfugiés Burundais et les groupes armés burundais censés être en collaboration selon les mêmes perceptions ; ce qui affecte sérieusement les relations entre les communautés d'accueil et les réfugiés. Le Flux migratoire important des burundais qui suite à la crise politique profonde et ses répercussions économiques au Burundi traversent les frontières (Kavimvira, Lac Tanganyika…) surtout les jeunes qui naturellement ne sont pas habitués à aller loin de frontières ; par milliers ces réfugiés sont obligés de développer des stratégies de survie dans Fizi voisin : les hôtels, les restaurants, le marché ambulant, les travaux de ménage, les mines, l'agriculture etc. tous ces secteurs de vie les récupèrent comme main d'œuvre bon marché. D'autre part de nombreuses familles de Fizi traversent la frontière vers la Tanzanie pour

assurer gratuitement la scolarité de leurs enfants dans le camp de Nyarugusu, une autre vague continue jusqu'au Mozambique, au Malawi, en Afrique du Sud ; l'idéal pour tous étant de créer des possibilités de réinstallation dans les pays occidentaux et en Australie, rêvant d'y vivre mieux qu'en RDC qui n'offre pas des opportunités économiques. Les autorités congolaises devraient activer leurs engagements internationaux dans la sécurisation et la protection des réfugiés sur notre sol, ensuite mener une bonne régulation dans la gestion des mouvements migratoires. Il y a risque que les trois gouvernements Congolais, Burundais et Tanzaniens profitant de leurs bonnes relations au non de la suprématie des intérêts diplomatiques puissent arriver à organiser des opérations de rapatriement forcées des réfugiés en violation du principe de trois solutions durables fondées sur le caractère volontaire des personnes en exil. Le discours du Burundi et de la Tanzanie sont favorables à cette position. Les raisons qui sont à la base de déplacements, de mouvements migratoires doivent interpeller les Etats de la région par rapport au devoir de bonne gouvernance et d'intégration régionale.

Quels sont les facteurs qui sont en jeu contre la paix ou en faveur du conflit?

Comme décrit dans les pages précédentes le défi de régulation et d'autorité de l'Etat est un facteur qui est en jeu contre la paix ; il se traduit par une grande manipulation, un grand trafic d'influence des hommes et femmes politiques bien positionnés dans les institutions provinciales et nationales qui drainent de milliers de personnes derrière eux sans une réelle vision de changement, de développement mais plutôt qui les maintiennent dans la division, la dépendance et la vénération de leurs idéologies et intérêts politiques. Ces personnes défient les institutions et s'expriment au nom de l'Etat, sont à la base de la restriction des libertés fondamentales ; de l'impunité ; ce qui inquiète les acteurs de la société civile parmi les indépendants.

Depuis l'année passée (2016) à l'approche et pendant la transhumance il s'observe un climat de montée de tension entre agriculteurs et éleveurs autour d'une gestion équitable et responsable de la transhumance. L'implication des Mai Mai du côté des agriculteurs, le port d'armes de certains éleveurs en transhumance sont autant de facteurs qui aggravent la situation, qui conduit à des affrontements, au vol des vaches et à des pertes des vies humaines. L'agriculteur est-il en conflit avec la vache ou le propriétaire de la vache ? Les vaches sont des bêtes et depuis la nuit de l'histoire dans leur errance parfois elles causent des problèmes dans les champs, la gestion de cette question positive ou négative ne dépend-t-elle pas des relations bonnes ou mauvaises qui existent entre les deux parties ?

L'étude des dynamiques à l'œuvre entre les facteurs et acteurs

Quels scénarios prévoyez-vous dans les mois à venir (2 ou 3) ?

- Un processus électoral émaillé de désinformation, des rumeurs et des violences ciblées contre les membres des communautés, les activistes des droits humains et de démocratie.
- L'implication de la société civile et d'une frange de politiciens épris de paix dans un processus d'information, d'éducation civique et de plaidoyer vers une alternance apaisée
- Une période de transition tendue en terme de manque de volonté politique et de conflits de compétence entre acteurs de la majorité et de l'opposition, une forte menace en terme de lecture, d'interprétation non éclairée des communautés à la base ; terrain fertile à la manipulation politicienne ; ce qui risque d'envenimer les relations entre communautés vers les fragmentations plus profondes et les actes de violences potentiels.

Vos idées essentielles sur l'évolution des conflits

La situation politique tendue à Kinshasa a des répercussions directes à l'intérieur de la province du Sud-Kivu, est en train d'alimenter des divisions au niveau des communautés derrières les tendances de leurs leaders, est en train de donner un coup dur en fragilisant l'autorité de l'Etat. Avec les analyses

du contexte actualisées, les acteurs de stabilisation devraient capitaliser ces informations pour se focaliser dans la prévention et la réponse aux problèmes-clé qui risquent de défier et mettre à mal les efforts à tous les niveaux de la chaine des interventions, procéder à des évaluations progressions, tirer et intégrer des leçons au fur et à mesure.

Les enjeux politiques étant de plus en plus complexes en République Démocratique du Congo, à compter de différents rounds de dialogue tenus à Kinshasa, les attitudes de la classe politique congolaise de l'opposition comme de la majorité ne place pas le peuple congolais dont tous se réclament toujours au centre de l'intérêt. La course aux postes, au positionnement politique s'illustre au premier plan ; en ajoutant la crise et la légitimité des animateurs de différentes institutions au niveau local, provincial et national il y a lieu de craindre une descente aux enfers de la population de plus en désespérée. Les acteurs Etatiques et non Etatiques devraient prendre courage et développer une attitude responsable afin de sensibiliser la population, expliquer le niveau auquel se trouve le dialogue politique : les avancées ; les points de discorde ; les défis et les perspectives.

Causes profondes des conflits et défis persistants

Dimension politique

- Manipulation politicienne des jeunes,
- Emergence des groupes armés
- Autour des aspects identitaires et électoralistes

Dimension économique

- Forte militarisation du site minier de Misisi, participation des autorités civiles et militaires ; des groupes armés à l'exploitation artisanale
- Conflit ouvert sur la transhumance

Dimension culturelle

- Montée d'une culture de désobéissance civile et de violence contre les institutions étatiques à Misisi et à Baraka de la part des jeunes

Défis majeurs

- Insécurité et peur permanentes de la population
- Paupérisation des communautés
- Manipulation, ignorance et dépendance
- Flux migratoire transfrontalier

Noyau Fizi-Baraka du Pool d'appui à la stabilisation
Mars 2017

3.2 Zone plaine de la Ruzizi et Moyens Plateaux, Sud Kivu

Eléments essentiels de conflits dans votre zone

- Insécurité grandissante causée aussi bien par certains éléments FARDC que par les Groupes Armés congolais et étrangers.
- Conflits intra et intercommunautaires à connotation identitaire, fruit des manipulations et administrations parallèles établies et entretenues par les acteurs politiques influents de la zone :
- Jeunesse désœuvrée et sans perspectives
- Le flux migratoire dans la plaine de la Ruzizi à cause de la crise économique au Burundi. Si ces mouvements ne sont pas gérés, contrôlés, il y a risque de provoquer des graves tensions. Entre autres l'enrôlement de réfugiés burundais pour les élections congolaises.
- En raison des mouvements migratoires, les perceptions négatives des Bafuliru vis-à-vis des Barundi de la plaine se renforcent. Les rumeurs fusent et les théories autour d'un plan macchiavellique de la part des Barundi gagnent du terrain. Renforcement de la méfiance des deux côtés.

Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix, acteurs clés

A qui profite ce conflit?

- A certains politiciens(députés et ministres) manipulateurs tireurs des ficelles des communautés Barundi, Bafuliiru, Banyamulenge, Bavira qui divisent les communautés sur des bases ethniques ;
- Au Leaders des Groupes armés : Karakara en groupements de Luberizi et Kigoma, SongaKivuwe et Molière en groupement de Lemera, Mbulu à Kajembo et à Sange, Nzabapema (FNL) à Kajembo et dans le Haut plateau, Nyamasomo- semahurungure du groupe gumino a Bijombo, Kashumba à Bijombo, Mushombe à Kigoma et à Masangi, Jean Nalube à Munanira ,Mirundi (communauté de Barundi) du grouperundiet bonyoweà Mutarule, Mwenyemali à Nyabalema à Kagando et à Kahanda,Basombwa David du groupe Mupekenya dans Itombwe
- A Certains Chefs des groupements qui se sont autoproclamés et ou qui ont reçu des nominations frauduleuses, qui bénéficient de la légitimité de leurs communautés tribales : Lameki pour le groupement de Luberizi soutenu par le maimaiKarakara contre Kinyoni de la communauté Barundi détenant les documents officiels, en Groupement de Bijombo quatre personnes nommées par les instances différentes se disputent le poste de chef de groupement dont 1 muvira, 1 munyamulenge, 2 banyindu et sont soutenues par les 2 factions du Groupe Gumino. Dans le Groupement d'Itara, Chefferie des Bafuliiru, le chef de groupement MbararoOmbeni II, se dispute la gestion du pouvoir de groupement avec son oncle paternel NdayeKimbumbu. Ce conflit est entretenu par des autorités qui émettent des arrêtés parallèles.
- Le prince Albert Mukogabwe II MuzimawaSimba, chef actuel de la chefferie Bafuliiru en conflit avec son neuveu, Adam Kalingishi fils de son défunt grand frère Ndare Simba Simon, intronisé officiellement après le décès de son père en décembre 2012. En effet, l'enjeu de ce conflit est lié à la gestion du patrimoine de la famille royale et des recettes de la chefferie issues des Taxes et de la rétrocession.
- Les autorités politiques et de l'administration publique de Bukavu et de Kinshasa qui sème la confusion dans la gestion des entités de la zone et qui perçoiventla corruption pour des nominations qu'elles accordent aux différents acteurs précités.

Quels sont les nouveaux facteurs qui contribuent à prolonger la dynamique de conflit?

- Le déroulement du procès sur le massacre de Mutarule du 06 juin 2014 où 32 bafuliiru ont été tués dans une paroisse de la 8ème CEPAC et le lien avec le meurtre à Bukavu du colonel FARDC, Elias RUBIBI en date du 20 Août 2016 alors qu'on l'attendait pour comparaitre à ce procès. Il était

soupçonné détenir certaines informations sur ce massacre. Ce qui a renforcé le clivage haineux entre les communautés Barundi, Banyamulenge et Bafuliiru dans la plaine de la Ruzizi.

- Arrestations des jeunes soupçonnés d'être des Mai Mai par les éléments FARDC du régiment 1305 de Kabunambo, suivies des tortures.
- Manifestation de la population de Kiliba suite à l'assassinat d'un jeune par un militaire de FARDC. La population attend le procès public.
- Traversée des FNL Burundais vers les moyens plateaux d'Uvira et vols des récoltes des champs par les populations burundaises frontalières et quelques éléments FARDC.
- Conflits de pouvoir coutumier à Luvungi entre Mbabaro, reconnu officiellement et 2 autres personnes dont Mr Ndahe et son oncle Fande Dunia. Ces derniers disposent également des documents livrés par les services étatiques.
- Affrontements entre une coalition Mai Mai et FARDC à Luhito et à Nyamoma causant beaucoup de déplacements des populations vers Sange, Kiliba et Burundi. Des familles entières sont en train de se réfugier vers le Zimbabwe, le Malawi, la Tanzanie et le Burundi.
- A Kazimwe, il y a vols de vaches et pillages dans le village accompagné de la mort d'une personne
- La non remise de toutes les armes à feu lors du désengagement des membres des groupes armés.
- La gestion des taxes issues du marché de Bijombo crée un problème au niveau du groupement de Bijombo entre les communautés Banyamulenge, Bavira et Banyindu.
- Kidnapping conditionné par des rançons pour libération orchestré par des ''inconnus'' : une sentinelle gardant la source de l'eau d'une adduction d'eau a été enlevée par des inconnus qui demandent une rançon de 1000 dollars.
- Le faible effectif des éléments de FARDC et l'insuffisance de logistique. dus à la mauvaise gestion de l'armée FARDC
- L'impunité persistante
- Les tracasseries, l'extorsion et les arrestations arbitraires
- Les opérations militaires inefficaces,
- Des éléments présumés Mai Mai Mbulu/Bigaya auraient pillé 6 vaches à Nyakabere et 27 vaches dans un pâturage à Kibirizi. Les assaillants ont exigé une rançon de 1,500 USD pour retourner les bêtes à leurs propriétaires. En plus, ils se sont introduits dans la résidence d'un habitant à Rukobero, où ils ont pillé des stocks de vivres ainsi que des biens ménagers
- Au courant de ce mois de mars 2017 un homme armé a tiré des coups de feu en l'air pour maîtriser un minibus sur la RN 5 à Rushima, non loin d'une position FARDC. Les passagers ont été délestés de leurs biens. Le chauffeur blessé a été évacué vers l'hôpital de Luvungi pour des soins.
- Dans un cybercafé, un élément non autrement identifié a emporté 6 ordinateurs après avoir tiré des coups de feu en l'air.
- Un habitant armé d'un fusil de marque AK-47 a tué un élément de la PNC en patrouille dans le quartier Shishi. L'assassin s'est ensuite donné la mort lui-même en vue d'échapper aux éléments des FARDC/PNC qui ont accouru aussitôt sur le lieu de la scène.
- Des éléments d'un groupe armé non autrement identifiés ont échangé des tirs avec un groupe Banyamulenge de défense locale à Kajembwe

Quels sont les facteurs qui peuvent contribuer à la paix ?

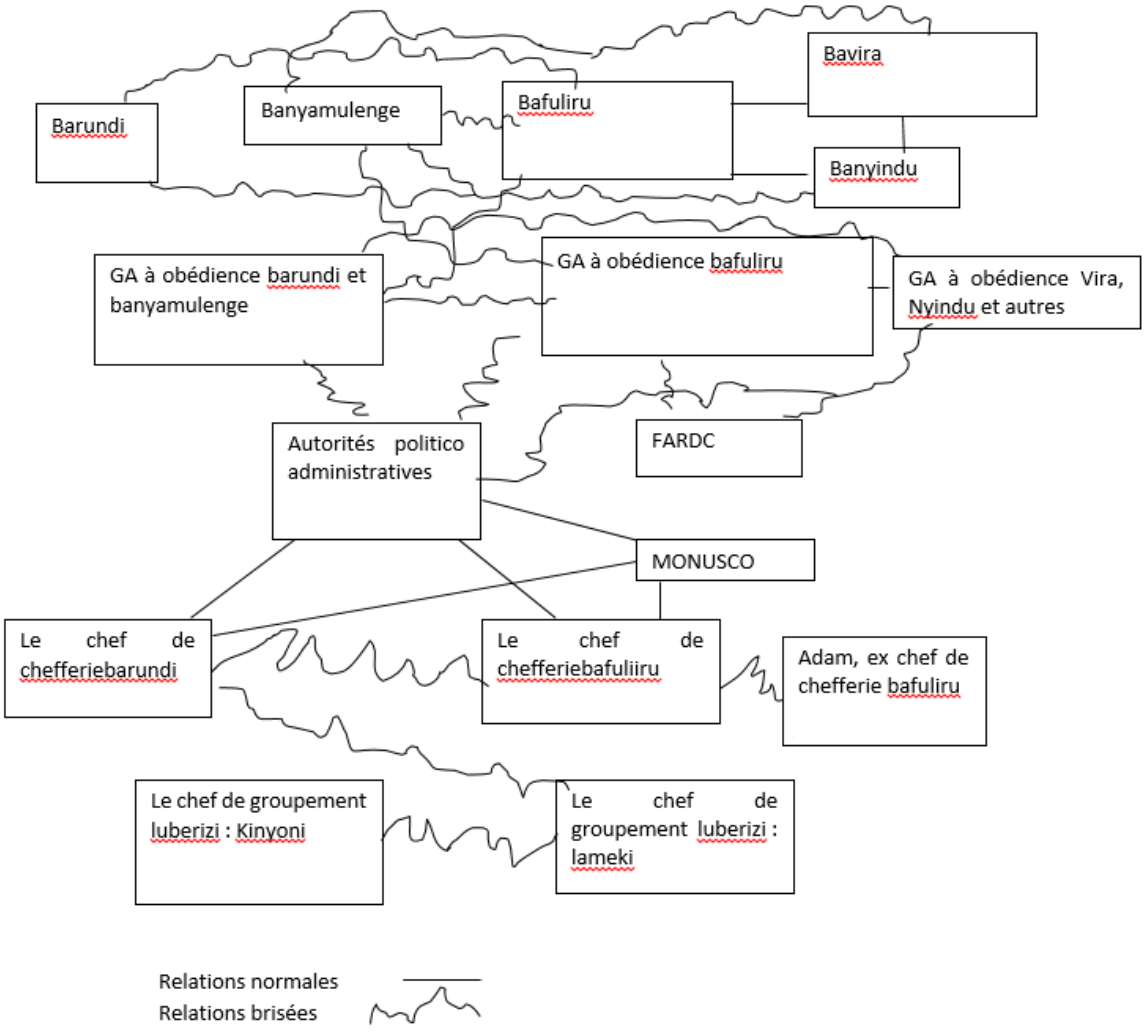
- La restitution du déroulement du procès de Mutarule aux communautés par la Monusco montrant que les auteurs aux arrêts viennent de subir la condamnation de la loi (Mr Kalungu, 15 ans et Mr Matias 10 ans) et d'autres suspects sont encore pointés. La Monusco a appelé les communautés à être ensemble.
- Grace aux tribunes populaires et audiences populaires tenues à Sange, Kiliba, Luvungi, les communautés ont renforcé leur confiance envers les autorités politico administratives.

- Le Mwami Albert, chef de la chefferie de Bafuliiru s'est impliquée personnellement dans les conflits de pouvoir coutumier à Runingu en nommant le greffier du groupement, Mr Kapala à la tête du groupement.
- L'exécution des sous-projets de développement par le FSDRC : Construction de la salle polyvalente à Bwegera dans le groupement de Kakamba par les FSRDC, Construction de l'EP Kabimba,
- Les réunions tripartites entre HCR-CNR-ONPRA Burundi (Office national pour la protection des réfugiés et des apatrides) pour la gestion des problèmes des réfugiés burundais en RDC

Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit?

- Les communautés ethniques (conflit)
- La coalition Mai Mai(GAC)s'allie aux FNL et les deux s'affrontent contre les FARDC. (conflit)
- Les chefs coutumiers (conflit)
- Les ONGs qui interviennent dans le domaine de pacification (paix)
- Les confessions religieuses (conflit et paix)
- Monusco (I4S)
- STAREC
- Agences des Nations unies
- CNR

Quelles sont leurs connections aux autres et quelle est la qualité de ces relations ?



Quels sont leurs intérêts, besoins, buts et préoccupations?

- Pouvoir
- Accès à la terre
- Protection
- Défense de l'identité
- Accès aux revenus
- Recherche de la paix

Quelles sont leurs perceptions ou position sur les questions clés?

- Pour les conflits liés à la gestion du pouvoir, les besoins réels sont liés à la gestion des fonds de rétrocession et des diverses taxes des marchés, contrôle des ressources (naturelles) et contrôle du pouvoir législatif, exécutif, affirmation de soi, de son identité, fierté de l'identité , etc.
- Pour les différents groupes armés, ils disent vouloir assurer la protection des membres de leurs communautés tribales, mais en réalité, ils volent, pillent et extorquent. Ils attendent du gouvernement des postes juteux dans les FARDC.
- Pour la communauté barundi ; ils sont congolais à part entière et leur chefferie doit être acceptée par les autres et jouir de tous ses droits alors que pour les bafuliru, les barundi sont des étrangers et leur chefferie doit devenir une chefferie-secteur afin de permettre aux bafuliiru de pouvoir y accéder officiellement un jour.
- Pour les banyamulenge, ils aimeraient aussi avoir une entité à gérer et ce notamment, le groupement de Bijombo en territoire d'Uvira pendant que pour lesbavira c'est une entité propre à eux et personne ne peut s'y intercaler ; alors que pour le banyindu, ils se considèrent comme les autochtones de Bijombo.
- En bref leurs intérêts sont liés à l'exercice du pouvoir coutumier, aux enjeux économiques, à l'accès aux terres.

Quels pouvoirs ou instruments d'influence ont-ils?

- Pour les banyamulenge et les barundi, ils ont du soutien de la part de l'armée nationale dans laquelle beaucoup de chefs d'unité sont banyarwanda. Ils ont aussi des politiciens qui sont bien placés
- Pour les bafuliru, ils sont nombreux sur le plan numérique et possèdent beaucoup de groupes armés, ils ont aussi des politiciens qui les soutiennent

Quelles nouvelles alliances peuvent favoriser une démarche de paix ou une aggravation des conflits ?

- Aggravation des conflits
- FNL et GAC
- FNL et FOREBU
- FNL, FOREBU et GAC

Démarche de paix

- acteurs-clé de la société civile des différentes communautés en vue d'une négociation des intérêts
- acteurs-clé de la société civile, ONG et MONUSCO (si on arrive à sortir de la logique de la sous-traitance)

Quels déclics pourraient contribuer à l'arrêt du conflit / à la grande escalade de conflit?

Pour l'arrêt des conflits :

- Une bonne gouvernance qui enraye tous les pouvoirs parallèles et fait respecter la loi en établissant l'ordre et surtout assure une protection collective
- Création d'emplois pour les jeunes peut réduire l'envie de s'enrôler dans les groupes armés
- Une armée républicaine bien formée qui sécurise avec un effectif capable de couvrir les besoins du rayon d'action.
- Dialogue social inclusif
- Non politisation du pouvoir coutumier
- Eradiquer les groupes armés

A la grande escalade de conflit :

- Non résolution des conflits majorité /opposition à Kinshasa
- Laisser-faire de la part de la communauté internationale
- Renforcement des manipulations à des fins de pouvoir et électoralistes
- Nouvelles alliances mafieuses entre politiciens, groupes armés congolais et étrangers, parties des FARDC.

Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière analyse ?

Le dialogue tenu par la CENCO peut aider au cas où les parties prenantes se convenaient.
Au niveau de la base, les attentes sont nombreuses au niveau de la population.

- Les patrouilles mixtes Monusco-FARDCs-Populations : diminution de la suspicion
- Implication de la population dans sa propre sécurité
- Afflux des réfugiés burundais en RDC (campLusenda)

L'identification des facteurs déterminants dans le conflit

La stratégie ISSSS a identifié quatre moteurs de conflit pour toutes les zones prioritaires :

- Dilemmes sécuritaires
- Mobilisation autour de la terre et de l'identité
- Exploitation illégale de ressources naturelles
- Dynamiques régionales

Quels sont les facteurs qui sont en jeu contre la paix ou en faveur du conflit?

- Insécurité causée la multitude des groupes armés
- Les conflits liés au contrôle de la terre, du pouvoir coutumier et ainsi que le leadership identitaire
- L'Exploitation illégale de ressources naturelles
- Les Dynamiques régionales liés aux mouvements transfrontaliers, présence des réfugiés burundais et à l'activisme des groupes armés étrangers FNL, burundais et FDLR rwandais

Quels facteurs, problèmes ou éléments sont en train de provoquer le conflit et amener des divisions entre les gens, et comment?

- Le conflit foncier
- Le conflit de pouvoir
- Le conflit identitaire
- La transhumance/ les conflits de terre
- Les flux de migration
- Manipulation des politiciens

- Indiscipline de certains éléments FARDC
- Les groupes armés liés aux tribus

L'étude des dynamiques à l'œuvre entre les facteurs et acteurs

L'examen des points d'interaction entre les acteurs clés
- L'exercice du pouvoir pour influencer
- Le partage des intérêts
- L'influence éventuellement exercée par chaque acteur pour ce qui est d'améliorer ou de faire empirer l'un des quelconques éléments de la dynamique recensés;
- Les opérations conjointes Monusco-FARDC pour la sécurité ont amené un calme, bien que relatif
- Les centres d'intérêt et les objectifs de chaque acteur.
    - La conquête et la conservation du pouvoir
    - La gestion des terres
    - La protection des identités communautaires

Quels scénarios prévoyez-vous dans les mois à venir?

- Dans le contexte actuel de la RDC, si une nouvelle rébellion commençait dans le Sud Sud, si elle trouvait un soutien du Rwanda, tous les groupes armés barundi et banyamulenge, s'y allieraient, ils se battraient contre une forte résistance des autres groupes armés locaux (bembe, fuliiru, vira, nyindu) et des autres communautés tribales, ce qui causerait un grand nombre des morts d'hommes et amplifierait les conflits identitaires.
- Dans le contexte actuel de la RDC, si une nouvelle rébellion commençait dans le Sud Sud, si elle trouvait un soutien du Rwanda, tous les groupes armés barundi et banyamulenge s'allieraient aux groupes d'autres communautés tribales pour former un front commun contre les agresseurs, ainsi, ils se battront ensemble en faveur d'une cause commune, ceci diminuerait rapidement les préjugés identitaires des uns contre les autres qui dominent dans ce milieu.
- S'il ya un coup d'état militaire en RDC, un homme fort prend le pouvoir, il établit une bonne gouvernance dans le pays, l'autorité de l'Etat se fait sentir partout, tous ces désordres vont disparaitre de soi et la vie va recommencer sur des nouvelles bases.
- Si le consensus entre les parties au dialogue conduit par la CENCO n'est pas appliqué, la zone risquerait de traverser une crise pendant laquelle il y aurait de règlements des comptes qui arriveraient même au pire.
- Si les politiciens originaires de cette zone ne se retrouvaient pas dans le nouveau gouvernement en vue avec les arrangements particuliers sous la médiation de la CENCO, ils vont manipuler les groupes armés tribaux pour semer le désordre et ainsi bloquer tout le processus.

Causes profondes

Les dimensions politique, économique et culturelle s'enchevêtrent.
- l'incapacité du gouvernement à contrôler son armée et à garantir la sécurité sur tout le territoire
- les rivalités ethniques, foncières et économiques

Plutôt politique
- Insécurité
- Violences armées liées au mercantilisme
- En dépit des opérations militaires des FARDC avec partiellement et de nouveau de plus en plus le soutien de la MONUSCO et des tentatives pour la démobilisation, les groupes armés pullulent. Les dénominations et certains acteurs, ainsi que certaines alliances changent, mais le problème structurel continue.

- FARDC et police (« les forces de l'ordre ») insécurisent les populations et s'affrontent entre eux pour le partage du gâteau : forces de sécurité ou d'insécurité ?
- Pour beaucoup de jeunes la seule façon de survivre est de rejoindre des groupes armés.
- Conditions de détention inhumaines.
- De larges territoires ne sont ni sécurisés ni gouvernés.
- Infrastructures en mauvais état.
- Abime grandissant entre déclarations de classe politique et les réalités que vivent les populations
- Etat ne sécurise pas les populations et ne donne pas de services de base mais récolte des taxes en hausse sans retour tangible aux populations.

Plutôt économique

- Taxes multiples et en hausse
- Hausse des prix
- Paupérisation accrue de la majorité de la population
- Jeunes sans avenir : chômeurs et ouverts à la violence
- Economies de guerre ; liens entre groupes armés y compris FARDC et transactions économiques gérées par les armes
- Exploitation des ressources naturelles sans retombées positives tangibles pour les populations concernées
- Conflits fonciers persistent et se renforcent.
- Corruption institutionnalisée.

Plutôt culturel

- (La culture est l'expression de la façon dont un groupe humain réagit aux défis de l'histoire)
- La culture de la violence s'accentue
- La peur et la résignation gagnent du terrain
- La fragmentation de la société et la recherche de boucs émissaires est systématique
- Conflits entre communautés
- Conflits multiples marqués par ignorance, haine et exclusions
- Discrimination contre de nombreux groupes plus spécialement les femmes
- Société civile fragmentée et en partie manipulée et corrompue.
- Justice et vengeance « populaires » en réaction à l'impunité

Marginalisation au plan international

- Problèmes persistants avec beaucoup de pays voisins (Congo Brazzaville, Angola, Rwanda, Burundi, Ouganda, Soudan du Sud, Tanzanie)
- Frontières vues comme obstacles et non opportunités.
- Communauté Internationale et MONUSCO sont vues comme sauveurs et solution à tout.
- Intérêts d'entreprises et de réseaux européens, US américains, chinois dans le « comptoir congolais » où tous se servent

Défis majeurs

- une pauvreté extrême de la population
- une jeunesse sans emploi et sans perspectives
- une culture de violence qui s'enracine
- une fragmentation profonde au niveau intra et intercommunautaire : conflits multiples
- Manque d'efficacité, de vision et d'attitudes responsables des dirigeants et de la classe politique

3.3 Zone autour de Kitshanga

Eléments essentiels de conflits dans votre zone

Les éléments essentiels de conflit sont notamment :

- Inégalités dans le domaine foncier entre les communautés ethniques : une lourde histoire
- Le conflit d'intérêts patrimoniaux entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir politico-administratif
- Un pouvoir d'Etat prédateur qui n'assume pas ses fonctions régaliennes

Inégalités dans le domaine foncier entre les communautés ethniques

Depuis l'époque coloniale, dans la chefferie de Bashali qui a pour centre commercial Kitshanga, le pouvoir traditionnel a toujours été reconnu aux Hunde qui se considèrent comme des autochtones alors que les Banyarwanda qui sont arrivés à l'époque coloniale vers les années 1910 -1915 pour répondre à un besoin de main-d'œuvre dans les champs de thé sont considérés par les Hunde comme des allochtones n'ayant pas le droit à la terre.

Le chef de Chefferie était et est donc un Mwami Hunde dont les descendants continuent d'assumer les fonctions jusqu'à ce jour. La présence massive des Banyarwanda va créer un choc culturel notamment sur la conception de ce que représente la terre et comment s'en procurer. Pour les Hunde, la terre est un bien qui appartient à la coutume (au Mwami) et il peut le donner à qui il veut. La notion de propriété privée concernant la terre est quasiment inexistante chez les Hunde alors que pour les Banyarwanda, une terre arrachée à la forêt par le travail de défrichage est un bien privé qui vous appartient et qui peut constituer un héritage pour vos enfants.

Par la force de leur travail, plusieurs Banyarwanda ont acquis des étendues de terre énormes au point que les Hunde qui étaient là avant eux et qui se considèrent comme autochtones ont la perception de ne pas avoir grand-chose par rapport aux Banyarwanda. Cet état des choses pousse les Hunde à se replier sur leur conception traditionnelle selon laquelle, la terre appartient au Mwami alors qu'en ce moment, les Banyarwanda en question ont protégé leurs terres en passant par le pouvoir administratif. Les communautés sont divisées aujourd'hui car les uns s'appuient sur la tradition pour revendiquer et réclamer les terres du Mwami (Hunde) tandis les Banyarwanda s'appuient sur le pouvoir moderne pour démontrer que leurs terres leur reviennent de droit. Pour compliquer encore plus la situation il faut mentionner que les Bami ont en partie vendu des terres ancestrales à des personnes de diverses origines. Dans la zone il y a des grandes fermes de pâturage qui en partie ont été vendues à des dignitaires vivant ailleurs. La terre devient rare pour les petits paysans et petits éleveurs du coin (hunde, hutu ou autres).

C'est cette évolution historique qui motive en partie l'existence sinon du moins l'allégeance à des groupes armés comme

- les APCLS qui combattent les Banyarwanda en général, avant surtout les Tutsi qui ont beaucoup de pâturages, mais aujourd'hui ils voient les Hutu comme principale menace. Cela pourrait changer dès que la présence des M23 et autres CNDP redevient plus forte et visible.
- et d'un autre côté les Nyatura qui sont un groupe armé proche des Banyarwanda et particulièrement des Hutu.

Aujourd'hui, certains cas d'insécurité sont la conséquence des conflits des terres qui ne trouvent toujours pas de solution devant les cours et tribunaux à Goma. Et même, lorsqu'un jugement est rendu, la partie lésée recourt à d'autres moyens comme l'assassinat.

Le conflit d'intérêts entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir administratif :

Dans cette société bipolarisée autour du foncier, chacun se disputant la légitimité et la légalité des documents concernant leurs terres, selon qu'ils sont signés par le Mwami ou par le service de l'Etat chargé du foncier, un élément nouveau s'est ajouté, c'est la présence du Fonctionnaire délégué à Kitshanga, nommé depuis plus ou moins une année.

La majorité des Hunde est convaincue que l'autorité suprême dans la chefferie est le Mwami, considère la création du poste de Fonctionnaire délégué du Gouverneur comme une concurrence faite à leur chef traditionnel. Pour certains Banyarwanda, ils voient dans le Fonctionnaire délégué un contrepoids pour eux dans cette lutte qu'ils mènent face aux Hunde. La majorité des Hunde veut garder une emprise sur un territoire qui échappe à son contrôle et à la jouissance de ses ressources dans la situation actuelle.

Sur le plan politique, le Fonctionnaire délégué est perçu par une grande majorité des Hunde comme un concurrent du Mwami et selon nos sources, le Mwami n'avait jamais supporté le premier fonctionnaire délégué parce qu'on le voyait mettre son nez dans toutes les questions de Kitshanga au point de se mêler du travail de la Police, de la Chefferie etc.

Il était plutôt apprécié positivement par les Banyarwanda de l'avis de jeunes Hunde. Selon ces derniers, c'est parce que les Banyarwanda n'ont pas de pouvoir coutumier qu'ils s'appuient sur lui.

Il y avait un sérieux conflit de compétence entre le mwami et le premier Fonctionnaire délégué, celui-ci et le Commandant de la Police de la cité de Kitshanga. Ce denier estimait que l'installation du bureau du Fonctionnaire délégué à proximité du sien avait pour objectif de percevoir l'argent que génèrent les services de la police. Selon le commandant de la police de la cité de Kitshanga, le Fonctionnaire délégué s'était arrogé le droit de signer des billets d'écrou alors que c'est le travail de la Police.

Lors d'un échange entre l'ancien fonctionnaire délégué, le capitaine de la police de la cité et les jeunes de Kitshanga sur le danger des armes à feu et les explosifs, les jeunes ont exprimé leur manque de confiance vis-à-vis des autorités politico-administratives et policières. Un jeune nous a déclaré : *« Je peux ramasser un chargeur de AK47 et je le remets aux autorités qui sont ici; ensuite, ils me diront qu'il me faut leur amener l'arme de ce chargeur. Enfin, si je leur explique que je n'ai ramassé que le chargeur ils sont capables de m'envoyer injustement en prison »*.

Le 29 janvier 2017, le fonctionnaire délégué a été suspendu puis remplacé pour violation des attributions, ingérence dans les affaires judiciaires, foncières et coutumières. Il est aussi accusé par la population d'être parmi les moteurs dans l'assassinat de Mr Etienne MABWANANO, chef intérimaire du groupement BISHUSHA. Cet assassinat a créé des tensions au sein de la population et particulièrement des anciens ouvriers des concessionnaires.

Un pouvoir d'Etat prédateur qui n'assume pas ses fonctions régaliennes

Le fait que l'Etat n'assure pas à sa population une sécurité et n'assure pas aux jeunes un lendemain meilleur par la création d'emplois, plusieurs d'entre ces citoyens se regroupent sur une base ethnico-tribale et créent des mouvements d'autodéfense et ce sont ces jeunes oisifs qui se retrouvent combattants dans les groupes armés. Il y a plusieurs entités territoriales où les mouvements rebelles perçoivent des taxes et s'occupent du travail de sécurisation des habitants.

Conséquence: plusieurs jeunes de Kitshanga et des environs ont plus de sympathie vis-à-vis des groupes armés qu'envers les services de sécurité de l'Etat comme la Police et l'Armée.

Depuis le retour des combattants qui étaient dans le processus de démobilisation, il y a plusieurs cas de vol qui sont enregistrés dans la cité de Kitshanga. La police y enregistre chaque jour des cas de vols de chèvres et des vaches. L'ancien numéro 2 des APCLS, qui vit actuellement à Kitshanga, était soupçonné de réorganiser les anciens combattants, communément appelés démob (pour dire démobilisés) APCLS revenus de Kamina et d'ailleurs pour commettre ces vols qui sont devenus leur moyen de survie.

Pendant la nuit du 2 au 3 novembre 2016, nous avons appris qu'après des échanges avec le Général autoproclamé des APCLS, Janvier KARAIRI, le fonctionnaire délégué aurait permis aux APCLS de traquer tous ceux qui commettent ces actes de vol pour ternir l'image de son mouvement et le vendredi 4 novembre, les officiers de sécurité ont dénoncé cette attitude du Fonctionnaire délégué par le Gouverneur. Pendant que se déroulait cette réunion, l'ancien numéro 2 des APCLS a été arrêté par les FARDC et l'ordre de son arrestation serait venu de Janvier Karairi.
En décembre 2016, dans la localité de KAYIRA, une attaque des miliciens Nyatura s'est soldée par la mort d'un policier, le viol d'au moins six femmes ainsi que le vol du matériel d'enrôlement avec la bénédiction soupçonnée du chef de l'Agence Nationale de Renseignement, connu sous le nom de KAMUNZINZI. Il n'y a pas d'autorité de l'Etat dans la cité de KAYIRA. D'ailleurs, la chef de cette cité est depuis, exilé dans la cité de KITSHANGA.

Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix, acteurs-clé

A qui profite ce conflit?

Ce conflit profite aux leaders communautaires et autorités politico-administratives : au Mwami et aux différents chefs traditionnels Hunde; aux autorités politico-administratives et militaires; aux politiciens Hunde, Hutu et Tutsi, aux APCLS, aux NYATURA, aux éléments et officiers FARDC, aux éléments et officiers de la police. Visiblement, cette situation insécurisée leur permet de s'enrichir et d'augmenter ou du moins assurer leur pouvoir.

Quels sont les nouveaux facteurs qui contribuent à prolonger la dynamique de conflit?

Les nouveaux facteurs qui contribuent à prolonger la dynamique de conflit sont notamment : l'échec du processus DDR et la présence plusieurs jeunes ex-combattants qui avaient rejoint le processus DDR dans différents centres dont KAMINA. Ils sont revenus dans la chefferie de Bashali, n'ayant pas de moyens de survie et étant donné que le peu qu'ils ont eu ne suffit pas pour subvenir à leurs besoins, ils se sont réorganisés en groupe de bandits. Ils s'illustrent par des attaques ciblées contre les fermes et les maisons des habitants - indépendamment des appartenances ethniques - ainsi que des vols de bétails. Les attaquants, anciens des divers groupes armés, comme les victimes font partie indistinctement de toutes les communautés qui vivent sur le territoire.

En plus de cela, le déficit de communication ou la malcommunication autour du projet de stabilisation ISSS est instrumentalisé par certains leaders locaux, qui sont en même temps propriétaires d'ONGs locales, du fait qu'ils estiment ne pas avoir trouvé leur compte (en termes d'argent) dans l'exécution prochaine du ditprojet.

Et quand la ministre provinciale du Plan, Marie Shematsi, elle-même issue de la communauté hunde a distribué un kit constitué d'habits aux démobilisés qui s'attendaient aux outils des travaux correspondants aux métiers appris dans les centres de transit et d'orientation, ceux-ci n'ont pas été enchantés. La responsable du programme étatique STAREC, Chantal Kambibi, étant hutu issue également de la région, les conflits entre ces différents responsables provinciaux n'aident pas non plus à calmer le jeu.

Il y aussi la présence permanente et prolongée d'un fonctionnaire délégué du gouverneur qui selon les Hunde fait ombrage au vrai chef qui est le Mwami. Le fonctionnaire délégué représente, aux yeux de nombreux Hunde, celui qui veut contribuer à la disparition du pouvoir traditionnel. Il faut ajouter que le dernier titulaire ne faisait pas son travail de représentant de l'Etat mais agissait manifestement à son propre compte.

Enfin il y a la paupérisation de la population qui est de plus en plus utilisée par différents leaders et autorités pour les instrumentaliser. En dehors du conflit majeur entre les Hunde et les Hutu, il y a d'autres différences et sources de conflits entre les communautés vivant sur le territoire, les Tutsi, Nyanga et Nande. Il existe une certaine différence entre les Hutu et les Tutsi, car, même s'ils sont tous Banyarwanda et souvent exclus par les autres communautés, les Hutu ne sont alliés aux Tutsi que lorsqu'il faut faire front commun contre une attaque des forces armées des autres communautés. On a vu cela quand Kitshanga a brûlé. Les Tutsi sont considérés par les autres comme des personnes qui font semblant d'être faibles mais en réalité ils ont toujours un jeu caché. Selon les autres, ils sont ceux ayant un grand nombre d'acteurs politiques haut placés et des officiers supérieurs et généraux dans les FARDC et la PNC et cela explique leur capacité de monter des groupes armés d'une grande capacité de nuisance. Pour exemple, certains Hunde continuent d'accuser les Tutsi d'avoir fait usage de leurs relations avec des cadres politiques, militaires et policiers pour faire annuler le recrutement de plusieurs jeunes Hunde dans la police lors du dernier recrutement. Selon plusieurs Hunde, les Tutsi auraient fait courir un bruit selon lequel, les jeunes recrutés étaient des APCLS. Au niveau de la base, c'est facile de voir que les jeunes filles Tutsi sont celles qui fréquentent l'école jusqu'au niveau terminal et cela crée des jalousies plutôt que d'être vu comme exemple positif. Les Banyanga, peu nombreux dans cette zone, se considèrent comme une communauté exclue ou moins considérée. Quoique pas très nombreux non plus, les Nande occupent tout de même une place plus importante à cause de leur esprit entrepreunerial et de leurs ambitions politiques. Dans le passé, ils jouaient le rôle de porte-étendard pour les communautés dites autochtones en affrontement avec les "étrangers" Banyarwanda.

Quels sont les facteurs qui peuvent contribuer à la paix ?

Les facteurs qui peuvent contribuer à la paix dans la zone autour de Kitshanga sont :

- L'Etat qui n'a pas le contrôle de plusieurs entités est en même temps prédateur dans les entités où il est gouvernant. Le désenclavement du milieu pourrait ainsi aussi être vu comme un potentiel de paix. Les autorités locales de toutes les communautés – si elles résistaient aux manipulations et tendances de fragmentation- pourraient voir leurs intérêts communs et se mettre ensemble pour la création d'emplois et le redressement économique y compris la mise en place d'infrastructures.
- L'utilisation des médias (les Radios Communautaire notamment) peuvent travailler contre les préjugés et servir comme un espace de discussion et dialogue entre les communautés et entre la société civile et les autorités.
- Si on arrivait en dépit d'une histoire lourde à dépasser les fragmentations, les intérêts communs à la base de tous les gens qui vivent dans la zone sont un facteur fort pour la paix : infrastructures, investissements, retour de la sécurité.

La création d'emplois et le redressement économique :

Plusieurs jeunes de Kitshanga se retrouvent dans une zone où règne l'insécurité et la seule richesse d'autrefois qui est la terre est soit devenue rare ou celle qui existe se retrouve dans des zones occupées par des groupes armés. Les jeunes quittent les villages pour rejoindre les grands centres; certains sont continuellement en déplacement suite à l'activisme des groupes armés. Il y a une forte concentration des populations dans les grands centres; ce qui pèse sur le coût de la vie dans une zone où la production est en baisse et où plusieurs jeunes qui ont touché au moins une fois aux armes sont au chômage et

sont souvent tentés de replonger dans l'utilisation de l'arme pour résoudre leurs problèmes économiques.

Le redressement économique devrait passer par la création des emplois qui privilégient la main-d'œuvre locale, notamment les jeunes mais en tenant compte d'une représentativité communautaire équilibrée.

Plusieurs jeunes sortis du processus DDR sont de temps en temps tentés ou sollicités pour adhérer aux groupes armés du fait qu'ils n'ont pas d'occupation professionnelle.

L'unique radio qui émettait avant Pole FM dans la zone autour de Kitshanga était la Radio Kibarizo qui est une propriété d'un député Hutu « AYOBANGIRA SANVURA » décédé et remplacé par son fils. Cette radio a été créée pour des raisons électorales. Certains Hunde la perçoivent plutôt comme une radio de la communauté Hutu et le contenu est selon eux un contenu pour défendre les intérêts de son propriétaire. Mais avec l'arrivée de la Radio Pole FM, une Radio qui émet depuis la ville de Goma, il y a une nouvelle dynamique car la Radio Pole FM a créé des clubs d'auditeurs incluant toutes les communautés. Ces clubs sont constitués des jeunes des différentes communautés ethniques qui produisent un journal qui ne revient que sur des informations de proximité. Les protagonistes impliqués dans un événement ou une information controversée ont le droit de s'exprimer sans être discriminés.

Le fait que certaines communautés ethniques soient propriétaires d'une grande partie des terres et d'autres manquent de champs constitue un problème sérieux surtout dans un milieu aussi enclavé où les infrastructures de base n'existent pas. Le fait qu'il n'y a aucune structure de l'Etat sur place qui soit dotée d'infrastructures et qui offre du travail à ces jeunes sortis des groupes armés est un défi énorme. Ils sont nombreux qui accepteraient de travailler même pour un petit salaire mais de manière régulière mais ces opportunités n'existent pas. Les routes en mauvais état ne leur permettent pas non plus de circuler librement pour tenter leur chance ailleurs. L'insécurité a fait que plusieurs champs de ceux qui s'adonnaient à l'agriculture restent non cultivés, d'où la famine et une forte dépendance de Kitshanga et ses environs par rapport à Goma et Masisi centre.

Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit (en faveur du conflit ou pour une transformation vers la paix) ? et quel est leur rôle.

Les acteurs qui profitent du conflit ou du contexte continuellement conflictuel et travaillent en faveur du conflit sont :

- Les leaders Communautaires (le Mwami Bashali ou Chef de Chefferie et autres)
    - Le Chef de la Chefferie a un rôle plus négatif que positif dans le conflit qui sévit dans la zone autour de Kitshanga dans la manipulation de l'histoire. Il a pour objectif la domination des Hunde sur d'autres communautés. Les leaders de différentes communautés en quête ou en mal de positionnement politique et ceux qui ont une certaine notoriété dans leurs communautés ont développé et ont fait circuler des discours et propos réducteurs vis-à-vis des autres communautés en vue de monter les jeunes d'une communauté contre une autre. C'est notamment le fait que chaque communauté a sa version de l'histoire de l'acquisition des terres par les Banyarwanda.
    - Les leaders des autres communautés considèrent les Banyarwanda, les Tutsi en particulier, comme un peuple qui est naturellement habité par le virus de l'hégémonie culturelle. A force de l'entendre dire, certains leaders Tutsi l'ont intériorisé et se comportent parfois dans ce sens. L'occupation d'immenses terres pour leurs vaches contribue sans nul doute à forger cette image. Ceci dit certains grands propriétaires terriens – comme la famille du chef de

l'Etat Joseph Kabila– ne sont pas Tutsi mais cela ne semble pas compter dans l'imaginaire des autres groupes.

- Les autorités politico administratives (le Fonctionnaire délégué du Gouverneur à Kitshanga). Les autorités politico administratives n'ont pour objectif que de conserver le statu quo car la situation leur est favorable. Elles ne jouent pas le rôle d'arbitre dans les différents conflits de Masisi et de la Zone autour de Kitshanga notamment dans leurs prises de position. C'est entre autres le cas d'une circulaire signée par le Gouvernement provincial. Dans cette lettre, les attributions du fonctionnaire délégué empiètent sur celles du Chef de Chefferie et de la PNC Kitshanga et cela crée un climat de frustration. Tous ces acteurs ont bel et bien intérêt à faire perdurer une situation qui leur est profitable.
- Les autorités militaires : elles sont dans un processus d'enrichissement illicite et préfèrent que cette situation ne change pas du fait que leur traitement salarial ne leur permet pas de joindre les deux bouts à la fin du mois. Elles ont aussi un rôle passif et dissuasif du fait que leur présence procure un sentiment bien qu'utopique de sécurité. Il est de temps en temps évoqué une certaine alliance avec les groupes armés et les seigneurs de guerre autour des richesses naturelles ; cela favorise évidemment l'escalade de la violence. Il faut noter que par moments les FARDC considèrent la PNC comme un service de seconde zone et qu'elles ont préséance sur elle. Cette situation fait que certains officiers FARDC ou de la PNC entretiennent des liens d'affaire avec les leaders des groupes armés. Les conflits entre les FARDC et la PNC peuvent à tout moment s'envenimer lorsque certains officiers FARDC se rendent compte qu'il y a des policiers qui se permettent de marcher sur leurs plates-bandes.
- Les Seigneurs de guerre (Janvier KARAIRI (APCLS) et KASONGO (Nyatura)) : leur rôle est plus négatif que positif, ils prétendent défendre leurs communautés, mobiliser les jeunes pour le bien de leurs communautés, alors qu'en réalité c'est pour des besoins mercantilistes qu'ils maintiennent leurs groupes armés. Les probables alliances de ces seigneurs de guerre ou de ces seigneurs de guerre avec les FARDC peuvent contribuer à l'escalade de violence.
- Des bruits persistants signalent l'infiltration de jeunes combattants Tutsi du M23, en provenance de l'Uganda et du Rwanda, dans certaines localités. Certains se feraient passer pour des bouviers. Interrogés, ils disent qu'ils sont de simples défenseurs de leurs populations ainsi que de vaches de leurs familles.
- Les jeunes désœuvrés (les Ex Combattants): ils sont tellement désœuvrés que c'est plus facile pour eux de désigner les autres comme source de leurs problèmes. Cette situation de précarité dans laquelle ils sont fait qu'ils peuvent être emportés à tout vent.
- Les Groupes armés (les APCLS, les NYATURA, les FDLR, les M23…) : Un peu sur le modèle de ce qu'avaient incarné le M23 et le CNDP, les autres groupes aussi se sont créé une légitimité factice auprès des communautés ethniques du milieu (Les Nyatura considérés par une majorité des Banyarwanda Hutu comme force de protection et de défense des leurs et les APCLS considérés comme une force de défense des Hunde) dans un contexte où l'Etat n'a pas la capacité ou la volonté d'assumer ses fonctions régaliennes. Ces groupes perçoivent des taxes sur cette base et ont intérêt à ce que cette situation perdure.
- Les ONGI et la MONUSCO : ils ont un rôle positif de façade car ils ont une mission de pacification, de développement mais le travail qu'ils font n'implique souvent pas les bénéficiaires en amont. Plusieurs jeunes du milieu ont toujours espéré bénéficier de leur présence en ayant des emplois via des projets de développement mais ils n'en ont souvent pas. En ce qui concerne les ONGI : UN Habitat travaillait sur le foncier et était perçu comme un allié des Hunde. Caritas a repris ce travail et est vu comme un allié des Banyarwanda. Les habitants de la zone autour de Kitshanga perçoivent la MONUSCO comme une bulle fermée, isolée qui s'insère illégitimement dans leur milieu et peut avoir des agendas cachés.
- Les Leaders religieux: Ils sont également victimes ou acteurs des stratégies de leurs communautés. Par exemple : le Curé de la Paroisse Catholique de Kitshanga est un Munyarwanda Hutu et bien qu'a priori on pourrait s'étonner de trouver un homme d'Eglise

parmi les acteurs des conflits, les autres communautés l'accusent, à tort ou à raison, de jouer un rôle partiellement nuisible. Le contexte sociopolitique du milieu de Kitshanga et des environs ainsi que les pressions d'autres cadres de sa communauté mettent de temps en temps l'intégrité du curé de la paroisse devant un dilemme. Le choix judicieux qu'il ferait en tant que pasteur le mettrait en difficulté vis-à-vis des leaders de sa communauté. D'où, d'une certaine façon, les choix qu'il opère paraissent souvent aller dans le sens de travailler en faveur des membres de sa communauté ethnique en maintenant une apparence neutre.

- Les autres leaders religieux existent certes mais n'ont pas une emprise aussi grande sur les populations comme c'est le cas pour le curé de la Paroisse catholique. Mais il semble que les Tutsi tiennent le haut du pavé chez les Adventistes du 7ème Jour et les Hutu dans les églises protestantes où se trouvent quelques Hunde aussi. L'église néoapostolique étant dominée par les Hunde.
- Plusieurs ONG locales existent avec un nom ou acronyme qui va dans le sens de promouvoir la paix mais en réalité, c'est plutôt pour trouver une opportunité de se faire de l'argent sous la bénédiction des ONG Internationales qui œuvrent dans le milieu. C'est notamment « le Conseil Intercommunautaire de la Jeunesse de Masisi », ceci est une structure des jeunes qui est manipulée par les politiques en vue de contraindre les ONGi à travailler avec les ONG locales même les moins crédibles.
- Les notables des différentes communautés qui vivent ailleurs (Goma, Kinshasa, Europe, …). Souvent ces notables attisent le feu en montant les communautés les unes contre les autres. Ces notables se trouvent entre autres au sein de l'administration et de l'appareil politique du pays.

Les acteurs qui travaillent en faveur de la paix

- Les Médias (à l'exemple de la Radio Pole FM): Après le décès de l'initiateur de la Radio Kibarizo, la zone autour de Kitshanga n'est aujourd'hui couverte essentiellement que par une seule radio qui est la Radio Pole FM qui se force d'être la plus objective possible pour aider les communautés à avoir une information vérifiée et qui implique tout le monde. La Radio Pole FM a aussi un club des auditeurs composé des jeunes des différentes ethnies de Kitshanga, ce club d'auditeurs fait un travail d'alerte et de veille pour donner l'information qui sera vérifiée et diffusée après censure pour ne pas nuire. Cette radio donne la parole aux populations sans discrimination.
- Les Leaders religieux (Curé de la Paroisse de Kitshanga, pasteurs adventistes et autres) : l'image que voudraient projeter les Eglises dans le milieu est celle d'un lieu qui met ensemble toutes les personnes à la recherche du royaume des cieux. Mais pour ce qui est de Kitshanga, l'église joue un rôle important dans cette société bipolarisée sur une base ethnique où la méfiance règne et selon leur appartenance ethnique les leaders religieux sont qualifiés de proches des Hunde ou des Banyarwanda. Les leaders communautaires qui sont habitués à embrigader les leaders religieux dans un jeu ethnique se méfient ou s'approchent selon que le leader est Hunde ou Banyarwanda. Le Curé de la Paroisse de Kitshanga nous a parlé d'une synergie existante qui met ensemble les Prêtres catholiques et les Pasteurs des Eglises de réveil pour un travail de plaidoyer en faveur de la paix et un travail avec les jeunes désœuvrés sortis des groupes armés. Il faudra regarder cela de plus près.
- Le groupe intercommunautaire de jeunes : Un groupe de jeunes étudiants issus de Kitshanga et environs se réunit au sein de l'association des jeunes ressortissants de Kishali. Ils étudient à Goma mais rentrent régulièrement pour organiser des activités d'intérêt communautaire. Cette initiative mérite plus d'observation surtout quant à son degré d'autonomie.
- Théoriquement les habitants de la zone qui devraient avoir un intérêt commun de sécurité et d'investissements dans leur zone. Quoi faire pour dépasser les divisions et les mobiliser pour cela ? Ce potentiel ne peut qu'être valorisé si on travaille dans la zone même, de façon visible avec tous les acteurs et non pas à distance. Il faut noter certaines initiatives qui ont rapproché les

communautés autour des activités dans les champs. Certaines localités qui étaient inaccessibles pour certains ont été ouvertes aux autres par les habitants eux-mêmes.

Quels sont leurs intérêts, besoins, buts et préoccupations?

En toile de fond des préoccupations matérielles et identitaires, les besoins et les intérêts de ceux qui travaillent en faveur du conflit sont: le gain matériel, le positionnement politique accompagné par le besoin de reconnaissance.

- Le Gain matériel : Qu'ils soient jeunes, groupes armés, leaders communautaires ou autorités, tous sont plus préoccupés par le désir d'un confort matériel qu'ils ne peuvent avoir dans un climat d'insécurité et de pauvreté. Ils mettent en relief le bien qu'ils sont supposés être en train de faire mais leurs intérêts résident dans le gain matériel. C'est notamment le fonctionnaire délégué qui a dans ses attributions aussi le rôle d'OPJ. Il se permet de signer des billets d'écrou, fait payer des amendes transactionnelles, il envoie des invitations qui sont payées à raison de 60$. Les jeunes qui ne peuvent travailler se lancent dans des groupes armés car c'est un cadre où ils ont l'argent facile.
- Le Positionnement politique : les leaders communautaires ou politiques ressortissants de cette partie du Nord Kivu en mal ou en quête de positionnement politique brandissent cette situation conflictuelle et ce contexte d'insécurité et d'absence d'autorité de l'Etat pour se présenter comme les hommes de la situation. Les solutions qu'ils proposent sont souvent des solutions qui vont dans le sens d'attiser de nouveau le feu (distribution d'armes, soutien financier aux groupes armés, etc.) Un jeune de Kitshanga nous a dit : *« Nous ne produisons pas d'armes à Masisi, mais les armes qui sont dans nos maisons sont tellement neuves que nous nous demandons ce qui se passe* ».
- Le besoin de reconnaissance : les communautés vivant dans la zone de Kitshanga sont toutes habitées par ce désir de reconnaissance, une reconnaissance qui n'est pas interprétée de la même façon, selon qu'ils sont Banyarwanda ou Hunde. Les Hunde désirent être reconnus comme les propriétaires de toutes les terres de Masisi et comme le peuple qui a préséance sur les autres. Le Mwami des Bahunde veut être reconnu comme l'unique autorité de référence dans le Bashali. Les Banyarwanda et leurs leaders communautaires réfutent constamment cette conception qu'ils sont venus d'ailleurs et n'ont pas droit aux terres qu'ils occupent pourtant légalement depuis de nombreuses années et qu'ils ont su mettre en valeur. Ils veulent être reconnus comme des Congolais sans distinctions même si la présence des FDLR, des Banyarwanda étrangers, crée de la confusion autour de ce point.

Quelles sont leurs perceptions ou positions sur les questions clés?

Les perceptions et positions sur les questions clés se présentent comme suit:

- Selon qu'on est Munyarwanda ou Hunde, les uns et les autres se perçoivent comme des personnes attendant la protection des groupes armés de leur appartenance ethnique.
- Selon qu'on est Munyarwanda ou Hunde, les perceptions varient : pour les Hunde, le pouvoir coutumier ou traditionnel a préséance sur le pouvoir administratif ou moderne.
- Il y a d'une part un sentiment d'être exploité et de l'autre un sentiment d'être exclu.
- La situation de la zone autour de Kitshanga a produit un sentiment de méfiance, de mépris, de peur, de violence et d'hyper-vigilance.
- Les représentants de différents groupes qui vivent hors de la zone (Goma, Kinshasa, etc.) attisent les conflits par des rumeurs et des coups bas servant leurs propres intérêts.

Quelles sont leurs connections aux autres et quelle est la qualité de ces relations ?

Les alliances entre les groupes armés ou entre les leaders communautaires ne sont pas stables et durables. Ce sont souvent des alliances ponctuelles et de circonstance selon l'objectif. L'ennemi de mon ennemi peut devenir un allié pour un objectif précis alors qu'hier il était aussi mon pire ennemi.

C'est le cas de ce qui s'est passée à Kitshanga la nuit du 2 au 3 novembre 2016 car les problèmes d'insécurité ont toujours du mal à trouver des solutions du fait qu'il n y a pas de collaboration entre les 3 représentants de l'autorité : le fonctionnaire délégué du Gouverneur de l'époque qui est de la communauté « Tembo » qui représente l'autorité politico-administrative, le commissaire de la police de la cité de Kitshanga qui est « Hutu » et le Mwami qui bénéficie d'une certaine légitimité absolue de la part de la communauté Hunde.

Le commissaire supérieur de la police, un ressortissant de la Province de l'Equateur est hors-jeu dans les questions sécuritaires ayant un lien avec les communautés locales. C'est le cas d'une patrouille qui a été organisée dans Kitshanga par les éléments APCLS sur autorisation non officielle du Fonctionnaire délégué, avec l'ignorance délibéré des FARDC mais à l'insu du Commissaire Supérieur de la Police du district Masisi Nord.

Quel pouvoir ou instrument d'influence ont-ils?

Le pouvoir ou l'instrument d'influence que les acteurs de conflits utilisent sont: la violence, la manipulation de l'histoire de Masisi et du Nord Kivu, la manipulation des faits et le trafic d'influence (en passant par Goma et Kinshasa).

Quelles nouvelles alliances peuvent favoriser une démarche de paix ou une aggravation des conflits ?

Les nouvelles alliances qui peuvent favoriser une démarche de paix sont : les jeunes qui se réunissent en mouvement pour la paix en faisant des activités de rapprochement, les actions en synergie des Eglises, les clubs des auditeurs pour des analyses discutées ensemble et croisées, le courage d'entreprendre des critiques historiques intercommunautaires avec ouverture à un devoir de mémoire dans un environnement où chacun traîne des blessures encore béantes.
Comme déjà dit, il y a des jeunes étudiants qui se réunissent au sein de « l'Association des Jeunes ressortissants de Kishali ». Ils sont étudiants Hunde, Hutu, Tutsi et Nyanga venus de la zone autour de Kitshanga. Ils organisent régulièrement des activités d'intérêt communautaire de rapprochement. Il y a aussi des Clubs des auditeurs à Kitshanga et à Mweso qui sont composés des jeunes Nyanga, Hutu, Tutsi et même Nande qui travaillent ensemble pour faire des plaidoyers en faveur de leurs communautés.

Quels déclics pourraient contribuer à l'arrêt du conflit / à la grande escalade de conflit?

Les déclics qui pourraient contribuer à la paix dans la zone autour de Kitshanga, c'est l'instauration de la culture du dialogue franc, la volonté politique au niveau de différents acteurs et en priorité du pouvoir de Kinshasa pour restaurer l'appareil judiciaire et les outils de répression de l'Etat en mettant fin à la culture de l'impunité. L'intensification de la sensibilisation sur une vision nationale via les medias.

Ce qui pourrait contribuer à l'escalade de la violence serait l'inertie ou le sabotage par les pouvoirs publics, le maintien du statu quo, l'utilisation des médias par l'une ou l'autre force négative. Dans l'immédiat, l'arrestation précipitée et non préparée sur le terrain des tireurs de ficelles dans l'ombre et des acteurs des conflits (les acteurs politiques qui instrumentalisent les jeunes, les chefs des groupes armés). Une réforme agraire est certes nécessaire mais l'histoire a montré qu'y toucher de façon précipitée peut également faire escalader les conflits.

Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière analyse ?
Nous venons d'apprendre que le fonctionnaire délégué vient d'instaurer des nouvelles taxes vers Kitshanga côté Rutshuru.

Noyau Nord Kivu (« petit nord ») du pool d'appui à la stabilisation
Mars 2017

3.4 Zone de Sud Lubero

Introduction

Comme son nom l'indique, la zone appelée communément « Sud-Lubero » se trouve dans la partie Sud du Territoire de Lubero, aux confins des Territoires de Rutshuru et Walikale, en Province du Nord-Kivu. C'est une zone sinistrée, marquée par les péripéties des conflits armés de l'Est du Congo de trois dernières décennies. Déjà au début des années 1990, elle fût affectée par les conflits violents qui opposaient les communautés ethniques Hunde, Nyanga, Tembo aux Hutu dans le Territoire du Masisi. Le déferlement dans le Sud-Lubero des Bangilima, milices assimilées aux Hunde, obligea la communauté Hutu qui y vivait à se déplacer vers le Rutshuru. A la suite du démantèlement en 1996 – 1997 des camps des refugiés rwandais de Mugunga, Kibumba et Katale autour de la ville de Goma, dans le sillage de la guerre menée par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo – Zaïre (AFDL), des éléments Interahamwe et ex-Forces armées rwandaises (FAR) se replièrent dans la partie ouest du Sud-Lubero. Ils prirent, en 2000, le nom de FDLR (Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda). Pendant deux décennies, ils occupent des pans entiers du Sud-Lubero, autour des villages de Luofu, Miriki, Vusekera, Mbughavinywa, Luhanga, et contraignent la population au déplacement vers les cités de Kirumba, Kayna, Kanyabayonga.

Les opérations militaires conjointes des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de l'Armée patriotique du Rwanda (APR) puis celles des FARDC et des Casques Bleus de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO), respectivement en 2009 et 2014-2016, ont affaibli et dispersé les FDLR. Dès lors, l'accalmie relative encourage les déplacés, toutes ethnies confondues, au retour à leurs villages d'origine. Depuis 2011, un retour continu et massif des déplacés Hutu, en provenance de Rutshuru et de Masisi, est signalé au Sud-Lubero. Cependant il se heurte à une certaine opposition de la communauté d'accueil. C'est entre autres cette tension sourde entre les retournés Hutu et la communauté d'accueil Nande qui a motivé le Gouvernement congolais et la MONUSCO, dans la planification de la deuxième phase du programme de reconstruction et stabilisation (STAREC), à retenir le Sud-Lubero parmi les 10 zones de stabilisation du Nord-Kivu[3]. Toutefois, au regard du niveau faible d'escalade en Juillet 2014, le Sud-Lubero n'était pas considérée comme une zone prioritaire. La tâche de la résolution des conflits fonciers liés au retour des refugiés et déplacés était laissée alors aux ONG comme le Norvegian Refugee Council (NRC) et à leurs sous-traitants locaux.

Le 7 janvier 2016, un massacre perpétré dans la famille d'un chef coutumier Nande à Miriki a fait 18 morts et 7 blessés graves. Attribué à des éléments FDLR confondus aux déplacés Hutu vivant dans un camp protégé par la MONUSCO, ce massacre a ravivé les tensions entre les deux communautés ethniques. Vers la fin de l'année, soit le 27 novembre, une milice assimilée aux Nande, les Mai Mai Mazembe, a massacré 29 déplacés Hutu dans un camp à Luhanga, tout en sommant les survivants à vider les lieux sous peine de subir le même sort. Ces pics de violences, sans compter les incendies de villages qui se sont succédées entre temps, ont eu un grand retentissement dans la presse, illustrant du coup l'échec de la réinsertion de retournés dans le Sud-Lubero et la fracture béante existant entre les groupes ethniques. Le présent article cerne les contours de ce conflit et explore les opportunités de stabilisation de cette zone spécifique.

Les enjeux du conflit

[3] Les 10 zones de stabilisation au Nord-Kivu sont : 1) Beni Nord, 2) Manguredjipa, 3) Cote ouest du Lac Edouard, 4) Sud Lubero, 5) Volcans, 6) Autour de Kitshanga, 7) Autour de Masisi Centre, 8) Frontière Masisi-Walikale, 9) Autour de Walikale Centre, 10) Walikale (sud-)ouest

Au cours des mois qui ont précédé le premier massacre, des tensions vives entre les paysanneries Hutu et Nande étaient observées. Les retournés Hutu réclamaient auprès des chefs coutumiers des Groupements Itala (en Chefferie de Batangi) et Tama (en chefferie des Bamate) les champs qu'ils occupaient avant 1995, se prévalant d'une identité Hutu-Nande au nom de leur longue cohabitation avec les Nande. Les chefs coutumiers du Sud-Lubero tantôt reconnaissent l'historicité des arrangements fonciers en question, tantôt nient la légitimité de ces revendications au nom du droit coutumier[4]. Menacés de famine dans les camps, les retournés se sont adonnés de temps à temps au vol des récoltes dans les champs de paysans Nande. Par la suite, sur les terrains réclamés, ils se sont mis à cultiver sans attendre l'aval des chefs coutumiers. S'en est alors suivi un jeu à somme nulle de l'occupation des terres : dans un même champ, des paysans Hutu cultivaient, leurs rivaux Nande semaient, et vice-versa. C'est dans un tel contexte de tension et de violences hautement symboliques que les massacres ont été perpétrés.

Qualifié d'emblée d'interethnique puisqu'il met aux prises deux groupes linguistiques distincts, les Hutu et les Nande, ce conflit se manifeste comme suit : un retour de déplacés de guerre, consenti par l'Etat et encouragé par les organismes internationaux, est interprété par la communauté d'accueil comme une cohabitation imposée. La demande subite de terres arables entraîne une compétition et une méfiance entre les deux groupes. Le premier doute de l'identité nationale de tous les migrants, assimile leur déplacement à une volonté d'envahissement de son territoire et remet en cause leurs droits fonciers antérieurs. Le deuxième dénonce la stigmatisation et l'obstruction de la liberté de circulation et d'établissement sur le territoire national. L'accumulation des tensions explose en affrontements meurtriers et en massacres collatéraux, par milices ethniques interposées.

Les dynamiques conflictuelles et de paix

A l'analyse, ce conflit ethnique est une résultante des dynamiques militaires, politiques et économiques liées à l'activité des groupes armés, à la mobilisation des identités ethniques pour l'accès au pouvoir et le contrôle de la terre.

En effet, depuis deux décennies les rebelles rwandais (FDLR) assiègent le Sud-Lubero, en insécurisant et en asservissant la population civile, sous le regard d'un Etat passif. La constitution de groupes armés locaux s'inscrit dans une logique d'autodéfense des communautés abandonnées à elles-mêmes. Les plus connus sont : Mai-Mai- La fontaine, Mai-Mai- Guidon, Mai-Mai Mazembe, Mai-Mai- Marungu dit Union des patriotes pour la défense des innocents (UPDI). Dans la perception populaire, le groupe armé est assimilé à l'ethnie de son chef. Dans cette configuration, le nom de FDLR renvoie aux Hutu, celui de Mai-Mai aux Nande. Depuis deux décennies, l'Etat congolais a été incapable d'éradiquer ce fléau.

Si les Seigneurs de guerre s'appuient sur les groupes ethniques pour constituer ces milices, les leaders politiques y recourent également pour se construire une légitimité ou une base électorale. Les politiciens se définissent d'abord comme leaders de leur ethnie avant qu'ils ne le soient dans leurs partis. Ainsi, dans une jeune démocratie où les partis politiques n'ont pas encore un ancrage sociologique, les campagnes électorales prennent la forme d'une compétition entre les ethnies (International Alert, 2012 : 30 - 31). Au Nord-Kivu, et ce depuis l'indépendance du pays, les enjeux électoraux du contrôle des institutions provinciales (assemblée et gouvernement) se jouent principalement entre les Nande et les Hutu, les deux ethnies majoritaires, et plus exactement entre le Grand-Nord – c'est-à-dire les Territoires de Beni et Lubero - et le Petit-Nord – ou les Territoires de

[4] Au nom de l'inaliénabilité des possessions foncières en droit coutumier, un terrain abandonné durablement par un client revient de droit à la communauté propriétaire. De même, un client qui se rend coupable de faute grave comme la sorcellerie, l'assassinat ou l'adultère contre son chef coutumier peut être chassé du village et dépossédé de ses terres (cf. J.L. Kambale Nzweve, 2012 :112 - 142).

Rutshuru, Masisi, Walikalile et Nyiragongo - (Stanislas Bunyalimwe Mararo, 2000 : 225 - 262). La compétition politique oppose, dans les faits, les élites qui convoitent les sièges et les postes dans les institutions publiques, tandis que les masses ne sont que des tremplins. Ce duel est vécu surtout lors des échéances électorales dans les milieux de brassage des communautés Hutu et Nande : la ville de Goma, les axes Rubare - Kiwanza – Ishasha, Kibirizi – Nyanzale et Vitshumbi - Nyakakoma. Le Sud-Lubero qui est en passe de devenir une nouvelle zone de rencontre des communautés ethniques entre de ce fait dans le collimateur de cette compétition.

La configuration du pouvoir au niveau provincial est reprise dans le tableau 1.

Tableau 1 : Le poids des communautés ethniques dans les institutions provinciales.

	Nande	Hutu	Autres	Total
Assemblée provinciale	27	9	6	42
Gouvernement provincial	5	2	7	14

Conformément à leurs poids démographique, les communautés Nande et Hutu occupent respectivement 64 et 21 % des sièges de l'assemblée provinciale. Un certain équilibre est opéré au niveau du gouvernement provincial en faveur des autres communautés puisque 35 % des portefeuilles ministérielles sont entre les mains des Nande, 14 % pour les Hutu et 50 % pour les minorités (Hunde, Kano, Nyanga, Tutsi…). Les leaders des dites minorités n'apprécient guère cette répartition, quand bien même elle contribue à calmer le jeu politique de la province (Nissé N. Mughendi & Paul-Robain Namegabe, 2015)

Le peuple est mêlé à ce conflit des élites puisqu'il est la source de légitimité du pouvoir mais aussi un instrument du contrôle de l'espace. Dans l'imaginaire populaire, en effet, les territoires ont une identité ethnique au regard de leur possession par une communauté quelconque (Bosco Muchukiwa, 2006 : 180). Ainsi, le Lubero est vu comme un espace Nande, le Rutshuru comme Hutu quand bien même cette perception simpliste ne correspond pas à la réalité puisque sur les deux chefferies que compte le Rutshuru, seul le Bwisha est régi par un pouvoir coutumier Hutu tandis que le Bwito est d'obédience Hunde ; de même, si en Territoire de Lubero les trois chefferies de Baswagha, de Bamate et des Batangi relèvent de l'autorité coutumière Nande, le secteur des Bapere est sous la houlette des Bapere et des Bambuti. Malgré tout, l'Etat congolais renforce cette conception du territoire ethnique en reconnaissant les chefs coutumiers comme autorités administratives des entités territoriales de base - Village, Groupement, Chefferie – (Bruno Kaimwa Maneno, 2014 : 2004 - 208) et en tolérant, en vertu de l'article 389 de la Loi foncière, que les terres habitées et exploitées par les communautés locales soient régies conformément à leur coutume (Vincent Kangulumba Mbambi, 2007 : 327) En conséquence, pour obtenir une terre à cultiver ou à habiter, le citoyen congolais est tenu de négocier son acceptation dans la communauté, et doit une allégeance perpétuelle au chef coutumier. Par cette coutume, le migrant qui sollicite une terre subit un rite d'insertion et d'intégration sociale jusqu'à sa fusion totale dans la communauté d'accueil. Or comme leurs ascendants déplacés du Rwanda et transplantés dans le Rutshuru, le Masisi et le Kalehe entre 1930 et 1950 (Mafikiri Tsongo, 1996 : 180 - 201), époque où la Belgique gérait ses colonies (le Congo, le Rwanda et le Burundi) comme un tout, les populations Hutu au Sud-Lubero ne suivent pas ce rituel d'intégration sociale. En conséquence, leur installation est perçue par la communauté locale comme forcée, obéissant à une logique d'occupation étrangère.

Cependant, les violences actuelles ne doivent pas faire oublier que le Sud-Lubero, à la suite du Territoire de Rutshuru et de la ville de Goma, connait déjà une expérience de cohabitation pacifique entre les communautés Hutu et Nande, du moins avant la décennie 1990. Pour veiller à la concorde et prévenir les conflits éventuels, il existe une structure de dialogue interethnique permanent, le Baraza-ya-Wazee (c'est-à-dire Conseil de sages, en swahili). Depuis le déclenchement de la crise, ses animateurs sont sollicités et mobilisés pour appeler les populations à la retenue, à la tolérance. Le

programme *Dialogue transfrontalier pour la Consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs,* appuyé depuis 2013 par Interpeace et mis en œuvre au Nord-Kivu par le Centre d'Etudes Juridiques Appliquées (au Grand Nord) et Pole Institute (au Petit Nord), facilite également la mise en place par les deux communautés d'un « Groupe de dialogue permanent », qui fonctionne malgré le recours à la violence par des groupes extrémistes.

Les organisations de la société civile, les Eglises et les organismes internationaux impliqués dans le programme de réinsertion des refugiés et des déplacés de retour, notamment le HCR, UNHabitat, NRC, CARE, sont déjà actifs sur le terrain, dans la sensibilisation à la cohabitation pacifique des communautés et la prévention des conflits fonciers entre les anciens et les nouveaux occupants.
Au sommet de la province, les élites Hutu et Nande développent une tradition d'arrangements géopolitiques dans le partage du pouvoir, au regard de leur poids démographique. Après l'élection en 2007 d'un gouverneur de province de l'ethnie Nande, M. Julien Paluku Kahongya, il y a une sorte de modus vivendi entre les députés pour confier le deuxième poste important, la présidente de l'assemblée, à un Hutu. Ainsi, après M. Bariyanga Rutuye, c'est un autre Hutu, M. Jules Hazikumwami Habimana, qui l'a remplacé à la tête de l'organe délibérant. Le mercredi 1er mars 2016, sous les projecteurs des caméras des télévisions, le Gouverneur et son prédécesseur, Eugène Serufuli, se sont tenus la main dans la main dans la chefferie de Bwito pour montrer en public qu'ils sont l'exemple de la cohabitation pacifique et appeler les communautés à la cessation des violences.

Enfin, la relance de la coopération MONUSCO / FARDC pour la traque des groupes armés, FDLR et Mai-Mai confondus, est une autre dynamique de paix qui se remet en place. Dans la première quinzaine du mois de mars 2017, la MONUSCO a annoncé devoir maintenir sa présence dans le Sud-Lubero, à Luhanga en particulier, pour dissuader les groupes armés qui s'attaquent aux déplacés Hutu.
La constellation des Acteurs

Les principaux groupes d'acteurs-clés émergent de ces dynamiques conflictuelles et de paix en œuvre, puisque le conflit du Sud-Lubero, est la résultante de leurs interactions. Leurs besoins ou intérêts, leurs perceptions, leurs alliances et leur influence sont reconstitués dans le tableau 2.

Tableau 2 : Acteurs du conflit Hutu-Nande au Sud-Lubero

Acteurs	Besoins / Intérêts	Perceptions	Alliés	Influence
Paysans (Hutu et Nande)	Sécurité (foncière)	Envahisseurs / Tribalistes ; Autochtones / Etrangers	Chefs coutumiers / Politiciens / Groupes armés	Politique (popularité)
Chefs coutumiers	Contrôle de la terre et des populations	La loi foncière est une menace du pouvoir coutumier	Les paysans, les politiciens, les groupes armés	Référent identitaire, expression locale de l'Etat.
Les groupes armés	- Protection des communautés ethniques ; - Contrôle de l'exploitation des ressources naturelles	Les gris-gris rendent invincibles aux balles ; Le groupe armé de l'ethnie opposée est une menace	- Les chefs coutumiers, les politiciens; - Les autres groupes armés (ex. Alliance Mai-MaiLa Fontaine / FDLR)	Potentiels de gage pour l'accès au pouvoir
Politiciens.	Ascendance sur les masses ; Estime du chef de l'Etat	Le leader de l'autre ethnie, comme un adversaire ;	Les coalitions politiques (Majorité, Opposition…)	Les donneurs de mots d'ordre, les soutiens financiers ;

Administration publique	Restaurer l'autorité de l'Etat sur le territoire	Les chefs coutumiers jouent un rôle négatif dans la gestion foncière et la sécurité	FARDC/MONUSCO	Elaboration des politiques foncières et sécuritaires
OSC/ONGI /MONUSCO	Construire la paix	Simplification des enjeux des conflits (ex. retour et réinsertion, accès à la terre, éradication des groupes armés)	Administration publique, FARDC	Orientation des politiques locales
FARDC/PNC	Sécurité, paix, accès aux ressources économiques	Les communautés ethniques / chefs locaux sont complices des groupes armés.	MONUSCO, groupes armés	Dissuasion des forces contre la paix

Commentaires

Ce tableau peut-être commenté en long et en large pour démontrer l'impasse dans laquelle se trouve la stabilisation du Sud-Lubero. Pour l'illustrer, nous prenons juste quatre acteurs-clé, parmi les politiciens qui prennent ouvertement parole pour la défense de leurs communautés ethniques : Bonane Lusenge et Venant Tshipasa du côté Nande, Eugène Serufuli et François Nzekuye du côté Hutu. Bonane Lusenge est un élu du Sud-Lubero et siège à l'assemblée nationale depuis 2006, au compte de l'opposition. Dans ses questions orales adressées au premier ministre Adolphe Muzito puis à Matata Ponyo, il a toujours dénoncé comme une erreur politique grave l'affectation à l'Est du Congo d'une « armée mono-ethnique », à savoir les contingents militaires issus des ex-rebellions du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RDC-Goma) et du Conseil National pour la Défense du Peuple (CNDP), composés essentiellement des personnes banyarwanda, Hutu et Tutsi. De ce fait, il accuse l'armée d'être responsable de l'insécurité et du déplacement désorganisé des populations Hutu, sans leur identification préalable, dans un espace où Hutu rwandais et congolais sont difficiles à distinguer.

Venant Tshipasa est originaire de Rutshuru. Il a été élu sénateur en 2006 avant qu'il ne soit député sur la liste du Territoire de Lubero en 2011. En juillet 2016, au plus fort de la crise de la réinsertion des déplacés Hutu, il a surpris l'opinion en déclarant, pince-sans-rire que les « Nande doivent s'allier aux Hunde et Nyanga, pour prendre leur sécurité en charge, puisqu'ils sont menacés de la même façon. Ils doivent considérer les Mai-Mai Mazembe comme des gardiens de la paix ». D'aucuns ont appelé à la levée de son immunité parlementaire pour qu'il soit déféré devant la justice et réponde de ses propos incendiaires. Contre toute attente, il a été nommé, en décembre dernier, ministre des Affaires coutumières.

Eugène Serufuli a été le gouverneur de la province du Nord-Kivu entre 2002 et 2006. Il est l'initiateur des « *local defense* », ces milices en majorité Hutu, qui constituaient la cinquième colonne des troupes du RCD-Goma et qui furent déversées dans l'armée nationale, contribuant à gonfler le poids des ex-RCD dans les FARDC formées par le brassage des troupes loyalistes et rebelles. De parents Tutsi et Hutu, il est le leader Hutu le plus en vue. Aux législatives de 2006, il a eu le plus grand score de voix dans le Rutshuru. Au sujet de la question de l'intégration communautaire dans le Sud-Lubero, les propos suivants lui sont attribués, sans que leur véracité ne soit vérifiée : « Si les Nande ne veulent pas des Hutu dans le Lubero, alors on peut scinder la province en deux, le petit Nord pour les Banyarwanda

et le Grand-Nord pour les Nande, en renvoyant tous les Nande de Rutshuru et de Goma vers chez eux »[5].

François Nzekuye est un député Hutu qui a passé son enfance et ses études à Beni, dans un espace culturellement Nande. Il intervient régulièrement dans la presse et prend position au sujet de la question du Sud-Lubero. Au micro de la radio Okapi, tout en accusant les Nande d'entretenir des milices, il a juré que la communauté Hutu n'avait plus de groupe armé, depuis la défection du M23 en 2013. Par ailleurs, il s'est plaint que les Nande soient un peuple expansionniste qui s'oppose et enfreigne l'expansion territoriale des autres communautés ethniques.

Ce dialogue de sourds a pour intérêt de restituer, en peu de mots, les facteurs déterminants du conflit Hutu-Nande au Sud-Lubero.

Facteurs déterminants du conflit interethnique Hutu - Nande

L'analyse des données sur terrain révèle quatre facteurs déterminants de la violence actuelle entre les communautés Nande et Hutu, dans le Sud-Lubero : une séculaire méfiance interethnique, l'impréparation de la réinsertion des retournés de guerre et la symbiose entre les groupes armés et la population civile.

Une méfiance séculaire entre les communautés ethniques

Le Sud-Lubero correspond à une zone qui marque la séparation entre la partie Nord du Nord-Kivu (dit Grand-Nord) et la partie Sud (dit Petit Nord). Le parc national de Virunga limite le contact des communautés humaines. Cependant, la vallée de la rivière Luholu dans laquelle sont érigés les villages de Luofu et Miriki donne sur les Territoires de Walikale et de Rutshuru (du côté de la chefferie de Bwito) et a donc vocation de devenir une zone tampon et un carrefour des ethnies du Nord-Kivu. Pendant la rébellion, entre 1999 et 2003, la scission du Nord-Kivu en deux provincettes, le Grand-Nord sous le leadership Nande appuyé par l'Ouganda et le Petit Nord sous la houlette Hutu-Tutsi porté par le Rwanda, a contribué à renforcer le clivage entre les communautés ethniques. Les affrontements entre les armées de ces deux mouvements (2003) et entre l'armée gouvernementale et la rébellion (2004) dont le Sud-Lubero était le champ de bataille, ainsi que les catastrophes humanitaires qui s'en sont suivies n'ont fait qu'accentuer cette méfiance. Ils ont retardé en tout cas le retour des paysans Hutu qui s'étaient réfugiés dans le Rutshuru.

Au cours des forums de paix organisés soit par la société civile soit par les pouvoirs publics, à l'instar de la Conférence internationale pour la paix et le développement à l'Est du Congo, en janvier 2008, ce retour assorti du recouvrement des droits fonciers a toujours été posé par les délégations Hutu comme un impératif de paix durable au Nord-Kivu. A l'inverse, les délégations Nande ont toujours conditionné ce retour à la sélection préalable des familles ayant réellement vécu dans ce milieu avant 1995, comme gage de paix. Banalisant cette question politique et sociologique de fond, le gouvernement congolais, le HCR et le Rwanda ont signé, en 2010, l'accord tripartite pour le retour des refugiés et des déplaces dans lequel la clause de l'association des autorités foncières à l'identification des retournés a été balayée au profit de la liberté dont doit jouir tout Congolais de s'installer dans la zone de départ ou autres lieux de son choix.

L'impréparation de la réinsertion des retournés.

[5]Rien d'étonnant, car, même à la conférence de Goma sur la paix, la sécurité et le développement au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, les délégués Hutu, Tutsi et Nyanga avaient réclamé la scission de la province du Nord-Kivu, tandis que les délégués Nande et Hunde s'y étaient opposés.

Diverses organisations humanitaires ont reçu de la communauté internationale des fonds pour accompagner ce processus d'installation et de réinsertion des retournés (Marc – André Lagrange, 2009 : 75). Etant donné que ceux-ci sont des paysans dont l'agriculture est le principal moyen d'existence, l'un des objectifs du programme de stabilisation consiste à leur faciliter l'accès à la terre. Or, l'une des conditions critiques de cet accès est l'acceptation de la cohabitation par les communautés d'accueil. Saisissant la balle au bond, le gouvernement provincial dans son programme d'action sur base duquel il a été élu, a envisagé carrément une réforme agraire pour faciliter aux paysans, y compris aux retournés, l'accès à la terre. Incapable de mobiliser les ressources financières et d'imposer aux humanitaires un plan directeur d'aménagement du territoire et de relocalisation des paysanneries en quête de terre, il n'a jamais mis en œuvre son fameux projet (J.L. Kambale Nzweve, 2014 : 199 - 222). En revanche dans l'euphorie de la victoire contre les M23, et sous prétexte que les camps de déplacés n'avaient plus leur raison d'être, il a procédé à leur démantèlement dans le Rutshuru et le Masisi, en forçant ses occupants à se débrouiller pour retourner dans leurs milieux d'origine. Pour rappeler aux pouvoirs publics la responsabilité de pourvoir au peuple les moyens d'existence, des paysans sans terre du Masisi ont organisé des sit-in au gouvernorat au cours de l'année 2014. Quelles terres d'accueil leur a-t-on indiquées ? Le gouverneur de province n'a jamais communiqué à ce sujet. Au lieu de préparer les conditions de retour en amont, la communauté internationale comme le gouvernement sont maintenant contraints d'accompagner, en aval, les retournés confrontés à la réinsertion dans le Sud-Lubero, un espace sous emprise des groupes armés.

Groupes armés en symbiose avec la population locale

Les violences interethniques, par groupes armés interposés, sévissent en permanence au Nord-Kivu depuis trois décennies. En éclatant au Masisi, elles opposaient deux communautés ethniques, les Hunde et les Hutu, en compétition pour le contrôle de la terre. Les jeunes, encouragés et encadrés par les adultes, notamment des féticheurs, s'enrôlent dans l'objectif de protéger le patrimoine foncier menacé par les autres communautés. Pendant les guerres de l'AFDL et du RCD, les milices ont été par la suite mobilisées pour des objectifs plus politiques : la défense du pays menacé par les étrangers, la libération du pays de la dictature. L'enlisement de la guerre a donné lieu à la reconfiguration des objectifs et des alliances des acteurs engagés sur le terrain : tout en déclarant défendre la patrie et les intérêts des communautés ethniques, les armées et les groupes armés se sont occupés davantage de l'exploitation des ressources naturelles (Michaël Nest, 2001, 33 - 71). A la fin de la guerre, une partie de leurs membres a intégré l'armée nationale, tandis qu'une autre s'est démobilisée et réinsérée dans la vie civile.

De nos jours, les objectifs initiaux de la constitution des groupes armés reviennent en surface : la protection des droits fonciers de chaque communauté. Si les FDLR sont connus comme étant des Hutu désireux de reconquérir le pouvoir dans leur pays, le Rwanda, il faut prendre en compte le fait qu'au fil des années, leurs troupes se sont constituées de combattants rwandais arrivés en 1994, d'enfants nés des réfugiés rwandais au Congo, d'enfants nés de mariages entre Congolaises et rebelles rwandais, voire des Hutu congolais enrôlés à partir des camps de déplacés au Rwanda. Mai-Mai comme FDLR vivent donc en symbiose avec les populations civiles et jouissent en leur sein d'une complaisance, d'une complicité et d'un soutien. Les massacres qu'ils perpétuent établissent entre les communautés une sorte d'équilibre de la terreur.

Impasses

En principe les acteurs sont conscients de ces facteurs déstabilisateurs de la paix. Pris dans la spirale des escalades de violences, ils adoptent cependant des attitudes qui n'en témoignent point. Quatre dynamiques au moins sont en œuvre au regard des comportements des acteurs vis-à-vis des facteurs du conflit : la collaboration du gouvernement avec les groupes armés, la manipulation de la méfiance ethnique, la culpabilisation de la victime et le détournement de la conscience paysanne.

Depuis l'apparition du phénomène « Groupes armés » à l'Est du Congo, en effet, l'armée adopte une attitude ambivalente à leur égard. Tantôt, elle les combat en tant que forces négatives, tantôt elle les utilise comme auxiliaire de sécurisation du territoire. Pour bloquer l'avancée de la rébellion du RCD entre 1998 et 2003, l'armée gouvernementale a recouru aux ex-FAR et groupes armés locaux. C'est seulement dans le cadre de l'opération conjointe FARDC – APR baptisée « *Umoja wetu* » (Notre unité, en swahili) en 2009 que les FDLR ont été vraiment visés par l'armée nationale. Si l'Etat-major général et les principaux sanctuaires de ces rebelles rwandais ont été détruits à cette occasion, ce sont les populations civiles qui ont payé le prix de leur dispersion dans les forêts. Au cours des opérations menées dans le Sud-Lubero, entre 2015 et 2016, l'armée congolaise a recouru à cette vieille méthode, en utilisant les Mai-Mai pour déloger les FDLR de leurs positions avant de les occuper. Or, les Mai-Mai traitent la population civile Hutu comme rwandaise et complice des FDLR, de la même façon que les FDLR en fuite deviennent intraitables vis-à-vis de la population autochtone.

C'est dans une telle ambiance que les politiciens, Hutu et Nande, réagissent dans un sursaut de commisération. Ecoutant les cris de leurs peuples en détresse, chacun d'eux tient à présenter les condoléances, à apporter un soutien moral à la communauté éprouvée, en promettant de plaider son cas auprès de la hiérarchie. Ils apporteraient un appui occulte aux groupes armés. En effet, six mois avant le début des escalades, une rumeur circulait dans les milieux Nande faisant état de la planification, par l'élite Hutu, d'un retour forcé de ses déplacés dans le Sud-Lubero, avec l'appui des FDLR et des commandants FARDC en opération dans la zone. Les massacres de janvier 2016 ont donc renforcé les perceptions des adeptes de cette théorie du complot. De même, la mobilité spectaculaire des Mai-MaiMazembe et Corps-du-Christ entre Butembo et le Sud-Lubero, au cours du dernier trimestre 2016, suppose un appui logistique évident, soit des autorités soit des leaders de la communauté Nande ou les deux à la fois. Ainsi, la méfiance ethnique est une aubaine pour les leaders politiques, qui, pour plaire à leur électorat, se présentent comme les défenseurs de la communauté contre la menace de l'Autre. Une méfiance qui constitue aussi un alibi pour le gouvernement comme pour la MONUSCO, pour ses maladresses dans la construction de la réponse aux besoins des retournés. En effet, après avoir enregistré, entre 1999 et 2006, des succès spectaculaires dans l'imposition du cessez-le-feu, la signature de l'accord de paix, la réunification du pays et des armées belligérantes, l'organisation des élections et la mise en place des institutions démocratiques, le renforcement des capacités des forces de sécurité, la MONUC / MONUSCO est encore confrontée jusqu'à ce jour à l'insécurité à l'Est de la RDC. Selon une thèse prisée depuis la parution « The trouble with the Congo », c'est l'ancrage des conflits fonciers, interethniques ou de pouvoir coutumier dans les communautés locales qui explique la récurrence des violences (Séverine Autesserre, 2010, 126 - 151). Malgré ce paradigme et le besoin d'un programme local de construction de la paix, la MONUSCO n'a pas beaucoup innové dans la planification de la stabilisation. Par exemple, au deuxième semestre 2014, l'Unité d'Appui à la Stabilisation auprès de la MONUSCO a refusé de contracter les organisations locales pour l'analyse de contexte des zones prioritaires de stabilisation en leur préférant les organismes internationaux. Eludant une planification participative et concertée avec tous les paysans, retournés compris, pour mettre fin au phénomène « Groupe armé étranger et local », identifier et rapatrier la population étrangère, négocier et aménager les terres à concéder aux retournés, le gouvernement et la MONUSCO se complaisent maintenant dans une sensibilisation vague à la cohabitation pacifique, donnant ainsi l'impression que les communautés ethniques victimes des groupes armés sont elles-mêmes les bourreaux.

Dans ce contexte complexe et confus, la prise de conscience par les paysanneries tribales, Hutu et Nande, de leurs intérêts communs de sécurité foncière et de politique agricole équitable, prend du retard. En effet, pendant que la MONUSCO mijote son plan de stabilisation, un processus d'accaparement des terres est en cours. Les terres appelées communément Bloc CNKI (Conseil National du Kivu) dans le Sud-Lubero qui avaient été rachetées aux communautés autochtones par l'Etat à l'époque coloniale et qui sont en principe libres pour une appropriation privée, sont de nos jours l'objet des transactions occultes dans les officines du Service des affaires foncières, à l'insu des

paysanneries locales, au profit des élites. Quand les groupes armés auront été éradiqués, les paysanneries Hutu et Nande seront confrontées probablement à une nouvelle rareté de terres.

L'évolution des conflits

Dans un avenir proche, les scénarios suivants sont ainsi possibles :

- Etant donné le taux de croissance démographique dans le Nord-Kivu montagneux, la pression sur les terres va augmenter. Et dans une économie agraire, où l'agriculture est le secteur dominant, la compétition foncière va s'accentuer. Le manque d'organisation et d'encadrement étatique du mouvement des populations va laisser la place à leur glissement spontané en charriant les conflits fonciers qui prendront différentes directions : petits contre grands fermiers, paysanneries autochtones contre migrants etc.
- L'enlisement du processus électoral va accentuer l'impasse politique. Devant l'incertitude d'un Etat qui ne rassure personne, les citoyens vont se replier davantage sur leurs identités territoriales et ethniques, et, pour se protéger contre la volonté de domination des autres communautés, vont réactiver les groupes armés. Par rapport à ce scenario, le Sud-Lubero avec les violences actuelles, illustre l'anéantissement possible de tous les acquis de la pacification dans laquelle la communauté internationale a tant investi.
- Le gouvernement pourrait élaborer un plan d'aménagement du territoire et de relocalisation des populations, à travers une œuvre de réforme agraire, encadrer le glissement des populations, diversifier les opportunités économiques. Ainsi, la pression sur la terre pourrait diminuer et les conflits violents entre les communautés pourraient être atténués.

Les violences meurtrières du Sud-Lubero ont dégagé une très grande charge émotive au sein de communautés. Elles alimentent la méfiance interethnique dans toutes les zones qui connaissent une longue cohabitation. L'onde de choc a déjà été ressentie dans le Bwito où les Nande sont menacés d'expulsion et à Beni où les migrants Hutu sont assimilés aux tueurs qui sèment la terreur dans la zone Beni – Nord, le fameux triangle de la mort de Beni – Eringeti - Kamango. Le conflit suscite la formation de grandes coalitions des groupes Mai-Mai pour faire face à une déstabilisation et réveille les velléités de scinder, encore une fois, la province en deux : le grand Nord pour les Nande et le Petit Nord dominé par les Hutu.

En guise de conclusion

Au regard de la précarité dans laquelle vit sa population, le Sud-Lubero doit être considérée désormais comme une zone prioritaire de stabilisation. Les causes profondes du conflit Hutu – Nande qui s'y déroule se trouvent tout d'abord dans la différence de perception de la gestion foncière entre les communautés appelées à cohabiter. En effet, chez les Nande, le fermage des terres liant le chef coutumier et l'exploitant est encore largement répandu en milieu rural. Tandis que chez les Hutu, l'acquisition définitive des terres, à titre onéreux, est déjà une coutume.

Cette différence culturelle peut être corrigée par un processus d'harmonisation des normes envisagée dans le cadre d'une réforme foncière. Jusqu'aujourd'hui, la RDC qui l'a annoncée avec pompe en juillet 2012 peine à la mettre en route. Il va sans dire que cette réforme doit dériver d'une politique de développement rural. Or le pays donne l'impression d'un grave déficit de planification, tant du développement économique que de l'intégration socioculturelle. En attendant, l'économie reste centrée sur une agriculture paysanne, à faible rendement, qui ne permet pas à la population de rompre le cercle vicieux de la pauvreté.

Tout compte fait, le Nord-Kivu est confronté au défi de la diversification de son économie susceptible de diminuer la pression sur les terres et de mettre en œuvre une politique économique et sociale participative, fondée sur le dialogue permanent des acteurs, entre l'Etat et la société civile, entre les

communautés ethniques. C'est à ces conditions que la cohabitation pacifique des communautés paysannes peut être construite dans la durée et sauvegardée dans le Sud-Lubero comme dans toutes les autres zones de retour des déplacés et de glissement des populations en général.

Noyau Nord Kivu (« grand nord ») du pool d'appui à la stabilisation
Mars 2017

Références bibliographiques

Autesserre, S., *The trouble with the Congo. Local violence and the failure of international peacebuilding;* Coll. Cambridge Studies in International Relations, New York, Cambridge University Press, 2010

Bunyalimwe Mararo, S., « La guerre des chiffres. Une constante dans la politique au Nord-Kivu » in *Afrique des Grands-Lacs. Annuaire 1999 – 2000*, Paris, L'Harmattan, 2000

International Alert, Sortir de l'impasse : Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, Londres, ed. International Alert, 2012

Kaimwa Maneno, B., L'enjeu de la décentralisation en R.D.C. Organisation et gestion des entités de base : « secteur » et « chefferie, coll. Comptes rendus, Paris, L'Harmattan, 2014

Kangulumba Mbambi, V., Précis de droit civil des biens. Théorie générale des biens et théorie spéciale des droits réels fonciers et immobiliers congolais, T.1, coll. Bibliothèque de droit africain, Louvain-la-Neuve, ed. Academia Brulant, 2007

Lagrange, M. A. « Un humanitaire à deux vitesses » in Thierry Vircoulon (dir), *Les coulisses de l'aide internationale en République démocratique du Congo*, éd. L'harmattan, Paris 2010

Mafikiri Tsongo, « Mouvements de population, accès à la terre et question de la nationalité au Kivu », in Mathieu, P., Laurent, P.J., Willame, J.C. (dir), *Démocratie, enjeux fonciers et pratiques locales en Afrique. Conflits, gouvernance et turbulences en Afrique de l'Ouest et centrale,* Cahiers Africains*,* n° 23-24, Bruxelles et Paris, Institut Africain – CEDAF et L'Harmattan, 1996

Muchukiwa, B., Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D. Congo), Paris, L'Harmattan, 2006

Mughendi, N.N. et Namegabe, P.R., Gouvernance provinciale au Nord-Kivu et au Sud-Kivu entre 2007 et 2014: Rapports entre Institutions provinciales, réformes de la justice et de la police, Goma:Pole Institute, avril 2015

Nest, M., « L'économie politique de la guerre du Congo » in *La République Démocratique du Congo : les Enjeux économiques de la guerre et de la paix*, International PeaceAcademy / Lynne RiennerPublishers, 2011

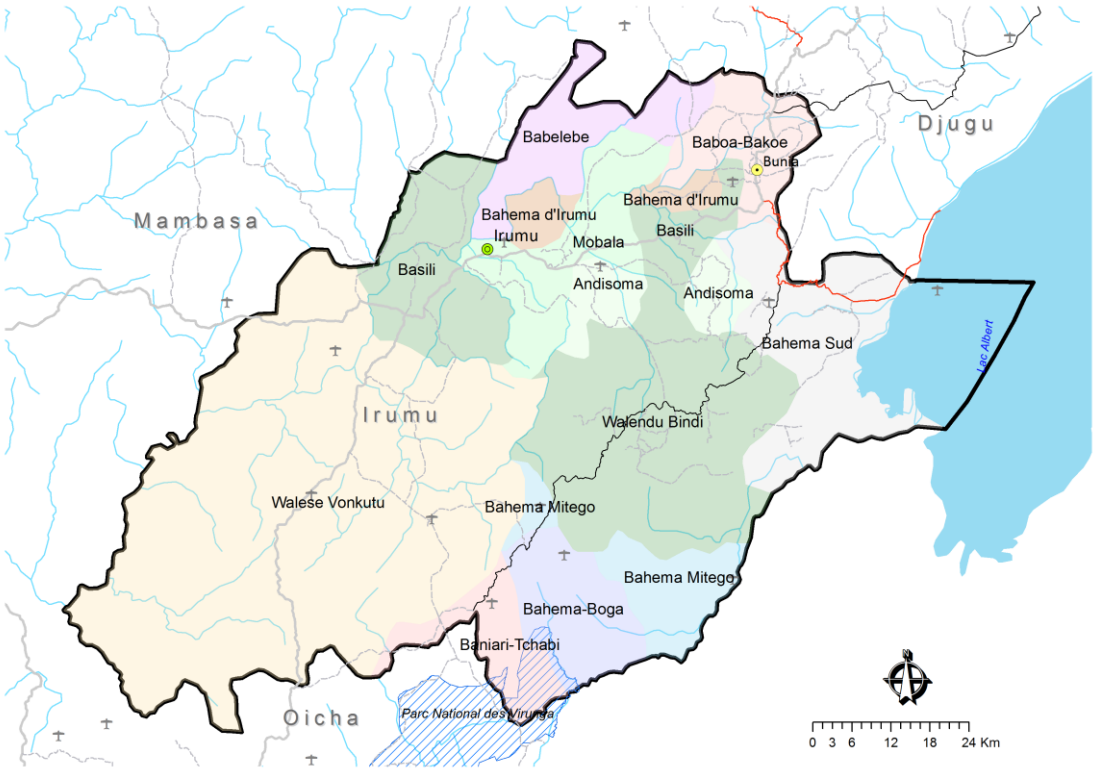
Nzweve, JLK et Mudinga, EM, « Le projet de réforme agraire au Nord-Kivu : les impasses au point de départ » in *Afrique des Grands-Lacs. Annuaire 2013/2014,* éd. L'Harmattan, Anvers / Paris, 2014

Nzweve, JLK*, «* Les Enjeux fonciers de la reconstruction des communautés rurales au Nord-Kivu *»* in *Parcourset initiatives (Revue interdisciplinaire de l'Université Catholique du Graben)*, N°10, Septembre 2012

3.5 Zone de Sud Irumu (Ituri)

Eléments essentiels de conflits dans votre zone

La zone prioritaire est le Sud Irumu, située dans le territoire d'Irumu dans la Province de l'Ituri.



Trois problèmes clés dans le Sud – Irumu :

- La pérennisation du groupe armé FRPI
- Les grands conflits fonciers et identitaires
- Le mouvement non encadré des Banyabwisha et des Banandé

La Pérennisation des FRPI

Le Sud Irumu est la zone de l'Ituri, à ce jour la plus sensible, insécurisée par la présence endémique des miliciens de FRPI. Depuis 2004, quand tous les groupes armés de l'Ituri décident de démobiliser un petit groupe des combattants du FRPI, sans objectif clair décide de regagner la brousse et continuer la lutte. Traité au départ de groupe résiduel, ce groupe résiste en brousse jusqu'à ce jour plus des dix ans après.

Plusieurs attaques ont été menées par le FARDC avec l'appui de la Monusco contre le FRPI, aucune n'a réussi à les éradiquer. Elles se sont toutes soldées par un pillage des biens des populations, des exactions diverses et des violations flagrantes des Droits Humains par les deux parties. Plusieurs dialogues ont été entamés entre les parties, et se sont tous soldés par des échecs qui ont plutôt relancé les affrontements armés avec des conséquences désastreuses pour les communautés. Durant toutes ces années le FRPI s'est illustré par des actions d'une rare violence à l'endroit des communautés de toutes les 7 chefferies du Sud – Irumu ; vols, viols, pillages, vols de bétail, tueries. Ces actions ont entraîné un déplacement massif des populations qui ont laissé des zones entières vides. Les actions du

FRPI en plus de la désolation que cela crée dans les communautés, opposent les communautés. La communauté Lendu Bindi, bien que principale victime des actions du FRPI, est entré en conflit avec toutes les communautés environnantes qui la jugent complice des miliciens FRPI qui sont majoritairement de la communauté Lendu Bindi. Aujourd'hui il y a des informations persistantes sur les préparations de la communauté Hema dans son ensemble pour une réaction armée par rapport aux attaques des FRPI. Elle déclare que le gouvernement de Kinshasa n'arrive plus à les sécuriser au risque de croire à une complicité des Lendu Bindi et le gouvernement de Kinshasa.

Les grands conflits fonciers et identitaires

Le Sud-Irumu est en plus une région explosive à cause de plusieurs conflits complexes qui opposent les communautés depuis des décennies. Les vieux conflits fonciers de la région ont été amplifiés par la présence et les actions du FRPI. Parmi ces conflits nous pouvons citer :
1) le vieux et complexe conflit des localités Nombe, Lakpa et Lagabo. qui a été dans le passé à la base des plusieurs affrontements (Hema – Lendu). Aujourd'hui ce conflit est amplifié par le fait que la chefferie de Lendu Bindi a fait de ces trois localités le groupement Rusho Tsiritsi, qui est le sixième groupement de la chefferie Lendu – Bindi. 2) Les conflits des limites des chefferies entre les Lendu Bindi et la majorité des entités voisines et entre les entités voisines.
3) Il y a aussi d'autres conflits liés à l'envahissement des vielles concessions ou encore des pâturages collectifs, par des agriculteurs cela dans plusieurs chefferies du Sud Irumu.
4) Le traditionnel conflit éleveurs contre agriculteurs lié à la destruction des champs par bêtes en divagation est aussi très présent, mais ici amplifié par le fait qu'on prête des intentions aux éleveurs de planifier à détruire les champs des pauvres agriculteurs avec les animaux en divagation..
Ces conflits fonciers exacerbent surtout les aspects identitaires entre les Hema (éleveurs) et les Lendu (agriculteurs). Cependant les autres communautés comme, Bira Andisome, Walese Vonkutu, Baniari Tchaby, sont aussi dans les conflits contre les Lendu Bindi à cause principalement des conflits fonciers. Dans cette zone il y a aussi des conflits Hema éleveurs contre Hema agriculteurs dans la chefferie des Bahema Sud.

Les mouvements non encadrés des Banyabwisha et des Banande

Les déplacements des communautés aussi sont à la base des tensions dans le Sud-Irumu, les deux cas les plus explosifs sont ;
1) Le déplacement des Banyarwanda (surtout Hutu) du Nord et Sud Kivu (Masisi, Kalehe, etc.), qui viennent s'installer dans les chefferies de Boga, Tchaby, Mitego et Walese Vonkutu, depuis plus des 20 ans, ils sont devenus plus nombreux et aussi plus forts (autour de 20.000 personnes). Cette présence inquiète de plus en plus les autochtones qui ont peur de voir cette communauté de déplacés leur ravir leurs droits ancestraux sur les terres et mêmes leurs droits politiques et économiques de cette région. Cette cohabitation qui est présentée explosive au niveau de Bunia, n'a pas encore réellement créée de graves problèmes à la base (Bahema Boga et Baniari Tchaby) sauf quelques incidents isolés.
2) Il y aussi la présence des déplacés du Nord Kivu voisin il s'agit des Nande qui dans la chefferie de Walese Vonkutu (axe Luna – Komanda), ont acquis de grandes superficies de terres entrainant maintenant des relations conflictuelles avec les communautés locales.
3) Il faut aussi noter la communauté minoritaire des Batwa (pygmées) dans les deux chefferies Waniari Tchabi et Walese Vonkutu, qui semble oubliée de tous . Le fait que leurs opinions ne sont pas pris en compte et la majorité de leurs droits sont violés, peut mener à de nouveaux conflits dans l'avenir.

Dernières analyses de terrain de mars 2017

CONCERNANT LA PERENISATION DU PHENOMENE FRPI

- Le FRPI est de plus en plus présent avec plusieurs pillages des bêtes, viols des femmes, tortures, etc. Une attaque des FARDC contre le FRPI dans le groupement Bamuko au mois de janvier 2017 a

éparpillé les hommes du FRPI dans la brousse et fait que ces derniers attaquent plusieurs villages de nuit pour se ravitailler en vivres et bien de première nécessité.

- Selon les membres de la communauté Lendu – Bindi, les militaires FARDC déployés nouvellement sur le terrain n'ont pas une bonne stratégie de lutte contre les miliciens, ils ont supprimé les patrouilles et ont quitté tous les petits postes de contrôle pour se confiner dans leurs campements. Ce qui laisse aux miliciens toutes les opportunités pour s'attaquer aux populations.
- Il existe un conflit entre les deux commandements des FARDC qui sont dans la zone ce qui fait que la lutte contre le FRPI n'est pas bien coordonnée. Dans les chefferies Bahema Boga Bahema Mitego et Banyali Tchaby, il y a un bataillon des commandos qui collaborent bien avec les communautés locales. Et dans la chefferie des Lendu Bindi, il s'agit d'une autre unité. Quand les éléments du FRPI pillent les vaches dans les chefferies de Bahema Boga et Burassi, les commandos les pourchassent avec les éleveurs mais les militaires qui sont dans les chefferies de Walendu Bindi leur interdisent d'entrer dans cette chefferie.
- Dans la communauté Lendu Bindi, les jeunes sont de plus en plus fatigués des exactions et dérangements posés par les éléments du FRPI. Ainsi dans certains villages les jeunes commencent déjà à organiser des groupes pour protéger les villages contre les attaques du FRPI. Dans la semaine du 06 au 12 mars un élément du FRPI a été tué dans un village.
- Selon la perception des communautés locales ; Le gouvernement de Kinshasa et la MONUSCO soutiennent le FRPI, et cela explique pourquoi le mouvement se pérennise plus des 10 ans. Plusieurs témoignages sont donnés par les communautés pour justifier cette thèse.
- Pour la communauté Hema, le gouvernement soutien le FRPI afin qu'ils punissent les Hema pour leurs collaboration avec les étrangers Ougandaise et Rwandais pendant les années du conflit violent de 1998 à 2004.
- Pour la communauté Lendu – Bindi, le « Phénomène FRPI est un mal nécessaire pour plusieurs personnes, entre autres le Gouvernement qui aurait signé avec le FRPI les **« Accords d'Aveba »** selon lequel ils doivent rester le long de la frontière et la protéger. Et pour ces services rendus pendant plusieurs années les miliciens du FRPI réclament qu'ils soient indemnisés par le gouvernement.
- Pour toutes les communautés une cause de la pérennisation du phénomène FRPI provient aussi du fait que le FARDC principalement s'enrichissent autour des opérations des traques des FRPI. Les soldats de la MONUSCO aussi ont du travail selon le principe « NO FRPI NO JOB »

CONCERNANT LES CONFLITS FONCIERS ET IDENTITAIRES DE LA REGION

Les grands conflits de la région sont toujours en place mais les plus récents développements sont :

- La communauté Lendu – Bindi par FRPI interposé a ravi plusieurs terres des Bira, qu'elle met en location auprès des Hema éleveurs pour paitre les troupeaux.
- Au cours de la réunion de Caucus des parlementaires de l'Ituri ténue à Bunia en février 2017, ces derniers ont minimisés les conflits des limites des entités mettant toute leurs attentions sur les dossiers des opérations de l'enrôlement.
- 28 villages du secteur de Hema Sud sont toujours occupés par la communauté Lendu Bindi avec l'appui des élements de FRPI, selon ces derniers.
- Dans la chefferie des Lendu – Bindi, les politiciens sensibilisent les communautés par rapport à un projet d'élever la chefferie en territoire et les groupements en secteurs. Cette sensibilisation entraîne plusieurs conflits entre les différents groupements sur les limites.
- Etant plusieurs fois victimes de la destruction des champs par la divagation du gros bétail, sans que les entités locales ne leur facilitent l'indemnisation par les éleveurs, les agriculteurs du secteur de Hema Sud, tuent maintenant simplement la bête qu'ils attrapent en divagation et se partagent la viande.
- Le Chef de secteur de Hema Sud a demandé par une lettre adressée au gouverneur de Province avec copie à la Monusco, au Starec, à l'Assemblée Nationale et au Gouvernement National ; la suspension des travaux d'un Projet d'une route reliant Nombe à Kapuru. Le chef présente son

désaccord car cette route traverse des terrains en conflits qui opposent les entités de Hema – Sud et lendu Bindi. Les Hema Sud n'ayant pas été consulté au départ ne sont pas d'accord avec les travaux de réhabilitation de cette route.

- Les rumeurs persistantes font état d'un possible infiltration des éléments M23 en Ituri dans le Sud Irumu. Ils veulent profiter des conflits Hema – Lendu pour lancer un mouvement des revendications politiques dans le pays.
- Les Hema frustrés de plus en plus par les pillages de leurs bêtes par les Lendu Bindi, et autres exactions et de la non protection de leurs intérêts par le Gouvernement Congolais, ont déclaré se préparer lancer leur propre milice pour se protéger.

CONCERNANT LE MOUVEMENT DES BANYABWISHA ET DES NANDE

Il existe des rumeurs non confirmées qui font état de la présence de combattants ex M23, parmi les Banyabwisha dans le Sud – Irumu. Cela vient après les rumeurs qui ont circulé longtemps selon lesquelles parmi les Banyabwisha, il y a depuis longtemps des combattants armés.

Les migrants économiques Nande sont déclarés mêmes plus dangereux que les Banyabwisha. Ils coopèrent avec les communautés et les miliciens du FRPI dans le but de promouvoir leur business.. Ils s'installent dans les communautés et occupent des postes de responsabilité au niveau des localités et du groupement. Ils se servent des ces postes pour favoriser l'arrivée massive des autres Nande et leur attribuer des terres. Dans la chefferie des Walese Vonkutu, on parlerait déjà de la Présence des Mayi – Mayi Nandé. Ces Mayi – Mayi auraient des caches d'armes supposées dans la forêt de Mont Hoyo. Dans la même chefferie de Walese Vonkutu, les migrants Nande représenteraient déjà autour des ¾ de la population. Cette réalité fait craindre déjà la disparition de la communauté locale dans un proche avenir.

CONCERNANT LA GOUVERNANCE DE LA PROVINCE DE L'ITURI

Les communautés déclarent ne pas avoir perçu de grandes différences entre les moments où l'Ituri était district et maintenant avec l'Ituri en tant province. Sauf qu'elles se plaignent que la province amène beaucoup des taxes qui les appauvrissent.

Les éléments ou facteurs suivants amplifient les conflits dans cette zone

Les Ressources Naturelles

Le pétrole est une ressource présente dans le Sud-Irumu. Dans la plaine de Kasenyi, le bloc II du Graben Albertine, la compagnie OIL OF DRCONGO, a fini l'étape de l'analyse sismique est depuis cette période n'apparaît plus dans la région. Dans la plaine de la Semliki, le bloc III du Graben Albertine, le Projet TEP/RDCONGO de la multinationale Total aussi a travaillé dans la phase exploratoire jusqu'à la phase de la sismique. Ces deux projets pétroliers sont aussi à la base des tensions dans les communautés liée principalement aux attentes trop élevées des communautés, aux communications limitées et manipulées sur les obligations sociales de l'entreprise à cette étape de l'exploration, à la politisation du dossier, etc. Tous ces éléments dans une région endémique de conflits complexes enveniment la situation dans le Sud-Irumu.

Par rapport aux ressources minières, l'exploitation artisanale de l'or est présente dans les chefferies, Walendu Bindi, Walese Vonkutu et Andisoma. Ces mines sont souvent visitées par les éléments de FRPI qui ravissent les productions des creuseurs et les biens des commerçants qui fréquentent les mines. Il y a aussi la présence des Chinois avec des dragues sur les rivières, des Walese Vonkutu. Les creuseurs qui existent ont un niveau d'organisation faible, on note la présence d'une Coopérative minière. L'or produit dans cette zone est généralement vendu à Bunia et plus Beni – Butembo, dans le circuit de la fraude.

Les ressources halieutiques du lac Albert sont de plus en plus en danger avec la pêche désordonnée dans la zone de frayère, et en plus cette zone est disputée entre les Hema Sud et les Walendu Bindi.
Les facilités d'obtenir des terres fertiles pour l'agriculture et aussi des grands espaces pour l'élevage des bovins, constituent des grands attraits pour les populations qui viennent nombreuses pour s'installer dans cette zone, compliquant ainsi davantage les dynamiques des conflits locaux.

Dynamique Régionale :

La longue frontière avec l'Ouganda offre les opportunités d'un commerce florissant, mais aussi des risques importants d'envenimer la situation à conflit avec ;
1) Les possibilités de s'approvisionner en armes pour les communautés en conflit et aussi de s'entraîner.
2) Les conflits de limites avec l'Ouganda voisin 'Cas des presqu'île de Rukwanzi', les conflits des limites sur le lac entre les pêcheurs Congolais et Ougandais a entrainé plusieurs affrontements entre les patrouilles des deux armées sur le lac.
3) La Cohabitation avec le Nord Kivu voisin pose aussi plusieurs questions à problème dont ; quelle connexion entre les ADF – Nalu et les FRPI ?, le déferlement des déplacés du Nord Kivu fuyants les ADF Nalu. La question des limites entre les deux provinces crée aussi des tensions.

Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix. Acteurs clés

A qui profite ce conflit?

Par rapport au FRPI :
- Communautés LENDU Bindi (par rapport à la protection des entités annexées)
- Aux grands officiers des FARDC (maintien de la zone opérationnelle, 800.000 $/mois,)
- Monusco ; « No FRPI no Job » (Perception des communautés)
- Organisations Humanitaires ; Idem Monusco (perception des communautés) ;
- Leaders Communautaires (Elite, députés nationaux et provinciaux, et autres) Bunia et Kinshasa (positionnement politique,
- Les commerçants (Nande), achètent l'or dans les mines d'or dans les zones FRPI.
- Le pouvoir en place ; maintien du FRPI pour un agenda politique caché (perception des communautés)
- FARDC, communautés Lendu Bindi, Bandits Hema, FRPI, vols de Bétail

Par rapport aux conflits fonciers et identitaires
- Communautés Lendu Bindi (occupent les terres des autres),
- Les leaders politiques Lendu Bindi, et autres
- Les commerçants Nande (commerce dans ces conditions difficiles)
- Conflits de pouvoir coutumier dans certaines chefferies en Ituri ;

Par rapport aux mouvements non encadrés des populations des « Banyabwisha », et Nande
- Aux Banyarwanda pour le désengorgement des territoires surpeuplés ou à forte démographie. (perception communautés)
- Aux déplacés à la recherché des terres arables,
- Aux migrants Nande (accès à la terre et aux activités économiques)

Quels sont les nouveaux facteurs qui contribuent à prolonger la dynamique de conflit?

Par rapport au FRPI :
- Incertitude politique actuelle, liée aux élections et mandat, respect de la constitution;

- Risque de ruée des jeunes vers le FRPI, à cause des taxes provinciales qui tracassent les communautés,
- Présence de deux commandements militaires dans le Sud-Irumu; (rivalités)
- Présence des circuits pour trafiquer les produits volés (bétail, or dans les sites).
- La présence des ADF/NALU en territoire de Beni ;
- Relocalisation des rebelles sud soudanais dans l'Ituri (possibilités de connections) ;
- Beaucoup d'attentes et peu de réalisations dans l'exploitation des Ressources Naturelles (pétrole)
- La répartition inéquitable et la mauvaise gestion des actions sociales liées à l'exploitation du pétrole.
- Projet de diviser la chefferie de Walendu – Bindi à 6 secteurs.

Par rapport au conflit foncier et identitaire :
- Création du groupement "Tsiritsi – Rutso";
- Agrandissement illégal des concessions sans l'accord de la communauté ;
- Envahissement des concessions et pâturages collectifs par les agriculteurs ;
- Divagation des bêtes qui détruisent les champs.
- Projet de diviser la chefferie de Walendu – Bindi à 6 secteurs.
- Annexion des terres des 6 chefferies autour de la chefferie des Walendu Bindi.
- Absence et manipulation des cartes des limites administratives des entités.

Par rapport au Mouvement non encadrés des populations « Banyabwisha et Nande»
- Implication du lobby rwandais dans les problèmes locaux (perception communautaire);
- Non encadrement du mouvement des populations ;
- Les Banyabwisha sont armés ou des anciens de FDLR (perception communautaire)
- La politisation du Dossier ???

Par rapport à la situation politique du moment premier trimestre 2017 ;
- Les opérations de révision du fichier attisent les conflits dans certaines zones comme : dans le groupement de fait « Rutso – Tsiritsi », dans la zone de frayère de Koga (sur le lac Albert) ;
- Les politiciens de l'Ituri s'opposent à l'enrôlement de Banyabwisha,
- Les éléments du FRPI, ont saboté à deux endroits les kits électoraux de la CENI
- Les députés en vacances parlementaires soutiennent - l'enrôlement et même avec des fraudes par rapport à l'âge (15 ans) et une même personne s'enrôle plusieurs fois), risque des cas des doublons.
- Boycot par la Société Civile de l'Ituri et des communautés des réunions de Caucus des parlementaires de l'Ituri à la suite du constat de la non mise en œuvre des recommandations lors de la dernière réunion du caucus.
- Les parlementaires ont regretté le fait que la province est mal gouvernée et elle a raté les chances de son démarrage. Néanmoins, à la fin ils ont présenté leur soutien au gouverneur en place ce qui est une contradiction ;
- La coordination de la Société Civile de l'Ituri est de plus en citée parmi les acteurs qui attisent les conflits locaux entre les communautés et avec les institutions étatiques locales.

Quels sont les facteurs qui peuvent contribuer à la paix ?

Par rapport au FRPI:
- La communauté Lendu Bindi, semble fatiguée de la guerre de FRPI;
- La nouvelle province de l'Ituri et la proximité des pôles de décision ;
- La démobilisation volontaire au sein du FRPI et le lancement du DDR ;

- La disposition de Dialoguer qui existe dans la communauté ;
- Les Initiatives de réinsertion Socio – économique des Ex- EAFGA,
- Le projet Ilot de Stabilité de la Monusco (restauration de l'autorité de l'Etat, commissariat, Prison, etc.)
- Le projet de Dialogue avec Monusco CAS,
- Sensibilisation des certains membres des communautés pour sortir les jeunes des groupes armés
- L'existence des ONG (nationales et internationales) qui ont la compétence et capacité de mise en œuvre des actions de pacification et stabilisation ;
- Amélioration progressive du climat des affaires (réouverture des marchés de bétail et autres produits manufacturés dans la zone);
- Présence des FARDC déployés dans la zone ;

Par rapport aux conflits fonciers et identitaires

- La nouvelle province de l'Ituri et la proximité des pôles de décision ;
- La disposition de dialoguer qui existe dans la communauté ;
- Le projet de Dialogue avec Monusco CAS,
- L'existence des ONG (nationales et internationales) qui ont la compétence et capacité de mise en œuvre des actions de pacification et stabilisation ;

Par rapport aux mouvements non encadrés des Populations « Banyabwisha et Nande »

- Augmentation de la production agricole dans le milieu;
- Désenclavement de la région et la création des nouveaux marchés,
- Début d'intégration sociale avec des mariages mixtes,
- Main d'oeuvre disponible et moins chère;

Par rapport au contexte socio – économique du premier trimestre 2017

- Boom de l'or en Ituri, plusieurs millions de dollars entrés dans l'économie locale en provenance des mines artisanales. Mais l'Etat n'a pas profité des taxes provenant de ce boom. Néanmoins plusieurs autorités politiques et administratives et sécuritaires sont passées par les mines pour chercher leur part.

Voir tableaux détaillés sur les acteurs dans les annexes en page 149.

Quelles sont leurs connections aux autres et quelle est la qualité de ces relations ?

- Les éléments de la FRPI, sont soutenus par les communautés Lendu Bindi, parce que ces derniers se disent le soutenir. Les députés Lendu Bindi soutiennent aussi le mouvement FRPI visiblement.
- On parle d'une connexion supposée et les ADF/NALU, mais cela n'a jamais été prouvé.
- Des contacts existent entre les militaires des FARDC et les FRPI pour organiser les pillages de bétail

Noyau Ituri du Pool d' appui à la stabilisation
Mars 2017

Données géographiques
Le territoire d'Irumu se retrouve à l'Est de la République démocratique du Congo dans l'actuelle province de l'Ituri. Ce territoire est limité au Nord par le territoire de Djugu en Ituri, au Nord Est par le bord du lac Albert ; à l'Est le territoire est limité par reliant la collectivité Bahema sud à l'Uganda, au Sud le territoire de Beni dans le Nord Kivu et à l'Ouest par le Territoire de Mambasa. Il est créé par l'ordonnance n0123/2 de l'Administration Générale du 03/09/1914 de l'époque coloniale. Il est subdivisé en 12 chefferies, 55 groupements et 715 villages ; dont 7 constituent la zone la zone prioritaire de stabilisation, il s'agit de : Walese Vonkutu, Baniari Tchaby, Bahema Boga, Bahema Mitego, Bahema Sud, Walendu Bindi, Bira Andisoma.

Coordonnées géographiques
- 12°27' Nord 29°52' Est
- Entre 1000 à 2000 m d'altitude
- Superficie: 7353Km2, dont plus de 70% constitue la zone prioritaire du Projet.
- Population actuelle: 1.234.382 habitants (rapport administratif : 2015), dont 631939 habitants dans la zone du projet (51 % de la population vit dans la zone du projet.)
- Densité : 168 hab/Km2

Climat
Le territoire d'Irumu a un climat tropical humide avec alternance de deux saisons (la saison A : la pluie de mars à mai et la saison sèche de juin à la mi-août ; la saison B, saison de pluie de mi–août à la mi – octobre la grande saison sèche novembre à février). Sa pluviométrie moyenne annuelle est de 1200 mm et une température moyenne de 25 à32°C caractérise le territoire.

Hydrographie
Il est traversé par quelques rivières importantes notamment : Shari, Ituri, Talolo etc. Il est riche en or exploité par quelques entreprises chinoises et des artisanaux. Il y a aussi la rivière Semliki à la frontière avec l'Uganda qui se jette dans le lac Albert. Le territoire dispose d'un port sur le lac Albert reliant ce dernier à l'Ouganda facilitant un échange des produits divers. En outre ce lac est caractérisé par une forte production des poissons dont une grande partie est séchée et transformée à Makayabo qui nourrit tout l'Est de la RDC.

Relief
Du Nord au sud du territoire, on retrouve la chaine de Monts bleus avec au versant Ouest les monts Bleus qui donnent sur un plateau qui se prolonge sur le début la cuvette centrale. Tandis que sur le versant Est la chaine de Mont Bleu donne sur le graben Albertine, la plaine de Kasenyi et la plaine de la Semliki.

Végétation
Ce territoire est doté de vastes savanes herbeuses arbustives dans sa partie Sud (sur au moins 5 des 7 chefferies), qui conduit à la réussite de l'élevage des bovins. Il est constitué des zones forestières à l'Ouest Chefferies de Walese Vonkutu et Baniari – Tchaby.

Particularités et richesses du territoire
L'agriculture est la principale activité qui occupe 80% de la population. L'élevage traditionnel des bovins à grande échelle et la pêche dans le lac Albert occupent 12% de la population et constituent la principale richesse du territoire. La cueillette et le ramassage sont pratiqués par autour de 2% de la population constitué des pygmées.

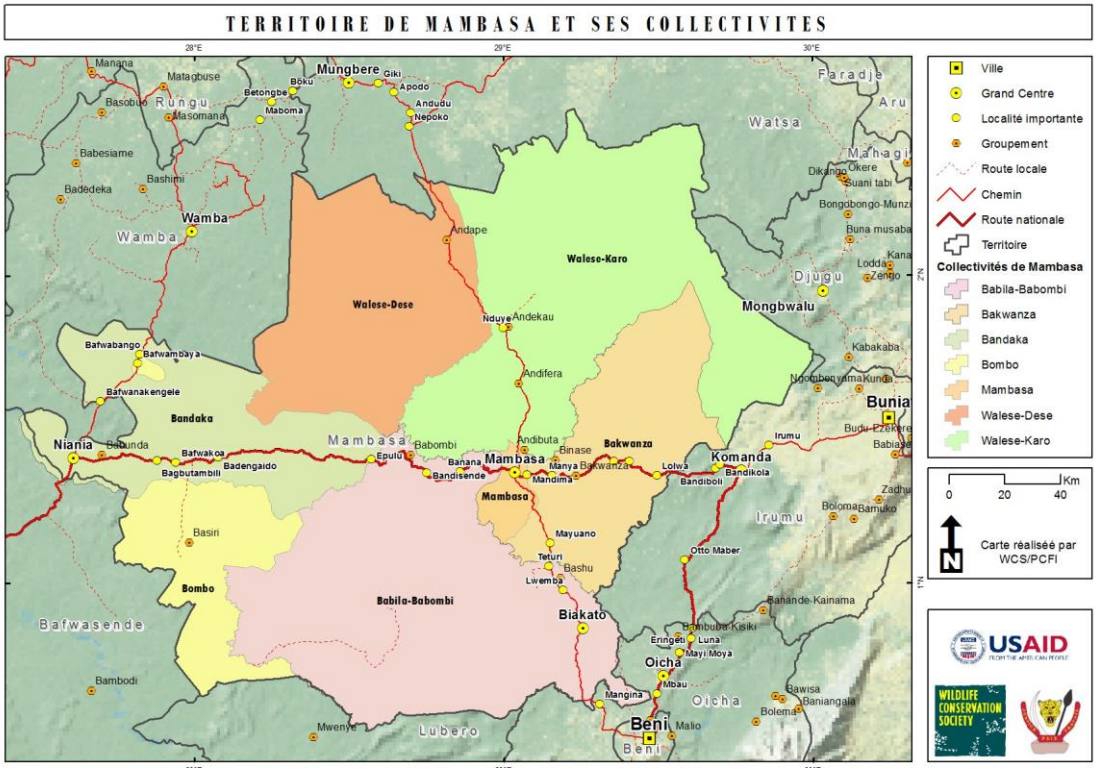
Données culturelles

Le territoire d'Irumu compte six tribus principales : 1° Les Bira, 2° Les Hema, 3° Les Lendu Bindi, 4°Les Nyali, 5° Les Pygmées, 6° Les Lese. A part ces tribus qui sont originaires, il existe encore beaucoup d'autres qui sont venues d'ailleurs et peuplent le territoire. A part leurs langues maternelles, le Swahili est la langue parlée par la plupart des populations d'Irumu environ 95%. Le lingala, et autres langues ne sont parlés qu'à 5% par quelques habitants venant d'autres coins du pays.

3.6 Zone de Mambasa (Ituri)

Eléments essentiels de conflits dans la zone

Le territoire de Mambasa a toutes les dynamiques des conflits qui caractérisent les zones prioritaires de la Stratégies ISSSS. C'est dans ce cadre que le Projet IRF Mambasa « AMANI NI NJIA YA MAENDELEO », a été réalisé de « Décembre 2014 à Août 2016 ». Malgré certaines avancées obtenues à travers les réalisations des activités du Projet, aujourd'hui le contexte de Mambasa a les caractéristiques ci – après :



La Dynamique sécuritaire

Dans la partie Sud du territoire (Chefferie de Babila Babombi et Chefferie de Bombo) évoluent les principaux groupes armés dans la forêt de Mambasa, il s'agit principalement de :

- Les Mai – Mai Simba de « Manu », Pygmée et principal Lieutenant de « Morgan » ;
- Les Mai – Mai de « Mangaribi », petit frère de Morgan ;
- Les Mai – Mai YIRA de Werrason ;
- Les Mai – Mai YIRA de SUMBA DEDE ;
- Etc.

Il peut même y avoir de nouveaux groupes pas encore recensés, ceux-ci opèrent dans la forêt au sud du territoire de Mambasa. Ils se sont partagés des zones d'influence que chaque groupe contrôle. Ils vivent principalement du braconnage et des perceptions dans les mines d'or artisanal et les différentes dragues placées dans la rivière Ituri. L'insécurité provient des affrontements qu'ils ont souvent entre eux pour le contrôle de la zone et aussi des attaques qu'ils mènent dans certains villages pour s'approvisionner. En fin 2015, ils se sont tous rassemblés dans l'UPLC (Union des Patriotes pour la Libération du Congo), avec des revendications plus ou moins politiques. Ce groupe n'a pas tenu longtemps, vite les affrontements ont repris entre les Mai – Mai YIRA (venus du Nord Kivu) et différents groupes qui proviennent du groupe de Morgan. Au cours de cette année 2016, les militaires de la 31^{e}

Brigade de Défense Principale, sous l'égide du Général MUNDOS de la FARDC basés à Mambasa se sont déployés avec l'appui opérationnel de la MONUSCO pour combattre les différents groupes Mai – Mai et protéger la RFO. Leurs actions ont eu des conséquences positives, les affrontements qu'ils ont menés dans la brousse contre le groupe Mai – Mai, ces derniers mois ont entrainé la mort du Leader des Mai – Mai YIRA SUMBA DEDE et l'affaiblissement de ce groupe. La chefferie de Bombo est la plus touchée par ce phénomène des groupes armés. Plus des trois quarts de son territoire est occupé par les groupes armés, qui y vivent en exploitant les carrières de Mines d'or artisanal, en l'occurrence le cas des mines de Muchacha.

Dans la partie Nord du territoire de Mambasa ; Chefferie des Walese KARO et Walese DESSE, c'est plutôt les différents groupes des braconniers qui créent la désolation dans des vastes zones démunies/dépourvues des éléments de FARDC et de PNC.

En somme, ces différents groupes armés affluent dans la région pour exploiter les Ressources Naturelles qui sont en conservation dans la RFO. La quasi absence d'infrastructures routières dans cette zone, favorise l'installation et l'exploitation par ces groupes armés des vastes zones forestières qu'abrite le territoire de Mambasa. Cet état des faits devient un vecteur constant de l'insécurité dans la zone et est marqué par les pillages, les viols et la tuerie. Les affrontements entre ces groupes armés et les FARDC sont également des occasions de violation massives des droits de l'Homme.

La dynamique Foncière ; mobilisation autour de la terre et de l'Identité

Avec une Superficie de : 38.783 kilomètres carrés; et une population estimée à 500.000 habitants (données territoire 2015); Densité : environ 13 hab/km carré; le territoire de Mambasa ne devait pas avoir des problèmes des terres. Mais les problèmes fonciers sont de plus en plus importants dans les 7 chefferies et 27 groupements du territoire :

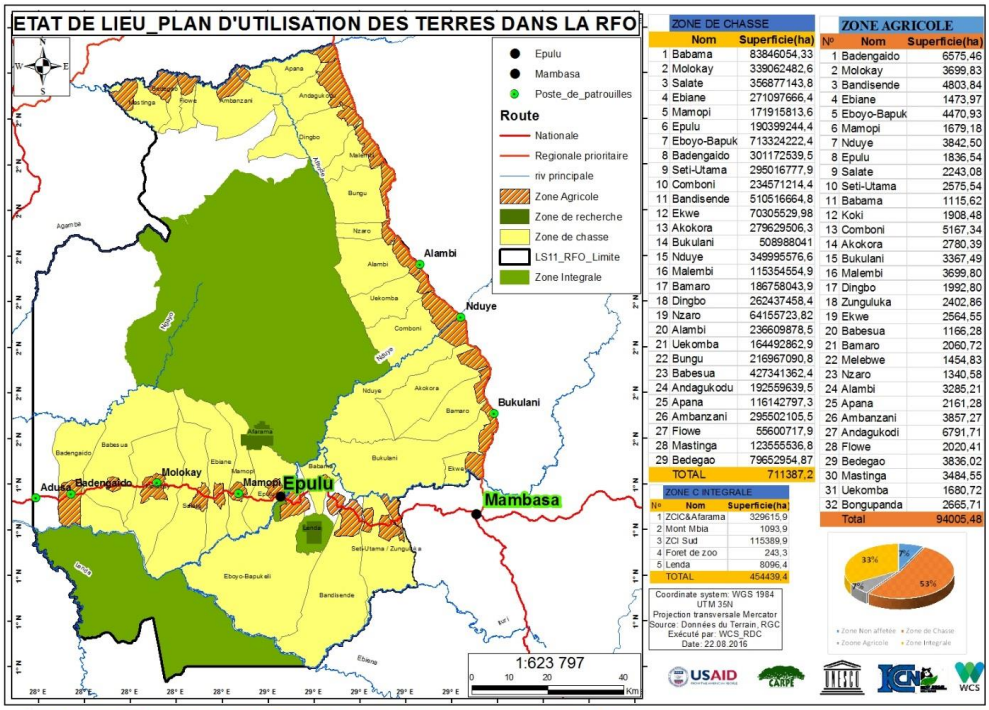
- La population est concentrée sur les axes routiers : Komanda – Mambasa; Mambasa – Mungbere (en très mauvais état); Mambasa – Nia-Nia ; Mambasa – Bella – Makiki;
- Et dans les sites d'exploitation artisanale de l'or.
-

Les principales tribus sont: Bangwana, Lese, Mbo, Bandaka, Bila, et les Batwa/Pygmées, qui sont autour des 30% de la population de Mambasa;

Les « immigrés » venus d'autres territoires congolais sont très nombreux à Mambasa et représenteraient autour des 50 % de la population de ce territoire. Les Nande et les Budu, étant les deux principales tribus. Les Nande viennent du Nord Kivu et les Budu de l'actuelle province du Haut Uélé.

La population Nande venue principalement à la recherche de terres arables, aurait acheté des tribus locales, les principales terres au bord des axes routiers. Cette situation est devenue très explosif surtout sur l'axe routier Mambasa – Bella- Makiki.

La Réserve de Faunes à Okapi dans le territoire de Mambasa



ZONE DE CHASSE

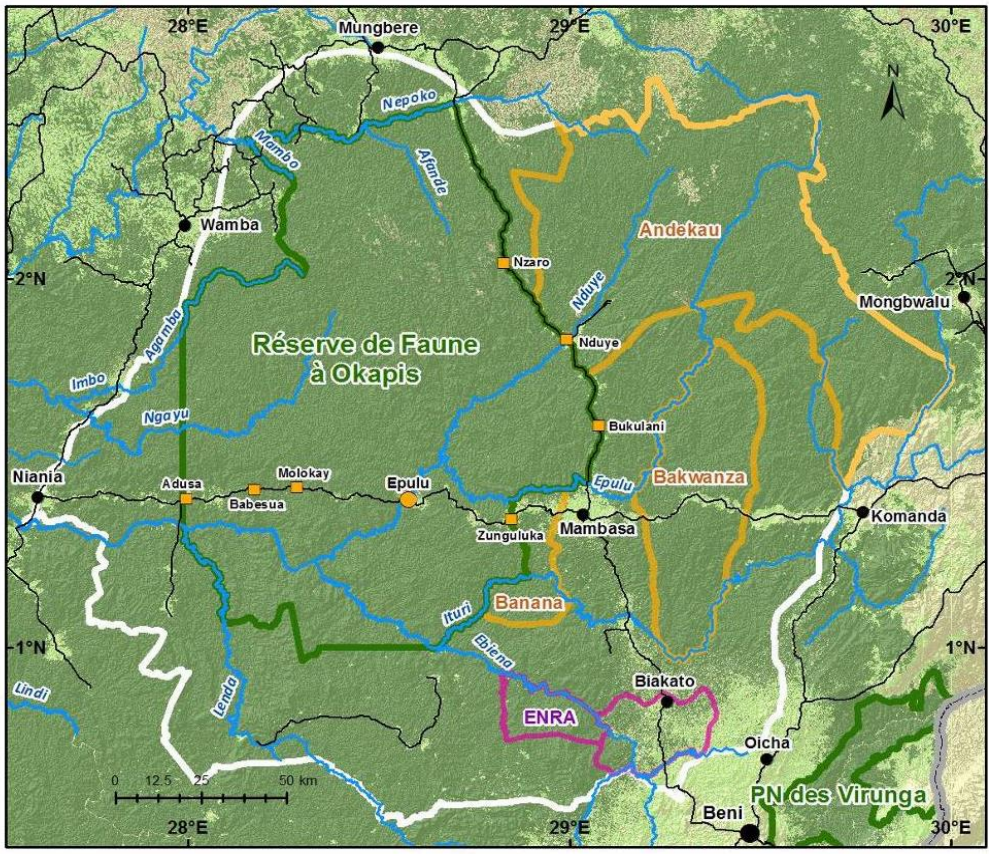
	Nom	Superficie(ha)
1	Babama	83846054,33
2	Molokay	339062482,6
3	Salate	356877143,8
4	Ebiane	271097666,4
5	Mamopi	171915813,6
6	Epulu	190399244,4
7	Eboyo-Bapuk	713324222,4
8	Badengaido	301172539,5
9	Seti-Utama	295016777,9
10	Comboni	234571214,4
11	Bandisende	510516664,8
12	Ekwe	70305529,98
13	Akokora	279629506,3
14	Bukulani	508988041
15	Nduye	349995576,6
16	Malembi	115354554,9
17	Bamaro	186758043,9
18	Dingbo	262437458,4
19	Nzaro	64155723,82
20	Alambi	236609878,5
21	Uekomba	164492862,9
22	Bungu	216967090,8
23	Babesua	427341362,4
24	Andagukodu	192559639,5
25	Apana	116142797,3
26	Ambanzani	295502105,5
27	Flowe	55600717,9
28	Mastinga	123555536,8
29	Bedegao	79652954,87
	TOTAL	711387,2

ZONE C INTEGRALE

N°	Nom	Superficie(ha)
1	ZCIC&Afarama	329615,9
2	Mont Mbia	1093,9
3	ZCI Sud	115389,9
4	Foret de zoo	243,3
5	Lenda	8096,4
	TOTAL	454439,4

ZONE AGRICOLE

N°	Nom	Superficie(ha)
1	Badengaido	6575,46
2	Molokay	3699,83
3	Bandisende	4803,84
4	Ebiane	1473,97
5	Eboyo-Bapuk	4470,93
6	Mamopi	1679,18
7	Nduye	3842,50
8	Epulu	1836,54
9	Salate	2243,08
10	Seti-Utama	2575,54
11	Babama	1115,62
12	Koki	1908,48
13	Comboni	5167,34
14	Akokora	2780,39
15	Bukulani	3367,49
16	Malembi	3699,80
17	Dingbo	1992,80
18	Zunguluka	2402,86
19	Ekwe	2564,55
20	Babesua	1166,28
21	Bamaro	2060,72
22	Melebwe	1454,83
23	Nzaro	1340,58
24	Alambi	3285,21
25	Apana	2161,28
26	Ambanzani	3857,27
27	Andagukodi	6791,71
28	Flowe	2020,41
29	Bedegao	3836,02
30	Mastinga	3484,55
31	Uekomba	1680,72
32	Bongupanda	2665,71
	Total	94005,48



La RFO occupe 13.726 km carré dans les provinces de l'Ituri (territoire de Mambasa 85%, soit ± 28, 5 % de la superficie) et du Haut-Uélé (Territoire de Wamba et Watsa, 15%). C'est une aire protégée appartenant à l'Etat Congolais placée sous la gestion de l'ICCN (Institut Congolais de Conservation de la Nature). Cette réserve a été élevée en 1996, au statut de «Site du Patrimoine Mondial de l'UNESCO» suite à ses valeurs exceptionnelles en biodiversité. Elle est un espace de conservation de faune; 1500 à 3000 Okapi ; la dernière réserve des éléphants de forêt en RDC entre 1500 à 2000 ; 5000 à 6000 chimpanzés; 13 espèces des primates diurnes et 4 nocturnes. Un espace de conservation de la flore;

1500 espèces de plantes; Inselberg microenvironnements; Grande biomasse de forêt a mono dominance *Gilbertodendrion dewevrei*; Un Edo – clairières maintenues par les grands mammifères.
En 1997, la RFO est proclamée site du patrimoine mondial en péril à cause de plusieurs activités illégales qui s'y pratiquent et qui créent l'insécurité dans l'ensemble du Territoire de Mambasa. En occupant 28,5% des terres du territoire de Mambasa, la présence de la RFO aggrave renforce les conflits fonciers. La RFO empêche donc l'installation de nouvelles colonies d' « immigrés » sur une distance d'environ 120 km de Mabukusi à Adusa.

La RFO est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO et regorge d'importantes ressources forestières et minières convoitées tant par les communautés que par les groupes armés. La question de la limite de cette réserve a été à la source de nombreux conflits communautaires. Plusieurs attaques de miliciens au sein de la réserve ont créé une situation d'incertitude et d'insécurités dans la zone. La présence de la Réserve de Faune à Okapis (RFO) dans la zone du projet est également source de tensions et d'insécurité. Cette insécurité est due à des groupes armés qui ont élu domicile dans la réserve pour diverses raisons ; certains (fils du milieu) pour des revendications de droit d'usage de certaines ressources naturelles (minerais) et par le fait qu'ils ne sont pas associés à la gestion. D'autres utilisent la réserve comme leur lieu de refuge et d'approvisionnement des minerais pour alimenter leurs milices. Tout cela a comme corolaire, l'exploitation illégale de ressources naturelles de la RFO, l'immigration galopante dans certains villages dans lesquels l'exploitation s'effectue, notamment à Badengaido, Molokay et Bandisende.

Dans la première phase du Projet IRF Mambasa, les différents problèmes entre tous les acteurs aux conflits dans la RFO ont échangé à travers les cadres de concertations qui ont été organisés pour rechercher les différentes causes et solutions aux problèmes, il s'agissait plus spécifiquement des conflits liés aux ravages de cultures, à l'exploitation des ressources naturelles, liés à l'insécurité et à l'information, etc.; Les résultats de ce processus ont aboutis aux engagements mutuels entre tous les acteurs, dont cette phase devrait consolider les acquis dans la RFO. Il a été constaté que les cinq (5) chefferies au sein de la RFO ont chacune des problèmes spécifiques.

La dynamique de l'exploitation des Ressources Naturelles.

Mambasa est un territoire minier par excellence. Il s'agit principalement des activités de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant. Il existe dans le territoire de Mambasa autour de 400 sites d'exploitation artisanale soit environ 50% des sites de l'Ituri, dont autour de 70 dans la RFO. Ces sites occupent plus de 26.000 orpailleurs, ce qui fait que plus des 50% de la population de Mambasa a un lien avec l'or. Selon une étude menée par l'organisation PAX en 2011, la présence des femmes dans les carrières d'exploitation artisanales des minerais est estimée à plus ou moins 6% et 2% pour les filles de moins de 18 ans, qui s'occupent principalement des activités d'approvisionnement des sites miniers en produits de première nécessité (nourritures et autres). Plus de 80% des orpailleurs viennent d'autres zones, du Nord Kivu, de Kisangani et d'Isiro. L'exploitation artisanale de l'or se fait en forêt à des endroits difficiles à atteindre, ce qui fait de ces mines, les principaux endroits où les groupes armés vont se ravitailler en nourriture et ravir les productions minières des creuseurs. Ces mines artisanales constituent aussi des niches où se commettent toutes sortes de violations des Droits Humains, et violences sexuelles contre les femmes et filles.

Les Compagnies Loncorn et Kilo Gold-Somituri ont des concessions d'exploitation Industrielles de l'or sur le tronçon Nia-Nia-Wamba au niveau de PK 25, PK 47. Ces deux sites sont envahis jusqu'ici par des exploitants artisanaux, ce qui présage des problèmes s'il faut évacuer les artisanaux pour démarrer l'exploitation industrielle.

La petite mine (semi-industrielle) est présente aussi dans le territoire avec des dragues généralement placées sur la rivière Ituri, même sur le tronçon de cette rivière qui fait partie de la RFO où toute

exploitation minière est interdite par les lois de la République. De toutes ces dragues, certaines notamment celles d'Ekulungu appartiennent aux Chinois.

L'exploitation de l'or dans le territoire de Mambasa se passe dans un désordre quasi total, la presque majorité de l'or produite est commercialisé au Nord Kivu par des voies de fraude qui ne profitent pas à l'Etat.

A part l'or et le diamant, l'autre grande ressource exploitée est le bois. Surtout le long des axes routiers Mambasa - Bella – Makiki et Komanda - Mambasa. Mais de plus en plus aussi sur l'axe Nduye, et Mambasa – Nia – Nia, après Adussa à la limite de la RFO. A part la concession ENRA où il se passe de l'exploitation industrielle, le bois est coupé généralement par un grand nombre d'exploitants semi industriels qui utilisent des tronçonneuses pour une exploitation sauvage du bois. On scie les planches et charge des camions remorques qui ont déjà cassé plusieurs ponts dans la région.
Comme pour l'or, il est difficile de connaitre l'impact réel de l'exploitation du bois sur le territoire de Mambasa. Les principales ressources provenant de ces deux activités semblent davantage enrichir le Nord Kivu voisin.

L'exploitation de l'or et du bois est à la base de plusieurs conflits autour des limites entre les différentes entités administratives du territoire de Mambasa, comme il est difficile de vérifier les limites dans la forêt ; il est difficile de dire avec précision si l'exploitation se passe dans telle ou telle entité administrative ce qui crée des différends entre les communautés censées vivre ensemble en bon voisinage.

La Dynamique Régionale

Le territoire de Mambasa abrite la seule zone forestière de la Province de l'Ituri, sa grande forêt constitue un repère pour différents groupes armés. Cette zone forestière fait limite avec le territoire de Beni au Nord Kivu. Cet état de fait constitue également une autre source d'insécurité suite aux interactions entre les différents groupes armés évoluant dans cette zone. Les mouvements de populations du Nord Kivu vers le Territoire de Mambasa occasionnés par les exactions des ADF/Nalu dans le territoire de Beni rendent encore plus complexe la dynamique sécuritaire et les vulnérabilités de tout genre dans cette zone.

Les Violences Sexuelles et les Violences basées sur le Genre

Les Violences Sexuelles aussi sont très présentes, malgré plusieurs projets qui ont été réalisés dans le territoire pour lutter contre ce fléau. Elles sont surtout liées à la présence des groupes armés et des différents braconniers et autres. Les attaques de ces derniers contre certains villages entrainent souvent beaucoup des cas de viols et la déportation des femmes comme esclaves sexuelles dans la brousse. Les carrières d'exploitation artisanales de l'or sont aussi les sites où les cas de violences sexuelles sont fréquemment observés généralement sur les femmes et filles. La nouvelle loi sur les violences sexuelles traitant toute relation avec une fille de moins de 18 ans comme un cas de Viol, exacerbe le problème et entraîne de nombreux conflits dans les communautés. Cette situation exige des actions ciblées dans le territoire de Mambasa.

Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix. Acteurs clés

A qui profite ce conflit?

Le conflit du territoire de Mambasa profite à un réseau mafieux qui profite de l'exploitation en désordre des ressources naturelles du territoire pour s'enrichir. Ce réseau doit avoir des liens à partir de la base du territoire de Mambasa jusqu'au niveau national nous pouvons citer :

- Les commerçants du Nord Kivu et de l'Ituri, qui scient le bois et achètent la grande partie de l'or qui est produit dans les mines artisanales du territoire.
- Les officiers FARDC et de la PNC, qui ont des liens avec les groupes armés, les braconniers et les carrières d'exploitation des mines artisanales.
- Les personnes de la haute administration au niveau de la capitale qui délivrent des autorisations de l'exploitations artisanales d'or aux Chinois et autres qui viennent exploiter
- Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit (en faveur du conflit ou pour une transformation vers la paix) ?

En faveur du conflit nous avons :

- Les membres des groupes armés ;
- Les braconniers ;
- Les éléments de FARDC, ceux qui profitent pour percevoir des taxes auprès des gens qui exploitent.
- Quelques gardes parc de la RFO ;
- Les commerçants de l'or du Nord Kivu et de l'Ituri.
- Certaines personnes dans l'administration et au niveau local, provincial et national.
- Les politiciens de la région (députés provinciaux et nationaux)
- Les jeunes et autres personnes des communautés locales, qui vivent de l'exploitation illégale des ressources naturelles.
- Les chefs des ETD, qui favorisent les activités illégales d'exploitation des ressources naturelles
- Les « immigrés » venus principalement du Nord Kivu voisin, de la province du Haut – Uélé, et de la province de Tshopo à la recherche de mines d'exploitation artisanale de l'or et du diamant.

Les forces pour la transformation vers la Paix

- L'ICCN et ses différents partenaires qui conservent la nature de par leurs mandats.
- Les FARDC, les gardes parcs et la PNC, de par leurs mandats de sécuriser les personnes et leurs biens.
- L'Administration du Territoire de Mambasa, en tant que première autorité du territoire de Mambasa.
- La population de Mambasa en général qui aspire à la sécurité et à la Paix dans la région.

Quels sont les intérêts, besoins, buts et préoccupations des acteurs contre la paix?

- Créer les conditions de l'insécurité qui leur permettent d'exploiter dans le désordre et de piller les ressources naturelles du territoire de Mambasa.
- Manipuler les communautés contre le RFO, pour gagner leurs voix aux prochaines élections.
- Gagner l'argent à travers la corruption et le commerce illicite dans les sites miniers.

Quelles sont les perceptions ou positions des populations locales sur les questions clés?

- La présence de la RFO, empêche les communautés de bénéficier de l'exploitation des Ressources Naturelles de Mambasa, donc la RFO bloque le développement de Mambasa.
- Pour cela la RFO devrait répondre à tous les besoins de développement du territoire de Mambasa.
- Les personnes venues d'ailleurs viennent profiter des Ressources Naturelles de Mambasa plus que les originaires.

Quelles sont leurs connections aux autres et quelle est la qualité de ces relations ?

Les membres des différents groupes armés qui constituent les premiers acteurs clés

- Ils ont des liens entre eux, ils se sont partagés des zones d'influence dans la forêt où chacun perçoit des taxes et redevances sur un territoire qui lui est reconnu. A partir de cela plusieurs combats entre eux pour le contrôle de leurs zones d'influence créent de l'insécurité dans la région.
- Généralement ils se battent contre les forces de sécurité ; FARDC, Gardes parcs, PNC ; mais à certains moments ils ont des arrangements qui leur permettent de part et d'autres de d'exploiter tranquillement les ressources naturelles chacun de son côté. Souvent les rumeurs disent qu'ils s'approvisionnent en armes et en munitions à travers les FARDC mais personne ne sait prouver cela.
- La connection avec les exploitants des mines dans la forêt, ils viennent percevoir des taxes et des redevances. Ces accords ne tiennent souvent pas longtemps car on les voit ensuite venir ravir et piller les mines. Il y a des rumeurs selon lesquelles même les Chinois qui sont dans la forêt ont des deals avec les groupes armés qu'ils paient chaque mois pour que ces derniers ne les attaquent pas.
- Dans le passé les groupes armés ont souvent manipulé les communautés en leur disant qu'ils combattent pour préserver leurs droits à l'exploitation des ressources naturelles de la RFO. Mais de plus en plus les gens se rendent compte que la présence de ces groupes va à l'encontre des intérêts de la communauté.

Quel pouvoir ou instrument d'influence ont-ils?

- D'abord l'argent entre les mains des grands commerçants qui achètent de l'or, ils utilisent cela aussi pour corrompre les autorités locales et autres.
- Il y a les armes entre les mains des groupes armés « Mai – Mai », qui leur permettent de faire la loi en pillant, ravissant les biens des gens, etc.
- La position hiérarchique de personnes impliquées dans le réseau mafieux, qui leur permet de couvrir des crimes et soutenir les auteurs en leur garantissant impunité.

Quelles nouvelles alliances peuvent favoriser une démarche de paix ou une aggravation des conflits ?

Si les autorités étatiques, se mettaient à appliquer les lois et à sérieusement combattre les groupes armés, cela pourrait être une grande contribution à la paix durable dans le territoire de Mambasa.
Il faut améliorer la gouvernance locale en restaurant l'autorité de l'Etat et en mettant à la disposition de la population des services de base, comme un fonctionnement pour leur protection de la PNC, des FARDC, de la Justice, et d'autres services qui font jusqu'ici défaut sur le terrain.
Il faut que toutes les autorités se mettent d'accord pour réellement contribuer à l'amélioration des conditions de sécurité et de paix dans le territoire de Mambasa.
Il faut que les autorités nationales, provinciales et locales ; les FARDC, la PNC et les autres forces de sécurité appuient la RFO dans la lutte contre les différentes forces du mal qui sont dans la forêt et s'attaquent à l'aire protégée.
Il faut que les communautés comprennent l'utilité de la RFO et comprennent la nécessité de protéger ce domaine du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Quel est leur rôle potentiel ou contribution pour la paix?

Concrètement :
- Le FARDC devrait travailler sérieusement pour traquer les groupes armés et les chasser de la forêt.
- Les autorités locales et du territoire devraient donner des ordres conformes à la loi pour sauvegarder les Ressources Naturelles et conserver la nature.
- La RFO, pourrait contribuer à travers des projets spécifiques à répondre aux besoins sociaux des communautés.
- Les communautés doivent dénoncer toutes les actions de pillage et de vandalisme qui se réalisent dans la RFO.

Quels déclics pourraient contribuer à l'arrêt du conflit?

- La neutralisation des groupes armés incontrôlés dans la région.
- Amener les communautés à soutenir la RFO.
- Rapprocher les communautés des différents services étatiques.

L'identification des facteurs déterminants dans le conflit

La stratégie ISSSS a identifié quatre moteurs de conflit pour toutes les zones prioritaires :

- Dilemmes sécuritaires
- Mobilisation autour de la terre et de l'identité
- Exploitation illégale de ressources naturelles
- Dynamiques régionales

Quels sont les facteurs qui sont en jeu contre la paix ou en faveur du conflit?

- La présence d'une grande forêt riche en Ressources Naturelles ; bois, minerais (or, diamant, coltan, etc.), gibier, etc. Des bandits des groupes armés, des braconniers et des malfaiteurs de tout genre y sévissent. Ils entretiennent l'insécurité et les conflits dans la zone.
- La sous gouvernance et la mauvaise gouvernance sont manifestes dans le territoire de Mambasa, le mauvais état des routes fait qu'il y a des zones entières qui n'ont pas reçu la visite des autorités du territoire et de la province depuis plusieurs années. Donc les autorités locales peuvent se permettre d'agir à leur gré et à leur profit en commettant des violations des Droits Humains et des tracasseries diverses. L'absence de structures transparentes de la PNC et des FARDC, entraine un pouvoir absolu pour toute personne armée qui peut jouer au roi et commettre des crimes de tout genre. Le trafic d'influence est très important ; on a dans la région des personnes qui commettent des infractions mais sont protégées par telle ou telle personnalité basée à Bunia, à Kisangani, Kinshasa ou ailleurs, contre laquelle les autorités locales ne peuvent rien.
- Les communautés locales sont généralement ignorantes avec un faible taux de scolarisation, elles ne connaissent pas leurs droits et devoirs et se font rouler et manipuler. Cela finit généralement dans la violence.

Quels facteurs, problèmes ou éléments sont en train de provoquer le conflit et amener des divisions entre les gens, et comment?

- La problématique foncière est porteuse de grands conflits qui peuvent devenir violents dans un avenir proche ; les immigrés généralement Nande et Budu, ont acquis dans un passé récent à des vils prix et sans respect des procédures foncières la majorité des terres utiles au bord des axes routiers. De plus en plus les autochtones se révoltent contre cette situation, il y a un début de revendications avec la création des mutuelles extrémistes dans la région.
- Les Batwa/pygmées vivent comme un peuple exclu sans aucun droit dans le territoire. Cette situation est de plus en plus à base des violences dans la région.

Noyau Ituri du Pool d'appui à la stabilisation, Mars 2017

3.7 Territoire de Faradje (Haut Uélé)

Eléments essentiels des conflits

- Conflits entre réfugiés, rapatriés et populations locales dans un contexte de marginalisation de la zone et d'absence de services étatiques et humanitaires. Présence des refugiés sud soudanais en territoire de Faradje et fréquentation clandestine de certains officiers de la rébellion SPLA-IO (Sud Soudan) dans la cité d'Aba et dans le camp des réfugiés sud soudanais de Meri; enregistrement massif de rapatriés spontanés du Sud Soudan comme réfugiés sud soudanais dans le camp de Meri dans la Cité d'Aba ;
- Ressources naturelles: l'exploitation de l'or crée des conflits entre communautés et notamment par rapport à la situation des orpailleurs artisanaux. Mécontentement de la population de Groupement Ndolomo, chefferie des Logos Doka face à la fixation des paneaux à la limite de carré minier de Kibali en territoire de Faradje et le taux élevé d'accidents de circulation causée par les engins de Kibali sur la route entre Durba – Makoro dus à l'excès de vitesse, la consomation de drogues et d'alcool par les chauffeurs
- Alliances entre chefs de guerre et représentants des forces de l'ordre et de l'Etat congolais
- Conflit de succession du pouvoir dans la chefferie des logos Doka à Makoro;
- Conflit foncier entre les éléveurs Hema et les agriculteurs en chefferie des logos Doka
- Contexte régional déstabilisé

Forces en faveur de la paix , forces contre la paix, acteurs clé

A qui profitent les conflits ?

- Les rebelles sud soudanais SPLA-IO (Général PALAKU, Chef d'Etat Major KANYI, LOBURO, Colonel BATALI, Chargé des relations exterieures (Aba)SUNDAY et Major MUNGU;
- Certains officiers FARDC d'Aba;
- Certains officiers de la Police Nationale Congolaise de la frontiére ;
- Alex de la CNR, Nicolas de AIRD/ONGI, ABANZA Coordonateur Croix Rouge Locale d'Aba;
- Operateurs économiques d'Aba;
- Hôtel de l'indépendance où les rebelles SPLA-IO séjournent;
- Chef et représentant des éléveurs Hema dans le Haut Uélé, Monsieur Jules
- Un groupe des rapatriés spontanés d'Aba inscrits comme des refugiés sud soudanais dans le camp;
- L'entreprise manière Kibali Gold Mining;
- Service de Cadastre minier territorial

Parties prenantes

En faveur des conflits (ceux qui en profitent) :

- SPALA-IO: (Général PALAKU, Chef d'Etat Major KANYI, LOBURO, Colonel BATALI, Chargé des relations exterieures SUNDAY et Major MUNGU,
- les réfugiés sud soudanais d'origine Kakwa, certains officiers FARDC et de la PNC, Operateurs économiques, le Chef de Chefferie des Kakwa Ima, le Président de la société civile d'Aba et le Président de l'association des jeunes d'Aba), le service de mine et cadastre minier du territoire de Faradje
- les descendants des feu chefs de chefferie de Logos Doka MATAFA et ZOMBO.
- Chef et représentant des éléveurs Hema dans le Haut Uélé, Monsieur Jules

En faveur de la paix :

- Mr Akim , Président de Comité des refugiés sud soudanais de Camp de Meri,

- Président du comité des rapatriés spontanés d'Aba,
- Réfugiés soudanais (Nuba)
- Administrateur du Territoire de Faradje Mr Lokakao
- Colonel Benjamin / FARDC
- CNR Haut Uélé
- Les descendants de feu Chef de Chefferie SIRIGI qui n'ont plus d'hommes capables dans leur ligne actuellement
- Le chef de chefferie actuel des logos Doka , Mr Yabe qui a déclaré qu'il ne va plus changer les décisions autour de la coutumes prises par ses grands parents
- Le société civile locale de Makoro qui ne cesse de sensibilser la population sur la cohabitation pacifique
- Le chef de village Tima, Monsieur AVONVA LIYAMARU Charles et le chef de village Wayinva, Monsieur ALADRO MARNIGO Julien qui ne cessent de demander aux éléveurs de libérer les terres occupées sans le consentement des propriétaires terriens pour que la paix revienne et sensibilisent leurs populations de ne pas se soulever contre les éléveurs Hema

Besoins, intérêts, objectifs et préoccupations

- Gain matériel et financier
- Rendre viable la situation qui leur profite en augmentant le nombre des refugiés sud soudanais
- Etude du terrain en cas d'eventuelle contre offensive de la force gouvernementale (SPLA)
- Moyen de survie ,
- Augmentation de leurs revenus
- Positionnement
- Les éléveurs Hema pensent conquérir de grands espaces d'élévage de leurs vaches sans payer les droits coutumiers ou droits d'occupation de terre aux propriétaires terriens
- Les descendants de trois lignés de la famille régnante Doka : Lignée de Matafa, de Sirigi et de Zombo (Tous des frères) pensent que l'accès au pouvoir a la tête de leur chefferie doit être rotatif. Comme le pouvoir fut d'abord dans la première ligné de chef Sirigi ensuite il est passé dans la deuxième lignée de Matafa, la troisiéme lignée qui est celle du chef Zombo se bat pour en récupérer mais les descendants de la deuxième lignée fournissent un effort pour le conserver aussi longtemps que possible. En interne dans la deuxième lignée il y a encore une fragmentation entre la chefferie et le Groupement Makoro autour du même pouvoir.

Perceptions et positions

- Les rapatriés spontanés ont le sentiment d'être marginalisés;
- Les SPLA-IO considèrent la cité d'Aba comme une éventuelle base arriére en cas de contre offensive du Gouvernement sud soudanais ,
- Les SPLA (forces loyalistes) pensent que leurs ennemis (SPLA-IO) seraient hébérgés dans le camp des réfugiés de Meri avec la complicité des FARDC,
- Les FARDC pensent que les SPLA-IO veulent utiliser le camp des réfugiés de Meri comme leur cachette avec des multiples visites clandestines et c'est cela qui motiverait les mises en garde repetitives des SPLA à l'endroit des FARDC,
- Les rapatriés spontanés ont le sentiment de la méfiance, mépris discrimination car ils ont fui ensemble avec les réfugiés sud soudanais mais le HCR ne les assiste pas,
- Les commerçants, les jeunes d'Aba pensent que la décision du Gouverneur de la Province du Haut Uélé de ramener les réfugiés sud soudanais du camp de Meri vers Nangazizi dans le territoire de Rungu (à 310 km de Faradje) serait une récupération politique par rapport aux éléctions futures car le territoire de Rungu constitue sa base électorale et que le HCR va réhabiliter les routes, les

infrastructures communautaires et il va réclamer ces acquis comme ses réalisations pendant la campagne,

- Les orpailleurs de Rambi pensent que quand Kibali Gold Mining va terminer la pose des panneaux tout au long de son carré minier, ils seront refoulés comme cela s'est passé avec les orpailleurs à Durba en territoire de Watsa qui est voisin du territoire de Faradje,
- La population du village Bhelengo pense que la Monusco / CAS serait complice car elle s'est arrêtée pour la derniére fois à Makoro centre au lieu d'aller sur terrain dans le villages où il y a conflit entre les éléveurs et les agriculteurs; donc la population se demande quel est le rapport que l'équipe est allé faire à son hiérarchie par rapport aux conflits qui les opposent ?
- La population de la chefferie des logos Doka pense que si leur chefferie deviendrait une chefferie secteur cela mettrait fin au conflit de pouvoir qui existe dans la famille régnante Doka
- Les populations des villages Wayinva et Tima pensent que comme les éléveurs Hema ont beaucoup d'argent et que c'est cela qui leur donne la facilté de corrompre certaines autorités locales même si la population locale réclame qu'ils libèrent leurs terres occupées illégalement

Connexion aux autres acteurs et qualités de ces relations

- Le Comité des rapatriés spontanés collabore avec le Comité des refugiés sud soudanais pour dénoncer la présence des rapatriés spontanés qui se sont fait enregistrer comme des réfugiés sud soudanais et bénéficient de d'assistances humanitaire du HCR
- Les jeunes, la SOCI et les abbés de l'église Catholique d'Aba organisent des réunions clandestines pour s'opposer à la décision du Gouverneur de ramener les réfugiés de Aba à Nangazizi
- Général PALAKU, Chef d'Etat Major KANYI LOBURO, Colonel BATALI, Chargé des relations exterieures SUNDAY et Major MUNGU (Tous SPLA-OI): quand ils sont à Aba, ils bénéficient de l'assistances de certains jeunes congolais qui parlent l'arabe pour la vente de leurs véhicules ou autres biens

Pouvoir ou Instruments d'influence

- Intimidation, trafic d'influence
- Arrêté provincial du 23 janvier 2017 du Gouverneur de la Province du Haut Uélé, Dr Lola Kisanga portant détermination de 4 sites de localisation de plus de 17000 réfugiés sud soudanais en chefferie Azanga de Nangazizi en territoire de Rungu
- La population de Makoro s'appuie sur l'arrêté de l'ex Commissaire de District Monsieur Rwabona interdisant aux éléveurs Hema venant de l'Ituri d'occuper les terres comme pâturage de force mais plutôt de les négocier avec les propriétaires terriens

Nouvelles alliances pouvant favoriser une démarche de paix

- Une présence et /ou une patrouille regulière de la Monusco à Aba dissuaderait la complicité qui existe entre certains officiers FARDC et de la police nationale congolaise et des jeunes avec les officiers rebelles SPLA-IO qui séjournent à Aba
- Une présence des autres acteurs humanitaires à part le HCR qui ne s'occupe que des réfugiés
- Le conseil des chefs de chefferies au niveau du territoire et au niveau de la Province du Haut Uélé pourrait amener une solution à la crise de pouvoir dans la chefferie des logos Doka
- Une collaboration entre les députés et Gouverneurs du Haut Uélé et de l'Ituri pourrait transformer le conflit entre les éléveurs Hema et les agriculteurs des villages et Wayinva et Tima

Nouvelles alliances pouvant favoriser une démarche d'aggravation des conflits

- L'utilisation des militaires et / ou de la police comme ce fut le cas à Durba par Kibali pour déloger la population dans le carré minier aggraverait le conflit avec les orpailleurs à la carriére de Rambi
- La corruption de certaines autorités locales par le chef des éléveurs Hema Monsieur Jules

Leur rôle potentiel ou contribution pour la paix

- Les membres de Pool et les autres acteurs civils de paix (CAS, ONG, etc.) du Haut Uélé devront faire un monitoring permanent de la dynamique des conflits sur terrain
- La CNR et le HCR devront organiser des ateliers pour les réfugiés, les rapatriés spontanés, les déplacés internes et la population hôte dans le cadre de la cohabitation pacifique
- Les acteurs humanitaires devront appuyer des projets communautaires dans les zones qui ont accueilli les réfugiés sud soudanais et les rapatriés spontanés
- Kibali Gold Mining en collaboration avec le service de Transvcom devront implanter des panneaux de signalisation entre Durba et Makoro et renforcer les capacités des policiers de roulage sur l'axe
- Les membres du Pool et les autres acteurs civils de paix du Haut Uélé devront analyser minutieusement le conflit qui oppose les éléveurs et les agriculteurs dans la chefferie de Doka

Déclics qui pourraient contribuer à l'arrêt du conflit

- Éloignement des réfugiés de la frontiére d' Aba avec le Soudan du sud (18 km) plus vers l'interieur du territoire de Faradje au lieu de les ramener dans la chefferie Azanga de Nangazizi;
- Révision et nettoyage de la base des données de la CNR et HCR;
- Reprise de la distribution de vivres en lieu et place de cash aux réfugiés;
- Réinsertion socioéconomique des ménages des rapatriés spontanés congolais du Soudan du sud en cité d'Aba et ses environs;
- Sensibilisation de la population sur la cohabitation pacifique avec les réfugiés sud soudanais
- Réalisation de projets à caractère communautaire au bénéfice des population hôtes;
- Octroi d'espaces suffisants aux réfugiés pour la culture vivrière
- Recrutement de la main d'oeuvre locale compétente (les jeunes) par les intervenants dans la zone;
- Implications des membres de Comité de réfugiés dans les séminaires et/ou formations en rapport avec leurs droits et devoirs en RDC afin de leur donner aussi l'occasion de s'exprimer et mieux comprendre leur préoccupation;
- Accompagnement de la communauté affectée par le projet Kibali gold mining dans la mise en place d'un cadre de dialogue répresentatif permanent pouvant leur permettre les discussions avec l'entreprise minière.
- Occupation illégale d'une troisiéme localité par les éléveurs Hema

L'identification des facteurs déterminants dans le conflit

Les facteurs qui sont en jeu contre la paix, en faveur du conflit

En territoire de Faradje, quatre grands facteurs entrent en jeu en faveur du conflit. Notamment la gestion des réfugiés sud soudanais , la problématique de délimitation de carré minier de l'entreprise Kibali Gold Mining dans la chefferie de logo Doka et plus précisement dans le groupement Makakaro, localité de Rambi, conflit de succession du pouvoir dans la chefferie des logos Doka à Makoro et le conflit foncier entre les éléveurs Hema et les agriculteurs des localités Wayinva et Tima en chefferie des logos Doka.

Les facteurs , problèmes ou éléments qui sont en train de provoquer le conflit et amener des divisions entre les gens et comment?

Gestion des réfugiés sud soudanais

Quand l'afflux des réfugiés sud soudanais a commencé en juillet 2016, la planification des autorités locales partait d'un nombre plus petit; c'est ainsi que le site leur réservé était d'une superficie de 5 km2 dans la chefferie de Kakwa Ima à Aba et que ce site servirait pour leurs habitations et champs à cultiver. Mais malheureusement les réfugiés sont actuellement plus de 17000 et l'espace prévu est devenu trop petit.

Mais bien avant la détermination de ce site de Meri pour les réfugiés, les chefs dea chefferies de Kakwa, Lolia, Bagela, Mondo, Ogambi et de la Cité d'Aba se sont tiraillés autour de l'installation des réfugiés par rapport aux avantages que leurs entités allaient avoir du HCR sur le plan social mais aussi par rapport à leurs intérêts personnels.

Avec cette vague des réfugiés, sont venus aussi des réfugiés congolais qui étaient au Soudan du Sud dépuis 2008: ils sont également arrivés mais depuis le mois de juillet 2016 ces derniers n'ont bénéficié d'aucune assistance humanitaire. C'est ainsi que beaucoup d'entre eux se sont fait enregistrer comme des réfugiés sud soudanais dans le camp moyenant 10.000 fc et y habitent actuellement et bénéficient de l'assistance humanitaire. Mais ils sont mal vus par les réfugiés sud soudanais et les autres rapatriés spontanés qui n'ont pas eu cette chance de se faire enregistrer. La CENI vient de décider l'enrôlement de ces Congolais se trouvant au camp quand les opérations seront lancées. Que deviendront - ils?

Autre chose c'est l'arrêté du Gouverneur de la Province du Haut Uélé qui stipule que tous les réfugiés sud soudanais soient transférés dans la localité de Nangazizi à plus de 300 km vers l'Ouest et face à cette décision les réfugiés ont réagi par un memorandum dans lequel ils demandent à ce qu'on les ramène en Ouganda et qu'ils n'iront pas à Nangazizi dans le territoire de Rungu. Ce refus des réfugiés de quitter Aba est encouragé par la chef de chefferie de Kakwa et les commerçants qui voient leurs intérêts menacés.

Sur le plan sécuritaire il y a maintenant la fréquentation clandestine des officiers de la rébellion SPLA-IO dans la cité d'Aba et dans le camp des réfugiés. Cela a pour conséquence, plusieurs messages envoyés par les SPLA loyalistes aux FARDC leur demandant d'éloigner les réfugiés de la frontière.
A l'interieur du camp il y a ce conflit qui oppose les réfugiés entre eux d'un côté les Kakwa du Soudan du sud et de l'autre côté les Nuba qui sont des réfugiés venus de la frontiére Sud du Soudan avec le Nord. Ils étaient des réfugiés au Soudan du Sud ensemble avec les Congolais mais quand le conflit interethnique a commencé tous ont fui en RDC. Les Sud Soudanais les accusent de complicité avec l'armée loyaliste sud soudanaise dans laquelle leurs frères combattent. Beaucoup parmi les réfugiés sud soudanais sont des dépendants des rebelles de SPLA-IO -Actuellement ces réfugiés soudanais Nuba ont plus peur des visites clandestines régulières des chefs rebelles dans le camp des réfugiés. Depuis une semaine, les jeunes de la Cité d'Aba accusent les humanitaires d'importer de la main d'oeuvre d'ailleurs et d'exclure la main d'oeuvre locale

Délimitation du carré minier de l'entreprise Kibali Gold Mining dans la chefferie de logo Doka

Le carré minier de Kibali Gold Mining se situe à cheval sur deux territoires Watsa et Faradje. 70 % de ce carré minier se retrouve en territoire de Faradje. Depuis 2015 Kibali demande aux orpailleurs dans la localité de Abinva et de Rambi de libérer son carré minier mais cela ne s'est toujours pas fait. A cela s'ajoutent les retombées qu'attendent les chefs coutumiers qui sont concernées par le carré minier de Kibali par rapport aux droits coutumiers.

La succession au pouvoir coutumier

- L'occupation de plus en plus des pâturages par les éléveurs Hema

- Augmentation du nombre d'accidents mortels par les engins de Kibali sur l'axe routier Durba – Makoro (45 km) et la justice populaire.

L'étude des dynamiques à l'oeuvre entre les facteurs et acteurs

Nous sommes en présence de réfugiés sud soudanais majoritairement Kakwa qui préférent rester dans la chefferie de Kakwa pour des raisons culturelles mais aussi refusent d'aller plus loin de leur frontière car beaucoup d'entre eux sont des dépendants de la rébellion SPLA-IO.
Les rebelles ont tout intérêt que leurs dépendants restent non loin de la frontiére pour leur permettre de les visiter plus facilement et recevoir leur aide dans le ravitaillement en produits de la première nécessité en provenance de la RDC.

a. Points d'interaction entre les acteurs clés
b. Facteurs clés et la projection de scenarios.

Le conflit entre les réfugiés devient de plus en plus important car beaucoup de réfugiés d'origine Nuba sont entrain de quitter le camp pour l'Ouganda. De plus en plus, les officiers rebelles commencent à être réguliers dans la cité d'Aba sans être inquiétés par les forces de l'ordre. Pour une éventuelle amélioration il faudra permuter les officiers militaires et de la PNC qui collaborent avec ces rebelles de la SPLA-IO. Avoir la présence de la communauté internationale sur place à Aba réduirait cette complicité qui existe entre les rebelles et certains officiers de la PNC, des FARDC et de la communauté locale. Trouver un autre site ailleurs loin de la frontière pour les réfugiés. Renforcer l'interdiction des mouvements pendulaires des réfugiés entre la RDC et le Soudan du sud. Si les mouvements pendulaires des réfugiés continuent sur la frontière. Si les officiers de la rébellion SPLA-IO continuent à traverser la frontière officiellement dans la cité d'Aba. Si les réfugiés sud soudanais continuent à considérer les Nuba comme leurs ennemis, il y a risque qu'ils commencent a s'entretuer dans le camp. Si la force gouvernementale sud soudanaise pourrait repousser les rebelles de leur zone d'occupation actuelle éventuellement ils vont entrer dans la cité d'Aba et la force loyaliste les poursuivra, ce qui amènera encore plus la guerre soudanaise en RDC. Nous référant aux deux dernières lettres des chefs de village Wayinva et Tima conçernant l'occupation de leur terre par les éleveurs Hema sans leur consentement il est souhaitable qu'un autre endroits soit trouvé pour les éleveurs pour éviter le déclenchement d'un conflit ouvert entre les éleveurs et les agriculteurs.

Idées essentielles sur l'évolution des conflits

Dans tous ces conflits qui se passent en territoire de Faradje l'élément essential pour stabiliser la zone serait la restauration de l'autorité de l'Etat et la bonne gouvernance minière.

Ce qui a changé depuis la derniére analyse du mois de Novembre 2016

- Les rebelles SPLA-IO ont occupé toute la frontière sud soudanaise avec la RDC et contrôlent la douane de LASU Libogo à 18 km au Nord de la Ville d'Aba
- La circulation routière qui était presque coupée sur l'axe Durba – Faradje (87 km) à cause du très mauvais état de la route vient de reprendre avec les travaux que font la Monusco et une entreprise sous-traitante de Kibali Gold Mining
- Le pont Lenvo long de 12 m sur l'axe Faradje – Aba est complétement détruit et tous les véhicules qui amènent l'assistance aux réfugiés à Aba doivent traverser la rivière et avec les inondations du mois de mai ce sera bientôt impossible de traverser
- Le nombre de réfugiés sud soudanais est passé de quelques milliers à plus de 17.000 et beaucoup ne veulent pas aller dans le camp
- Rebondissement du conflit Kibali – orpailleurs de Rambi par rapport au carré minier de Kibali et l'exploitation artisanale.

- L'implantation des bornes sur toutes les limites du carré minier de Kibali Gold Mining dans la carrière minière de Rambi
- L'ouverture d'une nouvelle carrière manière artisanale par les orpailleurs à Makoro

Noyau Haut Uélé du Pool d'appui à la stabilisation
mars 2017

A titre d'exemple : Deux parcours de chefs de guerre

Nord du Nord Kivu : Emmanuel Bwambale Kakolele dit Aigle Blanc

Emmanuel Bwambale Kakolele dit Aigle Blanc est un personnage de la région très controversé à multiples faces: Natif de Butuhe –un village dans le territoire de Beni mais non loin de Butembo-, fils d'un infirmier protestant, il fut un grand joueur de foot dans les années 70. A l'issu d'un match, il tue, par accident, un adversaire. Il fuit la ville de Butembo –il n'était qu'en 3ème secondaire- et va se refugier à Oïcha où son père fut infirmier, puis à Mutwanga avant d'aller finir à Goma. Là, (selon se propres dires) il est embauché par un espion Tutsi qui recrutait pour le compte de la rébellion de Museveni. En 1986 il va avec lui en Ouganda et entre dans l'armée ougandaise où il obtient le grade de Lieutenant.

Ex FAZ: En 1989, il est officier de liaison des MaïMaïKasindiens dans les Rwenzori pour attaquer le Zaïre, mais très vite il va les dénoncer aux FAZ. Pour le récompenser, Mobutu fera de lui un major et l'installera à Bunia. Là, en 95, il sera l'un des organisateurs la rencontre qui a crée les ADF car il était devenu très proche des anciens de Idi Amin et surtout il a des connexions au Kenya où son frère cadet fait des affaires avec une femme allemande. Lorsqu'en 1996 l'AFDL approche Bunia, il fait défection des FAZ et fuit au Kenya. Il y sera recherché et va vivre comme un fugitif. En 1998, lorsqu'il s'agit de chasser Kabila, il est aux premières loges. Il devient très proche des officiers ougandais dont plusieurs furent des collègues.

Obsédé par le grade de général: Il s'auto-proclame général. Dans la rébellion du RCD-KML, il n'a pas de fonction, il est à la fois partout et nulle part. Mais en réalité c'est lui qui s'occupe des coups bas (il est accusé d'avoir enlevé 5 expatriés de la MONUC en 2002 avant de les relâcher -c'était pour mettre la pression sur la MONUC lorsque le RCD Goma menaçait de prendre la région du Grand Nord-, c'est aussi lui qui réorganise les ADF pour pousser les Ougandais à remettre en faveur Mbusa Nyamwisi. En effet le parain ougandais lui avaient préféré Bemba avec le FLC...). Bref, c'est fut un vrai cascadeur. Mais il sera déçu par Mbusa Nyamwisi, qui lui octroie le grade de colonel lors de la réunification. Il tente, avec d'autres mécontents du RCD-KML de saboter le processus de négociations de paix mais il sera arrêté et transféré à Kinshasa pour croupir en prison.

De Makala au CNDP: Il s'évadera de Makala dans des conditions rocambolesques. Il se retrouve à Nairobi puis dans le maquis du CNDP, s'affichant fièrement avec des galons de général aux côtés de Laurent Nkunda... Il sera débauché par l'abbé Malumalu après la conférence pour la paix à Goma, avec la promesse de se voir cette fois récompensé par le grade de général mais il est à nouveau floué...

Du PPRD au Corps du Christ: En 2011 il bat campagne pour Joseph Kabila aux côtés de du ministre Kambere Ferdinand et arbore fièrement les insignes du PPRD. Il se fait même enrôler à Beni comme civil et organise des marches de soutien à Joseph Kabila dans tout le Grand Nord. Or dans la foulé, il se fait garder par des jeunes soldats tutsi. Ce qui fait grincer les dents. Mais il n'est toujours pas fait général après les élections. Déçu à nouveau, il rentre en 2012 s'installer à Beni, se consacrant en apparence aux champs, mais en réalité, il baigne dans la fraude douanière, son sport préféré auquel il se livrait pendant la rébellion. En 2015, il est arrêté à Bunia alors qu'il voulait rejoindre Cobra Matata. Il est transféré à Kinshasa et incarcéré à la prison militaire de Ndolo... On ne peut que soupçonner les logiques et appuis qui font que de là, il réapparait en 2017 pour se proclamer chef des Maï Maï Corps du Christ.

Sud Kivu : le Général FARDC Sikatenda Shabani

Le Général FARDC Sikatenda Shabani ; haut gradé de l'armée congolaise avec toutes les dotations est replié dans son village natal de Kilembwe chef-lieu de la collectivité secteur de Lulenge à la limite entre le territoire de Fizi et celui de Kabambare au Maniema. Il se comporte en roi : il contrôle des puits d'Or à Misisi et à Nyange. il torture des civils, il organise des meetings populaires avec un discours de haine intercommunautaire, il déclare des marchandises à son nom ; il n'obéit à aucune chaine de commandement pour ne citer que cela, il est intouchable en dépit de multiples plaintes de la population.

En Décembre 2016 son puits situé dans le carré minier de Nyange a provoqué un éboulement avec plus de 100 morts parmi lesquels des enfants ; les services techniques de l'Etat n'ont rapporté que le chiffre de 20 morts de peur de représailles du général ; il gère des cachots et tabasse à mort des civils ; il délivre des feuilles de route avec mention de laisser-passer aux particuliers, aux commerçants moyennant de l'argent pour sécuriser leurs marchandises. Il échappe à toute ligne de commandement FARDC au niveau provincial du Sud-Kivu. Ce général tout puissant véhicule des messages de haine ethnique (Babembe contre les Babuyu-Banyamulenge) à travers des meetings populaires avec des positions politiques ouvertes au vu et au su de tout le monde. Sa collaboration avec le groupe armé Mai Mai Yakutumba renforce une sorte de légitimité de ce groupe armé auprès de la communauté locale.

Historique du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI)

Depuis plus d'une décennie les populations du Sud – Irumu, font l'objet de multiples exactions commises par le groupe armé du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI). Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), appuyées par la force Onusienne de la MONUSCO, ont au cours de plusieurs opérations, tenté de démanteler ce groupe armé mais jusqu'à ce jour sans succès tangible.

2002 - 2003
Création du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) en novembre 2002 par des ressortissants du groupe ethnique des Lendu de l'Ituri (Lendu Bindi) comme allié du Front des Nationalistes et Intégrationnistes Lendu (FNI). Les Walendu Bindi (ou Indru), dirigés par leurs chefs coutumiers, forment ainsi un contrepoids à l'Union des patriotes congolais (UPC mouvement politique et groupe armé Hema) dans le conflit de l'Ituri. En mai 2003, le FRPI comptait 9 000 combattants.
Mars 2003, le FRPI s'associe aux Ougandais de l'UPDF pour une offensive réussie contre l'UPC et occupe la ville de Bunia conjointement avec le FNI en mai 2003.

2003 - 2006
Autour de 15 000 éléments du FRPI sont démobilisés à la suite des accords de paix et du processus DDR sur le plan national. Des officiers du FRPI sont nommés gradés des FARDC et rejoignent Kinshasa, comme pour les autres groupes armés de l'Ituri. Germain Katanga et Cobra Matata font parti de ces officiers. En 2005, la direction du FRPI passe de Germain Katanga, le leader initial, à Baudouin Adirodo, puis au général Justin Banaloki alias « Cobra Matata ».

2007 - 2010
En octobre 2007, Germain Katanga est arrêté et déféré devant la Cour pénale Internationale de La Haye pour répondre aux accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.
Les éléments du FRPI quittent les accords de Paix et reprennent le maquis dans la région de Tcheyi (Bunyagwa) et puis sur les montagnes de « Monde Arabe » dans le Sud – Irumu à la limite entre les chefferies Walendu – Bindi et Bahema Sud, sans objectifs clairs qui justifieraient leurs luttes. Plusieurs éléments démobilisés sont encore revenus dans le groupe armé.
Traité au départ de groupe résiduel, le FRPI fait de nouveau parler de lui. Plusieurs affrontements armés contre les éléments FARDC appuyées par la Monusco à Tcheyi et ensuite au site de « Monde Arabe ». Plusieurs exactions et violations des droits humains sont commises à l'endroit des populations civiles dans l'ensemble des 7 chefferies qui constituent la zone prioritaire de stabilisation. Malgré toutes les attaques, les FARDC avec l'appui de la Monusco n'arrivent pas à éradiquer le phénomène FRPI.

2010, Un autre responsable du FRPI, Bernard Kakado (personnage mystique de la communauté Lendu Bindi) est aussi arrêté ; jugé à Bunia il sera condamné à la prison à vie pour crimes de guerre. Toujours au cours de la même année, Cobra MATATA déserte les FARDC à Kinshasa pour rejoindre son groupe, le FRPI en brousse.

2011 à 2013
Pour des raisons de régimentation des troupes armées des FARDC qui sont dans cette zone, les éléments FARDC évacuent la zone qui est tout de suite occupée par le FRPI. Sur l'ensemble de cette zone une nouvelle guerre repart, les FARDC et la MONUSCO se battent pour récupérer le contrôle du territoire. Le FRPI adopte le mode de la guérilla pour se maintenir. Ils mènent des actions ciblées par petits groupes de dix ou vingt combattants. La population paye un lourd tribut face à cette guérilla. Ils violent, pillent des villages entiers, ravissent des biens des communautés. Les petits groupes des miliciens se transforment en coupeurs de routes qui insécurisent toute la zone. Pendant cette période

un nombre important de bétail (au-delà de 3500 vaches) sont ravies par les miliciens ce qui aurait pu provoquer un nouvel affrontement direct entre Hema et Lendu. Avec l'appui de son excellence le Gouverneur Bamanyisa, les médiations ont eu lieu sous l'égide de la Société Civile de l'Ituri pour calmer cette situation.

2014 à ce jour

En Novembre 2014, un processus de désarmement de ce groupe armé amorcé dans le cadre du programme DDR de la MONUSCO avait redonné espoir aux populations. Les miliciens du FRPI étaient rassemblés à Aveba pour des discussions en vue de finaliser le processus. Ce processus était interrompu par l'arrestation à Bunia de Cobra Matata, le leader du FRPI, et de certains de ces lieutenants en janvier 2015. Depuis, les FRPI ont quitté le site d'Aveba où ils étaient rassemblés pour se retrancher en brousse où ils agissent désormais éparpillés. Chacun répond aux ordres de petits chefs de groupe locaux, selon une source onusienne.

A l'issue de cet échec de démobilisation, une crise de confiance s'est installée et a rallumée les flammes de la violence. Des affrontements à répétition, des incursions brutales dans des villages par les FRPI et les missions de ratissage orchestrées par les FARDC ont été à la base de mouvements massifs de population et de violations graves des droits humains. A titre illustratif, et à cause de cette insécurité persistante, la Chefferie des WALENDU BINDI qui compte 205 villages a vu au moins 71 de ses villages se vider de leurs populations respectives avec un afflux de déplacés dans d'autres entités supposées sécurisées. La présence permanente de miliciens dans ces villages constitue un obstacle au retour des populations. Plus de 80 000 personnes ont fui les combats qui ont opposé les FARDC au groupe armé Force de Résistance Patriotique en Ituri en août 2013. Ce mouvement a entrainé une augmentation exponentielle de déplacés internes, passant de 30 000 à plus de 187 000. Au total, on estime que les miliciens sont aujourd'hui environ un millier, dont la moitié lourdement armée. Parmi eux, environ un tiers serait des enfants soldats. Leur nombre est environ dix fois moins qu'il y a dix ans, mais suffisant pour terroriser les communautés et les pousser à déserter des villages entiers.

L'armée congolaise, appuyée par la Monusco revendique quelques dizaines de redditions ou arrestations. Mais ce n'est pas suffisant pour affaiblir le groupe. Leurs revendications restent floues aux yeux de nombreux observateurs. Depuis octobre 2016, les exactions attribuées à ce groupe de miliciens se multiplient. On assiste à une recrudescence des cas de pillages, de vols, d'enlèvements et des cas de viols collectifs. Cela prouve à suffisance que malgré l'arrestation de leur leader Cobra Matata, en janvier 2015 par l'armée congolaise, le FRPI n'a pas perdu son pouvoir de nuisance.

Les impacts de la présence du FRPI dans la zone

Durant toutes ces années le FRPI s'est illustré par des actions d'une rare violence à l'endroit des communautés de toutes les 7 chefferies du Sud – Irumu ; Vols, viols, pillages, vols de bétail, tueries. Ces actions ont entraîné un déplacement massif des populations qui ont laissé des zones entières vides. Les actions du FRPI en plus de la désolation que cela crée dans les communautés, opposent aujourd'hui les communautés sur une base ethnique. La communauté Lendu Bindi, bien que principale victime des actions du FRPI, est entrée en conflit avec toutes les communautés environnantes qui la jugent complice des miliciens FRPI qui proviennent majoritairement de la communauté Lendu Bindi. Aujourd'hui il y a des informations persistantes sur les préparations de la communauté Hema pour une réaction armée par rapport aux attaques des FRPI. L'insécurité créée par la présence des FRPI freine le développement de toute la zone où les éléments du FRPI découragent toutes les initiatives pour le changement dans le milieu.

Les processus de médiations de conflit

A part la lutte armée, plusieurs initiatives de dialogue ont été entamées entre les parties prenantes pour mettre fin à cette rébellion, et se sont toutes soldées par des échecs qui ont plutôt relancé les

affrontements armés avec des conséquences désastreuses pour les communautés. Pour les communautés les raisons suivantes ont été citées comme raisons de cet échec : 1) absence d'une réponse adéquate au cahier de charge présentés par les miliciens du FRPI (intégration des éléments FRPI dans les FARDC avec leurs grades , maintenir ces troupes dans l'Ituri et spécialement dans Irumu pour protéger leur région, payer une prime aux éléments du FRPI pour avoir protégé le pays contre l'envahissement des Rwandais et Ougandais, etc.); 2) les démobilisation et réinsertion proposée aux éléments du FRPI se sont souvent soldées par un échec et le retour des miliciens en brousse ; 3° les médiations sont souvent menées par les politiques ou encore des militaires qui ont leurs propres agendas et veulent des résultats rapides. 4° Le dialogue n'est pas inclusif car les autres parties prenantes ne participent pas au processus.

Conclusion

La dernière évaluation diligentée dans la zone (octobre 2016) par une mission conjointe UNHABITAT, PNUD, OIM, ACIAR et COOPI a recueilli les points de vues des autorités locales et des populations sur les perspectives de résolution de cette crise qui, selon elles, ne saurait être réalisée que par la poursuite de négociations et par la mise en place de mécanismes efficaces de démobilisation et de réinsertion des jeunes miliciens. Les opérations militaires se sont jusque-là révélées inefficaces pour mettre fin aux exactions des FRPI. Cette mission conjointe a également constaté que la présence et le renforcement de la police et autres agents de l'ordre à tous les niveaux du territoire sont des besoins urgents pour le rétablissement de l'autorité de l'Etat.

Dans les villages de regroupement massif de populations déplacées, les chefs locaux et les responsables de la société civile locale estiment que le dispositif sécuritaire actuel[6] n'est pas en mesure de garantir la protection des populations et de leurs biens.

Bien que la population de la Chefferie des WALENDU BINDI continue de subir les exactions des éléments des FRPI dans ces villages respectifs, les populations des chefferies voisines de BAHEMA SUD, BAHEMA MITEGO, BAHEMA BOGA et ANDISOMA sont convaincues que leurs voisins directs de la chefferie des WALENDU BINDI seraient en train d'entretenir ce groupe rebelle à majorité NGITI pour défendre leurs intérêts, notamment pour la conquête des espaces de terre et l'accès aux ressources naturelles. A ce jour, plusieurs informations font état de la création d'un groupe armé HEMA en vue de contrer les attaques des FRPI contre leurs biens.

Le territoire du Sud-IRUMU a enregistré au cours des derniers mois un afflux important de déplacés suite à la présence et à l'activisme du mouvement armé ADF -NALU (Allied Democratic Forces - National Army for the Libération of Uganda) installé dans la partie nord de la province voisine du NORD KIVU. Plusieurs milliers de personnes se sont déplacées vers le SUD-IRUMU fuyant les atrocités des ADF NALU.

Il s'agit essentiellement de communautés NANDE victimes de pillages, meurtres et autres violations graves des droits humains. Cette arrivée massive de personnes déplacées a créé une nouvelle dynamique dans la zone avec une forte pression démographique et une compétition accrue pour l'accès à la terre. Cette situation a contribué à instaurer un climat de méfiance et de tensions avec des risques de violence.

Eric MONGO MALOLO personne ressource du Noyau de l'Ituri et Coordinateur de l'ACIAR, mars 2017

[6] 2 soldats FARDC dans le village MALUMBABO, 3 à NYAKUNDE, 6 à NGIDA et aucune présence à TALOLO, ZABOLI et GASONDJA dans la Chefferie des ANDISOMA.

4. Points de synthèse et éclairages sur des questions concrètes et des thèmes transversaux

Les analyses croisées de conflits des experts locaux : une base essentielle pour agir sur les facteurs et acteurs locaux, nationaux et internationaux

Les sept analyses de conflit présentées dans cette publication illustrent une étape dans le cheminement du travail des personnes-ressource locales dans leur appui au travail de stabilisation à l'est de la RDC. Sur base d'un outil développé ensemble et toujours en voie de perfectionnement nous arrivons à mieux comprendre les spécificités de chaque zone, mais aussi les éléments transversaux et les leviers communs sur lesquels il faudra appuyer pour un vrai changement. Nous allons y revenir.

Mais d'abord quelle est la place d'un tel travail local croisé dans l'ensemble des efforts de compréhension et d'analyse de ce pays-continent qui met au défi les capacités d'analyse des uns et des autres ?

C'est avec grand intérêt que nous avons suivi dans le magazine américain *Foreign Affairs* l'échange entre plusieurs éminents spécialistes de la RDC travaillant dans des universités et institutions européennes et américaines.

D'un côté Séverine Autesserre[7] souligne que se focaliser sur les tiraillements autour des élections et les tentatives de Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir ne va pas permettre d'avancer vers une stabilisation du pays et argumente comme dans ses livres que la pauvreté, le chômage, la corruption, la criminalité et les obstacles à l'accès à la terre, une justice digne de ce nom et l'éducation sont à la racine des violences qui secouent la RDC depuis des décennies. Elle insiste donc que dans cet immense pays pour avancer vers la paix il faut se focaliser sur les acteurs locaux qui peuvent travailler sur les causes profondes des problèmes.

Dans leur réponse[8] Jason Stearns, Koen Vlassenroot, Kasper Hoffmann, et Tatiana Carayannis argumentent que se focaliser sur des problèmes locaux et des solutions locales est une erreur car des processus globaux, régionaux et nationaux comme les lois sur les minerais de conflit, les guerres civiles dans les pays voisins, les interventions des casques bleus et les changements politiques à Kinshasa, influencent voir dominent les évènements locaux. Les conflits locaux ne sont donc pas les causes primaires de la violence à l'est du pays. Et les acteurs sur le terrain n'ont ni assez de pouvoir ni assez d'influence pour contrecarrer les milices brutales ou les réseaux puissants derrière les conflits. Les populations locales se font manipuler, les conflits ne sont pas d'origine locale et les vaillants efforts des initiatives locales ne portent pas de fruits. Les auteurs présentent comme alternative à cela une réforme politique profonde, des élections justes et équitables qui ouvriraient la porte à une telle réforme des institutions étatiques et de leur fonctionnement. Un rêve que plus d'un Congolais et ami du Congo caresse depuis longtemps sans que le chemin pour y arriver ait jusqu'ici été trouvé. Vraisemblablement à cause des mêmes acteurs et facteurs qui font obstacle aux initiatives locales….

Pourquoi cette controverse entre gens de bonne volonté et de longue expérience nous intéresse-t-elle ici ?

---

[7] Foreign Affairs, "What the Uproar Over Congo's Elections Misses," March 1, 2017, https://www.foreignaffairs.com/articles/democratic-republic-congo/2017-03-01/what-uproar-over-congos-elections-misses?cid=int-lea&pgtype=hpg.

[8] Foreign Affairs, "Congo's Inescapable State,The Trouble With the Local", March 16, 2017, https://www.foreignaffairs.com/articles/democratic-republic-congo/2017-03-16/congos-inescapable-state.

Il nous paraît que la question n'est pas : le local ou le national, la société civile ou l'Etat, mais qu'il s'agit de mieux comprendre les influences multiples et de dégager des leviers pour le changement.
En fait les analyses et articles des experts congolais que nous présentons dans cette publication soulignent à ce propos plusieurs points avec lesquels Séverine Autesserre aussi bien que ceux qui lui répondent, qui tous travaillent fréquemment sur le terrain avec ces collègues locaux, seraient vraisemblablement d'accord :

Il y a un enchevêtrement de facteurs et d'acteurs locaux, nationaux, voir internationaux qui influencent les conflits à l'est du Congo

Il suffit de regarder les moteurs de conflit identifiés par la stratégie ISSSS et validés par les experts locaux qui sont les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et de l'identité, l'exploitation illégale de ressources naturelles et les dynamiques régionales. En creusant on voit que ces moteurs ni ne dépendent ni ne se nourrissent exclusivement ou de facteurs locaux ou de facteurs nationaux (et régionaux voir internationaux). Cela devient plus clair quand on regarde les causes profondes et les conflits persistants mentionnés dans les analyses par zone : l'insécurité accrue et l'activisme des groupes armés avec la complicité de certains acteurs étatiques l'autorité de l'Etat fragilisée, un pouvoir d'Etat prédateur qui n'assume pas ses fonctions régaliennes, le conflit d'intérêts patrimoniaux entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir politico-administratif, la gestion mafieuse des ressources naturelles ;

mais aussi une fragmentation profonde de la société aux niveaux intra- et intercommunautaires, la persistance de la méfiance et le manque de cohésion sociale, une pauvreté extrême de la grande majorité de la population, une jeunesse sans emploi et sans perspectives orientée vers les groupes armés, une culture de violence qui s'enracine, le rejet de tout allochtone par les autochtones indépendamment de sa nationalité, etc….

Le renforcement des mouvements migratoires a entrainé une forte augmentation de conflits locaux autour de la terre et de l'identité dans plusieurs zones entrainant des acteurs divers dans la violence.
En effet les entrepreneurs de conflit se trouvent parmi les acteurs politiques et militaires nationaux, comme provinciaux et locaux, les diasporas jouent un rôle, les intérêts des pouvoirs régionaux comme des entreprises multinationales se conjuguent souvent plutôt bien avec ceux des mafias locales. Mais n'oublions pas non plus que, à l'instar des électeurs qui suivent de plus en plus les populistes et illusionnistes politiques dans de nombreux pays de notre monde globalisé, les populations congolaises au niveau local ont fortement intégré les discours de haine et d'exclusion. Traumatisées, elles ne se sentent en sécurité minimale que protégées par leurs propres frères et se méfient de tous les autres. Ce sont des facteurs locaux qui permettent depuis de longues années de manipuler les uns contre les autres.

Le théâtre politique au niveau de Kinshasa sacrifie l'Etat et mène en bateau tout effort de stabilisation

Dans son article *Légitimité en crise, stratégies antiétatiques et violences dans les Kivu*[9] dans cette publication, le professeur Nissé Mughendi insiste sur la nécessité d'adapter la stratégie ISSSS avec ses moteurs de conflits :
« Il semble que la manipulation pour des intérêts politiciens et autres stratégies destructrices pour l'Etat soit le carburant de tous ces moteurs de conflits.…

… En effet elle assure la jonction entre les moteurs des conflits identifiés par l'ISSSS (dilemmes sécuritaires - mobilisation autour de la terre et de l'identité – exploitation illégale des ressources naturelles – dynamiques régionales) et les causes profondes des conflits catégorisées par l'outil

[9] voir page 77

d'analyse du pool de réflexion autour de l'Unité d'Appui à la Stabilisation, en dimension politique, dimension économique, dimension culturelle et en dimension internationale (marginalisation internationale)… La manipulation devrait être rendue beaucoup plus lisible dans les outils d'analyse utilisés par l'ISSSS, les politiciens manipulateurs de jeunes ou de communautés devraient être concernés et visés par les stratégies de stabilisation, pour que celles-ci soient plus efficaces. Compte-tenu de la gratification politique actuelle de certains ministres soupçonnés d'avoir encouragé les groupes armés locaux, ce genre de manipulation de la violence semble être une recette séduisante pour ceux qui espèrent entrer dans l'éventuel prochain gouvernement d'union nationale. »

Depuis le colonialisme la longue histoire d'atrocités et d'humiliations vécues par les populations facilite et cimente les fragmentations et rend nécessaire le croisement des regards entre acteurs locaux

Dans son article *L'humiliation : un ressort profond de la guerre à l'est de la République démocratique du Congo*[10] le professeur Ka Mana illustre l'espace comme champ de confrontation permanente et fait référence à des cultures meurtrières qui marquent profondément les femmes et les hommes. Il est donc nécessaire aussi pour les experts locaux de travailler ensemble en échangeant les perspectives et « histoires » de chaque communauté afin de redéfinir un vivre-ensemble qui pourra résister aux manipulations.

Il faut éviter de regarder les problèmes de façon ahistorique et prendre en compte les différentes perceptions de l'histoire des communautés

Plusieurs auteurs de ce recueil, notamment Onesphore Sematumba dans ses articles sur *Nyamilima : Une enclave multi-ethnique qui risque d'exploser* et *Collectivité de Bwito : jeu de massacres à somme nulle,* ainsi que Jean-Pierre Lindiro Kabirigi dans son texte nostalgique *Kitshanga et ses environs : un havre de prospérité perdu !*[11] nous font vivre l'histoire et les perceptions contradictoires des communautés investies cœur et âme dans ces territoires. On y voit aussi les liens entre les facteurs politiques, économiques et culturels qu'il faut démêler pour analyser le tissu complexe nourrissant les conflits interminables. C'est seulement à ce prix que l'on peut dégager des bases solides pour une cohabitation pacifique durable et prenant en compte les intérêts de tous.

Sans certains acteurs locaux puissants les réseaux mafieux et les intérêts d'entrepreneurs de conflit nationaux, régionaux et internationaux ne peuvent être défendus

Nous avons pu récolter de façon anonyme comme exemples les parcours sinueux et fort intéressants de deux chefs de guerre qu'il vaut mieux ne pas affronter en ces temps troubles : Il s'agit de Emmanuel Bwambale Kakolele dit Aigle Blanc agissant au nord du Nord Kivu et du Général FARDC Sikatenda Shabani terrorisant le sud du Sud Kivu.[12] Tous les deux sont incontournables dans leurs zones et ont à un moment ou un autre des relations étroites avec le pouvoir de Kinshasa et avec d'autres acteurs influents nationaux et régionaux. Un historique du groupe armé FPRI qui sévit en Ituri peut également éclairer sur certains aspects. Or la compréhension nécessaire de tels parcours se base sur les sources locales et sur le regard historique.

Les jeunes qui représentent une majorité des populations doivent être incités à participer aux efforts de stabilisation

[10] voir page 84
[11] voir respectivement pages 100, 94 et 97
[12] Voir page 67

Le pool a demandé à des jeunes parmi ses membres à s'exprimer sur un chemin non-violent vers une RDC stable. Fred Bauma, Luc Nkulula et Serge Kambale, militants de La Lucha donnent leur point de vue.[13]

Il ne s'agit selon nous donc pas de trancher entre approches « locale » ou « nationale », « Etat » ou « société civile », ni de se laisser infecter par le virus du « tout est décidé ailleurs et nous ne pouvons rien », « c'est la main invisible » qui provoque et explique la résignation dégoutée de nombreux Congolais d'aujourd'hui, mais qui entraîne aussi les théories de conspiration nombreuses et souvent absurdes qui circulent. On cherche souvent un coupable et rarement une solution face à des problèmes pourtant existentiels pour des populations qui ont vu passer les accords de paix et les élections divers sans qu'aucune promesse ne soit tenue, qu'aucun espoir de sécurité et de paix ne se réalise.

Séverine Autesserre a donc raison de souligner la nécessité de voir, comprendre et valoriser la résilience, les perceptions et les initiatives locales. Il s'agit aussi d'agir sur les préjugés, perceptions et blocages locaux.

Mais il y a évidemment également lieu dans l'analyse, la recherche et l'action de comprendre et démêler les fils tordus des enchevêtrements avec les acteurs nationaux et au-delà. Il faut trouver des leviers de pression et d'influence sur les acteurs et facteurs non-locaux.

Pour cela il ne suffira pas d'évoquer les élections qui ont déjà failli changer la donne en 2006 et 2011. On ne pourra pas se contenter de rêver de réformes institutionnelles qui feraient d'un Etat prédateur une base de démocratisation. Il suffit de se rappeler les travaux de Ousmane Sy, Antoine Sawadogo[14] et autres sages ouest-africains sur la nécessité de la refondation des Etats hérités de la colonisation et greffés sur des réalités toutes autres, pour avoir une idée de la complexité de la tâche.

Pour fonctionner sur la durée un Etat démocratique quel qu'il soit a besoin d'une masse critique de citoyens qui exigent la redevabilité des gouvernants, ce que les anglophones appellent un système de « checks and balances ». Si cette masse critique ne peut émerger notamment grâce à l'éducation citoyenne, les exemples concrets et les actions communes, même les dirigeants les plus éclairés encadrés par des conseillers avisés et des experts internationaux expérimentés se mueront tôt ou tard en club de dictateurs. Les mouvements de jeunes citoyens qui émergent en RDC comme ailleurs sur le continent africain représentent une lueur d'espoir à ce propos.

La richesse des analyses et contributions des auteurs congolais de cet ouvrage, leurs regards croisés, sont une base essentielle pour tout travail de stabilisation et nous confortent dans l'idée que déjà au niveau des analyses de conflit il est essentiel de se baser sur le local et de créer des ponts entre le local et les implications nationales et au-delà.

Par Christiane Kayser consultante accompagnatrice du pool de personnes-ressource en appui à la stabilisation

---

[13] Voir page 88

[14] Ousmane Sy, Reconstruire l'Afrique, Vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales, Paris 2009 ; Antoine Raogo Sawadogo, L'Etat africain face à la décentralisation, Paris Karthala 2001; et également publications de l'Alliance pour la Refondation de l'Etat en Afrique (ARGA), http://www.afrique-gouvernance.net/rubrique10.html

5. Les analyses croisées de conflits des experts locaux : une base essentielle pour agir sur les facteurs et acteurs locaux, nationaux et internationaux

5.1 Légitimité en crise, stratégies antiétatiques et violences dans les Kivu

Le débat sur la légitimité des institutions issues des élections de 2011 a polarisé la vie politique congolaise durant toute l'année 2016, entre partisans (affichés ou tacites) du « glissement » et partisans du respect de la constitution du 28 février 2006, bien que revue en 2011[15]. Chaque camp a déployé sa stratégie, mais le forces (financières, politiques et diplomatiques et stratégiques) n'ont pas été les mêmes, et des transfuges ont été nombreux dans les deux camps à chaque moment clé, signe que les stratégies parcellaires ou individuelles ont pris rapidement le pas sur les stratégies collectives. Parallèlement, de nouveaux groupes armés sont apparus, et d'anciens groupes armés sont sortis de leur torpeur. L'enjeu de ce papier est de tenter de lier la résurgence des groupes armés à la crise de légitimité, dans la foulée d'autres stratégies individuelles ou parcellaires nées sur le sacrifice de la légitimité nationale et de la stabilité étatique. L'approche privilégiée par l'ISSS dans le DDR devrait par conséquent s'adapter

Les stratégies politiciennes ont sacrifié l'Etat et l'intérêt général

Le patrimonialisme, la politique du ventre, la privatisation de l'Etat sont souvent reprochés aux Etats africains par nombre d'africanistes occidentaux et africains. Pour la RDC, il y a lieu de revenir sur ce genre de stratégies politiciennes « antiétatiques » en les inscrivant dans la manière dont le processus électoral a été géré et dans le jeu de pouvoir entre la Majorité et l'Opposition par rapport au respect de la constitution.

D'un processus électoral inachevé au refus d'organiser les élections

Après les élections nationales et provinciales de 2006-2007 essentiellement financées par les partenaires extérieurs de la RDC pour couronner la fin pacifique de la transition politique dite *1+4*, le gouvernement congolais a eu des difficultés à parachever le processus électoral : les élections municipales n'ont jamais eu lieu. Les moyens juridiques (loi sur la décentralisation) et surtout les moyens financiers (avec un budget qui couvrait à peine les besoins des animateurs des institutions) n'étaient pas au rendez-vous. En 2011 seules les élections nationales ont pu être organisées, en laissant les institutions provinciales – et par conséquent le sénat – hors mandat dès 2012, premier glissement, curieusement toléré par à peu près tous les acteurs. Les seules institutions légitimes étant restées le Président de la République et l'Assemblée nationale, celles-ci ne seront guère épargnées par le deuxième glissement, organisé malignement par les stratèges de la Majorité Présidentielle et facilité par la distraction, la difficulté pour les députés de l'opposition et pour la société civile de faire pression dans une partitocratie, ainsi que par l'irresponsabilité intéressée de certains d'entre eux (stratégie anti-étatique) qui donnaient l'impression d'espérer que le pouvoir leur reviendrait de manière tout aussi anticonstitutionnelle au cas où les élections ne sont pas organisées dans le délai constitutionnel. Des motivations apparentes aux motivations réelles : La stratégie anti-étatique de la majorité au pouvoir a entrainé la défaite anti-étatique de l'opposition.

La gestion de la question électorale ci-haut décrite rentre dans une vaste logique visant à anéantir l'Etat au profit de la pérennité d'un groupe de gens qui, comme tout parasite sur un corps vivant, ne sont pas prêts à quitter les institutions publiques qui les nourrissent. L'observation de la première

[15] Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.

mandature permet déjà d'enregistrer les premières destructions de l'Etat, par omission volontaire et par action destructrice. Deux cas d'omission: le refus de consolider le nouvel Etat par un recensement complet de la population – pourtant possible et facile en enjoignant les services d'Etat civil d'utiliser les kits électoraux à cette fin – a consacré un Etat qui ne connait ni le nombre de ses citoyens ni celui des étrangers vivant sur son territoire, donc un gouvernement incapable d'une gouvernance planifiée. Le passage de 11 à 26 provinces dans les 36 mois suivant l'installation des institutions nationales n'a pas non plus intéressé un gouvernement plus soucieux d'asseoir son autorité que d'asseoir celle de la constitution (et par là de l'Etat). Parallèlement au refus de parachever l'édifice étatique, deux actions ont lancé la démolition de l'édifice étatique voté par la nation en 2006 : dès la première année d'âge, le principe constitutionnel de la retenue à la source au profit des institutions provinciales et décentralisées des 40% des recettes nationales[16], est remplacé bon gré mal gré par le principe de la rétrocession, et les gouverneurs doivent s'y plier sans maugréer. Puis, la veille de l'expiration du premier mandat en 2011, une révision cavalière de la constitution[17] a été opérée pour maximiser les chances de réélection de Joseph Kabila (élection présidentielle désormais à la majorité simple, un seul tour au lieu de deux) et pour renforcer l'emprise du pouvoir central sur des provinces auparavant fédérées (instauration d'un contrôle de tutelle, voire d'un contrôle administratif, sur les institutions provinciales désormais menacées de suspension chaque fois qu'elles osent ne pas rester de simples caisses de résonnance pour le régime en place)[18]. Des intelligences académiques de la majorité présidentielle, tel le Professeur Evariste Boshab, ont été mises à contribution pour inventer des prétextes à cette révision dont seule la coalition au pouvoir percevait l'utilité[19]. Les politiciens de l'opposition, n'ont pas pu l'empêcher.

Pendant la deuxième législature (2011-2016) le gouvernement en place, non seulement n'a pas financé annualité pour annualité le processus électoral, mais en plus il a tantôt évoqué la possibilité d'une autre révision ou référendum constitutionnel, tantôt instrumentalisé les Cours de droit commun pour affaiblir ses opposants ou la Cour constitutionnelle pour une interprétation de la constitution en sa faveur, tantôt essayé de substituer à une constitution votée par 85% de citoyens congolais un accord politique avec les partis de l'opposition, élargissant à toute la classe politique la responsabilité de la non tenue des élections dans le délai.

Les politiciens de l'opposition y portent aussi une part de responsabilité pour avoir laissé faire ceux de la majorité depuis 2006. En effet, comme rappelé plus haut, la constitution a été violée dès le départ par le gouvernement en remplaçant la retenue à la source par la rétrocession, et l'opposition a laissé faire. Elle a été violée en n'installant pas les 26 provinces dans le délai constitutionnel, puis l'irrégularité a été corrigée par la loi de programmation des nouvelles provinces. L'opposition n'a pas pu bloquer la révision constitutionnelle de 2011 qui a démystifiée la stabilité prétendue des institutions de 2006. Quand elle hausse le ton en 2016 contre un régime dont l'intention de rester au pouvoir au delà du deuxième mandat est de plus en plus manifeste, il est déjà trop tard.

La manière dont le débat sur la fin de mandat de Kabila a été géré a révélé le cynisme anti-étatique des uns et des autres et l'immaturité légendaire de la classe politique congolaise. Le camp Kabila a d'abord exclu de la majorité présidentielle, le 16 septembre 2015, ceux, le G7, qui de l'intérieur lui

---

[16] Art.175

[17] En lieu et place du référendum, la constitution prévoit la possibilité de se contenter d'un vote par les 3/5 des parlementaires. Cf Art.218

[18] Lire NisséN.Mughendi& Paul-RobainNamegabe, *Gouvernance provinciale au Nord-Kivu et au Sud-Kivu entre 2007 et 2014,* Pole Institute, Avril 2015, surtout 47-54

[19] Ma discussion avec Evariste Boshab, artiste de cette révision, en février 2012 en son bureau à Kinshasa a permis de déconstruire tous les arguments officiels. Son livre écrit pour échafauder un soubassement doctrinal à cette révision constitutionnelle (*Entre révision constitutionnelle et inanition de la nation,* Bruxelles : Larcier, 2013), est, par ailleurs, controversé dans le monde académique.

conseillaient de ne pas dépasser son deuxième mandat[20], une manière de confirmer son choix de s'accrocher au pouvoir au détriment de l'Etat tout en mettant en garde quiconque oserait encore lui conseiller l'inverse[21]. Il a ensuite annoncé le 28 novembre 2015 la convocation d'un dialogue national et a rapidement pris acte de la désignation mi-janvier 2016 du togolais Edem Kodjo par l'Union africaine comme médiateur[22]. Il avait l'intérêt manifeste de partager avec l'opposition et la société civile la responsabilité de la violation de la constitution en remplaçant la rigidité de la constitution par un accord politique. L'opposition réunie dans un *Rassemblement* à Genval a d'abord refusé de négocier, sans trop mesurer l'espoir qu'une fois le 19 décembre passé, le pouvoir pourrait lui échoir pour éviter le chaos. Puis le camp de Genval s'est fissuré suite à la décision de Vital Kamerhe (UNC) et de certains autres membres de l'opposition de participer au dialogue. Le débat a du coup évolué en précisant dans chaque camp que seule l'organisation des élections dans la sérénité était la motivation centrale des négociations de la cité de l'Union Africaine à Kinshasa (Camp Tshatshi), dans le respect de la constitution, sous la facilitation d'Edem Kodjo. Très vite, le préalable de la libération des prisonniers politiques (partiellement éliminé mi-août 2016[23]) et la perspective d'un débauchage progressif de l'opposition a orienté le débat sur la durée et la gestion consensuelle d'une période de transition. Celle-ci devait aller jusqu'en avril 2018, selon un calendrier électoral produit par le Président de la commission Electorale indépendant Corneille Nanga. La contestation de ce calendrier électoral, ainsi que le soutien populaire testé déjà le 19 septembre 2016 (« carton Jaune ») a redonné du poil de la bête au Rassemblement (opposition radicale) et lui a fait gagner la confiance de beaucoup de partenaires extérieurs de la RDC. Devant le risque d'un « 19 décembre 2016 » catastrophique en l'absence d'accord inclusif et crédible et la montée de la mobilisation dans le camp du rassemblement désormais revêtu de l'aura de seul défenseur de la constitutionnalité tant réclamée par la masse, le camp Kabila a non seulement préparé ses troupes pour contrer une éventuelle insurrection le 19 décembre, mais aussi a décidé de convoquer un autre dialogue, cette fois-ci avec l'aile dure du Rassemblent autour de Tshisekedi, sous la médiation de la CENCO (Conférence Episcopale Nationale Congolaise) au centre interdiocésain de Kinshasa. Certains opposants modérés qui avaient participé au round de la cité de l'Union Africaine y ont vu leurs intérêts menacés. La course aux postes ministériels s'est accentuée au détriment définitif des idéaux républicains affichés auparavant.

Le 19 décembre, au lendemain de la nomination d'un opposant modéré, le belgo-congolais Samy Badibanga, à la primature, il n'y a finalement rien eu, sauf un assaut du « Corps du Christ » à Butembo (très loin des points névralgiques du pays). L'attention extérieure sur la crise congolaise s'est aussi démobilisée, faute d'alternative crédible à Kabila. Désormais le stress est passé, et ce, en dépit du fait que les dialogueurs du Centre interdiocésain, sous la pression de la médiation, ont pu se mettre d'accord sur un calendrier électoral beaucoup plus court (réduit de 4 mois) et ont convenu qu'un nouveau Premier Ministre viendrait du Rassemblement, en se promettant de régler la question de la composition de ce gouvernement d'union nationale dans un arrangement particulier[24]. Plus personne n'est pressé de régler la crise, la Majorité présidentielle et le Rassemblement tirent à hue et à dia concernant la procédure de désignation du Premier Ministre. Le décès du plus dur opposant Etienne Tshisekedi, le 1er février 2017, n'y aura pas aidé ; bien au contraire le débat sur ses obsèques et le lieu de son inhumation aura été une distraction supplémentaire pour le défi réel du rétablissement de la légitimité constitutionnelle en RDC.

---

[20] Cf 3ème lettre que le G7 lui avait adressée dans ce sens le 14/09/2015

[21] Radio Okapi « RDC : les frondeurs du G7 se sont «auto exclus», selon le bureau de la Majorité présidentielle », 16/09/2015, disponible sur : www.radiookapi.net [lu le 14/03/2017]

[22] Radio Okapi, « Dialogue : Kinshasa prend acte de la désignation d'EdemKodjo »(18/01/2016), disponible sur : www.radiookapi.net, [consulté le 14/03/2017].

[23] Christophe GIRAUD, « RDC, Décrispation politique sélective à Kinshasa », (19 aout 2016), disponible sur : http://afrikarabia.com [consulté le 14/03/2017]

[24] Cf. Accord politique global et inclusif du Centre interdiocésain de Kinshasa, 31/12/2016 dit « Accord de la Saint-Sylvestre ».

De la résurgence des groupes armés et de la violence dans les Kivu

En RDC, le recours à la violence par des groupes infra-étatiques a souvent été utilisé comme moyen de participation politique. Si tel est resté le cas même face aux institutions censées être stabilisées par la constitution de 2006 à 2011, ladite stratégie parait encore plus aisée face à des institutions dont la légitimité souveraine de 2006 a été fragilisée en 2011 et progressivement bafouée par leurs propres animateurs jusqu'à exercer simplement un pouvoir de fait après 2016.

En 2008, alors que les groupes armés présents dans d'autres provinces (Ituri notamment) s'étaient désarmés ou avaient été anéantis pendant la transition *1+4*, dans les Kivu des poches résiduels sont restées en brousse en tant que réservistes autant pour les rébellions que pour les milices pro-gouvernementales. La conférence de Goma sur la paix, la sécurité et le développement dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu a recensé un total de 27 groupes armés congolais en 2008 dans les deux Kivu. Si on ajoute les trois groupes armés étrangers encore signalés dans les deux provinces – ADF ougandais, FDLR rwandais et FNL burundais, cela donne un total de 30 groupes armés dans les deux Kivu. Au milieu de 2014, ce nombre serait passé à 43, selon la MONUSCO[25], voire plus de 69 en 2015 rien que dans les Kivu[26]. Lorsqu'on ajoute à la poudrière kivutienne des cas beaucoup plus isolés (comme les Kata-Katanga au Tanganyika et dans le Haut-Katanga), des cas sporadiques ou éphémères (comme les Nzobo ya Lobo en ex-Equateur, les Bundu dia Kongo au Kongo central, les Mbororo en Territoire d'Anko), le nombre de groupes armés est certainement plus élevé que les cas documentés dans les sources citées.

L'année 2016 a alourdi la pesanteur des groupes armés avec le bouillonnement d'un nouveau groupe, celui des miliciens de Kamwina Nsapu aux Kasai, l'apparition virulente d'autres milices d'autodéfense populaire au Nord-Kivu. A ce paysage s'ajoutent les migrations ou déploiement de groupes homogènes qui risquent de se transformer en groupes armés dans les prochains jours ou mois (les rebelles sud-soudanais au Kivu depuis le mois de septembre 2016) et le retour du M23 dans le marigot kivutien en 2017. Les milices internes les plus jeunes du Kivu méritent une présentation.

Le Groupe UPDI (Union des Patriotes pour la défense des Innocents) - appelé encore « Mazembe », « Mouvement populaire de Défense du Congo » - est né de la détérioration critique des relations entre les Nande et les Hutu depuis l'arrivée massive (« retour » ou « invasion ») en 2011 dans le Sud du territoire de Lubero des populations Hutu et l'absence de réponse gouvernementale au problème de cohabitation dans les champs. Il serait au départ l'œuvre d'un certain Marungu (Nyanga de Ikobo, dissident du NDC-Guidon) et un certain Kagheni (Nande, établi à Butembo). Les violences interethniques qui ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps durant tout le premier trimestre de 2016 à partir du 6 janvier 2016, ont été déclenchées suite à une dispute entre un groupe de vigiles nande (de ce groupe Mazembe) et un groupe de Hutu qui descendaient de leur camp voisin de la TOB de la Monusco à Miriki pour récolter dans des champs des Nande. La situation a été difficilement maitrisée et des vengeances sporadiques continuent d'être signalées dans des recoins et à des moments échappant à la vigilance des forces de l'ordre. Tant il est vrai que les Nande font facilement l'amalgame entre les Hutu (résidents, retournés ou réfugiés) et les FDLR et Nyatura qui en constitueraient les branches armées, tandis que les Hutu font l'amalgame entre les Nande et les milices formées d'autochtones nande, hunde ou nyanga, et qui en constitueraient aussi les branches armées (Union des Patriotes pour la Défense des Innocents [UPDI], Maï-Maï Mazembe, NDC Kabido).

Entre temps est né à Butembo le groupe « Corps du Christ », en tant que milice d'autodéfense révoltée contre l'absence de solution aux massacres continuels de Beni et leur extension au Sud-Lubero. Le nom est emprunté à une secte religieuse implantée en 2007 sur le Mont Carmel au sud-est de Butembo, en Commune Bulengera. Cette secte a été dispersée par les forces de l'ordre en 2008 et son chef spirituel,

[25]Conférence de presse de la MONUSCO du mercredi 9 juillet 2014

[26] Jason K. Stearns & Christophe Vogel, *The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo*, New York, Congo Research Group, 2015

Monsieur Vikoko, a été tué. Depuis il se réunit chaque samedi pour la prière chez un de ses membres (du nom de Miseituni) au Quartier Visogho, commune Kimemi. Ses membres se distinguent par leurs tenue blanche et souliers jaunes, leur idéologie naturaliste ainsi que par leur messianisme : ils croient qu'ils libéreront le pays tout entier (par la prière) et que le prochain président sortira de leur groupe. C'est à la fin du mois de septembre 2016 qu'un des membres, Monsieur Maranatha, décide d'associer au combat spirituel la mobilisation de troupes pour la guerre. Il se réinstalle sur le Mont Carmel. Leur première mobilisation guerrière a été leur entrée quasiment triomphale le 15 octobre 2016 dans la ville de Butembo, après avoir été dérangés la veille et l'avant-veille par des éléments FARDC. Bravant, sans aucune perte humaine, les armes à feu des FARDC et des policiers alors qu'ils n'étaient munis que de lance-pierres et de couteaux, ils ont marché jusqu'à la mairie et ont exigé et obtenu un moyen de transport pour les conduire à Beni où ils étaient décidés à aller combattre les massacreurs. Ils sillonneront toute la brousse de Beni à la recherche de massacreurs et auront une échauffourée à Kinyembungu-Kabasha avec des militaires de la garde républicaine affectés à la ferme du président de la république à Kabasha. Leur scoop et le succès qu'ils ont eu auprès des jeunes [27] a attiré opportunément les groupes armés May-May plus anciens, tels que les Mazembe, le groupe de Saperita et Baraka (descendant de l'ancien RNL Vurondo). En quelques jours Butembo s'est vue entourée de groupes armés aux origines et objectifs disparates mais qui ont tenté et réussi de former une coalition plus ou moins durable. Derrière ces groupes armés, une vaste manipulation conduite par des personnages aussi ambigus que Bwambale Vihuto Kakolele, qui bénéficierait de l'appui d'officiers ougandais[28] et du soutien tacite de hauts responsables gouvernementaux à Kinshasa. La nouvelle rébellion a pour objectif avoué de traquer les massacreurs de Beni, mais elle a assiégé aussi la ville de Butembo où il n'y a jamais eu de massacre. C'est cette coalition qui a attaqué la ville de Butembo le 19 décembre 2016, en faisant des morts parmi les casques bleus, les policiers et les FARDC. Depuis l'auto-proclamation de Kakolele comme porte-parole de ladite coalition le 10 janvier 2017, elle n'a plus opéré, contrairement aux opérations imminentes annoncées.

Un petit recul permet de rappeler que les massacres de Beni, évoqués par les nouvelles milices, se déroulent depuis octobre 2014, sans solution crédible de la part des acteurs sécurisants traditionnels (FARDC, MONUSCO, Police) ni communication convaincante sur l'identité des massacreurs. Un rapport du GEC (Groupe d'Etude sur le Congo) a constaté que les massacreurs parlent essentiellement kiswahili, kinyarwanda, lingala, ou luganda, en laissant les hypothèses sérieusement ouvertes sur la diversité des acteurs de terrain (y compris au sein des FARDC, des ADF, des ex-APC, des milices ethniques locales…) et sur l'existence ou non d'une coordination des opérations de ces groupes de massacreurs[29]. L'instigateur et/ou planificateur de ces massacres n'est toujours pas connu, en dépit du procès ADF en cours à Beni depuis août 2016.

En définitive, quelle lecture faire du nouvel activisme des groupes armés aux Kivu? S'agirait-il de repositionner les groupes armés rebelles et les anciennes bases-arrières dans les Kivu pour justifier un état de siège et un report des élections ? Dans le cas des groupes armés ethnopolitiques (Mazembe [pro-Nande], Nyatura et FDLR [pro-Hutu]) qui continuent d'opérer des massacres dans le camp adverse, en contexte de recensement électoral, la dynamique ressemble à un nettoyage ethnique pour réduire l'influence politique du groupe adverse, la possibilité pour le camp adverse de disposer de beaucoup d'électeurs et, par ricochet, de beaucoup d'élus. Dans l'ambiance des négociations politiques à Kinshasa et de l'éventuel partage des portefeuilles ministériels, certains politiciens pourraient aussi être tentés d'agiter « leurs » groupes armés dans l'espoir de s'imposer dans le jeu politique à Kinshasa. Tant il semble devenu un secret de Polichinelle que, de Joseph Mobutu à Joseph Kabila, les groupes armés congolais sont utilisés par les acteurs politiques – y compris ceux du pouvoir officiel – comme instrument dans leur lutte pour accéder ou se maintenir au pouvoir en déstabilisant

[27] La plupart des jeunes qui ont accouru pour se faire enrôler dans le groupe sont des taximen moto.
[28] Dans le but d'envahir et exploiter la partie nord du Nord-Kivu et l'Ituri.
[29] GEC-Groupe d'Etude sur le Congo, *Qui sont les tueurs de Beni ?,* Rapport d'enquête n°1*,* New York, Mars 2016.

ses adversaires politiques ou militaires, tandis que les groupes armés étrangers sont essentiellement utilisés par l'Etat congolais dans son jeu de puissance avec les Etats voisins dont sont originaires ces groupes armés-là. Certains Etats voisins se prêtent aussi à ce jeu et vont même jusqu'à instrumentaliser dans ce jeu de puissance leurs propres rebelles retranchés sur le sol congolais[30]. Cette dimension manipulatrice ne semble pas être bien prise en compte dans la stratégie ISSSS.

De la nécessité d'adapter la grille de lecture ISSS et les stratégies de stabilisation

La stratégie ISSSS utilise une grille de lecture identifiant quatre moteurs de conflits pour toutes les zones qu'elle juge prioritaires : les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et de l'identité, l'exploitation illégale de ressources naturelles, et les dynamiques régionales. Il semble que la manipulation pour des intérêts politiciens et autres stratégies destructrices pour l'Etat soit le carburant de tous ces moteurs de conflits.

En effet elle assure la jonction entre les moteurs des conflits identifiés par l'ISSSS (dilemmes sécuritaires - mobilisation autour de la terre et de l'identité – exploitation illégale des ressources naturelles – dynamiques régionales) et les causes profondes des conflits catégorisées par l'outil d'analyse du pool de réflexion autour de l'Unité d'Appui à la Stabilisation, en dimension politique, dimension économique, dimension culturelle et en dimension internationale (marginalisation internationale)[31]. Le tableau croisé ci-après met en évidence la diagonale de la manipulation à travers ces moteurs et ces causes profondes.

		Causes profondes			
		Dimension politico-sécuritaire	Dimension culturelle	Dimension économique	Dimension internationale (marginalisation)
Moteurs des conflits	Dilemmes sécuritaires	recours aux acteurs sécurisants alternatifs pour combler les carences de l'Etat, le maintenir en position de faiblesse ou participer à la vie politique			
	Mobilisation autour de la terre et de l'identité		manipulation identitaire, manipulation de l'insécurité foncière		

[30] Quand les armées officielles ougandaise et rwandaise se sont affrontées à Kisangani (au centre nord de la RDC en août 1999 puis en mai et juin 2000, c'était moins pour combattre les FDLR et ADF tolérés au Nord-Kivu frontalier, que pour se disputer le contrôle du marché du diamant. Lire : Nissé Nzereka Mughendi, Les déterminants de la paix et de la Guerre au Congo-Zaïre, Bruxelles : PIE- Peter Lang, 2011, pp.54, 316-320.

[31] Les quatre dimensions (ou causes profondes) relèvent deux à deux des deux déterminants de la paix et de la guerre déjà identifiés en 2010 dans la thèse de Nissé N.Mughendi :d'une part, la triple intégration de l'Etat (spatial [dimension politique], socioculturel [dimension culturel] et à la modernité[adaptabilité à l'évolution des idées et des outils] et, d'autre part , la triple viabilité de l'Etat (intrinsèque [dimension sécurisante], socioéconomique [dimension économique], et extérieure [dimension diplomatique et internationale]). Lire : Nissé Nzereka Mughendi, Les déterminants de la paix et de la Guerre au Congo-Zaïre, Bruxelles : PIE- Peter Lang, 2011.

	Exploitation illégale des ressources naturelles			instrumentalisation des groupes armés internes et étrangers Adhésion des jeunes aux groupes armés	
	Dynamiques régionales				jeux de puissance et instrumentalisation des groupes armés

La manipulation devrait être rendue beaucoup plus lisible dans les outils d'analyse utilisés par l'ISSSS ; les politiciens manipulateurs de jeunes ou de communautés devraient être concernés et visés par les stratégies de stabilisation, pour que celles-ci soient plus efficaces. Compte-tenu de la gratification politique actuelle de certains ministres soupçonnés d'avoir encouragé les groupes armés locaux, ce genre de manipulation de la violence semble être une recette séduisante pour ceux qui espèrent entrer dans l'éventuel prochain gouvernement d'union nationale, tout en le restant pour ceux qui sont frustrés par la classe politique actuelle et seraient prêts à rééditer l'expérience de la guerre pour évincer le régime en place.

Par le professeur Nissé Nzereka Mughendi

5.2 L'humiliation : ressort psychologique profond des imaginaires des guerres dans la Région des Grands-Lacs

Quand on a l'avantage de vivre comme moi dans le Nord-Kivu sans être du Nord-Kivu et qu'on cherche à comprendre ce qui motive les guerres à répétition qui ensanglantent la région des Grands lacs, on a l'avantage de développer une acuité du regard et une lucidité de l'intelligence qui permettent de voir et d'entendre certaines réalités auxquelles les chercheurs travaillant pour la paix ne sont pas très attentifs. L'une de ces réalités, c'est la profondeur de l'humiliation comme dynamique psychique de base qui entretient les haines et assure leur régénération dans la société sans que personne ne s'y attaque de manière claire et décisive.

Pourtant, pour peu qu'on soit attentif et qu'on écoute la manière dont des personnes venues de plusieurs terroirs ethniques parlent des sources de la guerre dans la région, on ne peut pas ne pas sentir les pesanteurs de la psychologie de l'humiliation tirer les esprits vers une volonté de vengeance manifeste ou feutrée.

J'ai pris le temps d'écouter les récits des ressortissants de cette région et d'échanger avec eux sereinement sur ce qu'ils éprouvent profondément à l'égard des autres. J'ai compris qu'il y a trois grandes dimensions de l'humiliation dont ils parlent souvent et qui sont devenues comme des mantras pour attiser leurs profondes rancœurs et tourner le couteau dans les plaies de leurs souffrances, de leurs malheurs et de leurs détresses.

Il y a d'abord une dimension historique liée aux rencontres des plusieurs terreaux ethniques sur la longue durée des siècles et sur la courte durée de l'histoire immédiate.
Il y a ensuite une dimension spatiale qui concerne les problèmes d'occupation de mêmes espaces géographiques, de mêmes niches vitales et de mêmes terroirs économico-politiques par des peuples au fond culturel et aux trajectoires historiques différents.

Il y a enfin une dimension anthropologique dont les ressorts des atavismes historiques et les pesanteurs de la vie quotidienne conduisent à une psychologie qu'une antique parole du philosophe Héraclite permet de comprendre : « Les hommes vivent leur mort et enterrent leur vie ».
Une histoire dominée par l'humiliation

J'ai demandé un jour à un intellectuel Hutu de me dire comment le génocide des Tutsi a été possible. Sa réponse fut glaçante : « Si tu connaissais l'histoire du Rwanda, tu n'aurais pas posé une telle question ». Quand j'ai voulu savoir ce qu'a été cette histoire, il m'a parlé des siècles de vie courbée sous le regard méprisant des maîtres qui se croient appartenir à une race supérieure et qui ont traité les autres comme de moins que rien. « Les rancœurs accumulées sur des siècles et entretenues par l'histoire coloniale a conduit à des explosions irrationnelles, à des sauvageries innommables ».

J'ai un jour posé une question similaire à un intellectuel Tutsi congolais, cette fois concernant l'enrôlement massif des jeunes Tutsi congolais dans le FPR pour la guerre dite de libération au début des années 1990. Sa réponse mit devant mes yeux l'histoire récente du Rwanda sous le régime hutu, depuis l'indépendance du pays jusqu'à l'assassinat de Juvénal Habyarimana. « Cette histoire est faite de discriminations dans tous les domaines, de massacres toujours recommencés, de milliers d'exilés sans terre et de déni des droits fondamentaux de l'hommes. Elle ne pouvait éternellement laisser le peuple tutsi indifférent. » J'ai compris qu'au fond, l'histoire pour cet intellectuel était un cauchemar d'humiliations et que la libération conduisait à retrouver la dignité et l'humanité en soi-même.

Chaque fois que j'ai voulu regarder l'histoire des tribus de le la région des Grands Lacs, les récits différents qui surgissent de nos terroirs se présentent toujours sous le signe de meurtrissures liées à

des repères où l'humiliation sème les haines, où les haines suscitent la volonté de vengeance et où la volonté de vengeance crée une culture d'engrenage de conflits et de guerres. Les deux récits avec les deux intellectuels Hutu et Tutsi manifestent cette conscience historique qui crée une culture des conflagrations meurtrières.

L'espace comme champ de confrontation permanente

Si vous prenez aujourd'hui la peine de lire l'abondante littérature sur les conflits dans le Nord-Kivu et dans l'est du Congo, vous vous rendrez compte qu'il existe un triangle dont on parle souvent et que l'on analyse sous tous les aspects pour expliquer les guerres à répétition qui sont le lot de notre vie quotidienne. Je l'appelle le triangle de la mort. Il est composé de trois pointes que sont l'identité, la terre et le pouvoir. Ces pointes sont vécues dans une seule étendue spatiale où les tribus veulent affirmer leur identité face aux autres, posséder les richesses de la terre et exercer le pouvoir. Comme l'étendue spatiale n'est pas infinie et que l'on doit s'y confronter selon des logiques très différentes liées aux trajectoires historiques et aux valeurs culturelles dissemblables, le regard que l'on porte les uns sur les autres devient très vite négatif.

C'est dans le Masisi que cette situation est la plus visible. J'ai récemment eu une longue interview avec une Reine de la tribu hunde du Nord-Kivu sur ce qui se passe dans la niche géographique qu'est le Masisi. Cette Reine m'a ramené à l'humiliation, mais cette fois avec l'espace comme enjeu. Cet espace géographique , les Hunde le considèrent comme leur terroir inaliénable (terre), leur référence communauté (identité) et le territoire où leurs chefs exercent leurs prérogatives de gardien des grandes forces traditionnelles (pouvoir). Il se fait que cette légitimité de base a été ébranlée par l'arrivée des peuples éleveurs venus du Rwanda avec une nouvelle logique d'occupation des espaces pour leurs pâturages. Cette logique exigeait l'achat de la terre, l'appauvrissement des autochtones et la perte par les autorités traditionnelles de leur légitimité ancestrale sur la possession de la terre et le gouvernement des hommes. Les nouveaux venus ont peu a peu eu un ascendant sur le peuple du terroir et celui-ci a commencé à subir une humiliation qui n'a jamais été lavée. Quand leurs revendications n'ont trouvé comme réponse que le pouvoir des armes et la puissance militaire du Rwanda voisin qui a soutenu ses frères dans le Masisi, l'humiliation a explosé en violence légitime, m'a dit la Reine Hunde. « Cela d'autant plus que verser le sang était devenu pour les Hutu et les Tutsi un mode de domination ». Si on ajoute à tout cela l'action des hommes riches et puissants de Kinshasa qui ont fait du Masisi le « Far Est » où ils viennent acheter d'immenses hectares de terres et exploiter les minerais comme la cassitérite et le coltan sans une moindre attention à la misère des autochtones, l'humiliation de ceux-ci atteint son comble, surtout quand la situation de l'éducation, de la santé et de la vie dans son ensemble est dominée par la misère intolérable et le sous-développement chronique.

Ce récit, je l'entends partout chez les Congolais face aux Banyarwanda du Congo. Dans le Sud-Kivu, il s'agit du récit d'une hospitalité trahie. « Nous avons accueilli les réfugiés rwandais pendant le génocide dans leur pays et ils nous ont rendu notre bonté par les viols, les massacres, la spoliation de nos terres et l'occupation de vastes espaces qu'ils exploitent en semant partout la terreur chez nous. » C'est une militante des droits humains du Sud-Kivu qui m'a tenu ce langage. Elle a ajouté : « Il faudrait que l'on vous raconte ce que les milices de Nkunda et Mitebusi ont fait à Bukavu : viol systématique des femmes, parcelle par parcelle. Tu comprendras la haine que nous avons du Rwandais dans notre ville. Même à Kinshasa, il faudra un jour qu'on vous fasse le récit des exactions subies par les habitants de la ville à l'entrée de l'AFDL dans la capitale en 1997. Vous comprendrez l'humiliation du peuple congolais et les réactions qui sont les nôtres face à nos voisins. On n'humilie pas un peuple de cette manière sans cela engendre la haine et la fureur de la vengeance ». L'ancien ministre des affaires étrangères Mbusa Nyamuisi s'était exclamé un jour : « En un rien de temps, le pays a failli nous être arraché par les Rwandais ! » Le pays, cela signifie : la terre, l'identité et le pouvoir. Cela aurait été l'humiliation absolue, après toutes les autres humiliations déjà subies par les Congolais de la part de

leurs voisins. Aux yeux de beaucoup de Congolais, la guerre, c'est pour refuser l'humiliation et assumer notre destinée dans notre propre pays.

Le problème, c'est de voir que côté rwandais, c'est la même logique de lutte contre l'humiliation qui est utilisée. A plusieurs reprises, le soutien des rébellions au Congo par le Rwanda s'est justifié par la nécessité de protéger les Banyarwanda que l'on considère comme menacés de mort et humiliés par les populations congolaises. Du RCD au M23 en passant par le RCD, le refus de l'humiliation a été brandi comme moteur de la lutte pour un Congo nouveau, où tous les Congolais, de toutes les tribus, puissent vivre en paix sur la terre congolaise, sans aucune humiliation.

Les imaginaires viciés : typification négatives et identité meurtrière

A force d'être esclaves d'une histoire et d'une géographie dominées par les ressorts de l'humiliation, les peuples engagés dans les guerres de l'est du Congo ont développé des imaginaires complètement viciés : une véritable anthropologie des identités meurtries et meurtrières, pour reprendre l'expression du chercheur Deogratias Mbonyinkebe Sebahirire. Consciemment ou inconsciemment, c'est le sentiment d'humiliation qui nourrit cette anthropologie. A force de s'y habituer, la région est devenue une région des peuples aux inconscients et aux consciences malades, dont les haines s'auto-génèrent et s'auto-entretiennent. Il suffit d'être sensible aux stéréotypes, aux typifications négatives et aux préjugés que les tribus entretiennent les unes sur les autres pour se rendre compte que nous sommes devant une pathologie psychique très profonde qui exigerait l'invention d'une psychanalyse collective à côté des psychanalyses individuelles à développer pour vaincre l'humiliation, extirper les haines et juguler les pesanteurs de la vengeance dans la région des Grands Lacs.

Les « amabilités » que les Rwandais racontent sur les Congolais sont typiques d'une mentalité forgée par le mépris. Elles se résument par un mot : « Ubitshiutshiu ». On peut le traduire en français par le terme « imbéciles » mais les connotations plus profondes vont beaucoup plus loin et beaucoup plus profondément que la simple injure d'imbécile. Elles renvoient à une débilité congénitale et irréversible, à une étourderie sans limites et sans possibilité de guérison. Les Congolais aussi ont leur vision des Rwandais : « Tous des tueurs et des virtuoses de la dissimulation. » Ici aussi, il s'agit de pathologies congénitales et inguérissables. Quand on nage dans de tels imaginaires, il est difficile de penser l'avenir de manière féconde et avec sérénité.

Le comble dans cet imaginaire, c'est qu'on le retrouve à l'intérieur même du Congo et du Rwanda quand les tribus de ces pays parlent les unes des autres. Les « amabilités » du même type ressortent et les typifications négatives s'auto-génèrent et s'auto-entretiennent, même quand on les cache sous le dehors d'une bonté affectée, globalement parlant.

Pour une dynamique globale d'un traitement psychologique de nos peuples

Ce qui me frappe aujourd'hui devant toute la situation que je viens de décrire, c'est l'absence d'une dynamique globale d'un traitement psychologique de nos peuples à travers l'éducation de nos inconscients, de nos consciences et de nos imaginaires pour une lutte cohérente et fortement organisée contre l'humiliation. Le thème lui-même ne se retrouve pas souvent dans les programmes des organisations qui s'occupent de la paix dans la région des Grands Lacs. On se concentre tellement sur la guerre et sur l'entretien des armées qu'on oublie que l'essentiel se passe dans le mental et dans la psychologie des personnes et des communautés. Quand on s'occupe des personnes et des populations, on a tendance soit à verser dans le caritatif et dans l'humanitaire et très peu dans la reconstruction des imaginaires viciés grâce à des programmes d'éducation à la résilience face aux humiliations.

Il est symptomatique de ce point de vue qu'il manque dans notre région des psychologues dûment formés à affronter les pathologies collectives créées par les guerres à travers des thérapies pensées et appliquées pour conduire à un nouvel espérance, à de nouvelles espérances.

Le temps est venu de regarder vers ces exigences de construction de nouveaux imaginaires dans la région des Grands-Lacs grâce à de nouvelles recherches de profondeur sur les humiliations et les moyens de les vaincre dans la perspective d'une véritable culture de la paix.

Par Kä Mana
Chercheur à l'Institut interculturel dans la région des Grands Lacs, Pole Institute

5.3 Jeunesse et stabilisation à l'est de la RDC

La stratégie ISSSS a identifié trois moteurs endogènes de conflit pour ses zones prioritaires à l'Est de la République démocratique du Congo. Ces moteurs endogènes de conflit sont : les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et l'exploitation illégale des ressources naturelles. Et c'est la jeunesse qui est à l'avant-garde dans toutes ces dynamiques.

Les jeunes sont ainsi les plus actifs au sein des milices et des groupes armées, ils sont très impliqués dans les conflits liés à la terre et à l'identité et se retrouvent être les plus opérants dans l'exploitation illégale des ressources naturelles. Parfois agissant de leur propre chef pour certains avantages, mais souvent poussés par leur entourage ou par certains « leaders communautaires» et politiques.
Il sied de dire que les jeunes sont, au même moment les premières victimes des atrocités liées à ces conflits. L'on pourrait donc se demander : pourquoi les jeunes continuent-ils à s'impliquer autant contre leurs intérêts ?

Des nombreuses analyses attribuent cette présence massive des jeunes au sein de ces « entreprises de conflits » au manque de perspectives socio-économiques. Par manque de moyens de subsistance et à défaut d'alternatives, les jeunes se font enrôler au sein des groupes armés ou encore se retrouvent dans des carrières minières où, même une main d'œuvre peu qualifiée, se « retrouve » c'est-à-dire gagne tant soi peu sa vie.

Cette analyse est certes vraie mais explique le phénomène seulement en partie. On peut même dire qu'elle est superficielle. L'on sait que si un problème n'est pas suffisamment creusé, les tentatives de réponses sont souvent biaisées. Il serait plus intéressant de faire une analyse profonde et complète, qui tienne compte des éléments moteurs de l'implication des jeunes dans cette entreprise de conflit.
Peut-on par exemple dire que les jeunes Hutu qui se faisaient enrôler au sein du mouvement des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda l'ont été parce qu'ils avaient besoin de moyens de subsistance ? Ou bien qu'en est-il de la motivation de ces jeunes étudiants ressortissants de Kishali, une région où les communautés s'entretuent, mais qui eux cohabitent et qui n'intègrent pas les groupes armés ; pouvons-nous pour autant prétendre qu'ils ont de quoi satisfaire à leur besoin de subsistance ?

En fait, les jeunes se font enrôler au sein des entreprises de conflits parce qu'ils sont non ou très peu instruits. Ajoutez à cela le fait qu'ils n'ont pas suffisamment accès à l'information et que l'éducation reçue dans leur famille privilégie une perception négative entre les groupes sociaux et les communautés. Ils deviennent ainsi une proie facile à la manipulation politicienne. On titille juste la fibre des identités tribales pour les mobiliser. Si vous vous renseignez sur la composition des membres des groupes armés, vous trouvez que la majorité est non instruite. Nous ne parlons pas ici de ceux qui, peu nombreux, tirent les ficelles et jouent des rôles de leaders et qui ont souvent fréquenté l'école et l'université, mais de ces centaines de soldats de rangs qui constituent la base sans laquelle les groupes armés n'existeraient pas. Ceux-là à qui on demande de rejoindre ces initiatives criminelles soit disant pour défendre leurs communautés tribales, pour défendre leur terre ou pour accéder à une certaine forme d'expansion sociale ; et qui par manque d'instruction et d'aptitude à la réflexion critique, acceptent de se battre, convaincus de la justesse de leur acte ou du moins d'intégrer le bon côté, leur « famille » à eux. Et vont en guerre contre des ennemis imaginaires et fruits de la manipulation. Ce qui visiblement au fil de temps ne résout pas les problèmes existentiels ; problèmes qui demeurent et tendent même à s'amplifier. Le constant est que la méfiance entre membres de différents communautés s'amplifie en provoquant des conséquences qui au fil des années deviennent de causes pour d'autres conséquences

Il y a encore un autre facteur qui explique la présence des jeunes au sein de ces entreprises de conflit. C'est que, les autorités politiques n'encouragent pas les moyens de revendication non-violents ; bien au contraire la répression qui suit toute revendication pacifique est de nature à donner raison à ceux qui recourent à la violence pour réclamer leurs droits. Ne dit-on pas: «En République Démocratique du Congo, celui qui intègre un groupe armé, se prépare une place au sein du gouvernement ; par contre celui qui s'investit dans une lutte non-violente, trouvera sa place en prison » ? On dit cela en faisant référence à ces nombreux seigneurs de guerre qui se sont fait nommer ministres, vice-présidents, ou hauts cadres dans l'administration publique chaque fois qu'il y avait des « pourparlers de paix » entre le gouvernement et les insurgés. Par contre de nombreux acteurs de la société civile parmi lesquels les militants du mouvement citoyen non-violent Lutte pour le changement, (LUCHA) se font arrêter presque chaque fois qu'ils osent s'exprimer pacifiquement. Ils ne demandent pourtant pas des postes au gouvernement, mais simplement d'être écouté, et de vivre dans des conditions humainement acceptables, d'avoir accès à l'eau potable, à l'électricité etc.

L'éducation est donc un élément clé pour que la jeunesse cesse d'être utilisée comme un instrument de conflit. Une éducation pouvant amener les jeunes à s'interroger sur la meilleure manière de participer à la vie publique et à influencer le cours de l'histoire sans nourrir ce cycle infernal de violence et de mauvaise gouvernance. Cette éducation citoyenne, au-delà d'enseigner aux jeunes leurs droits et devoirs, doit leur donner des mécanismes pour participer, exprimer pacifiquement leurs opinions et innover dans leur manière d'aborder les différents problèmes auxquels ils font face, notamment aborder les questions identitaires avec l'idée de trouver une solution prônant le vivre ensemble. L'autre piste dans cette approche éducative est d'organiser et de capitaliser les échanges d'expériences entre d'un côté les jeunes acteurs travaillant pour la paix et la non-violence et, d'autre part, les acteurs négatifs et violents. Promouvoir cette voie négligée par les autorités en incluant les jeunes tentés par la violence et en privilégiant le dialogue entre pairs, afin de mettre à disposition d'un maximum des jeunes des modèles non-violents et des approches pratiques de résolution constructive de conflits.. C'est ainsi que la jeunesse saura qu'on peut demander de l'emploi, lutter contre les inégalités, dénoncer la mauvaise gouvernance sans recourir à une quelconque forme de violence qui n'aurait que l'effet de renforcer le système qu'elle prétend combattre.

Mais pour que cette éducation ait le résultat escompté, la condition sine qua non est la création d'un environnement propice à ce type de participation citoyenne. C'est cela le grand défi de l'environnement politico-sécuritaire et économique du Nord-Kivu en particulier et de la RD Congo en général. Comme évoqué plus haut, notre histoire ancienne et même récente tend à démontrer que ceux qui ont eu recours à la violence à des fins économiques ou identitaires ont eu raison de le faire. Les seigneurs de guerre sont devenus des membres éminents des gouvernements et des grands responsables des entreprises publiques lorsqu'ils ne se sont pas reconvertis dans les affaires, particulièrement l'exploitation minière avec la bénédiction du gouvernement. Pendant que ceux qui osent faire des critiques constructives ou même protester pacifiquement se sont souvent retrouvés en prison, victimes de procès iniques et condamnés souvent à de lourdes peines lorsqu'ils ne sont pas simplement oubliés dans un cachot minable pendant des semaines, voire des mois.

Cette oppression de toute critique non-violente, le manque d'éducation civique et critique, ainsi que les difficultés d'accès à une bonne information contribuent à renforcer l'instabilité et à décourager les initiatives pacifiques visant une plus grande participation politique de la population et en particulier des jeunes. Or la participation citoyenne des jeunes est une condition non seulement à l'avènement d'une paix durable mais aussi à la stabilisation de la région.

Par Fred BAUMA, Luc NKULULA et Serge KAMBALE, Militants de la LUCHA

5.4 En 2017 au Nord Kivu : les Maï Maï, pourquoi fascinent-ils?

Contexte

A chaque moment décisif de l'histoire politique de la région Grand Nord au Nord Kivu, on voit brusquement apparaitre des groupes de Maï Maï qui se présentent comme des patriotes. Le dernier cas en date est la résurgence de group es comme le Corps du Christ», les Mazembe et autres qui viennent d'occuper des villages entiers dans le Lubero jusqu'aux portes de la ville de Butembo. Toujours est-il qu'ils n'ont jamais gagné aucune guerre mais à chaque fois qu'ils reviennent, ils ont très rapidement des adeptes. On voit même pire, des gens aduler ces jeunes miliciens comme le 15 octobre dernier, les foules les ont adoubés simultanément dans les villes de Beni pour les Maï Maï Mazembe et à Butembo pour les « Corps du Christ ».[32] Dans le langage populaire de la région on les appelle même affectueusement " *nos enfants*" ou encore "*banyamaliva* "[33] et on croit fortement qu'ils sont réellement invulnérables aux balles comme ils le prétendent, alors même qu'on sait qu'ils n'ont jamais gagné une seule bataille.

Ces derniers jours donc, depuis que l'enjeu électoral s'est dessiné avec l'enrôlement des électeurs, on a vu ces mouvements renaître. Depuis les années 2011, on n'entendait plus vraiment parler des MaïMaï mais ces jours-ci cela a fortement redémarré. Ils avaient disparus presque de la sphère politique du Grand Nord, ou ce qui restait se résumait plutôt à des mouvements isolés et esseulés dans les brousses lointaines à tel point qu'on ne pouvait pas les identifier en tant que tels. Et tout d'un coup, les voici revenir avec force et s'imposer presque comme des acteurs-clés qui mènent le jeu. Qu'est-ce qui fait donc que ces jours-ci des jeunes croient que ces mouvements sont une alternative ? Qu'est-ce qui fait que malgré que l'on sache qu'ils ne sont que des trouble-fête, ils trouvent des adeptes au sein de la jeunesse ? Qu'est-ce qu'ils ont de particulier pour avoir une assise considérable au sein de la population ? Quelle est la part du pouvoir dans tout cela ?

Brève Historique

Plusieurs historiens et autres chercheurs qui ont travaillé sur la question Maï Maï s'accordent que les mouvements Maï Maï auraient pour origine, *la révolte des peuples tanzaniens contre la colonisation allemande entre 1905 et 1907 dans la région du Tanganyika*.[34]Au Kenya dans les années 1960 ils se faisaient appeler Mau-Mau. Mais en RDC, il faut se référer plutôt à la rébellion de Pierre Mulele également dans les années 1960 pour voir apparaitre ces mouvements. Jean Pierre Bemba, alors chef d'une insurrection écrivait déjà sur la question :"*Convaincus de l'efficacité des rites magiques qui les rendent invincibles, les mayimayi sont les héritiers des « mulelemayi » du Kwilu*."[35]

Dans tous les cas, les Maï Maï ont d'abord pour idéal de combattre le colonialisme. Au fil du temps, "*il fallait combattre les néocolonialistes, les valets de l'impérialisme qui ont vendu le Congo aux américains…*"[36]. Mais pour revenir dans le Grand Nord Kivu, il faut dire que les premiers Maï Maï furent recrutés à l'époque de SimbaMulele en 1964. Entre Septembre et Octobre de cette année, ces miliciens seront battus par l'armée congolaise sous la houlette de mercenaires Belges. Les combattants SimbaMuleleMayi de la région de Beni-Lubero composés essentiellement des Nande vont se retrancher dans les montagnes du Ruwenzori. Ils se feront appeler d'abord de Wakombozi (libérateurs)

---

[32] Journal « Les Coulisses » N° 286, mars 2017, P/2 et le journal « Rafiki » N° 22, Février 2017, P.6

[33] Traduisez du kinande la langue de la région : « ceux qui vivent dans les eau profondes »

[34] Emmanuel de WARESQUEL, Le siècle rebelle ; dictionnaire de la contestation au XXème siècle, Larousse, Bordas 1999, PP.363-364

[35] Jean-Pierre BEMBA, Le choix de la Liberté, Venus, 2003, P.11

[36] Isidore NDAYWEL ENZIEM, Histoire générale du Congo de l'héritage ancien à la République Démocratique du Congo, Bruxelles, 1998, P.15

avant de prendre le nom de Maï Maï Kasindiens. *Ils vivaient de l'exploitation anarchique des matières premières*.[37]Pour arriver à ces jours ou l'on compte une multitude de groupes se revendiquant de l'idéologie Maï Maï, c'est une longue traversée du désert composée d'alliances parfois contre nature, de déchirements et de combats entre factions pour le contrôle du leadership… Précisons seulement que les Maï Maï Kasindiens se sont alliés à l'AFDL en 1996 sous la conduite d'un certain Kaganga. Ce dernier sera assassiné en janvier 1997 dans le village de Kanyatsi sur le flanc ouest du Lac Edouard. Sa mort va provoquer l'éclatement du mouvement en trois factions qui vont se disperser: le groupe de Kitambala Mwavita dit Vita, celui de Kopokopo dit Lolwako et le dernier groupe commandé par un certain Kapoli. *En 1998, un autre mouvement naîtra dans le Graben sous l'appellation de Brigade Ruwenzori Lubwe avant de se nommer Front de résistance populaire de Lubwe Ruwenzori sous le commandement d'un ancien lumumbiste appelé Mudohu Fabien*.[38]

Derniers développements

Comme on le voit, ces mouvements au Grand Nord naissent de scissions et les idéologies sont liées aux personnes. A la genèse on veut lutter contre le colonialisme, puis contre les néocolonialistes, ensuite contre l'impérialisme, puis contre les envahisseurs. Là commence le méli-mélo car on ne sait pas définir qui au juste est envahisseur. Entre 1998 et 2002, les combats contre les troupes étrangères rwandaises et ougandaises ne sont plus au fait qu'un simple alibi. Les chefs des factions deviennent des affairistes. Un chef rebelle écrit à ce propos à l'époque : "*Une forte collusion règne entre les brigades de combattants et quelques hommes d'affaires nande qui utilisent les combattants congolais afin d'exploiter les carrières de coltan et maîtriser les axes routiers conduisant aux frontières afin d'assurer la circulation des produits transportés par les trafiquants-fraudeurs*".[39]

Si dans le passé les Maï Maï s'habillaient en haillons disparates et présentaient tous un air de miliciens indisciplinés et sanguinaires, ces jours-ci cela a changé. Désormais ils sont mieux structurés et visiblement bien organisés. Ils ont des walkietalkie, organisent un semblant d'administration dans les villages qu'ils occupent avec une hiérarchie presque militaire. A la limite, ils singent les FARDC. On l'a vu lors des opérations d'enrôlement des électeurs, surtout sur l'axe Butembo-Manguredjipa. Entre octobre 2016 et mars 2017 ils ont réussi à faire fuir la police et l'armée de plusieurs localités et certains centres d'enrôlement dans la collectivité chefferie de Baswagha et de Bapere, où ces centres étaient gardés par des éléments de leurs mouvements. C'est le cas des centres situés dans les écoles primaires de Katanga, Kasiyiro, Makisa, Katembo, Lutambi, Mukiki, Bwanalula, Fungula macho, Mambu. Du pur business car ensuite ces éléments de garde se faisaient payer par les contrôleurs techniques territoriaux de la CENI en lieu et place des policiers qui avaient déserté ces coins.[40] Or, chaque policier devait recevoir 120 dollars américains par mois. Si les MaïMaï ont ensuite réussi à contrôler une dizaine de centres d'enrôlement pendant trois mois, les calculs sont simples. Un tel montant dans une zone de brousse, c'est de l'argent.

Selon nos recherches, on compte quatre groupes Maï Maï structurés qui contrôlent cette partie du territoire de Lubero notamment en collectivités de Baswagha et de Bapere. La zone est connue pour ses carrés miniers riches en or et en coltan et ouvrent l'axe pour acheminer ces produits miniers sur la ville de Butembo par l'Ouest. On comprend donc que ce n'est pas un pur hasard que ce soit de ce côté que l'on trouve les états-majors de ces groupes armés. Il n'y a pas à notre connaissance des étrangers ou des troupes étrangères dans les forêts de Manguredjipa pour justifier qu'elles deviennent ces jours

[37]MbinduleMitono CHRISPIN, Analyse géopolitique des conflits entre factions Mayimayi, Mémoire de licence, UCG 2001-2002, Inédit, P.17

[38]Makomera Kasenzera PHILIPPE,La communication para normale des pratiques magico mythiques des factions MayiMayi, Une approche pragmatique, Mémoire de licence, ISEAB 2009-2010, Inédit, P.26

[39] JP Bemba,op.cit, P.111

[40] La CENI refuse catégoriquement-et on comprend pourquoi- de communiquer sur cette question

les bastions des groupes Maï Maï. Si certains FDLR perdus ont été aperçus dans la région en juin 2016, ces jours-ci il est difficile de les y retrouver pour justifier la présence des mouvements Maï Maï dans cette partie.

Il s'agit des groupes suivants :

- *Les Nduma Defense of Congo :* Sous les ordres d'un certain Guidon (ancien adjoint de Tcheka qui aurait fait défection) ; ce groupe se nomme NDC-Rénové et ses éléments écument les villages de Katanga, FungulaMatcho et Mayeba.
- *Les Mayimayi Kilalo :* Ceux-ci sont les dissidents de Maï Maï Simba qui étaient jadis commandés par Manu, un frère de feu Morgan de triste mémoire. Venus de Epulu via Opienge en début d'année, ils auraient quitté leur ancienne bastion de Epulu sur fond d'une dispute ethnique entre Manu et Kilalo portant sur le contrôle des carrés miniers dans la forêt d'Opienge. Ces jours-ci ils se battent contre les FDLR-FOCA pour le contrôle des carrés miniers à Kambau dans les forêts de Manguredjipa.
- *Les Maï Maï Corps du Christ* : Commandés par un certain David Maranatta. Le 7 février dernier, il a été arrêté en plein centre-ville de Butembo alors qu'il négociait la vente de son or.
- *Les Maï Maï Mazembe* **:** Sous les ordres d'un certains Kitete secondé par un autre qui se nomme Alpha, ils sont basés à Kyambuli au Sud-Ouest du territoire de Lubero connu aussi pour ses minerais d'or et son sol riche.

Il faut donc remarquer que ces groupes armés font du busines, pas de grande envergure bien sûr, mais ils lèvent des taxes. Des agents de la CENI et des voyageurs nous ont confirmé par exemple que pour entrer dans les localités sous contrôle des MaïMaï ils payaient un jeton de séjour, bien imprimé appelé "*effort de guerre*" qui avait une validité d'une semaine pour 500 Fc et d'un mois pour 1500 FC. Les jours de marché, tous les vendeurs et autres commerçants paient une redevance censée aider le fonctionnement des groupes. Ce ne sont donc plus de simples mouvements patriotes, mais des entreprises mafieuses qui opèrent en l'absence et/ou avec la complicité du pouvoir publique, à travers certains acteurs qui y trouvent leurs intérêts. C'est comme cela qu'on a vu des personnes bien connues s'approprier la paternité de ces groupes armés, comme ce fut le cas de Bwambale Kakolele, mieux connu sous le sobriquet de Aigle Blanc. Il s'est attribué, sans peur, la paternité des MaïMaï Corps du Christ.

Un Etat en faillite

On comprend alors pour quoi des jeunes n'hésitent pas à embrasser les mouvements Maï Maï dès que ceux-ci font campagne ou apparaissent. " *Depuis un temps, l'Etat ne donne aucune alternative aux jeunes. On voit des politiciens s'occuper uniquement de leurs affaires sans songer un seul instant aux populations. Les jeunes sans aucun autre choix n'ont pas souvent autre chose à faire devant la tentation de se donner une place au soleil*", explique le professeur Henry Makomera.[41]

Dans la culture et les habitudes nutritionnelles maï maï, la viande est privilégiée dans les repas. *La nouvelle recrue* (par exemple) *mange le foufou de blé avec une poule*.[42]Or dans les villages, manger de la viande est un luxe que ne s'offrent pas les familles pauvres. Si on devient Maï Maï on a au moins la certitude de manger de la viande à profusion. Le chef féticheur, (car ils croient fortement aux fétiches) est appelé avec respect " Docteur" du groupe et il est vénéré. On sait le prestige dont bénéficient les médecins surtout dans les villages.

[41] Entretien avec lui dans le cadre d'une émission radio

[42]Makomera Kasenzera PHILIPPE, op. cit, P.52

Il y a aussi une idée de vengeance. Plusieurs jeunes ont été témoins des exactions commis par les FARDC. Chaque fois après une bataille entre l'armée et les miliciens, il n'est pas rare de voir des soldats incontrôlés piller des biens des populations. Le goût de se venger pousse certains jeunes des villages à s'engager pour faire payer ces crimes. Dopés par ce pouvoir facile à portée de main, ils sont encouragés par le mythe du héros de guerre qui n'a pas besoin de passer par une académie militaire pour devenir qui capitaine, qui major, qui colonel et se faire enfin respecter par ses concitoyens…

Triste réalité et responsabilité accablante des aînés quand une telle voie semble pour de nombreux jeunes le seul chemin vers un avenir et une « vie respectable ».

Par Kennedy Wema

5.5 Collectivité de Bwito : jeu de massacres à somme nulle[43]

« Un jeu de somme nulle est un jeu où la somme des gains de tous les joueurs est égale à 0. Cela signifie donc que le gain de l'un constitue obligatoirement une perte pour l'autre », selon Wikipédia.

Cette définition caractérise assez bien la situation qui prévaut dans la collectivité-chefferie de Bwito, en territoire de Rutshuru ces vingt dernières années, avec un pic de violence inouïe depuis 2015 et une tendance à la banalisation des massacres des populations et des incendies des villages réciproques entre les membres des communautés qui habitent cette collectivité aux terres extrêmement fertiles où pousse le café, la principale culture non-vivrière mais aussi plusieurs variétés de cultures de subsistance comme le manioc, le haricot ainsi que l'élevage de gros et petit bétail. Certaines de ses agglomérations, sans atteindre le niveau de prospérité de ceux de la Chefferie voisine de Rutshuru, avaient atteint un niveau d'attraction économique intéressant. Il s'agit des centres tels que Tongo, Kikuku, Kibirizi, Nyanzale, Bualanda, etc. Des centres qui, ces derniers jours, sont plus évoqués pour les massacres qui s'y commettent et les nombreux groupes armés qui les contrôlent que pour les statistiques de leurs productions agricoles.

Du la pluralité au binôme : la vertigineuse descente aux enfers identitaires

La collectivité de Bwito est l'une des deux entités coutumières qui composent le territoire ce Rutshuru ; l'autre étant celle de Bwisha, dont elle est séparée par le parc national des Virunga. Le Bwito est plus tourné vers l'intérieur du pays, ses limites touchent les territoires de Lubero et de Masisi alors que sa voisine de Bwisha touche les limites internationales avec le Rwanda et l'Ouganda.

Du point de vue de la gestion du pouvoir, le Bwito est une chefferie coutumière dont les chefs successifs et héréditaires sont des Bahunde (constituant ainsi une sorte de continuum du pouvoir coutumier Hunde de Masisi) alors que les chefs successifs et héréditaires du Bwisha sont des Hutu. Il en va ainsi pour la chefferie et ses subdivisions que sont les groupements et les localités. Seul le pouvoir au nouveau du territoire est exercé par des personnalités nommées par le pouvoir central de Kinshasa et qui, en général, n'interfèrent pas beaucoup dans les affaires coutumières.

La population de Bwito est au départ assez «cosmopolite ». Le mwami Daniel Ndeze du Bwisha, qui, sous Mobutu, a exercé temporellement comme administrateur du territoire de Rutshuru, avait fait de cet espace qui était alors sous-peuplé une sorte de « déversoir » du trop-plein de demandeurs de terres de sa propre chefferie notamment des groupements de Jomba et de Bweza. D'autres glissements des populations, spontanées et à caractère économique, sont partis d'autres coins du territoire et de la province. Ces chercheurs de terres étaient majoritairement Hutu, mais il y avait également beaucoup de familles Tutsi en quête de pâturages qui rencontraient les « autochtones » Hunde et leurs voisins du nord, les Nande. La chefferie a donc longtemps connu la cohabitation entre plusieurs communautés ethniques dont les plus importantes étaient les Hutu, les Hunde et les Nande. Mais suite à des enjeux liés notamment au pouvoir (et au conflit entre le pouvoir coutumier et la légitimité issue du pouvoir électif depuis 2006), la mosaïque s'est transformée en un binôme meurtrier selon le schéma désormais en usage : les « autochtones » et les « allochtones », ces derniers regroupant ceux qui parlent le kinyarwanda, en l'occurrence les Hutu, assimilés à des « étrangers », alors même que depuis les élections de 2006 ils occupent d'importants postes politiques au niveau de la province du Nord-Kivu et au sein des institutions nationales. En guise d'exemple, l'ancien gouverneur de la province et actuel ministre national des PME, Eugène Serufuli Ngayabaseka, est ressortissant de Nyanzale. La présence des FDLR dans cette zone depuis les années 1994 a renforcé la

[43] Cet article a été écrit pour le prochain numéro de la revue « Regards Croisés » de Pole Institute qui paraitra début mai 2017 (pole-institute.org). Merci pour l'aimable autorisation de l'inclure ici.

tendance à assimiler tous les Hutu à des Rwandais dont le sort final serait de regagner leur Rwanda natal.

Cette opposition **autochtones** vs **allochtones** se fonde sur base des compétitions locales, provinciales voire nationales autour du pouvoir dans sa triple dimension politique, coutumière et économique. Sur le plan politique, l'éviction des élites Hunde des postes électifs à la faveur des scrutins de 2006 et 2011 a été mal vécue par des autochtones devenus au fil des ans des minorités dans leur terroir. Il ne leur reste plus que le pouvoir coutumier qui, par ailleurs a été pratiquement vidé de sa substance et dépouillé de son aura depuis la deuxième République de Mobutu. Sur le plan économique, la terre, principale ressource dans cette région agricole, n'est plus la propriété d'un Mwami qui en serait le garant et le gestionnaire exclusif. La propriété est de plus en plus gérée par l'administration foncière, les papiers ont pris le pas sur la coutume et la tradition, une administration foncière qui contribue du reste à envenimer les conflits plus qu'à les résoudre…

Toutefois, les violences dans le Bwito ne sont pas qu'inter- communautaires. Plusieurs assassinats ont ciblé des chefs coutumiers dont quatre dans la seule année 2016. A défaut d'enquêtes sérieuses, il est évidemment difficile d'établir les responsabilités mais certains observateurs n'hésitent pas à avancer les pistes de compétions internes au sein des prétendants aux différents « trônes », de la chefferie à la localité, en passant par le groupement.

Les milices armées : l'équilibre de la terreur

Ces oppositions et ces compétitions se sont traduites, ces dernières années, par la création des milices ethniques, dans le Bwito. Ce phénomène a commencé au début des années 1990 pendant les violences inter-ethniques qui ont commencé dans le Masisi avant d'embraser le sud de Lubero et le nord de Rutshuru. Les rébellions successives ont consolidé la tendance, le pouvoir menacé recourant souvent aux services des miliciens locaux pour tenter de freiner les « envahisseurs étrangers ». Le phénomène Maï Maï s'est ainsi généralisé à l'est de la RDC, au point de supplanter l'armée nationale dans plusieurs zones.

Dans le Bwito, plusieurs groupes armés sont actifs mais les plus emblématiques demeurent, actuellement, les Maï Maï Mazembe, composé essentiellement des jeunes ressortissants des communautés ethniques Hunde et Nande et les Nyatura, composé des jeunes Hutu. Les deux groupes sont impliqués dans plusieurs actes de violences ethniquement ciblées, allant des enlèvements contre rançons à des massacres de masse, en passant par les incendies des cases dans plusieurs villages.
Le dernier massacre des Hutu le 18/02/2017, qui aurait fait entre 25 et 50 personnes selon les sources dans le village de Kyaghala, aux environs de Katwe, fait partie de ce jeu de massacres à somme nulle. Les Maï Maï Mazembe sont lourdement soupçonnés d'avoir commis le crime, à la machette. Aucune enquête ne sera menée, aucun responsable ne sera poursuivi. Mais dans l'autre camp, les « autres » sont certainement en train de préparer la riposte, qui devrait être proportionnelle ou supérieure aux pertes subies. L'armée et la Police congolaises, déployées sur place, semblent dépassées par les événements. Quant à la Monusco, elle sécurise ses propres bases…

Impact économique

Ce jeu de massacres à somme nulle a poussé une bonne partie des populations sur les routes soit vers les villages et les territoires plus rassurants parce que majoritairement peuplés par des « frères ». Les Hunde et les Nande ont déserté Nyanzale pour se réfugier vers Kibirizi ou Kanyabayonga plus au nord alors que les Hutu ont fui Kibirizi vers Nyanzale, ou Rutshuru plus au sud ; on assiste donc à une « ghettoïsation ethnique « de la Chefferie. Ces déplaceents ont un impact économique énorme. La mobilité des populations étant très limitée, les champs, situés souvent au-delà des nouveaux ghettos de refuge sont inaccessibles (c'est là que les paysannes et les paysans se font massacrer d'habitude)

et retombent en friches alors que la population meurt de faim. Naguère grenier agricole, produisant haricot, manioc, produits d'élevage, et bien d'autres ressources, Bwito tend la sébile et vit au jour le jour.

Mais cette collectivité était également réputée pour sa production caféière axée essentiellement sur les petites plantations familiales qui alimentaient l'Office National du Café) à Goma. Les zones de production sont insécurisées ou « sécurisées » entre autres par des groupes armés qui, comme toujours, vivent sur la bête, c'est-à-dire sur le dos des communautés qu'ils disent protéger.

Les quantités produites de café sont acheminées par camion par route, de Kibirizi à Goma, un tronçon qui est coupé par plusieurs barrières où officient plusieurs services pour des raisons diverses. Les gardes du Parc National des Virunga (PNVi) veillent pour que les camions ne transportent pas les produits du braconnage aux niveaux de la Rwindi et de Mabenga (entrée de l'enclave de Vitshumbi), à l'entrée de Kiwanja, les services rivalisent d'ardeur et chacun perçoit sa taxe, y compris les FARDC.

Cette promiscuité des groupes armés avec la filière café artisanale de Bwito, au cas où elle serait avérée, et l'intrusion des militaires FARDC dans la taxation illicite sur les barrières pourraient compromettre la vente de ce produit sur les marchés internationaux.

On sait désormais l'allergie des multinationales aux « ressources du sang », dès que l'ombre d'une arme ou la silhouette d'un militaire sont aperçues sur le parcours d'une ressource venant de l'Est de la RDC. Comme si - au vu et au su de tous - en cette année 2017 et par ailleurs depuis plus de 20 ans les groupes armés de tous horizons y compris les FARDC n'étaient pas un ingrédient incontournable dans la géopolitique de l'économie nationale, régionale et internationale par rapport au Congo qui reste un comptoir de trafics en tous genres comme au temps de la colonisation.

Par Onesphore Sematumba

5.6 Kitshanga et ses environs : un havre de prospérité perdu ! *Comment en est-on arrivé là ?*

Petite bourgade située à moins de cent kilomètres de Goma, chef lieu de la province du Nord Kivu en République démocratique du Congo, Kitshanga est un carrefour important dans tous les sens.

Humainement parlant d'abord, il comprend en son sein des personnes originaires de quasiment toutes les ethnies de la province, et d'autres encore venues d'ailleurs qui ont choisi de s'établir là.

Géographiquement ensuite car deux immenses territoires administratifs, Rutshuru et Masisi, se croisent à cet endroit ainsi que des routes de grande importance commerciale.

Ces routes conduisent vers des ressources naturelles énormes dont regorgent Kitshanga et ses environs en même temps qu'elles conduisent vers des centres importants tels que : Goma, Rutshuru, Masisi, Butembo, Walikale et vers des pays voisins : l'Ouganda et le Rwanda. Toutes ces localités se trouvant généralement à moins de cent kilomètres de Kitshanga.

Ces ressources naturelles contenues dans le sol et le sous-sol ont créé pendant de longues périodes d'immenses richesses dans cette contrée, au bénéfice de certains habitants mais plus spécialement des colons qui avant l'indépendance du pays étaient nombreux à y investir. C'est ainsi que de grandes étendues de terres ont été exploitées pour l'élevage de bovins mais aussi pour la production du café et du thé industrialisés et largement exportés. Le sous-sol a fourni des minerais rares comme le niobium, la cassitérite et le columbite-tantalite (coltan) tous fortement recherchés par les industries occidentales mais aussi asiatiques.

L'arrivée massive des immigrés change la donne.

Il est important de signaler que l'exploitation de ces richesses, et la prospérité qui s'en est suivie, a nécessité le recours à une main d'œuvre de plus en plus abondante que les populations locales ne pouvaient pas à elles seules offrir. Dès les années 1930 des vagues successives d'immigration ont été nécessaires pour répondre à ce besoin capitaliste immédiat. Pour satisfaire à ses propres intérêts, la politique coloniale belge accorda une grande partie des terres aux colons planteurs (dont plusieurs sujets belges mais aussi d'autres européens) et à ceux qu'on a appelés les « transplantés » banyarwanda (Hutu et Tutsi venus du Rwanda). Il faut dire qu'il y avait en même temps le souci d'alléger la surpopulation du Rwanda qui commençait à atteindre des proportions inquiétantes dans certaines régions. Force est de reconnaître que cette politique ne tenait pratiquement pas compte des besoins et désirs de populations locales, composées essentiellement de Hunde mais aussi de Banyarwanda autochtones. En plus de ces immigrés banyarwanda, une autre catégorie d'immigrés comprenant des populations nande est venue de Butembo à la recherche d'un travail bien rémunéré. Ces distributions de terres provoquent cependant un véritable quiproquo: les transplantés considéraient, au vu de la double acquisition du titre de propriété pour leurs nouvelles parcelles et d'une nouvelle pièce d'identité dans le pays d'accueil qu'ils étaient désormais propriétaires terriens. Tandis que les Hunde, chefs coutumiers et populations confondus, considéraient les nouveaux arrivants comme des usufruitiers ! Cette lecture contradictoire de la réalité, à laquelle plus tard sont venus se greffer d'autres événements, finira par faire le lit d'une situation catastrophique que vivent, encore aujourd'hui tous les habitants de Kitshanga et de ses environs. Tant que le pouvoir colonial était encore présent, les rapports difficiles entre les groupes ethniques étaient sournois et la peur de ce pouvoir fort faisait éviter toute explosion, malgré un esprit de méfiance émergeant.

C'est le cas aussi pour des « actions de développement » qui, en plus d'investissements matériaux visibles, recouraient à la force pour mettre les gens au travail. La réfection et l'entretien des routes

sous forme de travaux de cantonniers s'accompagnaient de bastonnades ou d'états d'arrestation. De même, le non paiement des impôts et taxes pouvait conduire à de lourdes peines d'emprisonnement.

Un air de laisser-aller après l'indépendance

A l'accession du Congo à l'indépendance, il règne un air de libertinage pour, dit-on, s'affranchir de la répression et du joug de la colonisation. Des velléités sécessionnistes sont mises en avant dans plusieurs provinces de façon que le Katanga franchit le pas en déclarant son indépendance. Les divisions ethniques secouent le pays. Le problème de représentation aux mandats électifs a accentué cet ethnisme étant donné que l'ethnie (appelée souvent tribu dans ce contexte) devient en plusieurs endroits, dont l'ancien Kivu, la base électorale malgré les efforts de partis nationalistes, sous l'impulsion du premier ministre Patrice Lumumba.

Cette partie de la République devient en cette matière un ventre mou à cause de son histoire chargée d'enjeux fonciers et politiques évoqués ci-dessus. Masisi et Rutshuru, hier connus pour leur dynamisme économique, sont devenus après l'indépendance des champs de batailles fratricides qui opposent d'une part ceux qui se revendiquent d'être des « autochtones » (Hunde, Nyanga, Nande et Tembo) et ceux qu'ils qualifient « d'allochtones » Banyarwanda (Hutu et Tutsi). Les premiers se disent avoir tous les droits de légitimité sur les terres et toutes les formes du pouvoir (traditionnel et moderne) et traitent les seconds d'éternels étrangers privés de ces droits. Ces derniers trouvent cela inacceptable car ils sont chez eux et sur des terres acquises dans la légalité. Pour les premiers, cela concerne sans exception tous les Banyarwanda, et pas seulement les transplantés, même ceux qui sont pourtant autochtones comme eux, c'est à dire établis sur les terres de leurs ancêtres.

La déliquescence de l'Etat, caractérisée par la concussion généralisée et l'impunité, n'a pas aidé à gérer cette situation. Au contraire, elle a laissé le champ libre au développement de l'arbitraire et surtout de la violence récurrente.

A titre d'exemples :

- les plantations laissées par les colons planteurs ont été attribuées à des particuliers et converties en pâturages souvent dans un désordre indescriptible. Les nouveaux acquéreurs étant des autorités politico-administratives, des politiciens ou de grands commerçants. Cette nouvelle initiative renforce les conflits existants et en crée de nouveaux comme la rivalité des alliés d'hier Hutu-Tutsi, présentés cette fois-ci comme les cultivateurs Hutu contre les éleveurs Tutsi. Le pouvoir traditionnel hunde qui croyait asseoir sa légitimité sur la gestion foncière se voit marginalisé et fragilisé.
- les lois iniques sur la nationalité (ou la naturalisation) des Banyarwanda se succèdent et se contredisent suivant les intérêts sectaires de personnes au pouvoir.
- les forces nationales de sécurité n'ont jamais joué leur rôle régalien. Elles ont pris partie pour l'un ou l'autre groupe suivant des intérêts matériels ou pour des penchants basés sur les solidarités ethniques. Chaque groupe a su faire usage circonstanciel de ces forces.
- les conflits ethniques dans les pays voisins (Rwanda-Burundi) s'exportent dans les provinces du Kivu en opposant les mêmes groupes localement surtout que les phénomènes cycliques de réfugiés en provenance de ces pays viennent perturber les équilibres déjà délicats.

Basta ! Plus de deux générations sacrifiées.
A part quelques efforts, mais malheureusement souvent sporadiques, des Eglises et de la Société civile, les conflits violents dans Kitshanga et ses environs restent entiers. Au fil du temps, ils se sont même sophistiqués par l'introduction des armes modernes manipulées par des groupes armés qui prétendent défendre les leurs en s'attaquant à leurs voisins ennemis Ces nombreux groupes disparates opèrent depuis des années à côté de forces loyalistes et même au vu et au su de forces internationales

des Nations Unies. En plus, il y a aussi des groupes armés « rebelles » des pays voisins qui se sont convertis en pilleurs et massacreurs des populations.

Celles-ci, ne sachant pas où donner de la tête n'ont trouvé leur salut qu'en fuyant, la plupart des fois, leurs villages pour constituer d'immenses camps de déplacés dans les périphéries des zones qui leur paraissent sécurisées. D'autres vivent depuis des décennies dans des camps de réfugiés dans les pays voisins sans espoir de retour chez eux. D'ailleurs, nombreux parmi eux ont été « transplantés » vers des pays occidentaux lointains. Les populations restées sur leurs terres subissent le courroux de toutes ces forces du mal : massacres, pillages de ressources, recrutement des enfants, violences sexuelles, paiement de taxes pour la survie. L'expérience a montré qu'aucun groupe ethnique n'a réellement profité de ce chaos. Ce sont plutôt quelques politiciens véreux qui en tirent profit surtout lors des échéances électorales.

Y a-t-il lieu d'espérer qu'un certain état de fatigue généralisée des uns et des autres, qui ont compté dans leurs groupes respectifs des pertes humaines et matérielles, pourrait constituer un terreau pour bâtir une nouvelle société ?

Cela ne sera possible qu'à certaines conditions :

- sortir de la logique de l'ethnisation des rivalités politiques. L'ennemi interne n'est plus le dissident politique, mais toute une ethnie menacée à ce titre ;
- agir contre le fatalisme. Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles depuis si longtemps qu'on ne pourrait pas en parler aujourd'hui et chercher ensemble des solutions. Il y a un besoin réel d'un certain esprit d'altérité qui doit pousser vers un engagement réciproque, une responsabilité de l'un et de l'autre. Il s'agit de redécouvrir le voisin différent de moi-même mais qui m'a toujours enrichi.
- recourir inévitablement à un devoir de mémoire qui oblige à regarder courageusement ensemble le mal que j'ai fait à l'autre avec répercussions sur moi-même. Les blessures sont communes et ne pourraient pas guérir sans en parler entre bourreaux et victimes.
- résister à l'envie de toujours attendre des réponses miracles d'un Etat fantôme qui travaille pour les intérêts de ceux qui le dirigent. Ceux-là sont loin de réalités quotidiennes vécues avec mon voisin sur le terrain. Comment penser une cogestion du pouvoir pour le bien de tous et sortir de schémas du pouvoir spoliateur source d'injustice et de conflits interminables ?
- tout ce qui précède n'est possible que si un accompagnement économique est obtenu de l'intérieur et de l'extérieur. Les routes et les ponts à réfectionner, une meilleure voie pour créer des emplois et écouler les produits du terroir. Des investissements pour mettre en valeur les riches ressources naturelles.

Il ne faut surtout pas attendre un retour hypothétique de la sécurité partout pour commencer à agir. Les quelques exemples positifs en des endroits où c'est possible d'intervenir seront une bonne source d'inspiration pour les autres.

Par Jean-Pierre Lindiro Kabirigi

5.7 Nyamilima : Une enclave multi-ethnique qui risque d'exploser

1. Nyamilima, la cité au milieu de la jungle

Située à plus de 150 kilomètres au Nord de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, la localité de Nyamilima fait partie du Groupement de Binza dans le territoire de Rustshuru, sur la route Rutshuru-Ishasha, vers la frontière de l'Ouganda. Le Parc National de Virunga (P.N.Vi) constitue un espace - tampon naturel entre cette localité – et le territoire de Rutshuru en général- avec Sud du territoire de Lubero, au nord de la province. La population locale est estimée à plus de 100. 000 habitants dont la grande majorité est constituée des Hutu et des Nande, les deux principales communautés ethniques. Cette forte démographie dans une agglomération coincée entre les espaces protégés du P.N.Vi et des domaines de chasse relevant de l'administration de l'ICCN est essentiellement due à la forte insécurité qui règne dans le milieu depuis près de deux décennies. Tous les autres villages de l'hinterland de Nyamilima, notamment ceux de l'ouest, attenant au P.N.Vi, ont été détruits ou vidés de leurs habitants par les différentes milices qui pullulent dans la zone, dont les FDLR rwandaises, auxquelles se sont jointes plusieurs factions locales de Maï Maï, que les habitants eux-mêmes reconnaissent comme « leurs propres enfants ». Du jour au lendemain donc, depuis les années 1990, le village de Nyamilima s'est transformé en « cité », dont la vie est articulée autour de la puissante église catholique locale.

Cependant, cette insécurité a fini par atteindre Nyamilima et fortes tensions y opposent depuis plus d'une décennie les deux principales composantes ethniques, dont chacune dispose désormais de sa milice « protectrice ». Une flopée de milices Maï Maï sont étiquetées Nande ; les « Nyatura », qui se réclament aussi Maï Maï, sont assimilés aux Hutu. A ces deux grands regroupements qui se disputent la barbarie et le contrôle des espaces autour de Nyamilima et de la route qui dessert la localité, il faut ajouter les rwandais des FDLR-FOCA, les FARDC, la PNC et la MONUSCO. Les trois dernières forces se contentant souvent de patrouiller dans des espaces précis, dans une sorte de partage de facto des pouvoirs et des domaines de souveraineté.

Les tensions inter-communautaires ont évolué de façon dramatique avec les assassinats et les incendies des maisons dont les différentes communautés ethniques s'accusent mutuellement. Les assassinats sont commis généralement dans des champs de culture et la responsabilité est aussitôt attribuée aux forces de l'autre communauté, en attendant que celle des victimes se venge sur une autre famille. Pendant plusieurs semaines, les deux groupes ont donc établi une sorte d'équilibre de la terreur, sans que personne, au niveau gouvernemental, ne s'en émeuve véritablement. Les tensions dans le sud de Lubero, qui opposent les mêmes groupes ethniques au-delà de la ceinture que constitue le P.N.Vi, constituent des faits aggravants à Nyamilima, comme si de part et d'autre du parc, la violence évoluait dans un système à vases communicants.

Les habitants de Nyamilima, qui reconnaissent que cette escalade est préjudiciable à leur milieu, accusent les leaders politiques de ces deux communautés de manipuler la population pour leurs intérêts égoïstes et se plaignent de l'inefficacité des mécanismes étatiques (Police, armée) et internationaux (MONUSCO) pour y mettre un terme durablement. Mais au-delà de cette fameuse main noire qui tirerait les ficelles dans l'ombre des grandes agglomérations de Goma et de Kinshasa, les fissures sont réelles entre les deux communautés et la principale, la plus inquiétante, est celle du dialogue entre les deux communautés, qui se croisent au quotidien sans véritablement se rencontrer. L'insécurité s'est aggravée avec le phénomène dit de « kidnapping ». Des agriculteurs sont enlevés dans les champs et des passagers sont extirpés des véhicules et conduits dans les brousses du P.N.Vi d'où ils ne seront relâchés que contre paiement de fortes rançons (allant jusqu'à 5000 USD). Ce phénomène a pris tellement d'ampleur que la route Rutshuru-Ishasha via Nyamilima n'est pratiquement plus fréquentée par les commerçants. Cet isolement accentue la pauvreté dans le

milieu ; les marchés hebdomadaires d'Ishasha et de Nyamilima, qui attiraient des opérateurs économiques de Rutshuru, de Goma, de Bukavu et des voisins ougandais, ont cessé d'exister. Seuls fonctionnent de petits marchés quotidiens qui desservent les consommateurs locaux. Cette situation d'enclavement place du coup les deux groupes ethniques face à face, dans un contexte économique et sécuritaire difficile et contribue à exacerber la tension.

2. Aller à Nyamilima et en (re)venir

Actuellement quand on veut se rendre à Nyamilima on doit être en mesure de répondre exactement avec précision à la question de savoir si l'on est capable de résister psychologiquement aux informations stressantes et aux situations traumatisantes étant donné que déjà commencer un tel voyage c'est courir le risque d'être victime de kidnapping, de pillage, de meurtre, etc. C'est ainsi que ceux qui veulent se rendre à Nyamilima à partir de Goma - distance de 140 kilomètres- préfèrent emprunter un long détour par le Rwanda et l'Ouganda, un trajet de près de 859 kilomètres avec, à la clé, le payement d'un visa ougandais de 50 dollars américains par personne. Ce détour est sûr jusqu'au poste d'entrée d'Ishasha, entre l'Ouganda et la RDC. De là, il faut encore parcourir 20 kilomètres jusqu'à Nyamilima, un tronçon où n'opèrent pas moins de deux groupes maï maï et une faction FDLR. Ce détour n'étant pas à la portée de toutes les bourses, la plupart de ceux qui sont dans l'obligation de se rendre dans cette localité empruntent cette interminable route, rendue encore plus dangereuse par son mauvais état. Le retour dans l'autre sens se passe dans les mêmes conditions. Mais une fois sur les lieux, la cité semble endormie au pied des montagnes environnantes au sommet desquelles sont érigées les antennes des maisons de communication cellulaire (Airtel, Vodacom, Orange). Des réseaux de communication qui sont, selon les habitants, impliqués dans les opérations d'enlèvements en amont (le coup de fil qui avertit les coupeurs de route part de la cité) et en aval (la rançon est versée par transfert électronique via un réseau cellulaire). Mais à première vue, rien ne laisse transparaître la lourdeur du climat qui terrorise ces habitants qui semblent vaquer à leurs occupations quotidiennes.

3. Séjourner à Nyamilima : l'énigme sécuritaire

Cette quiétude apparente s'estompe lorsqu'on engage le dialogue avec les habitants. Leur vie est ponctuée des crimes et de violences commis régulièrement par-ci par-là dans le Binza et précisément à Nyamilima. Cette insécurité touche également les prêtres de la très influente paroisse catholique locale, dont l'un a été attaqué par balles lors d'une tournée pastorale. L'église a dès lors réduit drastiquement ses activités et fermé des services qui étaient d'un grand soutien économique et social dans la localité, ce qui ajoute encore à la précarité.

Comme dit plus haut, ***l'enclavement*** du groupement de Binza du fait de l'insécurité qui en interdit l'accès et voire la sortie, exacerbe les tensions au niveau local. Aucun marché n'est actuellement fonctionnel sur toute l'étendue du groupement, c'est-à-dire Nyamilima, Ishasha, Kisharo et Katwiguru. Le seul marché qui restait viable est celui de Kiseguro, qui est dans une zone administrée jusqu'il y a peu par les FDLR. La « mort » des marchés hebdomadaires importants qui favorisaient le brassage des populations et les échanges économiques, couplée à l'inaccessibilité des champs due à la présence des milices armées, font de cette localité une dangereuse cocotte-minute dont le couvercle peut exploser à tout moment, causant des dégâts humains plus importants que ceux vécus jusqu'à ce jour.

4. Le Binza nostalgique

Le groupement de Binza en général et la localité de Nyamilima en particulier a été, il y a quelques années seulement, un milieu où il faisait beau vivre, un milieu où l'on se sentait à l'aise, où l'on circulait la nuit comme le jour en toute quiétude. Les valeurs d'hospitalité et d'entraide mutuelle étaient largement partagées par les individus et par les communautés. Tel est le Binza des années d'avant 1980. Il était généralement difficile pour les enfants de l'époque de savoir distinguer les différentes

tendances ethniques et culturelles comme c'est le cas aujourd'hui. Un dynamisme économique et culturel était bien manifeste entre les localités et les villages de l'époque dont on ne garde que le souvenir, la plupart d'entre eux ayant été littéralement rayés de la carte. Nous pouvons citer les villages suivants : Rwamisisi, Kavumbira, Nyamitwitwi, Mutanga, Gitwa, Humule et Nyabitale. Seuls ont survécu les agglomérations situées sur l'axe principal Rutshuru-Ishasha : Kisharo, Nyamilima, Nyaruhange, Buganza et Ishasha.

La région connaissait un essor économique et commercial favorisé en grande partie par le commerce du café et de l'ivoire, exportés frauduleusement vers les villages et les cités frontaliers de Kisoro, Butogota, Bunagana en Ouganda et Ruhengeri au Rwanda.

L'agriculture et l'élevage étaient prospères sur ces terres alors très fertiles dont l'occupation et l'exploitation étaient à l'époque très récentes. L'on mangeait à sa faim et l'on partageait les joies et les peines comme lors des grandes cérémonies comme le mariage et le deuil. Pendant la période précédant un mariage par exemple, les jeunes des deux communautés dansaient au tamtam jusqu'à l'aube ; c'est ce qu'on appelle '' *ngererera*'' en kinande ou '' *kurarira* '' en kinyarwanda, en partageant et en buvant de la bière locale. L'on pouvait facilement trouver des Hutu qui vivaient dans une famille nande, notamment des jeunes qui venaient de Jomba, Bweza et Busanza comme ouvriers agricoles saisonniers, sans que cela ne soit l'objet d'étonnement ni de scandale pour certains. Les mariages inter- ethniques, les pactes de sang entre entre Hutu et Nande étaient fréquents et « normaux ». Le partage de la bière locale ponctuait la vie quotidienne des deux principales communautés.

Tel était le Binza des années 1980, le Binza de production en tonnes et en milles de tonnes de café, de haricots, d'arachides, de sorgho, de maïs, de manioc, de bananes.

5. La dégradation des relations de cohabitation pacifique entre Hutu et Nande

Depuis lors, les relations entre les deux communautés n'ont cessé de se dégrader, Et chaque communauté ethnique a sa lecture de cette dégradation, sa propre histoire. En effet, les histoires divergent selon qu'elles sont dites par les Hutu ou les Nande, et elles ont certainement évolué au gré de la dégradation du contexte, des frustrations et des manipulations qui poussent sur le terreau fertile de la précarité tant *économique* (pauvreté), *intellectuelle* (niveau d'éducation relativement bas) que *physique* (insécurité).

Au sein de la communauté hutu, il y a deux lectures divergentes quant à la période et aux événements déclencheurs de cette dégradation. Pour certains, la dégradation des relations entre les deux communautés commence dans les années 1980-1990 avec l'avènement du règne du chef de groupement Kadogo Amisi Bikamiro en 1986 ; pour les autres, l'élément déclencheur est l'afflux massif des réfugiés rwandais en 1994. Cependant, l'analyse des propos des personnes interrogées dans chaque communauté montre que cette dégradation de relations a été progressive et s'est accrue au fur et en mesure que certains événements se sont succédé, tant au niveau local (telle cette nomination controversée du chef de groupement Amisi Kadogo) que national (émergence des rebellions et des milices ethniques) ou encore régional (génocide rwandais et afflux massif des réfugiés hutu à l'est de la RDC). Des périodes de fortes tensions caractérisées par des tueries, des pillages, des manifestations des masses, des marches de colère, des grèves se sont ainsi succédées et se poursuivent, ponctuées par des moments d'accalmie qui ne sont jamais mis à profit pour initier un dialogue véritable autour des sujets de ces conflits.

Comme pour la communauté hutu, les Nande eux aussi ont leur propre lecture de la dégradation de leurs relations avec leurs voisins. La première, opinion, de loin la plus répandue, fait correspondre cette dégradation avec la création de la MAGRIVI (Mutuelle des Agriculteurs des Virunga) par la

communauté hutu vers les années 1980-1990. La deuxième, minoritaire, fait remonter cette dégradation aux années 1994-1995, avec l'afflux massif des réfugiés Hutu rwandais en République Démocratique du Congo.

Les **FDLR** qui opèrent dans ce groupement sont les FDLR/FOCA (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda/ Forces combattantes Abachunguzi) et les FDLR/ RUD (Ralliement pour l'Unité et la Démocratie). Cette milice rwandaise se partage le territoire avec les autres forces armées présentes dans la zone : les maï maï d'obédience nande, les Nyatura hutu de la RDC, les FARDC. Cette répartition est visible sur l'axe routier qui constitue l'épine dorsale de ce groupement où les zones de contrôle des différentes milices sont clairement réparties, chaque groupe exerçant ses exactions dans une portion d'espace parfaitement circonscrite. Les affrontements entre les différentes milices résultent souvent de la violation de ces « frontières » par l'une ou l'autre force. Mais la perception des FDLR par les populations de la localité n'est pas que négative. Pour certains, les miliciens rwandais assurent mieux l'ordre et la discipline dans les zones sous leur administration et certains habitants déplorent que les FARDC aient déclenché des offensives contre les FDLR, ce qui pourrait « *tuer l'unique grand marché encore opérationnel, celui de Kiseguro, qui est dans la zone des FDLR* ».

La dégradation des relations entre les deux communautés est telle que, toute capacité d'analyse semble avoir disparu et que la généralisation et la globalisation tiennent lieu à la fois d'enquête, de jugement et de verdict. Par exemple, s'il y a un cas de meurtre, kidnapping, vol, pillage et autre, le nom de la victime indique celui du bourreau qui est, de facto, de l'autre groupe.

Les deux communautés décrivent la relation actuelle comme mauvaise, voire insoutenable. Toutefois, elles expriment et affichent un souci réel de coexistence pacifique et de relations harmonieuses comme avant 1980.

En déclinant les préalables pour ce « retour à des relations normales », les deux communautés mettent en réalité en avant les enjeux qui les divisent profondément et qui semblent manipulés par des « mains externes », qui sont souvent celles de leaders d'opinion ou politiques basées dans les centres urbains de Goma et Kinshasa.. Ces enjeux sont principalement :

L'identité

Les Hutu se plaignent que leurs voisins les assimilent aux « forces négatives » FDLR venues du Rwanda, une assimilation réductrice de leur vraie identité. Sur ce point, les Nande suggèrent que chacun devrait être fier de son identité et reprochent aux Hutu de chercher à se soustraire à la leur. Cet enjeu est d'autant plus important qu'il cache à peine celui de la nationalité

Le pouvoir coutumier

Il est lié au précédent. Dans cette localité, les deux communautés majoritaires se reconnaissent volontiers comme « allochtones », et aucune d'elles ne prétend au pouvoir coutumier. Cependant elles ne semblent pas d'accord sur les véritables ayants droit, tout en appelant au respect de la légitimité.

La sécurité

La sécurité physique de toute localité est plus qu'un enjeu, c'est une nécessité et une urgence. Les principaux acteurs de l'insécurité sont identifiés comme les FDLR venus majoritairement du Rwanda en 1994 (ils ont, depuis, recruté aussi parmi les jeunes Congolais) et les Maï Maï, des milices locales ethniques dont celle des Hutu connue sous l'appellation « Nyatura ». Les différents groupes sont basés dans le PNVi mais ils contrôlent aussi des voies d'accès aux agglomérations et aux champs des paysans auxquels ils n'hésitent pas à infliger les pires sévices : enlèvements contre rançons, extorsions des biens voire meurtres. Face à ces acteurs « négatifs », les FARDC et la Monusco semblent impuissantes et le gouvernement, ceux qui ont le pouvoir, sont invités à plus de réactivité pour éradiquer les groupes

armés, tous les groupes armés sans distinction. dans la mesure où les FARDC ne sont pas toujours perçues comme efficaces ni comme neutres dans le drame de Nyamilima.

Pour conclure

La situation de Nyamilima n'est pas, hélas, une exception. Elle est caractéristique des fragmentations en cours de généralisation dans tout le pays, où les communautés sont montées les unes contre les autres, généralement par des élites qui espèrent en tirer des gains politiques et/ou économiques. Les jeunes servent comme les bras armés de ces fragmentations, et deviennent du coup les principaux acteurs des violences dont ils sont aussi les victimes. Contrairement à Bwito, une autre zone du territoire de Rutshuru, où les villages sont « nettoyés » sur fond ethnique, ce qui les réduit à de petits ghettos, dans le Bwisha, notamment à Nyamilima, les communautés Hutu et Nande cohabitent encore dans la même cité. Ce qui est un socle important à partir duquel des initiatives de stabilisation peuvent se construire. Mais l'enclavement du lieu et la persistance de l'insécurité découragent la plupart des acteurs à s'engager sur un terrain si dangereux. Lors du lancement du processus d'enrôlement des électeurs, un policier commis à la garde d'un centre de la Commission électorale indépendante (CENI) a été abattu par de présumés Maï Maï et son arme emportée. Ce qui témoigne de la nocivité des groupes à l'œuvre à Nyamilima et dans ses environs.

Par Onesphore Sematumba

5.8 Présence des réfugiés burundais à Lusenda (Territoire de Fizi, Sud Kivu)

Déplacements et migrations : le cas des réfugiés burundais et des populations locales à Fizi

Contexte

Depuis les débuts de l'année 2015, le Burundi connaît une crise politique provoquée par la contestation de l'opposition et une partie de la société civile en relation à la question du mandat présidentiel. Le motif avancé par les contestataires réside dans le désaccord avec la constitution de la république et l'accord d'Arusha qui repose sur un consensus de la classe politique et de la société Burundaise signé en 2000. Ce contexte caractérisé par des manifestations violentes de la société civile et un coup d'Etat manqué, a provoqué un afflux massif de réfugiés burundais dans les pays voisins. En RDC, se trouve le site de LUSENDA, territoire de Fizi au Sud-Kivu, situé à une distance de 50 m des habitations de cette localité. Le nombre total des réfugiés s'élève à 31.808 personnes au Sud-Kivu, le site de Lusenda et ses extensions de Lulinda, Katungulu I et II héberge actuellement 26.358 personnes selon la Commission Nationale pour les Réfugiés CNR, soit 9.194 ménages face à une communauté

hôte de 16.835 habitants. La présence des réfugiés burundais pèse beaucoup sur la vie sociale des communautés locales dans la zone d'accueil, car elles se trouvent elles-mêmes dans une forte précarité économique. Malgré leur culture de solidarité, les communautés d'accueil commencent à développer des perceptions qui sont des sources potentielles de tensions et de violences. Cette situation sensible est susceptible d'affecter et de mettre à mal les relations entre les réfugiés burundais et les résidents notamment par rapport à l'accès aux ressources et aux services sociaux de base.

Situé dans le secteur de Tanganyika en territoire de Fizi, LUSENDA est le chef-lieu du groupement Balala-nord l'un des 5 groupements de ce secteur. Il est à 14 Km de Mboko, siège administratif du secteur. Cette notabilité est composée de plusieurs sous-villages dont certains se situent dans les moyens plateaux et 5 dans la partie littorale.

« Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH une organisation indépendante de la société civile dont le directeur exécutif Evariste MFAUME est membre du Pool de personnes ressources pour la stabilisation a mené une recherche de terrain en 2016 pour essayer de comprendre une année après l'arrivée des réfugiés leur niveau de relations avec les communautés d'accueil, dans le but de contribuer au développement d'une stratégie cohérente de prévention et gestion non violente des conflits dans ce contexte de résilience des communautés locales vis-à-vis de l'arrivée des réfugiés burundais. (www.svh-rdcongo.org)

Accueil réservé aux réfugiés burundais

Le 1er convoi des réfugiés Burundais installés dans le camp de LUSENDA est arrivé le 1er Juin 2015. Les membres des communautés d'accueil ont manifesté toute leur joie en termes de solidarité pour avoir accueilli la première fois les réfugiés dans cette entité. Les chants, les danses traditionnelles, les tamtams et toute autre forme d'extérioration de joie a été présentée par les communautés hôtes de Lusenda, Lulinda et Katungulu. C'était un moment de haute mobilisation ont révélé les entretiens menés avec les réfugiés et avec les membres des communautés d'accueil.

Précarité socioéconomique des communautés locales et des réfugiés

Une vie axée sur l'économie informelle

La grande majorité de la population de la zone d'accueil des réfugiés n'a pas d'emplois formels en termes d'emplois stables et rémunérés. Cette population vit dans une débrouillardise totale à travers

les travaux à moindre intensité comme l'agriculture, la pêche, l'élevage et le petit commerce. L'agriculture et le petit commerce sont les principales sources économiques de la population dans la zone. De ce fait au regard de sa présence active sur ces deux secteurs, la femme joue un rôle de premier plan dans la vie économique des ménages. Au regard des valeurs socioculturelles locales qui considèrent l'agriculture comme la tache exclusive de la femme, plusieurs ménages pratiquent l'agriculture de subsistance sans une réelle vision économique, ce qui les plonge davantage dans une situation de précarité économique. On constate une attitude d'attentes démesurées par rapport à l'accès à l'emploi ; les communautés locales comme les réfugiés aspirent à avoir du travail dans le système des Nations Unies et des ONG humanitaires qui à leurs yeux paient le mieux, les deux parties font la comparaison d'expériences passées de refuge où selon les cas les communautés hôtes ou les réfugiés étaient privilégiées pour accéder à l'emploi dans les camps de réfugiés en Tanzanie ou au Burundi. Cette compétition pour des postes crée des conflits sociaux entre les membres de deux communautés vivant ensemble.

Principales stratégies de survie des communautés locales et des réfugiés

L'accès à la terre

L'agriculture est pratiquée à plus de 90% par la communauté locale. Elle fait partie de l'identité même des membres des communautés hôtes dont – selon les récits historiques - la majorité est venue des moyens et hauts plateaux où l'agriculture est la source principale de survie. Cette zone contient des terres arables grace à la présence de plusieurs rivières (Lusenda, Atondo, Katungulu).

La terre est obtenue par la grande partie des membres des communautés suivant les principes traditionnels d'«héritage», mais aussi l'achat, la location des terres, les donations pendant une période déterminée. Les réfugiés burundais ont dit participer à la relance de l'agriculture locale soit par la location de terres arables, soit ils sont utilisés par les femmes congolaises contre rémunération. Quant à la location, elle se fait durant une période maximum de 6 mois pour 10.000 FC par 25 m2 avec obligation de planter les produits maraichers. Quant à la question de la main d'œuvre, pour une étendue de 25 m2, le prix est de 12.000 FC si le (la) burundais (e) ouvrier (ère) est utilisé (e) par un ou une congolaise. Il est de 7.000 FC à 8.000 FC s'il s'avère qu'un réfugié locataire utilise à son tour une ou un autre réfugié.

La Pêche

Les communautés d'accueil et les réfugiés sont riverains. Elles vivent à côté du Lac Tanganika riche en poissons. La pêche est la deuxième activité de survie des membres des communautés hôtes. Les plages locales sont parmi celles dont la vente de poissons augmente de plus en plus et facilite depuis longtemps des échanges commerciaux transfrontaliers avec le Burundi. En plus les pêcheurs congolais de Lusenda et ses environs ont une bonne expérience de travail en commun avec les pêcheurs burundais car depuis longtemps, les uns et les autres pouvaient traverser le lac et atteindre l'un ou l'autre pays à la recherche de petits emplois.

Le petit commerce

La relance de l'économie locale s'accentue suite à la venue à Lusenda et ses environs des réfugiés burundais. Le petit commerce est davantage pratiqué par les femmes tant burundaises que congolaises. Les produits de première nécessité (haricots, farines, huile de palme, bananes, poissons, fretins, etc.) constituent le gros du petit commerce. Toutefois, l'alcool est un autre produit faisant intervenir régulièrement chaque mercredi et samedi, jours du marché de Lusenda, les femmes congolaises de Lweba, Lubumba, Mkolwe, et de Lulinda avec les hommes et femmes réfugiés acheteurs et revendeurs de ce produit dans le camp et dans la communauté d'accueil. La vente de drogues, surtout de chanvre, est aussi un fait important d'interaction économique entre les jeunes membres des communautés d'accueil et les jeunes réfugiés burundais.

Perception des communautés locales vis-à-vis des réfugiés

La zone étant en proie à l'insécurité récurrente causée par l'activisme des groupes armés nationaux et internationaux y compris les groupes d'origine burundaise, la population locale développe la conviction selon laquelle les réfugiés burundais non seulement favorisent l'incursion des groupes armés burundais dans la zone, mais aussi certains parmi-eux participent aux incidents sécuritaires. Cette conviction est renforcée par une campagne de diabolisation entreprise par une partie de l'élite politique, la société civile et autres leaders d'opinion ; taisant toute vérité sur le fait qu'au départ de manière structurelle le territoire de Fizi est une zone de turbulence bien avant l'arrivée des réfugiés et que les groupes armés locaux et burundais ont des contacts et sont dans une connexion politique et armé de longues dates !

Les impressions des communautés d'accueil en termes de perception s'appuient sur les éléments suivants : La discrimination dans la distribution des kits scolaires par les organisations humanitaires. Ces organisations prônaient le principe: «Les enfants réfugiés d'abord» et ceci a mal été perçu par les membres des communautés hôtes. L'intention des réfugiés burundais de s'approprier à eux seuls les avantages sociaux leur accordés par les ONG **(**Manifestation du 05 octobre 2015, des réfugiés Burundais réclamant non seulement la construction des écoles dans le camp mais aussi l'enseignement du programme national burundais à leurs filles et fils; les déclarations des réfugiés burundais selon lesquels leur présence dans les milieux est le point déclencheur du développement local. Ce faisant ; ils doivent bénéficier de tout et en priorité avant les membres des communautés hôtes).

Les dévastations des champs des communautés d'accueil par les réfugiés burundais et la dégradation de l'environnement (coupes excessives d'arbres par les réfugiés en collaboration avec certains éléments des FARDC surtout dans l'axe Katungulu et Lulinda) est un facteur diviseur.

Perception des réfugiés vis-vis des communautés locales

La location des terrains des tiers aux réfugiés burundais (Les responsables des réfugiés burundais ont révélé que plusieurs étendues mises en location par les communautés locales à l'insu des autorités locales seraient des terres conflictuelles. Il s'agit des terres appartenant aux personnes se trouvant encore comme réfugiés en Tanzanie. Les conflits fonciers restent donc une bombe à retardement. Pourtant, avec le temps, les réfugiés souhaiteraient avoir une terre où ils pourraient cultiver des produits de grande importance (palmiers à huile par exemple). L'autre élément c'est la difficulté de payement des réfugiés par les propriétaires terriens congolais au terme d'un contrat de collaboration conclu entre les deux parties, les dévastations des champs des communautés hôtes par certains réfugiés afin de s'approvisionner soit en bois, soit en vivres constituent une dimension foncière de taille, ainsi que les violences basées sur le genre commises par les membres des communautés hôtes sur les femmes et jeunes filles burundaises dans et en dehors du camp et celles engagées en mariages avec les jeunes congolais en dehors du camp (les principaux auteurs présumés cités par les réfugiés sont les agents des ONG humanitaires, les policiers et autres congolais).Toutefois, la pauvreté, le nombre élevé d'enfants non accompagnés et la présence de plusieurs femmes séparées de leurs époux sont parmi tant d'autres motifs aggravant ce fléau du côté des réfugiés), le non recrutement des réfugiés dans des ONG (se servant des exemples de la Tanzanie, les réfugiés croient être les premiers qui seraient engagés par les ONG selon les profils des uns et des autres, le manque de dignité des membres des communautés d'accueil envers la personne des réfugiés burundais (sous-estimation sociale)

Dans un entretien avec le leadership du camp un responsable réfugié nous a dit : **« …**Malgré le bon niveau d'accueil nous réservé par les membres des communautés hôtes en Juin 2015, je note le mauvais comportement de la part des gens qui nous entourent. Leur implication dans l'exploitation de nos femmes et sœurs dont pour la plupart les maris sont restés chez nous, ne nous arrange pas**…**ça reste parmi les sources des conflits entre les deux communautés…**».**

Focus sur le problème par SVH

L'expérience des déplacements et migrations dans la région des Grands-Lacs prouve à suffisance qu'on sait le jour de son départ en exil, mais on ignore le jour de son rapatriement au Pays. Etant donné que les conflits qui sont à la base des mouvements de migration sont complexes, le retour volontaire au Burundi pour le cas de certains réfugiés burundais vivant dans le territoire de Fizi depuis 1972 n'a pas été possible, le retour volontaire de plus de 100.000 réfugiés congolais ressortissants de Fizi en exil en Tanzanie, au Burundi, au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud depuis 1996 n'a pas été possible jusqu'à ce jour. Bien que les déclarations politiques des Etats minimisent parfois les vrais problèmes

de déplacement des populations, au finish les personnes affectées au lieu d'une année passent plus de dix ans et se réorientent autrement par rapport à leurs perspectives d'avenir.

Les violences et actes contre les droits humains commis sur les civils dans le territoire de Fizi sont à situer dans un contexte bien précis et leurs présumés auteurs devraient répondre de leurs actes de manière individuelle à l'issu d'une enquête professionnelle et sérieuse. Ceci n'est pas du tout le cas actuellement ce qui empêche que la justice, rien que la justice prime sur l'arbitraire.

Afin d'éviter une spirale de violence et de protéger les civils de toutes les communautés, les autorités congolaises devraient assumer leur pleine responsabilité face à leurs engagements internationaux sur la sécurité et la protection des réfugiés se trouvant sur le sol de la République Démocratique du Congo.

Cette année 2017 « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH met en œuvre le projet TUJENGE PAMOJA (Construisons ensemble la cohésion sociale et la lutte contre les violences basés sur le genre) avec un plan d'action pour renforcer la résilience communautaire en termes de cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et les communautés d'accueil à travers les actions d'analyse du contexte participative, de sensibilisation, d'échanges formatifs, d'éducation à la paix dans les écoles, les activités interculturelles, les actions d'accompagnement d'initiatives locales de paix et de plaidoyer avec l'appui technique et financier du Service Chrétien International pour la Paix EIRENE Programme Grands-Lacs, et du Conseil Danois pour les Réfugiés programme société civile Grands-Lacs.

Par Evariste MFAUME
www.svh-rdcongo.org

5.9 Nous construisons les routes a Bukavu !

Enjeux et défis de la vie urbaine au Sud Kivu en 2017

La construction des routes pour justifier tout ce qui relève de la responsabilité du gouvernement provincial du Sud-Kivu et qui parfois ne connait même pas un début de réalisation !! Combien de fois n'a-t-on pas entendu cette phrase de la bouche de divers dirigeants pour expliquer tantôt le retard des salaires du personnel politique de la Province, tantôt le manque de vivres dans les prisons si ce n'est pas pour justifier la non-exécution d'édits provinciaux dont la mise en œuvre dépend d'un décaissement des finances de la Province ?

Les décisions et pratiques des dirigeants étant des facteurs essentiels pour la paix, il est important de comprendre pourquoi des acteurs en position de décideurs, qui vivent les mêmes problèmes que leurs administrés et de manière générale étaient naguère très critiques vis-à-vis des autorités qui les avaient précédé au pouvoir, semblent laisser la recherche des solutions à d'autres difficiles à identifier. En définitive, loin de disculper les responsables, il s'agit en fait de décrypter les non-dits d'un motif en passe de devenir un lieu commun qui couvre plutôt une véritable non-assistance à une population en danger au chef-lieu de la Province du Sud-Kivu.

Bienvenue au pays des ''Honoraires'' !!

Depuis plus de cinq ans, à l'instar de tout le pays, l'Assemblée Provinciale, dont le Gouvernement Provincial du Sud-Kivu est l'émanation, est en fin de mandat. Ce qui pose un grave problème de légitimité des personnes qui exercent de fait un mandat électif sans être élus. Sous d'autres cieux, on dirait des dignitaires exécutifs et législatifs de la Province qu'ils sont ''honoraires''. Malheureusement, comme la constitution de la RDC ne reconnait à personne le bénéfice d'un mandat – bonus, à laquelle se réfèrent-ils pour justifier leurs décisions opposables à tous ? Au final, cet état de fait installe dans l'imaginaire collectif un état d'esprit d'une ligne de conduite inspirée du droit à la désobéissance civile que certains vont jusqu'à traduire par des actes de violence ou même de rébellion. Ces derniers mois, des bâtiments abritant des postes de police, un parquet et une prison ont été brûlés par des foules en colère à Kavumu, à 30Km au nord de la ville de Bukavu. Des coupeurs de route s'en sont pris à une délégation de hautes personnalités de la Province sur les routes de Fizi, faisant des morts et des blessés dans l'escorte. Des cas de justice populaire sont régulièrement rapportés pratiquement dans tous les territoires de la Province. A un degré moindre, des parents ont brulé l'école de leurs enfants à Nyamasasa, à13OKm au nord de Bukavu. De tout ceci, ministres et députés, qui expédient les affaires courantes en attendant les élections, se sont plaints sur les médias comme les citoyens ordinaires.

Et la redevabilité des dirigeants ……. ?

A chaque rentrée parlementaire, ceux qui s'intéressent encore aux activités des députés provinciaux attendent en vain les rapports d'enquêtes parlementaires pour être fixés sur la gestion financière de la Province, le sort des projets inachevés et de l'appui attendu pour les initiatives en faveur des populations. Une telle attente s'explique difficilement pour une population qui trouve normal que ses dirigeants mènent un train de vie de prince sans commune mesure avec leurs revenus connus. Un ministre honoraire qui emprunte les transports en commun est facilement la risée de tous. Qu'a-t-il fait quand il avait les caisses de l'Etat à sa disposition se demande candidement le petit peuple ? Une telle attitude, opposée à l'exigence par le peuple de la redevabilité pour les dirigeants, fausse la lecture de l'influence des parties prenantes sur les décisions publiques en dédouanant les dirigeants de l'exigence de faire respecter les règles du bien commun au profit du service égoïste.

Une Société Civile de fait.

Devant les tiraillements entre la Nouvelle Société Civile, la Nouvelle Dynamique de la Société Civile et le Bureau de Coordination de la Société Civile, on oublie de demander au gouvernement le bilan de ses dix ans au pouvoir quant à la mise en œuvre de son programme prioritaire défendu un jour devant les députés. Du coup il faut s'interroger sur l'identité, la finalité et la nécessité de ces différents bureaux de la société civile qui prétendent tous défendre les intérêts du peuple. Quelle lecture faire de ces luttes de positionnement face à la nécessité d'éradiquer les divisions dans la population ? Au moment où c'est le débat politique sur l'alternance au pouvoir qui préoccupe les médias et les esprits, les prises de position de différents bureaux de la société civile se sont rangées derrière les tendances politiques de l'heure. Chacun affiche sa couleur politique au moment d'appeler aux manifestations en faveur ou contre la majorité présidentielle. Le bureau de coordination de la société civile a pu décrocher une place pour se faire représenter au dialogue politique dont Vital Kamerhe, un fils du Sud-Kivu leader dans l'opposition politique, avait pris le lead. A présent, c'est la Nouvelle Société Civile qui veut prendre sa revanche en jouant des pieds et des mains pour entrer dans l'équipe gouvernementale promise à l'issue du dialogue de la Saint Sylvestre. La défense des intérêts du peuple peut attendre !!!

Et pourtant les problèmes de la ville de Bukavu sont réels et s'appellent entre autres :

- Surpopulation et taux élevé de chômage ;
- Occupation anarchique de l'espace ;
- Administration sans critères de performances ;
- Voirie urbaine chaotique ;
- Ruralisation de la ville par la recréation des solidarités villageoises sous couvert des mutuelles tribales et à travers des conditions de vie du village tolérées en ville.

Se positionner avantageusement face à trois enjeux

Enjeu de spéculation foncière.
Rouvrir les voies de pénétration dans un quartier c'est viabiliser un espace dont l'accessibilité devient un argument pour revoir à la hausse sa valeur marchande. La hausse vertigineuse des prix des maisons et des parcelles dans les quartiers où les routes ont été réhabilitées peut donc se comprendre dans ce sens. Une étude intéressante serait d'identifier les spéculateurs fonciers et ceux qui décident des routes à réhabiliter prioritairement pour tirer des conclusions sur les liens entre les deux et leur impact sur le cadastre urbain et ses conséquences.

Enjeu de gentrification.
Cette « *tendance à l'embourgeoisement d'un quartier populaire* », selon Larousse, est plus explicitée par WIKIPEDIA. « *La* ***gentrification*** *(anglicisme créé à partir de gentry, ''petite noblesse''), ou embourgeoisement urbain, est un phénomène urbain par lequel des personnes plus aisées s'approprient un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure.* » Que dire alors de toutes ces maisons à étages qui poussent comme des champignons aux environs de là où la chaussée est réhabilitée. Hasard ou calcul ? Réfléchissons-y !!

Enjeu d'appropriation physique de la ville entre les élites au pouvoir et les masses populaires.
La vie des citoyens n'est pas une suite d'anecdotes. A Bukavu comme ailleurs, les générations successives se reconnaissent par les lieux habités, la durée d'occupation et de résidence étant plutôt déterminée par le statut de propriétaire ou de locataire de la famille. L'accès au pouvoir étant une clé de l'accès aux revenus, les familles des élites au pouvoir sont plus souvent propriétaires des parcelles qu'elles occupent dans la commune d'Ibanda, anciennement construite pour abriter les colons belges. Dans le langage populaire c'est elle qu'on appelle la ville. Est-ce un hasard si elle abrite le réseau le

plus dense des routes réhabilitées au détriment des quartiers populeux attaqués par les érosions suite aux caniveaux bouchés ?

En guise de conclusion

La ville de Bukavu n'est pas un simple décor où les citadins ne seraient que des électeurs avides de discours populistes. C'est un cadre de vie où les décisions de disponibiliser un avantage socioéconomique comme la réhabilitation des voies d'accès aux quartiers s'avère être un véritable critère de distinction et de regroupement qui provoque une spécialisation des quartiers en faveur des bénéficiaires du système de gratification des participants au pouvoir appliqué par les dirigeants.

En effet, en étant un avantage nouveau, la route réhabilitée crée l'attractivité partout où elle passe créant un nouveau rapport qualité / prix déterminé par l'accessibilité à sa parcelle. Ce qui se voit par la réhabilitation des bâtiments qui accroit les valeurs immobilières, seule épargne solide dans un marasme économique qui engloutit maisons d'épargne et banques.

Que faire alors pour amener les habitants, partout où ils vivent dans la ville de Bukavu, de faire une pression suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'ils améliorent l'accessibilité et la viabilité de leurs quartiers et non plus seulement des zones ciblées par une stratégie d'embourgeoisement profitable à quelques-uns ?

Par Prosper Hamuli Birali
Chercheur en Organisation des Communautés
Coordinateur du Centre de Partage en Ressources et Savoirs (CEPRES)

5.10 La femme dans le processus de stabilisation au Sud-Kivu

A la suite de l'évaluation de la première phase du processus de stabilisation, il a été décidé la révision de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilité (ISSSS) en vue de la seconde phase. Tout le processus de redéfinition de l'approche de stabilisation en RDC, plus précisément dans trois provinces à l'Est dont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la Province orientale (dans l'ancienne configuration) a été mené en collaboration avec le programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés, STAREC en sigle, avec le soutien technique et financier de l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS) de la Monusco.

Le préalable de la seconde phase de stabilisation a reposé sur la formulation des stratégies provinciales de stabilisation et des plans d'action prioritaires de la stabilisation à partir des analyses du contexte global sur le plan politico-sécuritaire, économique et culturel.

C'est au niveau de la matérialisation et l'appropriation des stratégies provinciales et plans d'actions prioritaires que se pose la question de représentativité des femmes et des jeunes, au mieux l'intégration de la perspective genre dans le processus de stabilisation.

Face à La violence qui fait encore rage dans différentes zones au Sud - Kivu et ailleurs, où il y a une forte activité des groupes armés nationaux et étrangers, nombre de Congolais sont confrontés à la mort, à l'exploitation et aux violences sexuelles perpétrées notamment par des groupes armés et des membres de l'armée nationale et même des forces de la police.

En réponse à cela, les programmes de stabilisation prévoient que les zones prioritaires retenues recevront une réponse holistique, spécifique aux problématiques se posant dans les zones, et composée d'interventions sous les piliers pertinents arrêtés.

Les cinq piliers et leurs objectifs généraux sont les suivants:
1) Dialogue démocratique: Les hommes et les femmes de l'est de la RDC et l'État congolais engagent un processus de dialogue inclusif pour résoudre les causes de conflit, consolider la paix et créer les conditions pour des institutions stables.
2) Sécurité: Sur la base de leurs propres recommandations, les hommes et les femmes vivant dans des zones de conflit à l'Est de la RDC et les Forces Armées de la RDC (FARDC) déployées sur place engagent un processus de soutien mutuel, par lequel les FARDC protègent la population, la confiance se renforce, le caractère légitime et favorable de la présence des FARDC est de plus en plus reconnu par la population et une forme légitime d'ordre public s'étend aux zones précédemment contrôlées par les groupes armés.
3) Restauration de l'Autorité de l'État: Les hommes et les femmes vivant dans des zones à stabiliser en priorité perçoivent le caractère favorable de la présence de l'État et de ses agents.
4) Retour, réintégration et relance socio-économique: Sur la base de leurs propres recommandations, les hommes et les femmes vivant dans des zones à stabiliser en priorité pratiquent des activités de relance socio-économique et de renforcement de la cohésion sociale en dépit des chocs externes, améliorant ainsi la cohésion sociale et la résilience de leur communauté.
5) Lutte contre les violences sexuelles: La stabilisation de la RDC s'accompagne d'une réduction des cas de violence sexuelle liés au conflit afin d'atténuer leur capacité à attiser les conflits.

Ainsi, il est important de souligner que les financements du Peace Building Fund (PBF) seraient utilisés pour promouvoir de manière transversale la participation et l'autonomisation des femmes dans chacun des cinq piliers de l'ISSSS, ceci en conformité avec l'engagement de PBSO d'appuyer le rôle actif des femmes dans les processus politique et de consolidation de la paix en lien avec le Plan d'Action du Secrétaire General pour la participation des femmes à la consolidation de la paix et la résolution 2111

du Conseil de Sécurité qui demande à la MONUSCO de tenir pleinement compte dans toutes ses activités de la problématique hommes-femmes [S/RES/2211 (2015), paragraphe 10]. Une perspective « genre » serait adoptée dans chaque domaine d'intervention appuyé par PBF, à savoir les cinq piliers précités.

Ainsi, les questions suivantes méritent d'être posées dans le cadre de ce processus de stabilisation au Sud-Kivu :
Quid des résultats obtenus sur terrain par rapport à ces cinq piliers dans la province du Sud-Kivu ?
Quelle est la place de la femme et des jeunes dans ce processus ?
Est-ce que les premières évaluations de cinq piliers précités ont tenu compte de la place de la femme dans ce processus de stabilisation en RDC, et plus particulièrement au Sud-Kivu ?

Si nous nous focalisons seulement sur les deux derniers piliers de la stratégie globale, eu égard au focus de cet article, nous pouvons voir avec regret que, par rapport au pilier retour, réintégration et relance (RRR), les programmes de stabilisation n'ont pas beaucoup progressé, ni résolu les problèmes liés aux déplacements des populations en augmentation, et dont la majorité sont des femmes. N'ayant pas trouvé solution aux questions sécuritaires et la restauration de l'autorité de l'Etat, les mouvements des populations dans les parties en conflits sont difficilement maitrisables.

Relativement à la a lutte contre les violences sexuelles, disons que des efforts ont été déployés juste pour diminuer leur taux de prévalence mais l'idéal serait une éradication totale de ce fléau qui continue à faire des victimes dans les parties contrôlées par les groupes armés. Les structures de prise en charge holistique des survivants des violences sexuelles sont peu nombreuses. Un minimum de dossiers sont suivis en justice et ceux qui aboutissent à un jugement connaissent des problèmes d'exécution. En plus, les frais de justice sont exhaustifs au point que les victimes non assistées par une ONG ne parviennent pas à intenter une action en justice. En plus, il est reconnu que la paupérisation généralisée de la population congolaise, affecte au plus haut point les femmes. C'est cela d'ailleurs qui explique le fait que plusieurs analyses socio-économiques parlent de la féminisation de la pauvreté en RDC.

A cela s'ajoute les autres maux qui rongent le secteur de la justice en RDC en général et dans la province du Sud-Kivu en particulier. Ce qui ne permet pas aux justiciables en général d'avoir accès à la justice et d'être remis dans leurs droits ; les femmes victimes des violences sexuelles et celles basées sur le genre en sont les premières affectées.

Dans le domaine de l'éducation par exemple, les jeunes filles sont victimes de l'exclusion précoce du système éducatif. En effet, face à la hausse des frais scolaires chaque année, certains parents préfèrent favoriser les jeunes garçons pour les études, au détriment, voire au mépris des jeunes filles. Or, tant que les filles ou les femmes n'auront pas les mêmes chances d'évoluer sur tous les plans comme les hommes, les prétextes de leur exclusion ne manqueront pas dans tous les secteurs de la vie, même de la stabilisation car elles seront jugées incompétentes, novices, ignorantes…

La deuxième phase du programme de stabilisation et de reconstruction a été lancée au Sud-Kivu depuis février 2016. La plaine de la Ruzizi, les hauts et moyens plateaux de Mwenga et d'Uvira sont les zones bénéficiaires de ce programme.

Ce programme couvre sept composantes, notamment le dialogue démocratique, la problématique foncière, la gouvernance locale, la sécurité, la relance économique, les ressources naturelles et le genre.

Parlant du dialogue intra ou intercommunautaire, malgré les projets de stabilisation, il y a peu de rencontres entre les membres des différentes communautés en conflit. Dans la plaine de Ruzizi et les

hauts et moyens plateaux de Mwenga par exemple, où il y a souvent des affrontements entre les populations de différentes communautés, il y eu quelques dialogues initiés par des acteurs de la société civile ou les leaders communautaires, mais les femmes sont toujours moins représentées alors qu'elles comme leurs enfants paient le plus lourd tribu des conflits. La marginalisation de la femme étant de mise suite aux coutumes rétrogrades et discriminatoires. Quand un homme parle, on considère qu'aucune femme ne peut avoir une idée contraire ou dire mieux que lui. Et pour d'autres, la femme ne peut pas s'asseoir dans la cour des grands (hommes) pour débattre des questions de sécurité ou de développement, tolérance faite quand il s'agit des affaires religieuses seulement.

Et pourtant, comme repris en haut les femmes et les enfants sont les premières victimes directes des conflits. Ce sont eux qui sont souvent tués en grand nombre et même violés. En plus, les enfants sont abusivement utilisés dans plusieurs groupes armés.

Pour la problématique foncière, disons que les femmes ont un problème d'accès à la terre dans la province du Sud-Kivu car la plupart des coutumes considèrent qu'elle ne peut pas être propriétaire. Elle a seulement le droit de jouissance dans le cadre des activités champêtres mais quand son mari décède, elle est dépossédée par la famille ou même par ses enfants. En outre, ces coutumes rétrogrades ne reconnaissent pas le droit de succession à la fille ou à la femme dans le domaine foncier. Pour la gouvernance locale, non seulement les femmes ne participent pas à la gestion de la cité en milieu rural, mais aussi, ceux qui sont aux affaires à différents niveaux ne leur rendent pas compte. Et donc, le travail à faire consiste à sensibiliser différents acteurs pour que les femmes soient impliquées dans la gestion, même au niveau municipal, comme bourgmestres, chefs de quartiers, de cellules…mais aussi, que les gouvernants aient la culture de rédevabilité.

Concernant la Sécurité, nous pensons que les femmes ne doivent pas seulement être recrutées dans les services de sécurité et renseignement, mais plus encore, être associées aux différentes réunions de sécurité et arriver à faire des propositions concrètes en matière de sécurité et protection, et qui peuvent faire avancer la paix. Des mesures de protection spéciales doivent être prises en faveur des femmes dans les milieux ruraux où il y a activité des groupes armés pour éviter les cas de viols, tortures et enlèvements dont elles sont souvent victimes.

Relativement à la relance économique, il est clairement reconnu que les femmes sont très opérationnelles dans le secteur informel avec des activités génératrices de revenus, à partir des crédits qu'elles contractent par-ci et là auprès des institutions de micro-finances. Ces crédits sont remboursés avec intérêt, et le taux de remboursement est tellement élevé qu'il en ressort que les femmes aux petites ressources travaillent plus pour ces entreprises que pour leur autonomisation économique.

Or, on ne voit pas sous ce pilier l'accès facile de la femme congolaise de ces zones prioritaires au crédit à partir des structures étatiques de tutelle, comme FPI et les autres. Il est à noter que la politique d'un fonds pour des activités génératrice de revenues réservé aux femmes en situation de vulnérabilité n'a pas donné des résultats convaincants jusque-là car en gros leur situation socio-économique n'a pas changé ; bien au contraire.

Des initiatives de nature à les amener à promouvoir leurs urgences économiques à partir de leurs avoir serait plus avantageuses, sans oublier qu'il faille absolument garantir la sécurité dans ces zones afin que les femmes entrepreneuses ne soient pas la cible des miliciens ou autres bandits.
En fait, au regard de l'évolution du contexte, toutes les autres composantes, particulièrement celle du dialogue démocratique, devraient tenir compte de la relance économique, pour donner des résultats efficients.

Pour ce qui est de la composante de ressources naturelles, il est connu que les femmes dans les sites d'exploitations sont à la traine des exploitants, des propriétaires des puits. Bien plus, la prostitution

augmente constamment étant donné la modicité de ce qu'elles gagnent pour le travail abattu en tant que pileuses (twangeuses), ramasseuses, vendeuses de petits articules dans les sites. Il est souhaitable que le programme de stabilisation valorise l'agriculture comme secteur clé dans lequel l'apport de la femme est et a toujours été valorisé. Le programme doit veiller à ce que la délocalisation des communautés par des entreprises minières tiennent compte de ceci. En outre, les revendications des structures communautaires sur leurs droits devraient tenir compte des préoccupations des femmes. Ceci ne pourrait être effectif que si le programme de stabilisation en tient compte et sensibilise sur cela.

Pour ce qui est du genre, le programme de stabilisation doit tout faite pour que les femmes soient des actrices de changement, des actrices de paix et non des victimes.

Ainsi, la femme du Sud-Kivu ne s'est pas réellement retrouvée dans le programme de stabilisation jusqu'ici car tant parce que la paix n'est pas encore retrouvée dans les zones ciblées et que les femmes continuent à faire face aux défis cités plus haut dans sa vie de tous les jours. Afin d'avancer dans la stabilisation, la femme doit être associée dans toutes les phases des activités, de la conception à la réalisation. Sinon, on ne sait pas faire quelque chose pour elle, sans elle.

Le rôle de ce programme serait d'aider le Gouvernement de la RDC à assurer la participation et la représentation des femmes à tous les niveaux, y compris dans les activités de stabilisation ; concrètement il s'agit d'intégrer le genre dans la mise en œuvre des cinq piliers et des différentes composantes de la stabilisation.

Donc, le travail à abattre est encore très grand pour que la femme soit réellement impliquée dans toutes les activités de stabilisation, étant donné qu'il s'avère qu'elle est souvent la première victime directe des conflits armés comme ceux non armés dans les communautés des zones prioritaires de stabilisation.

Toutes les activités de stabilisation devront tenir compte de l'aspect genre et être accompagnées d'une forte conscientisation à la base pour une bonne appropriation par tous.

Par Annie Bukaraba
Bukavu, RDC

BIBLIOGRAPHIE

Echos de la Monusco, volume IV, novembre 2013
Plan prioritaire pour la consolidation de la paix – RDC (2015 – 2018)
Pour moi mais sans moi c'est contre moi : document d'information Oxfam, juillet 2013

SIGLES

PBF : Basket fund for peace (Fonds de base pour la consolidation de la paix)
PBFO : Office for the basket fund

5.11 La « justice populaire » et les manipulations ethniques, obstacles à toute stabilisation. Expériences de la zone de Fizi

Problème I: « Justice populaire » et superstitions

Description du problème dans l'axe Makobola, Mboko, Lusenda

Depuis 2015 au terme d'une recherche de terrain « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH, une organisation indépendante de la société civile basée à Baraka, territoire de Fizi au Sud-Kivu, a approndi l'épineuse question de justice populaire et ses conséquences énormes sur la protection des civils et la cohésion sociale dans le foyer de tension de Mboko, sur l'axe Makobola-Mboko-Lusenda (www.svh-rdcongo.org)

En effet, contrairement aux valeurs culturelles locales qui considèrent la mort d'une personne humaine comme une rupture, un événement malheureux pendant lequel la famille et les voisins manifestent toute la solidarité aux familles éprouvées et les accompagnent dans le recueillement, un phénomène inhumain prend de l'ampleur en territoire de Fizi en général et plus particulièrement dans le littoral du secteur Tanganika où à chaque mort, les groupes de jeunes se ressourcent auprès des guérisseurs traditionnels qui leur révèlent une liste de personnes « agent causal », avec une brutalité inimaginable ils s'en prennent aux personnes suspectées de sorcellerie au sein de la famille éprouvée ; lesquelles sont spontanément tabassées ; lynchées ; lapidées, brulées à l'aide de l'essence et meurent au vu et au su de tout le monde. Dans la plupart de cas, les personnes de troisième âge et surtout les vieillards (femmes) sans défense sont victimes de cette violence.

Conséquences

La croyance traditionnelle dans la sorcellerie, la manipulation, le règlement de compte, la discrimination, l'exclusion restent à la base de beaucoup de cas de justice populaire enregistrés dans les différents villages du territoire de Fizi, il s'observe un déficit de collaboration entre les communautés et les forces de défense et de sécurité (FARDC, PNC, ANR) suite à l'expérience avec la culture de l'impunité pour toutes sortes de criminels et la peur de représailles qui en découlent ; la confiance est minime entre les populations civiles et ces mandataires de l'Etat. Le silence des membres des communautés face à l'escalade d'insécurité, d'abus et violations graves des droits de la personne humaine entraine la dégradation de la situation.

Les victimes de la justice populaire deviennent vite victimes d'une rupture communautaire, ce fléau horrible provoque le déplacement forcé, la discrimination, les traumatismes des membres des familles de victimes, la haine entre familles dans une même communauté, les sentiments de peur et de vengeance.

« La violence laisse de profondes traces dans la société et dans la vie des individus qui la composent. Elle enlève toute dignité à ses victimes ; déracine des communautés entières ; plonge les communautés dans un climat d'insécurité et fait naitre une profonde méfiance. La Haine ainsi que le désir de vengeance et de représailles débouchent sur un cercle vicieux de la violence »

Stratégies d'actions

Conscients de la gravité du phénomène de « justice populaire » et de son ampleur dans les villages les membres de l'équipe SVH ont opté pour identifier et analyser profondément les acteurs clés visibles et invisibles, sachant que même si les jeunes sont manipulés pour agir dans la destruction ; cela n'est pas possible s'ils ne bénéficient pas d'un appui des personnes écoutées voir respectées dans les

villages. C'est ainsi que l'identification s'est intensifiée au niveau des chefs des groupements, chefs des villages, jeunes, responsables d'Eglises, d'organisations de la société civile, PNC, FARDC comme acteurs positifs ou négatifs. A travers l'éducation sur les notions de base des droits humains et de revendication légale et non violente de ses droits, Solidarité des Volontaires pour l'Humanité à amorcé des échanges formatifs avec les acteurs en face sur quelques instruments juridiques et quelques dispositions pratiques visant à lutter contre les actes de « justice populaire ». Il s'agit entre autres d'informations sur ce que prévoit l'arsenal juridique de la RD Congo lorsqu'une personne décide de se rendre justice en lieu et place des cours et tribunaux, ainsi que de discussions et communications sur les obligations de l'État Congolais dans la protection de la personne humaine.

De cet arsenal juridique, nous retiendrons trois instruments juridiques à savoir:
La constitution de la RD Congo modifiée par la loi n° 11/002 du 20 Janvier 2011, en ses articles:

- 16 dispose: «La personne humaine est sacrée. Toute personne a droit à la vie. Nul ne peut être soumis à un traitement cruel, inhumain ou dégradant»
- 62 dispose: «Nul n'est censé ignorer la loi. Toute personne est tenue de respecter la constitution et de se conformer aux lois de la république».
- 149 dispose: «Le pouvoir judiciaire est dévolu aux cours et tribunaux qui ont le monopole de rendre justice».

Les articles 12 et 16 du même texte mentionnent l'obligation de l'État d'assurer une égale protection de tous devant la loi; l'État a l'obligation de respecter et de protéger la personne humaine; l'État a l'obligation de garantir à toute personne son droit à la vie.
-*Le Code pénal congolais*: en ses articles 43, 103, 104, 108 et 123 mentionne l'interdiction de commettre l'homicide (meurtre et assassinat punis à perpétuité),
-*Le Code de procédure pénale:* en son article 6: En aucun cas, la loi n'autorise donc quiconque sans qualité ni mandat de punir ou de sanctionner l'auteur présumé d'une infraction même flagrante.
Implication des jeunes dans la construction de la paix et et la non-violence

Au fur et à mesure que les acteurs étaient intéressés par notre action, des jeunes connecteurs bien identifiés ont exprimé le besoin d'être accompagnés dans la lutte contre les violences issues de la « justice populaire »,.. Placer les jeunes en première ligne est efficient car ce sont les jeunes qui sont instrumentalisés pour rendre la « justice populaire ».

D'autres acteurs notamment certains chefs coutumiers, certains responsables d'Églises, certaines organisations des femmes, certaines organisations de la société civile leur ont emboité le pas.

Depuis 2015 jusqu'à ce jour le travail de sensibilisation des autorités administratives et coutumières, des membres des communautés tente de démontrer que les effets néfastes de la « justice populaire » déstabilisent les institutions au niveau de la gouvernance locale, déstabilisent aussi les communautés. Dans ce contexte d'insécurité et de peur permanente les parents arrivent de moins en moins à faire face à leurs responsabilités en garantissant à leurs enfants, d'une part l'amour et la protection nécessaires pour leur développement psychologique et d'autre part leurs droits à la nourriture, à l'éducation, aux soins de santé, à un logement et à un habillement décents. En plus cet environnement affecte sérieusement les bonnes relations de solidarité africaine entre communautés et, au lieu de maintenir le tissu social, plonge les voisins, frères et sœurs, parents dans la suspicion, le traumatisme, la pauvreté. Des messages clés de cohabitation pacifiques dans les milieux publics (églises, marchés, plages…), le théâtre participatif sont mis en œuvre par les jeunes, des mécanismes d'alerte rapide fonctionnent bien entre les jeunes et les unités de la PNC et des FARDC.

« J'ai été frappé par le fait que les gens qui détiennent les leviers de commande se rencontrent fréquemment pour prendre des décisions, mais ne prennent pas le temps d'échanger et de discuter entre eux sur le fond des choses. Je crois beaucoup à ce qui me parait désormais faire partie des

standards de la non violence aujourd'hui à savoir l'éthique de la communication et de la discussion. C'est une approche essentielle pour résoudre les problèmes complexes où les idées toutes faites ne marchent pas », réalise un analyste de SVH engagé avec un groupe de jeunes dans la construction de la paix et la non violence.

Problème II: Tensions entre Babembe et Banyamulenge

Description

Ces dernières années la transhumance est une période difficile dans la cohabitation entre les communautés du territoire de Fizi. Des cadres de réflexion et de dialogue existent entre les parties prenantes du processus de transhumance ; qui réunissent de temps en temps agriculteurs et éleveurs, autorités politiques, administratives et coutumières, services de l'Etat en charge de l'agriculture et de l'élevage, organisations de la société civile ; un accord de référence sur la transhumance existe mais pose un sérieux problème de consensus et d'applicabilité dans la zone. Au regard des tensions horribles dans les différents lieux de pâturages en 2016 caractérisées par des vols des bétails, des affrontements, des tueries dans le territoire de Fizi, secteurs de Ngandja et Lulenge surtout.
Par ailleurs, les jeunes étudiants Babembe et Banyamulenge des universités de Bukavu perçus localement comme le futur leadership en faveur de la cohésion sociale et du développement durable de cette zone tant meurtrie par les affres de guerres à répétition et par une pauvreté noire, se sont laissés prendre facilement par une manipulation politicienne et, sous le coup d'émotion et de colère ont commencé à échanger des lettres au nom de leurs communautés respectives, avec des messages de méfiance ; de discrimination, de menace en copiant les plus hautes autorités de la République Démocratique du Congo ; oubliant qu'ils mettaient de l'huile sur le feu, oubliant les grands risques d'embrasement que cela entraine dans les esprits des populations dans nos villages.

Conséquence

Les deux côtés ont tout fait pour utiliser les médias, l'internet et les réseaux sociaux et faire basculer les esprits dans la diaspora tant en Afrique, en Australie, en Europe et aux Etas Unis. Il s'en est suivi un climat de forte tension qui a vite dominé les échanges dans les discours des jeunes, des leaders intercommunautaires sur le terrain en territoire de Fizi.

Ici et là des rumeurs se sont propagés sur des éventuelles attaques des villages à majorité Babembe par les jeunes Banyamulnge à Kilembwe, Fizi, Baraka, Mboko… De même que les Banyamulenge craignaient des attaques à Bibokoboko, Nyakisozi, Kabembwe… par les jeunes Babembe. La circulation des personnes et de leurs biens dans les entités rurales de Fizi devenait de plus en plus hypothétique suite à un climat de suspicion et de méfiance provoqué par les messages des étudiants sur la transhumance.

Stratégies d'actions

De manière proactive des appels à la retenue, à la paix et à la cohésion se sont multipliés ; « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH sous la direction de M. Evariste MFAUME membre du Pool de personnes ressources de la société civile en appui à la stabilisation a organisé un atelier d'analyse sur la problématique de la transhumance en territoire de Fizi du 18 au 19 Août 2016 à Baraka dans la salle Mahamat avec l'appui financier de la Coopération allemande (GIZ), au cours de ce moment difficile SVH a réussi à réunir les chefs coutumiers du territoire de Fizi, l'administrateur du territoire de Fizi, l'assistant en charge de questions politiques et administratives, les comités des agriculteurs et des éleveurs, les leaders des organisations des femmes, des jeunes, de la société civile pour actualiser l'analyse du contexte de transhumance et partager ses conclusions à des leviers Etatiques et non Etatiques de grande influence au niveau local, provincial et national.

Cette rencontre a commencé à apaiser les perceptions négatives et les rumeurs qui allaient dans le sens de la destruction, Les jeunes travaillant dans les stations de radio communautaires nous ont appuyés à amplifier les messages de paix, d'espoir dans la partie littorale, moyens et hauts plateaux, les participants avant leur retour ont pris engagement d'en faire large restitution dans les villages d'origine.

La semaine du 24 Octobre 2016 appréhendant en amont une situation explosive, les ministres provinciaux de l'intérieur et du plan, messieurs ECIBA MBOKO et RUHIMBIKA Müller prennent conjointement l'initiative louable de réunir les jeunes étudiants Babembe et Banyamulenge avec l'appui de la MONUSCO Bukavu, pour leur offrir un espace d'échange libre autour de la montée de tension entre étudiants et proposer des voies de sortie en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Ils font recours directeur exécutif de SVH basée à Baraka et au président de l'ONG EBENEZER basée à Uvira – respectivement ressortissants Babembe et Banyamulenge - pour leur vaste expérience de travail intercommunautaire et de transformation de conflits, ainsi que la maitrise du contexte de la région Uvira-Fizi-Itombwe.

Implication des jeunes étudiants

Devant une grande tension qui fait désespérer entre jeunes étudiants, une approche de leur envoyer des émissaires pour les conscientiser de manière séparée a bien payé. Jusque tard le soir du 1er Novembre 2016 à la veille de la réunion certains étudiants émettaient encore des réserves pour participer à la rencontre. La diplomatie discrète a persévérée: à 19 heures les deux groupes présentent leurs listes de participants au bureau des organisateurs.

« Nous avons subi de fortes pressions politiques avant de répondre présents à cette rencontre », nous a confié un leader des jeunes étudiants à Bukavu.

Les deux facilitateurs sur base de leurs propres déclarations avec les copies de différentes correspondances à l'appui placent les jeunes étudiants devant leurs responsabilités présentes et futures. Tout le monde s'étonne au regard de l'évolution des discussions de voir un groupe de jeunes étudiants qui se connaissent de longue date, dans leurs villages d'origine, dans la ville de Bukavu, se féliciter des efforts fournis pour se réunir. Leur bonne volonté, leur sens d'ouverture donnent de l'espoir. Il faut continuer à travailler pour que leur engagement et leur détermination à aller de l'avant dans la construction de la paix et la non violence persiste.

« *Le pire vient d'être évité* », nous a confié un leader des jeunes étudiants à Bukavu.

Par Evariste Mfaume
Ong_svh@yahoo.fr
www.svh-rdcongo.org

5.12 LES PEUPLES AUTOCHTONES DU TERRITOIRE DE MAMBASA DE PLUS EN PLUS VULNERABLES

PROJET AMANI NI NJIA YA MAENDELEO

Introduction

Dans le cadre du projet « AMANI NI NJIA YA MAENDELEO », ACIAR a au cours du mois de mars 2015, fait une recherche à travers des *barza* (réunions traditionnelles) communautaires pour mieux comprendre les problèmes de la communauté.

Les peuples autochtones ont participé activement aux *barza* avec les autres membres des communautés et ont identifié aussi les problèmes spécifiques à leurs groupes. En juin 2015 ACIAR a continué ce travail pour mieux comprendre les différents problèmes identifiés.

Les problèmes identifiés au cours des barza communautaires

La synthèse des problèmes identifiés dans les 11 sites du Projet au cours des *barza* communautaire du mois de mars 2015, est la suivante:

- Manque des moyens pour scolariser les enfants ;
- Pas des droits de propriétés foncières pour les batwa/pygmées ;
- Complexe d'infériorité par rapport aux autres communautés (bantou) ;
- Difficultés d'accéder aux soins médicaux ;
- Violences sexuelles commises par les Bantous et autres sur les filles batwa/pygmées ;
- Détournement de l'aide destinée aux batwa/pygmées ;
- Interdiction d'exploitation des ressources naturelles aux batwa/pygmées.

Méthodologie de travail

- Validation des problèmes, les 7 qui ont été identifiés au cours des *barza* communautaires, en identifier d'autres s'il en existe.
- Faire ressortir les causes, les conséquences et les pistes de solutions par rapport à ces problèmes.

Nous avons réalisé des réunions en plénière et les travaux en carrefour pour mieux comprendre la situation.

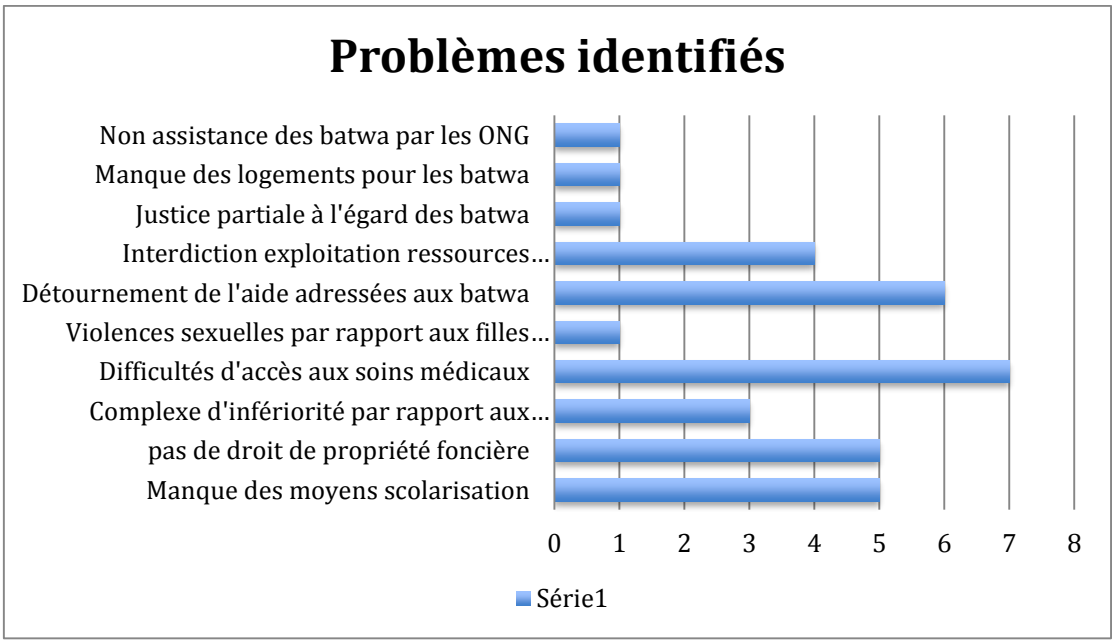
La participation aux réunions

N°	Sites	Dates	Nombre des Participants		Total
			Hommes	Femmes	
1	Mambasa II/ Mandima	11/06/2015	27	13	40
2	Mambasa I & III	13/06/2015	35	7	42
3	Banana	16/06/2015	27	6	33
4	Niania	18/06/2015	15	3	18
5	Bandisende	19/06/2015	27	5	32
6	Salate (Molokay)	23/06/2015	27	3	30
7	Bandisende (Epulu)	25/06/2015	37	3	40
	Total		**195**	**40**	**235**

Généralement la participation a été plus forte que prévue, on s'attendait à un total de 210 personnes. Les sites de Mambasa et Bandisende ont eu la plus grande participation. Les femmes ont faiblement participées.

Les batwa/pygmées ont recommandé que prochainement ces sessions aient lieu directement dans leurs campements pour toucher du doigt leurs vraies conditions de vie. Cela pourrait aussi augmenter la participation des femmes.

Problèmes soulevés lors des réunions



Les besoins sociaux de base

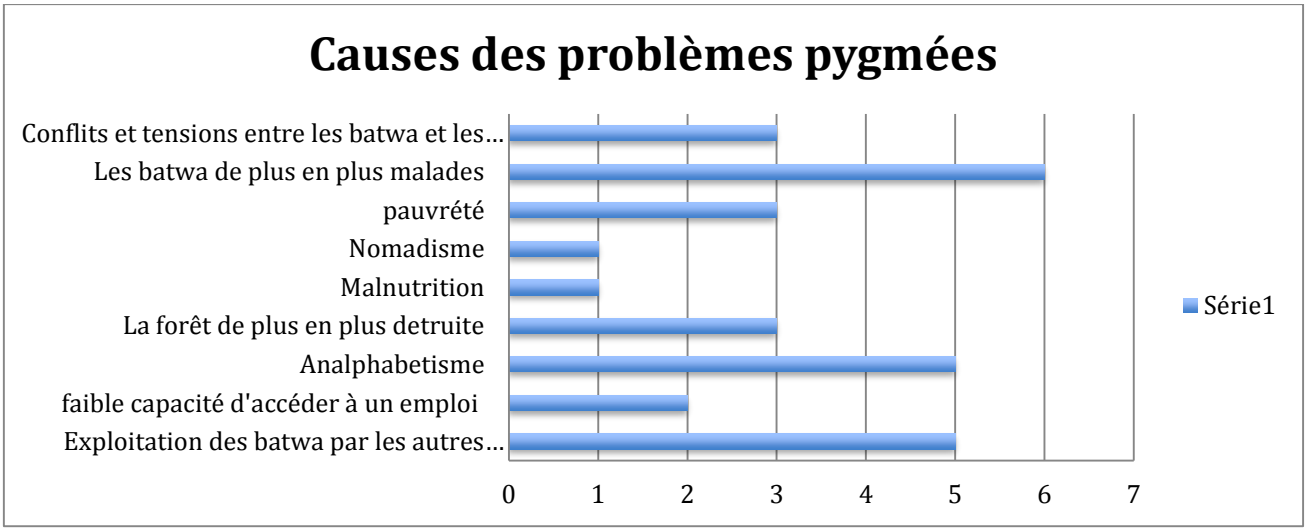
Les problèmes les plus cités par les batwa/pygmées et les autres communautés sont la faible scolarisation et le manque de soins de santé primaire, le manque de logements pour les batwa/pygmées, le détournement de l'aide envoyée aux batwa/pygmées, etc.

Dans la RFO, il existe le projet Pro –routes qui paie les frais scolaires des enfants batwa/pygmées.
La revendication des Droits des peuples autochtones

La deuxième grande découverte est que les peuples autochtones sont de plus en plus conscients que leurs droits qui sont bafoués. Droits fonciers, droits d'exploitation des ressources naturelles, violences sexuelles par rapport aux filles, justice partiale.

Cette situation dégénère de plus en plus en violence des batwa/pygmées contre les autres communautés.

Les causes des problèmes des peuples Autochtones

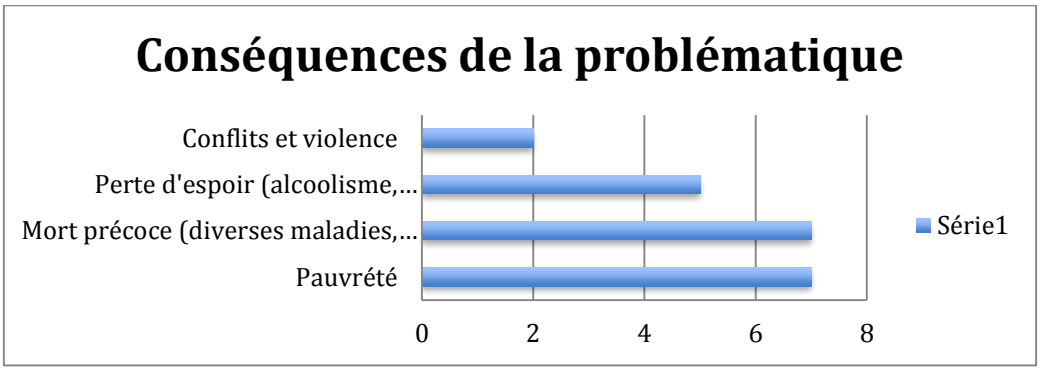


Les Batwa/pygmées sont de plus en plus vulnérables.

Leur écosystème étant détruit, les batwa/pygmées ne mangent plus à leur faim et donc ils deviennent plus malades et plus faibles. Leur système de vie n'est plus adapté; le nomadisme, le manque d'éducation fait qu'ils ne se retrouvent plus.

Etant plus faibles, ils sont exploités par les autres communautés, qui les privent de leurs droits.

Les conséquences des problèmes des Pygmées



Les peuples Autochtones risquent de sombrer dans la violence

Les peuples autochtones semblent avoir perdu espoir vu leur inadaptation et leur marginalisation. Ils risquent donc de plonger dans la violence si des choses ne sont pas faites pour de répondre aux problèmes identifiés par eux.

Les pistes de solutions

Il y a deux pistes:

I. Appuyer les batwa/pygmées dans l'obtention des moyens de vie de base et de services sociaux de base; agriculture, eau potable, maisons, soins médicaux, écoles, etc.

II. Appuyer les batwa/pygmées à recouvrer certains droits fondamentaux et une certaine émancipation.

Conclusion

Il est important aujourd'hui que des actions soient menées pour répondre aux préoccupations des peuples autochtones de Mambasa. Dans le cas contraire ils risquent de devenir au cours des prochaines années une des principales sources de l'insécurité et de l'instabilité dans ce territoire**.**

Par Eric MONGO MALOLO
Coordinateur ACIAR ONGD

Avec la collaboration de ;
Mme Louise LIRINGA et Mr Ildefonse MONGO ; animateurs de l'ACIAR ONGD.

5.13 La problématique du chômage et de l'emploi dans le territoire de Mambasa

PROJET AMANI NI NJIA YA MAEDELEO

Pourquoi analyser ce thème ?

Lors des *barza* communautaires organisés au cours des mois de Mars – Avril 2015, dans les 11 sites concernés par le projet, les communautés ont exprimé **« la problématique des opportunités pour gagner la vie, ou la problématique d'emploi »,** comme le deuxième grand problème qui préoccupe les communautés et surtout les jeunes.
En considérant que la jeunesse constitue une partie importante de la communauté et vu sa capacité à déstabiliser la zone, nous avons jugé important d'essayer à mieux comprendre cette problématique.
11 réunions ont été réalisées pour analyser cette problématique avec les représentants de la communauté. Dans les prochaines pages nous résumons les grandes conclusions.

De la participation à ces réunions

N°	Sites	Date	Nombre des participants		TOTAL
			Hommes	Femmes	
01	Mambasa I	02/05/2015	29	02	31
02	Mambasa II	30/04/2015	27	05	32
03	Mambasa III	01e/05/2015	28	02	30
04	Banana	03/05/2015	20	13	33
05	Bandisende	05/05/2015	22	17	39
06	Epulu	14/05/2015	13	05	18
07	Salate	13/05/2015	24	09	33
08	Molokay	12/05/2015	25	09	34
09	Badengaido	11/05/2015	23	07	30
10	Nia- Nia I	07/05/2015	21	05	26
11	Nia- Nia II	08/05/2015	21	09	30
	TOTAL		253	83	336

Malgré la participation faible des femmes dans les réunions; 25 %, elles ont été très actives dans les débats avec des contributions très riches. La participation générale a été très bonne, on attendait 275 personnes dans toutes les réunions et on a travaillé avec 336 personnes, soit 122 %.

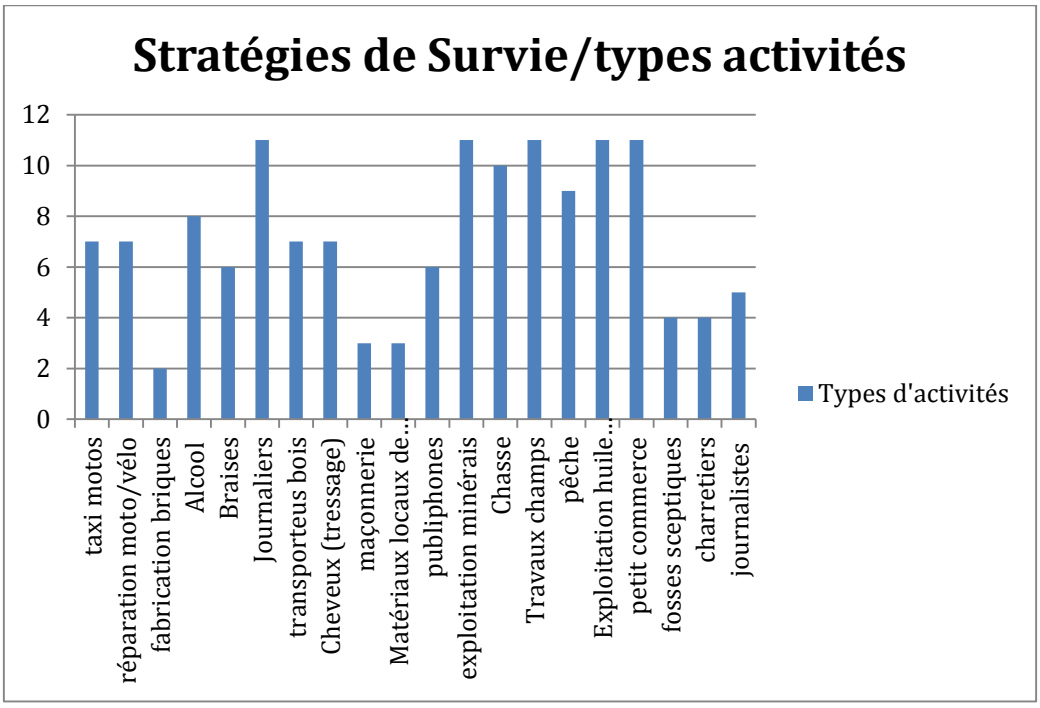
Qui cherche l'emploi à Mambasa ?

	Les critères	Résultats
1	Considérant le niveau d'études	Tout le monde cherche l'emploi, le fait d'avoir étudier ne donne pas un avantage significatif.

2	Selon les origines	Qu'on soit, bantou ou batwa/pygmée, autochtone ou allochtone, on est tous dans le même besoin d'emploi.
3	Selon les sexes	La demande d'emploi est la même. Mais pour les femmes cela s'accompagne d'un harcèlement sexuel qui les décourage. Les hommes indiquent chercher l'emploi plus que les femmes en soulignant qu'ils se sentent plus responsables des besoins de la famille.
4	Selon les sites	Le besoin d'emploi est fort dans tous les 11 sites, il est estimé à 90 % des demandeurs d'emploi. Dans deux sites de la RFO (Epulu et Badengaido) le besoin est plus grand il est estimé à 99 % de demandeurs d'emploi. Ceci prouve que le besoin d'emploi est plutôt « psychologique », pour les gens cela veut dire; avoir un emploi qui répond à ses attentes; Pour Epulu cela veut dire être engagé à la RFO; Pour Badengaido, creuser l'or dans les mines de Muchacha.

Stratégies de survie/type d'activités réalisées

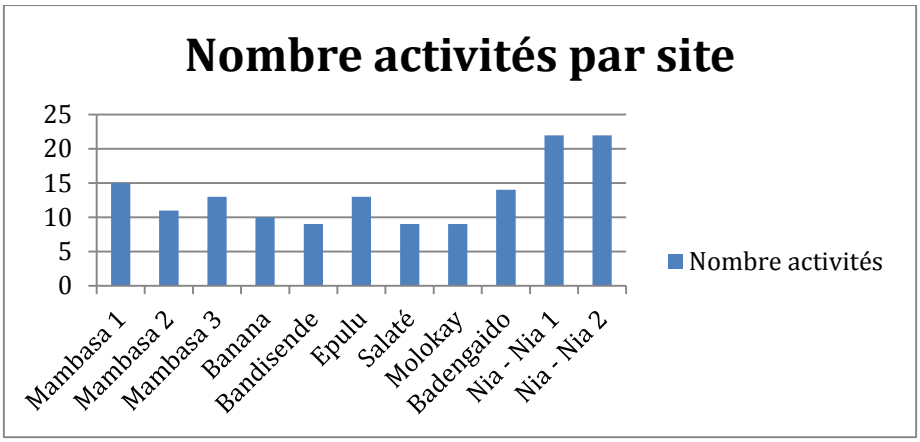
On cherche à savoir quelles sont à présent les activités menées par les communautés pour vivre.



D'une façon générale les opportunités sont limitées dans le territoire.

1. Les activités primaires ayant trait à l'exploitation des Ressources Naturelles comme les travaux des champs, l'exploitation (illégales) de minerais, la pêche et la chasse ont été les plus citées.
2. Il y a aussi des activités de service comme, les travaux journaliers, le petit commerce, les taxis moto, la réparation des motos, les publiphones, le tressage des cheveux, qui sont en pleine expansion dans les grands centres.
3. Les activités traditionnelles de transformation de produits primaires sont encore là comme la préparation de l'alcool local, la production de l'huile de palme, la production de braise.

4. Il y a des activités nouvelles qui se développent dans les grandes agglomérations (Mambasa et Nia – Nia); Maçon, creuseur de fosses sceptiques, charretier, journaliste, etc.
5. Stratégie de survie/Nombre activités par site



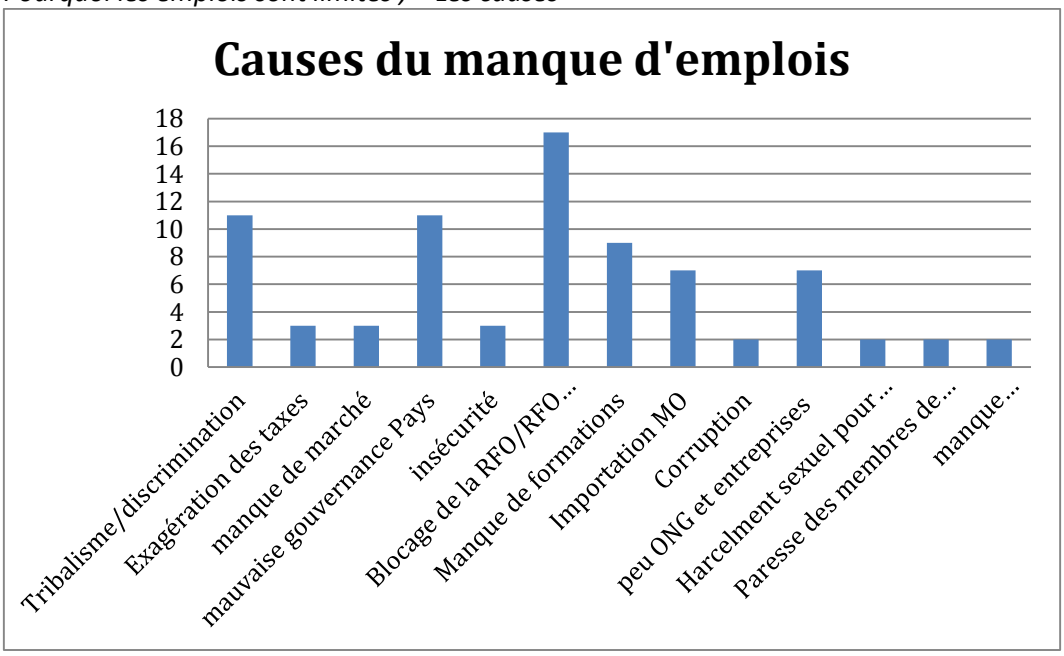
COMMENTAIRES

Pour les sites en dehors de la RFO, il y a plus des activités de survie (Nia – Nia, Mambasa), cela s'explique aussi par des agglomérations plus grandes.

Pour les sites dans la RFO, il y a un petit nombre d'activités, proposées comme stratégies de survie. Dans la RFO, les gens se concentrent sur des activités liées pour la majorité à l'exploitation des ressources naturelles, qui sont souvent illégales.

En dehors de la RFO, en plus des activités liées à l'exploitations des Ressources naturelles, il se créé des nouvelles activités liées à la présence d'une population plus nombreuse.

Pourquoi les emplois sont limités ; « Les causes »

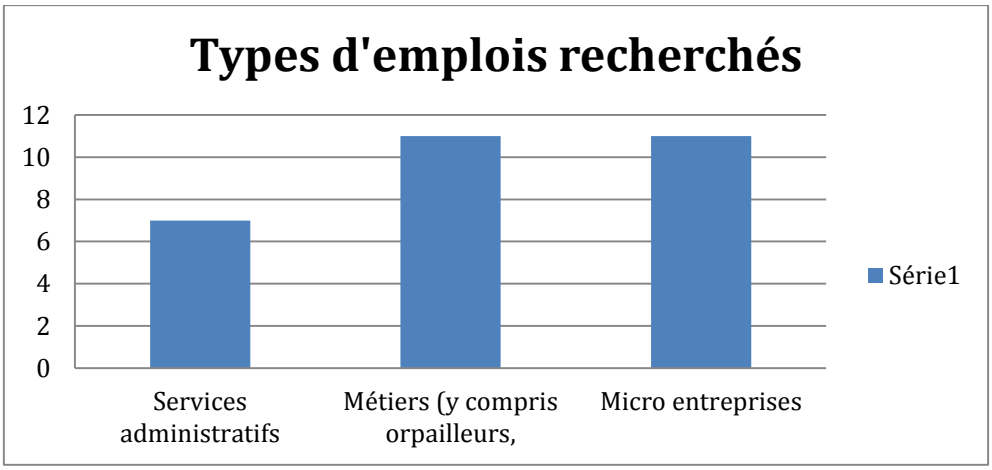


1. La RFO est considérée comme une principale cause de manque d'opportunités, car elle limite l'exploitation des Ressources Naturelles de la région.
2. Le tribalisme et l'importation de la Main d'œuvre sont beaucoup cités. Cela exprime plutôt les sentiments envers les non originaires qui ont plus de facilités à gagner un emploi à Mambasa.
3. La mauvaise gouvernance, l'exagérations des taxes, l'insécurité, la corruption, le manque de marché sont des facteurs qui dépendent de l'Etat et qui ont un impact sur les possibilités de créer l'emploi
4. Les faiblesses liées à la communauté locale, c-à-d. faible niveau de scolarisation, manque d'esprit de créativité, paresse et oisiveté, etc.

Types d'emplois recherchés

Les communautés de Mambasa cherchent surtout des emplois manuels dans les différents petits métiers et les micro entreprises. Cela est dû a leur faible niveau d'études. La population n'est pas qualifiée pour des travaux administratifs dans les bureaux.

Pour les sites dans la RFO, le niveau de formation est encore plus faible; il s'agit de Salaté, Molokayi et Badengaido, où la population ne pense avoir de l'emploi que dans l'exploitation artisanale de l'or, dans les mines qui sont dans la RFO, bien que l'exploitation soit interdite dans cette zone.



Comment créer l'emploi dans le territoire de Mambasa

1. Les communautés croient que c'est la RFO, qui peut faciliter la création de plusieurs emplois à Mambasa. En créant elle même de nouveaux emplois, en diminuant les limitations sur l'exploitation des ressources naturelles qui sont dans la réserve, et en initiant des projets sociaux pour le bien des communautés locales.
2. Les communautés pensent aussi que l'augmentation des ONG dans la région peut créer plus d'emplois.
3. Elles militent pour le financement des associations locales pour améliorer l'accès à l'emploi.
4. Elles proposent aussi la suppression de l'importation de main d'œuvre.

Les propositions suivantes ressorties de ces discussions semblent intéressantes et doivent être approfondies :
1. Formation des jeunes aux métiers;
2. Faciliter l'accès aux micro – crédits ;
3. Réduction des taxes étatiques sur les initiatives des membres de la communauté

Par Eric MONGO MALOLO

Coordinateur ACIAR ONGD
En collaboration avec
Mme Louise LIRINGA et Ildefonse MONGO, Animateurs à ACIAR ONGD

5.13 DEFIS ET PERSPECTIVES DE LA COHABITATION PACIFIQUE A FARADJE ENTRE LES VICTIMES DE LA LRA, LES REFUGIES SUD SOUDANAIS ET LA POPULATION LOCALE

INTRODUCTION

La trajectoire des rébellions au Congo, note NDAYWEL, constitue une longue histoire aux multiples ramifications, alimentées par des imaginaires en plein éveil et constamment recyclés[44]. Il en va de même lors que TSHIBANGU affirme que la République Démocratique du Congo a traversé la plus grande, la plus profonde et la plus longue crise qu'elle n'a jamais connue[45] (…) c'est aussi une page de l'histoire la plus saisissante en raison de l'émotion qu'elle suscite et qui reste présente dans la mémoire collective[46]. Et DIGBO de conclure que RDC était devenue « le terrain de guerre » [47].

Malgré la pertinence et l'urgence à répondre au problème sécuritaire sus mentionné, ROLAND POUTIER fait remarquer que dans les espaces périphériques du centre des décisions, l'Etat est à la fois trop lointain pour être utile et trop proche quand les manifestions de la bureaucratie sont vécues comme entraves aux dynamiques locales.

Au Nord-est, de vastes espaces protégés (Parc National de la Garamba -PNG-, domaines de chasse des Azandes et de Mondo-Missa) constituent un véritable *no man's land*[48].

Le Territoire de Faradje n'est pas épargné de cette triste réalité qui remonte de la Traite des Noirs, des razzias[49] aux Réfugiés sud soudanais en passant par les rébellions de Simba, de MLC (Effacés) de RCD, Ecrivains, de RCD/National, de l'AFDL, de la présence incessante des Braconniers[50], des Mbororo, de SPLA, des LRA, etc. en raison surtout de sa position géographique frontalière avec le Soudan du Sud et à moins de 200 Km de l'Ouganda. TABALANDITE n'a-t-il pas dit que l'histoire du Territoire de Faradje reste complexe en raison de sa position géographique ?[51]

---

[44]NDAYWEL, I., Les rébellions-révolutions mulelistes entre passé et présent : origine, développement et évaluation, In *Colloque International sur la rébellion de 1964 en RD Congo : cinquante ans après, situation de la Province de l'Uélé*, (dir Roger GAISE), L'Harmattan, Paris, p. 22.

[45] TSHIBANGU, K., « La solution de la grande crise mondiale des années 1930 », In *Zaïre-Afrique*, N°291, 1995, p.39.

[46] NDAYWEL, I., *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique du Congo,* De Boeck/Larcier, Paris-Bruxelles, 1998, p. 614.

[47] DIGBO SASA,D., *Impact des rébellions sur le développement du Territoire de RUNGU de 1960 à 2001*, Mémoire, FSSPA, UNI-Uele, L2, 2011-2012, inédit, p.39

[48] ROLAND POUTIER, « Centralité improbable, périphéries sous tensions : la RDC et les défis du Territoire », In *Décentralisation et* espace du pouvoir (Dir OMASOMBO, J., et Paule BOUVIER), Musée royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 2014, p. 107 (Mal relié à la Capitale (Kinshasa) et mal connectés entre eux, ces espaces entretiennent en revanche des relations souvent étroite avec les pays voisins, mais selon des modalités très différentes d'une frontière à l'autre).

49 En 1896, on confia le Nord-est du pays au commandant Chaltin dont la mission fut de mettre hors d'état de nuire, les Arabes et les Mahdistes qui perpétraient des razzias sur le sol de l'Etat Indépendant du Congo via le Soudan du Sud actuel (KONGOLO, G., et TANDELE, E., *Un siècle d'évangélisation du Diocèse d'Isiro-Niangara : 1903 à 2003*, inédit, p. 6

50 Ce qui est évident, le Territoire de Faradje dans sa partie Nord a été toujours victime de menaces des braconniers étrangers qui opèrent dans le Parc National de la Garamba qui à leur passage dans les villages frontaliers du Parc pillent, enlèvent et tuent la population locale. Cela se passe souvent dans la chefferie des logos Ogambi, Groupement Djabir et dans la chefferie des Mondo Missa, Groupement Tekadje.

51 TABALANDITE, B*., Figures politiques et construction du leadership dans le Haut-Uele de 1960 à 2011*, Mémoire, L2, FSSPA, UNI-UELE, 2011-2012, p. 25 (inédit)

Au tour du triple point frontalier RDC-Soudan du Sud-Ouganda, la quasi-absence de contrôle territorial facilite les déplacements frontaliers des rebelles armés, en particulier ceux de la RLA pour mener leur combat en Ouganda, et sèment la terreur dans ces bouts du monde abandonnés à eux-mêmes[52].

Dans le Haut-Uélé, l'un de ces bouts du monde presqu'abandonnés, nous constatons aujourd'hui la situation suivante : un contexte sécuritaire fragile avec la persistance des forces négatives récurrentes (LRA, OUDHA, PALANGA ABOLO, bandits locaux et coupeurs de route,…) qui sèment la désolation et qui se livrent au braconnage dans certaines parties de la Province ; la présence des Refugiés sud soudanais (+15.943 refugiés regroupés en 4.903 ménages) et des Retournés congolais (5.110 personnes regroupées en + 1.111 ménages)[53].

Toutes ces exactions ont entraîné des conséquences[54] néfastes dont les mouvements incessants des populations, chacune avec sa mode de vie : déplacés internes, retournés ou rapatriés spontanés, refugiés soudanais,… qui sont obligés à cohabiter avec la population autochtone appauvrie à cause de l'insécurité, à l'accès difficile aux ressources et au sous-développement dans la région.

Eu égard à ce qui précède, l'interrogation suivante retient notre attention: Quelle perspective envisagée pour assurer la paix durable dans cette entité ?

Mais avant nous voulons présenter brièvement le Territoire de Faradje et son histoire

PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDES

Le Territoire de Faradje[55] fut fondé comme site en 1892 lors de l'expédition Van Kerchoven et comme Territoire en 1901 sous le pouvoir de l'EIC[56]. Il fait partie des six Territoires que compte la Province du Haut-Uélé. Cette entité est limitée à l'Est par le Territoire d'ARU (sur la rivière Miri) ; à l'Ouest par le Territoire de DUNGU (avec le village Yanguma) ; au Nord, par la République du Soudan du Sud ; au Sud, par le Territoire de Watsa (sur la rivière Nzoro). Il couvre une superficie de 13.138 Km². Les Logo[57] constituent le peuple numériquement et sociologique majoritaire. La population[58] est estimée à 295.683 ce Territoire compte 8 chefferies, une Ville (Aba) et 3 Communes rurales à rendre effectives (Faradje centre, Tadu et Makoro).

ETAT DES LIEUX

---

52 Idem, p. 107-108

53 Rapport Hebdomadaire CNR Haut Uélé, STATISTIQUE HEBDOMADAIRE DE LA POPULATION VIVANT AU SITE DE MERI, Faradje Du 13 au 17 Février 2017,

54 ADRUPIAKO MAMBAKO, L., « La rébellion de 1964-1965 : récits populaires du Territoire de Faradje» (dir Roger GAISE), In *Colloque International sur La rébellion de 1964 en RD Congo : cinquante ans après, situation de la Province de l'Uélé*, L'Harmattan, Paris, p. 84 (la perte en vies humaines ; le départ massif de la population principalement vers le Soudan et l'Ouganda ; la haine et la réticence entre la population ; l'abandon de plusieurs villages le long des routes ; le braconnage (pointes d'ivoire) à grande échelle dans le Parc de la Garamba ; la destruction massive des infrastructures scolaires, des édifices publics, des archives, le déséquilibre politique, administratif, économique, social, culturel,…)

55 Le seul texte officiel survécu aux multiples guerres et pillages qu'a connus surtout le bureau de Territoire de FARADJE reste l'ordonnance n°426/A.I.M.O. du 22 décembre 1947 modifiant l'ordonnance n° 160/A.I.M.O. du 2 décembre 1938, fixant le nombre, les dénominations, les chefs-lieux et les limites des territoires du District du Kibali-Ituri.

56 GERARD LIBOIS, *Le Congo de 1960*, Léopoldville, 1967, p.87.

57 GERARD LIBOIS, *op. cit*., p92. (Bien qu'il ait la présence des autres peuples, souvent, on considère tout citoyen congolais originaire du Territoire de Faradje est d'abord « Logo »)

58 La population évolue à ce rythme: 61.018 (1923), 92.095 (1950), 90.215 (1959), 133.393 (1970), 158.258 (1984), 186.764 (1994), 267.389 (2004) estimait à 537.885 habitants (2012)

LA LORD'S RESISTANCE ARMY (LRA) DANS LE TERRITOIRE DE FARADJE

Depuis 2005, la LRA[59] avait quitté l'Ouganda et s'était coupée des conditions politiques et sociales dans lesquelles elle s'était développée. En septembre, elle avait redéployée ses bases arrière sud-soudanaises vers le Parc National de la Garamba en RDC.

Dans le Haut-Uélé, la LRA est entrée par la chefferie des Kakwa Ima, localité de Mamuru à 9 km au Nord d'Aba et 9 km au Sud de la frontière sud soudanaise de Laso Libogo, et s'est dirigée vers le Parc National de la Garamba avant de commencer ses exactions dans le Haut-Uélé.

Ainsi, notent OMASOMBO, J., et alii, la présence de la LRA est d'une transnationalisation du groupe armé ou plus exactement de son déplacement à l'intérieur du système de conflit régional. L'on craignait que cela aboutisse à la mercenarisation du conflit[60].

Bilan

La LRA marquera encore pour longtemps la mémoire collective surtout des filles et fils du Territoire de Faradje à cause de ses atrocités incomparables de tous les cas d'insécurité connus dans cette contrée. Les premiers cas furent ceux des localités de Ndoa et de Djabir où les assaillants ont enlevé sept filles pendant les cours aux écoles primaires du milieu en 2006.
L'exaction la plus sanglante fut alors celle du 25 décembre 2008 : sous le commandement du Général Major César Acelam[61], au moins 300 éléments LRA, sont sortis par la localité de Ndobhani, 3 km à l'ouest de Faradje centre vers 13h00 et ont commencé à tuer les gens, à bruler les maisons, enlever les enfants jusqu'à la localité de Takiani, située à 5 km.
Comme il n'y avait pas des militaires à Faradje centre, ces assaillants ont opéré tranquillement jusqu'à 8 heures : ils ont préparé, bu, dansé, violé,…
Après leur forfait, ces assaillants ont fait semblant d'aller vers le Nord en empruntant l'axe Aba puis sont retournés au Parc National de la Garamba ; de leur passage, ils ont attaqué la station de Nagero.
On dénombre, pour la seule date du 25 décembre, plus des157 personnes tuées[62] , 940 maisons incendiées soit 556 ménages, 160 enfants de moins de 18 ans (filles et garçons) enlevés, 65 adultes (homme-femme) enlevés, 914 orphelins, 101 veuves, 8 chapelles brulées, 5 écoles primaires brulées, 1 Centre de santé pillé, 1 poste santé pillé, 1 hôpital général de référence de Faradje pillé, 6.507 sans abris, 25 boutiques brulées, 50 boutiques pillées, 10 pharmacies pillées[63].
Ainsi, depuis 2005, il y a eu environ 37.000 personnes déplacées internes et plus de 25 villages disparus[64] et 8000 réfugiés congolais au soudan du sud depuis 2009 dans le camp de Nyori. Plus de 314 personnes tuées par la LRA depuis 2008 à nos jours.

Stratégies de la LRA vis-à-vis de la population locale

---

59 L'occupation de la région par la Lord's Resistance Army (LRA) depuis plusieurs années a eu d'importantes répercussions dans le Haut-Uele sur les déplacements de la population et la sécurité de celle-ci. Depuis 1987, la LRA se bat pour instaurer en Ouganda un régime basé sur les dix commandements de la Bible. Ce groupe armé est devenu tristement célèbre par les atrocités commises envers les civils, notamment les enfants enlevés pour devenir des combattants ou esclaves sexuels. Deux caractéristiques, folie et la violence pathologique, font également la mauvaise réputation de Joseph Kony, son leader.

60 OMASOMBO et al, *op. cit*. p. 72.

61 Il a été enlevé en Ouganda par la LRA en 1988 et échappé à Ango prêt de la rivière Guane le 09/05/2012 pour sortir à la RCA où il s'est rendu à la force ougandaise.

62 Evaluation des dégâts par la Société Civile de Faradje à partir du 29 décembre 2008 après les massacres

63 Idem

64 Human Right Watch, Les massacres de Noel, Attaques de la LRA contre les civils dans le Nord du Congo, 2009, p 61

A leur arrivée à Mamuru, les éléments de la LRA n'étaient pas hostiles à la population : ils achetaient des biens de consommation auprès de la population locale. C'est seulement après la réunion tenue à Aba entre les autorités locales et quelques responsables de la LRA, réunion au cours de laquelle il leur a été demandé de déposer les armes que ceux-ci ont changé d'attitude, dès lors, ils ont pris la direction du PNG. Toutefois, une accalmie relative règne sur le terrain, mais si rien ne rassure que se serait pour longtemps puisque les rebelles ougandais sont versatiles[65].

Lien avec les pays d'origine
Ces rebelles sont en contact d'une ou d'une autre façon avec l'Ouganda à travers la Radio Communautaire Rhinocéros de Faradje appuyée par des ONG Internationales dans le cadre de résolution pacifique de conflit afin de faire passer des messages de la défection.
A ce titre, en 2015, une lettre a été envoyée par les éléments LRA dans laquelle un ledit groupe demandait à Monsieur LACAMBEL[66] de venir à Faradje pour confirmer leur protection en leur faisant passer un message à travers cette radio au cas où ils se seraient rendus aux Soldats de la FARDC à Faradje, ils seront bien accueillis.
Mais, il n'y a pas encore des preuves confirmant un quelconque lien formel avec l'Ouganda.

LES REFUGIES NORD ET SUD SOUDANAIS DANS LE TERRITOIRE DE FARADJE

Situation du terrain
La résurgence des violences au Soudan du Sud était prévisible au lendemain de son Indépendance intervenue le Samedi 9 juillet 2011. En effet, depuis 10 avril 2012, la Région pétrolifère de Heglig est théâtre de violents affrontements entre l'Armée du Soudan et les troupes du Soudan du Sud.

BOKA prévenait le pire en ce terme : « si aucune mesure n'est prise, l'exploitation du pétrole dans ce pays risque d'être une nouvelle source de conflits qui risque d'embraser la région et par contagion, la partie Nord-Est de la RDC déjà en proie à des attaques des groupes rebelles de la LRA et des autres groupes armés qui sèment la terreur dans cette partie septentrionale de la RDC »[67].

En plus de raison pétrolière citée ci-haut, les nouveaux combats sont constatés suite à des attaques et à des représailles entre les groupes Kakwa, Nueri, Zande et les Dinga. Cela a occasionné les divisions politiques, la défaillance des institutions, les affrontements inter ethniques, les attaques contre les civils et la criminalité galopante, le déplacement de plus 17 000 personnes vers le Territoire de Faradje : la Ville d'Aba (40 km de Yei, Capitale de l'Etat de Central Equatoria) continue à faire face à de multiples situations d'urgence.

Certains de ces nouveaux réfugiés sont logés dans des familles d'accueil à Aba Centre et ses environs ; tandis que d'autres sont installés sous des bâches aux camps de fortune à Meri, à 5 Km d'Aba et à 23 Km (Laso Libogo) de la frontière sud soudanaise.

Crise humanitaire potentielle

---

[65] Les éléments de la LRA attaquent actuellement la nuit surtout afin de piller ; mais rare de fois ils tuent. S'il arrive qu'ils emportent des gens dans la brousse, ce serait juste pour transporter leurs butins et ces gens sont libérés après avoir rendu service exigé. Ce qui justifie à partie, la baisse des exactions dans cette entité et le retour progressif des déplacés ainsi que des retournés.
[66] Un grand mobilisateur de la défection de la région Atsoli de l'Ouganda
[67] BOKA, Th., « La violence au Soudan du Sud est une menace pour la RDC », In *L'Observatoire-RDC*, Vendredi, 27 avril 2012, p. 1. (Conscient de cet état de choses, le Président sud soudanais Salvakir avait réaffirmé sa volonté de travailler en collaboration avec les autorités congolaises pour renforcer la sécurité à la frontière commune RDC-Soudan du Sud)

La demande en assistance s'est accrue ces derniers mois du fait des conflits et des conditions de vie difficiles dans de nombreuses régions sud soudanaises, frontalières avec la RDC.

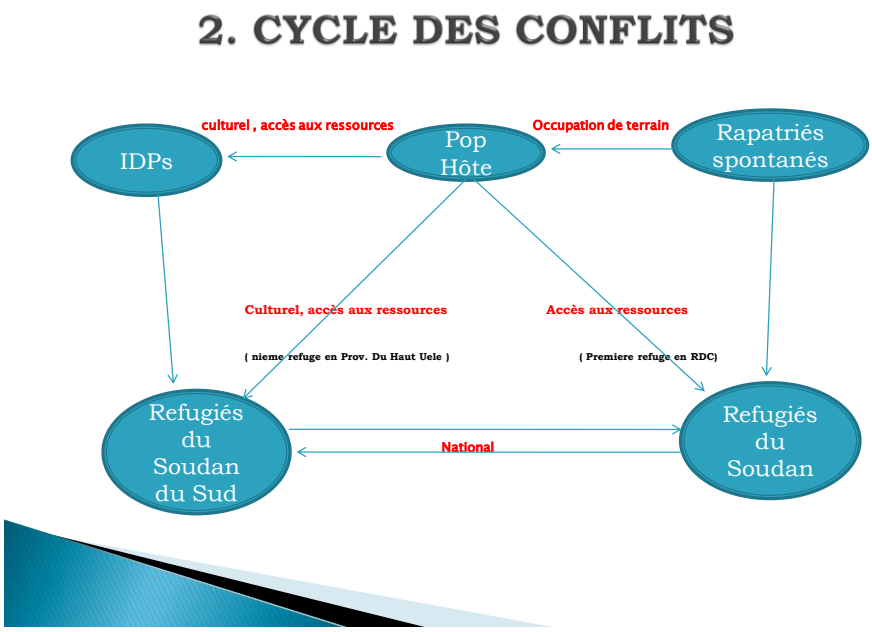
Il s'avère que, faute des ressources nécessaires, Il est aussi à craindre la coupe illégale du bois par ces derniers pour des raisons de commerce. Ils pourraient se convertir en braconniers dans le PNG afin d'accéder aux protéines animales et enquête de l'argent[68].

Aussi la Ville d'Aba, située dans le domaine de chasse de Mondo Missa (Extrême Nord Est de la RDC, Province du Haut Uélé) constitue des lieux de transit et de destination pour les Retournés congolais et les réfugiés sud soudanais ; même s'ils sont conscients de risquer leur vie, de milliers de personnes de tous âges tentent de rejoindre la RDC en traversant la frontière à pied ou à moto, au travers des zones gérées par des seigneurs de guerre peu scrupuleux. Beaucoup, lors de leur périlleux voyage, souvent via la savane, sont victimes d'harcèlement, de vol, voire de violences sexuelles.

Cette crise humaine a un impact réel sur les divers services parmi lesquels: l'accès aux soins, à l'eau potable, à la nourriture pour toutes les catégories de la population. L'aide fournie aux réfugiés sud soudanais et retournés Congolais est encore limitative car le HCR se déclarerait faire actuellement face à « une sévère crise financière ».
Après avoir établi un bref état des lieux des victimes de la LRA et des réfugiés, abordons les défis de la cohabitation pacifique dans le Territoire de Faradje.

DEFIS DE LA COHABITATION PACIFIQUE

La complexité de la cohabitation se résume dans le cycle des conflits ci-après :



68 DIGILE, MBOLIFULANI, P. Problématique de la Promotion des sites touristiques par l'Etat congolais et les Acteurs Non Etatiques : cas des sites touristiques du Parc National de la Garamba et de la Bienheureuse Anuarite de 2010 à 2014, Mémoire, L2, FSSPA, UNI-UELE, 2014-2015, p. 44 (Inédit) (la pression du braconnage pour la viande a soudainement changé pour prendre les allures de l'exploitation des trophées (pointe d'ivoires, corne de rhinocéros), doublée de l'insécurité sans cesse grandissante à Bagbele, chefferie Wando (à l'Oeust du Parc), à Tekadje et à Djabir, chefferie de l'Logo-Ogambi (Est du Parc)

(Tous ces mouvements de la population ont pour conséquences les conflits latents ou couverts d'intérêt sur le terrain même s'il a y la solidarité africaine, de compensions envers les frères et sœurs en détresse manifestées par les Congolais :

Population hôte et personnes déplacées internes

- La forte concentration dans les centres urbains a créé de problème surtout de l'espace à cultiver : les déplacés vivent de l'élevage et de l'agriculture alors que les autochtones éprouvent aussi les difficultés à cause de l'exiguïté de terrain. Aussi, les déplacés offrant le « par jour[69] » le moins cher par rapport aux autochtones, ce qui n'est pas bien appréciés par certains autochtones pour qui le « par jour » constitue le seul moyen de survie ;
- Les déplacés sont accusés de fétiches par la population hôte ;
- Les déplacés n'obéissent qu'à leur chef avec qui ils sont venus. Ce mépris de l'autorité locale est considéré comme une usurpation du pouvoir et une insubordination ;
- capacités des structures sanitaires, scolaires, ecclésiastiques,… sont devenues insuffisantes à cause du surnombre des déplacés.

Population hôte et les rapatriés spontanés du Soudan du sud

- **A**u retour, les rapatriés spontanés ont trouvé leurs concessions et /ou parcelles spoliées, soit vendues par ceux qui n'avaient pas fui en complicité avec certaines autorités locales ;
- 10 ans après, la réintégration sociale des rapatriés spontanés pose problème puisque toutes les fonctions occupées au sein de la Communauté ont été attribuées aux autres ;
- La population hôte les traite de craintifs pour avoir fui et d'étrangers pour avoir acquis d'autres mentalités contraire à la tradition locale.
- Population hôte et refugiés sud soudanais + refugiés soudanais (Nuba)
- La population hôte est mécontente pour plusieurs raisons : la discrimination dont font l'objet leurs concitoyens par rapport aux refugiés alors qu'ils ont fui ensemble. Ainsi, l'assistance humanitaire ne concerne que les Refugiés et non les Congolais, pourtant dès leur arrivée, pour la plupart des cas, c'est la population hôte qui les avait pris en charge ;
- Quand les refugiés soudanais étaient en RDC en 1990, certains étaient venus avec leurs armes dans le camp de Ataki (Aba) et plusieurs fois, la population locale était victime de la perquisition dans le camp et le village environnant par les gardes Parc de la Garamba ;
- L'esprit d'agressivité que caractérisent les Soudanais ne se marie pas avec celui des Congolais. Les Soudanais sont prêts à faire du mal contrairement aux Congolais ;
- La population hôte les accuserait également d'être à connivence avec la LRA car ces Refugiés sont réputés comme des braconniers dans le Parc où réside la LRA ;
- La population hôte s'estime être en insécurité à cause des refugiées qui peuvent être pourchassés jusqu'en RDC et que les autorités sud soudanaises peuvent accuser la RDC de complicité avec leurs rebelles.

Refugiés sud soudanais et l refugiés soudanais (Nuba)

- Les Nuba étant des populations ayant fui la guerre entre le Soudan et le Soudan du Sud et que pendant ce conflit, ils étaient hébergés dans le camp de Nyori au Soudan du Sud avec les Congolais dans l'idée de regagner leur pays (le Soudan). Quand le conflit ethnique a débuté, tous se sont retrouvés en RDC.
- Les Sud Soudanais les considèrent toujours comme leurs ennemis dans le camp de Meri en RDC. C'est ainsi qu'à leur arrivée en juillet 2016, les Sud Soudanais, Kakwa en majorité voudraient toujours dominer les Nuba (minoritaires).

[69] « Par jour » est un concept utilisé localement pour signifier tout service rendu à autrui et qui mérite à être payé dès la fin de travail. Généralement, c'est un travail journalier assurant la survie du travailleur.

Pour atténuer le conflit, il fallait que le président du camp des Refugiés de Meri soit un Sud Soudanais (majoritaire) et le vice président un Nuba (minoritaire) ;

- Il y a eu de dislocation des fiançailles et des mariages : ceux qui ont fui, rentrent avec d'autres femmes et des enfants ; tandis que les femmes ou les jeunes filles se sont mariées au Soudan du Sud ; il en va de même pour ceux qui sont restés au pays, ceux aussi ont pris d'autres engagements formels et informels.

Déplacés internes et Retournés

- Certains déplacés se sont appropriés des parcelles, des champs, des biens de ceux qui ont fui. De leur retour, les Rapatriés éprouvent des difficultés à rentrer dans leur droit ;
- Certains déplacés brandissent les documents leur délivrés par les autorités et considèrent non fondée la plainte des Retournés car ne détenant pas souvent des preuves.

Déplacés, Retournés et Refugiés

- Les Déplacés et Retournés pensent que les Refugiés sont mieux traités par rapport à eux alors qu'ils subissent le même sort ;
- Certains Retournés comptent se venger leurs frères et sœurs ayant été maltraités au Soudan du Sud.

PERSPECTIVES

Plusieurs tentatives de résolution des conflits dans la région ont été initiées, même si les résultats y afférents sont diversement appréciés sur le terrain[70].

A cet effet, le Gouvernement Provincial du Haut-Uélé a envisagé de :

- Faire le plaidoyer auprès du Gouvernement Central en vue de la mise en place des dispositifs militaires conséquents, le long de la frontière avec le Soudan du Sud ;
- Réactiver le cadre de concertation tripartite RDC-SOUDAN DU SUD-RCA sur la gestion des questions sécuritaires frontalières ;
- Faire de plaidoyer auprès des organismes internationaux pour la prise du projet « d'Alerte précoce » pour les localités situées le long de la frontière ;
- Rapprocher les services de renseignements de la population ;
- Appuyer les services de maintien de l'ordre et de sécurité dans les opérations de traque des groupes armés ;
- Déployer une administration spéciale renforcée et un Etat-Major Mixte d'Appui Avancé dans la partie Est de la Province (Inspection Provinciale Adjointe de la Territoriale, l'ANR, la FARDC, la PNC, la DGM) ;
- Faire le plaidoyer pour la prise en charge effective des Réfugiés soudanais, les Déplacés et les Retournés congolais auprès de UNHCR, CNR et autres organismes humanitaires ;
- Solliciter du Gouvernement Central, le recrutement des jeunes des zones frontalières pour servir sous le drapeau congolais comme militaires ou policiers ;
- Réhabiliter les voies routières le long de la frontières ;
- Assurer la mise en valeur de vastes espaces inoccupés le long des frontières propices à l'agriculture et à l'élevage[71].

Il faut souligner la volonté du Gouvernement provincial du Haut-Uélé de mettre en application une des recommandations de l'Accord du 18 Octobre 2016, celle d'évacuer les Réfugiés et les Déplacés internes

---

[70] L'opération conjointe RDC – Ouganda – soudan du sud et la RCA (Cout de tonner) dans le Parc National de la Garamba au camp Swahili aurait dû donner solution durable au problème de la LRA mais seulement n'avait pas pris toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser les populations tout au tour du Par et empêcher les assaillants à se disperser dans la région.

71 LOLA KISANGA, J-P., op. cit., p 15.

à plus de 150 km de l'intérieur du pays ; ce que les Concernés[72] ne semblent pas comprendre pour l'instant.

Au niveau des ONG internationales et locales plusieurs efforts ont été fournis dans le cadre d'une résolution pacifique[73] du conflit. Toutefois, ces efforts méritent encore d'être améliorés et adaptés par rapport aux réalités actuelles (les Déplacés, les Retournés et les Réfugiés).
Dans le cadre du devoir des mémoires, ADRUPIAKO propose quelques solutions, à savoir, l'érection de monuments en mémoire des victimes comme l'a préconisé la Conférence pour le Developpement de Faradje, la construction des édifices publics (écoles, structures sanitaires, stades,…) et la déclaration des décès des victimes à l'état civil[74].

CONCLUSION

La question de la LRA et des Réfugiés se pose avec acuité dans le Territoire de Faradje, même si l'attention de la Communauté tant nationale qu'internationale semble se focaliser ailleurs. La solution durable à cette insécurité serait la volonté politique des dirigeants ougandais et sud soudanais à dialoguer avec les rebelles de leur pays respectif et à mettre effectivement en pratique les recommandations y relatives, sous l'oeil vigilant de l'organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine, des Organisations régionales, etc.
Toutefois, ADRUPIAKO, L., avait souhaité en son temps, la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du Haut-Uélé[75].

Les perspectives envisagées par le Gouvernement provincial du Haut-Uélé répondent aux problèmes réels de l'insécurité vécue dans le Haut- Uélé. Malheureusement, le doute persiste quant à leur application en raison des moyens dont dispose l'Exécutif précité, du contexte politique actuel de la RDC et de la crise financière ainsi que des conflits dans le monde auxquels doivent faire face les organismes humanitaires.

A la limite, il serait souhaitable de :

- Renforcer l'assistance nutritionnelle en faveur des enfants, des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des personnes vivant avec le VIH / SIDA. Le volet prévention sera pris en compte à travers un appui-accompagnement pour les actions essentielles en nutrition (AEN) en faveur d'une bonne alimentation, en synergie avec la zone de santé rurale de Faradje, d'Aba et de Makoro.
- Consolider la pérennisation des initiatives communautaires en créant ou en structurant des filières de production communautaires relatives à l'agriculture (culture du manioc, maïs,

72 Les Refugiés de camp de Meri auraient adressé le memo au responsable de la protection du HCR qu'ils ne partiraient pas au nouveau site proposé par les autorités provinciales et qu'ils préfèreraient plutôt aller en Ouganda pour des raisons qu'ils ont avancé dans leur memo.
73 Plusieurs conférences transfrontalières entre les communautés locales affectées par le conflit de la LRA soutenues par les ONGI telles Conciliation Ressources, Invisible Children ont été organisées en RDC, en RCA, en Ouganda et Soudan du Sud dans le cadre de la recherche des voix et moyens d'encourager la défection volontaire des enfants enlevés dans le rang de la LRA n'ont pas résolu totalement le problème car beaucoup d'enfants enlevés restent encore en détention aux mains de la LRA et que le kidnapping d'enfants continue dans d'autres endroits.
74 ADRUPIAKO MAMBAKO, L., « La rébellion de 1964-1965 : récits populaires du Territoire de Faradje», *op cit*, p. 82
75 ADRUPIAKO MAMBAKO, L., *Le District du haut-Uele face à l'impératif d'une administration du développement : état des lieux et perspectives*, Mémoire, L2, FSSPA, UNI-UELE, 2008-2009, p.106 et 110 (Inédit) (Quant aux éléments de la RLA, il a été proposé leur mise hors d'état de nuire mais aussi et surtout l'arrestation, suivie du transfert de leurs leaders à la Cour Pénale Internationale)

maraîchage), à l'élevage, à l'aviculture, à l'apiculture en synergie avec l'Inspection Territoriale de l'Agriculture, Pèche et Elevage de Faradje ;

- Renforcer l'intégration communautaire à travers un plaidoyer auprès de différents groupes sociaux afin d'assurer un partage équitable et durable des infrastructures et de résoudre les conflits liés á l'accès au foncier arable.
- Appuyer le profilage et le ciblage des bénéficiaires afin que l'assistance alimentaire arrive spécifiquement aux plus vulnérables[76].
- Mettre en œuvre un programme de crédit rotatif en faveur de ces vulnérables[77] à travers la mise en place des groupes solidaires afin de renforcer l'autonomie et l'autosuffisance de ces groupes, en synergie avec la Commission Nationale pour les Réfugiés.

Par ADRUPIAKO MAMBAKO Léonard
Chef de Travaux à l'Université de l'Uélé et Coordonnateur de l'ONG PRODCIP[78]

76 En effet, selon le constat vécu sur terrain, il existe des ménages réfugiés qui répondent aux critères de ciblage et qui n'ont pas été touchés par l'assistance alimentaire en cours par les partenaires humanitaires.
[77] Certains anciens réfugiés ont pu conserver certains actifs (bétails) et accèdent à des terres pour cultiver.
[78] Programme pour la Promotion des Droits Civils, de la Paix et du Développement

6. Annexes

6.1 Outil d'actualisation des analyses de conflit ISSSS

Cette analyse doit être discutée, croisée, diffusée d'une part et actualisée régulièrement d'autre part.

Eléments essentiels de conflits dans votre zone

Veuillez désigner trois éléments de conflits que vous estimez décisives et essentielles dans votre zone. Ces éléments peuvent être liés aux causes profondes décrites à la fin du document ou se trouver en dehors. Dans ce cas creuser jusqu'aux causes profondes.

Forces en faveur de la paix, Forces contre la paix. Acteurs clés

Questions-clé :

- A qui profite ce conflit?
- Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit (en faveur du conflit ou pour une transformation vers la paix) ?
- Quels sont leurs intérêts, besoins, buts et préoccupations?
- Quelles sont leurs perceptions ou position sur les questions clés?
- Quelles sont leurs connections aux autres et quelle est la qualité de ces relations ?
- Quel pouvoir ou instrument d'influence ont-ils?
- Quelles nouvelles alliances peuvent favoriser une démarche de paix ou une aggravation des conflits ?
- Quel est leur rôle potentiel ou contribution pour la paix?
- Quels déclics pourraient contribuer à l'arrêt du conflit / à la grande escalade de conflit?
- Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière analyse ?

L'identification des facteurs déterminants dans le conflit

La stratégie ISSSS a identifié quatre moteurs de conflit pour toutes les zones prioritaires :

- Dilemmes sécuritaires
- Mobilisation autour de la terre et de l'identité
- Exploitation illégale de ressources naturelles
- Dynamiques regionals

Décrivez les facteurs de conflit que vous vivez dans votre zone.

- Quels sont les **facteurs** qui sont en jeu contre la paix ou en faveur du conflit?
- Quels facteurs, problèmes ou éléments sont en train de provoquer le conflit et amener des divisions entre les gens, et comment?

L'étude des dynamiques à l'œuvre entre les facteurs et acteurs

L'examen des points d'interaction entre les acteurs clés

Déterminer en quelques mots :

- L'influence éventuellement exercée par chaque acteur pour ce qui est d'améliorer ou de faire empirer l'un des quelconques éléments de la dynamique recensés;
- Les centres d'intérêt et les objectifs de chaque acteur.
- Les alliances possibles entre acteurs en faveur de la transformation des conflits.

Le recensement des facteurs et la projection de scénarios.

- Quels sont les facteurs qui déterminent l'évolution du système ? Quels sont les facteurs qui, s'ils étaient modifiés, entraîneraient un changement important dans le système ?
- Où sont les liens « faibles » ? Quelles sont les possibilités de rompre les liens entre les facteurs, de sorte que x n'entraîne pas nécessairement y ?
- Où y a-t-il des éléments dynamiques susceptibles d'être renforcés ?
- Quels scénarios prévoyez-vous dans les mois à venir (2 ou 3 exemples) ?
- Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière analyse ?

Vos idées essentielles sur l'évolution des conflits

Décrivez dans vos propres mots et de façon subjective ce qui vous semble essentiel dans cette analyse au vu des changements que vous observez et des opportunités d'intervention.

Rappel des causes profondes des conflits et défis persistants

Cette partie fonctionne comme un check list.

Il y a des causes profondes en soubassement des conflits à l'est de la RDC qui semblent être plus ou moins inchangés ces derniers vingt ans. Nous estimons qu'il faut les avoir à l'esprit comme un cadre général et vérifier de temps en temps si elles ont bougées. Les défis qui s'en dégagent doivent être traités.

Il y a également des analyses et recherches faites et disponibles comme les analyses de conflit des zones prioritaires de l'ISSSS faites fin 2014, les rapports de chercheurs (Rift Valley Institute, Université de Gand, Pole Institute, Christoph Vogel, Judith Verwejen, International Crisis Group, Alexis Bouvy et beaucoup d'autres). Il est intéressant de signaler d'éventuelles études et recherches récentes dans l'actualisation des analyses de conflit.

Causes profondes des conflits et défis persistants

Il y a des causes profondes en soubassement des conflits à l'est de la RDC qui semblent être plus ou moins inchangés ces derniers vingt ans. Nous estimons qu'il faut les avoir à l'esprit comme un cadre général et vérifier de temps en temps si elles ont bougées. Les défis qui s'en dégagent doivent être traités.

Causes profondes

Les dimensions politique, économique et culturelle s'enchevêtrent.

Plutôt politique

- Insécurité
- Violence armée liée au mercantilisme
- En dépit des opérations militaires des FARDC avec partiellement et de nouveau de plus en plus le soutien de la MONUSCO et des tentatives pour la démobilisation, les groupes armés pullulent. Les dénominations et certains acteurs, ainsi que certaines alliances changent, mais le problème structurel continue.
- FARDC et police (« les forces de l'ordre ») insécurisent les populations et s'affrontent entre eux pour le partage du gâteau : forces de sécurité ou d'insécurité ?
- Pour beaucoup de jeunes la seule façon de survivre est de rejoindre des groupes armés.

- Conditions de détention inhumaines.
- De larges territoires ne sont ni sécurisés ni gouvernés.
- Infrastructures en mauvais état.
- Abime grandissant entre déclarations de la classe politique et les réalités que vivent les populations.
- Etat ne sécurise pas les populations et ne donne pas de services de base mais récolte des taxes en hausse sans retour tangible aux populations.

Plutôt économique
- Taxes multiples et en hausse
- Hausse des prix
- Paupérisation accrue de la majorité de la population
- Jeunes sans avenir : chômeurs et ouverts à la violence
- Economies de guerre ; liens entre groupes armés y compris FARDC et transactions économiques gérées par les armes
- Exploitation des ressources naturelles sans retombées positives tangibles pour les populations concernées.
- Conflits fonciers persistent et se renforcent.
- Corruption institutionnalisée.

Plutôt culturel (La culture est l'expression de la façon dont un groupe humain réagit aux défis de l'histoire)
- La culture de la violence s'accentue
- La peur et la résignation gagnent du terrain
- La fragmentation de la société et la recherche de boucs émissaires est systématique
- Conflits entre communautés
- Conflits multiples marqués par ignorance, haine et exclusions
- Discrimination contre de nombreux groupes plus spécialement les femmes
- Société civile fragmentée et en partie manipulée et corrompue.
- Justice et vengeance « populaires » en réaction à l'impunité

Marginalisation au plan international
- Problèmes persistants avec beaucoup de pays voisins (Congo Brazzaville, Angola, Rwanda, Burundi, Ouganda, Soudan du Sud, Tanzanie)
- Frontières vues comme obstacles et non opportunités.
- Communauté Internationale et MONUSCO sont vues comme sauveurs et solution à tout.
- Intérêts d'entreprises et de réseaux européens, US américains, chinois dans le « comptoir congolais » où tous se servent

Défis majeurs

Manque d'efficacité, de vision et d'attitudes responsables des dirigeants et de la classe politique
- Comment exiger la redevabilité des décideurs par rapport aux situations inhumaines que vivent les populations?
- Comment sortir du « théâtre » politique, de développement et de paix ?

Insécurité et peur existentielle
- Comment et avec qui assurer une sécurité minimale des populations ?

Paupérisation

- Comment canaliser les ressources et richesses multiples du pays au bénéfice des populations ?
- Comment lutter contre la criminalité organisée ?

Manipulation, ignorance et dépendances

- Comment libérer les têtes et les esprits de toutes sortes de croyances et préjugés qui les écrasent ?
- Comment sortir d'une attitude de dépendance envers la Communauté Internationale et leur demander des comptes de façon responsable ?
- Comment créer des alliances d'égal à égal avec des organismes de la société civile dans l'hémisphère nord ?

Fragmentation à tous les niveaux de la société

- Comment dépasser les clivages et fragmentations ethniques et autres ?
- Comment développer une culture citoyenne ?
- Comment renforcer des éléments de la société civile responsables, engagés et visant les alliances qui résistent à la manipulation et à la corruption ?

6.2 Analyse du Conflit IIe Partie : Quels sont les Éléments d'une Bonne Analyse du Conflit & l'Approche de la CDA (extraits)

Source: http://cdacollaborative.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/01/Reflecting-on-Peace-Practice-RPP-Basics-A-Resource-Manual.pdf

Compte tenu de la grande diversité des outils disponibles, il y a lieu de se demander quelles sont les caractéristiques clé, ou les caractéristiques « indispensables » ou « souhaitables » d'une analyse pertinente du conflit.

La RPP (Réflexion sur la Pratique de la Paix) a constaté que les caractéristiques suivantes représentent des éléments clé et « indispensables » à toute analyse du conflit :

- Identifier et traiter par ordre de priorité les facteurs moteurs clé du conflit (FMC) (et les liens qui les unissent) ;
- Identifier les parties prenantes et acteurs principaux ;
- Tenir compte des dimensions régionales et internationales ;
- Comprendre la relation et la dynamique entre facteurs et acteurs du conflit et leur évolution au fil du temps.

Principes directeurs d'une « bonne pratique d'analyse du conflit »
Un Facteur Moteur Clé du Conflit (FMC) est un facteur ou une dynamique sans laquelle le conflit n'existerait pas ou serait sensiblement différent.
Analyse des Systèmes de Conflit | L'Analyse des Systèmes de Conflit ou « Cartographie des Systèmes » met l'accent sur l'interprétation des dimensions systémiques d'un contexte conflictuel par la compréhension des diverses corrélations entre facteurs et acteurs de conflits. La CDA a fait figure de maître à penser en valorisant l'analyse des systèmes du conflit auprès de nombreuses organisations.
Pour plus d'informations sur l'analyse des systèmes de conflit, veuillez consulter le manuel des systèmes de la CDA (CDA Collaborative Learning Projects 2016)
Cette section résume les principes clé des bonnes pratiques d'analyse du conflit évoquées ci-dessus :

Principes directeurs

Pourquoi ?

Le processus participatif:
Pour accroître la prise en charge locale et la responsabilisation.
Pour cerner le plus grand nombre possible de perspectives de la société.
Pour contester ou valider les présupposés en vigueur sur le conflit.

Le processus inclusif :
Pour éviter les partis pris et les angles morts.
Pour accroître l'adhésion et la prise en charge locales.

Une analyse permanente et facile à mettre à jour :
Pour refléter les changements dans le conflit.
Seule une analyse actualisée du conflit permet d'identifier et d'adapter les points d'entrée stratégiques.
Pour garantir un consensus au cours de l'évolution du conflit.
Pour ajuster les programmes en fonction des besoins.

Un ajustement au contexte local :

Pour respecter les traditions, les langues et les réalités locales.
Pour accroître l'adhésion, la prise en charge et la responsabilisation locales.

Une approche sensible aux questions de genre :
Pour garantir l'égalité des genres et prévenir les préjugés et la discrimination sexistes.
Pour identifier des informations supplémentaires et utiles offrant une compréhension différenciée des questions et des dynamiques du conflit et des besoins (différents), des centres d'intérêt, des représentations et des vulnérabilités des femmes et des hommes.

L'approche sensible au conflit de l'analyse du conflit :
Pour garantir la sûreté et la sécurité des participants et des animateurs. Pour prévenir une escalade de tensions entre les équipes et le personnel.
Pour accroître la prise en charge locale.

L'information fondée sur des bases de référence :
Pour prendre en compte les données supplémentaires existantes (qualitatives et quantitatives) sur le contexte conflictuel.

L'analyse à trois boîtes, un outil pour une analyse du conflit « suffisamment bonne »
La CDA a conceptualisé une approche de l'analyse du conflit en appoint d'autres outils d'analyse qui constitue un bon point de départ et un premier pas vers l'organisation de l'information et qui sert de fondement à l'élaboration d'une approche systémique de l'analyse du conflit :

La dénommée analyse à trois boîtes (ci-dessous) repose en partie sur « l'Analyse du Champ de Forces » complétée par une colonne « acteurs ». L'analyse à trois boîtes permet d'identifier et de traiter par ordre de priorité les facteurs contre la paix/en faveur du conflit et les facteurs favorables à la paix ainsi que les principaux acteurs et parties prenantes.

L'enjeu primordial étant que le processus d'analyse du conflit reste simple et pragmatique tout en tenant compte de la véritable complexité de la situation conflictuelle et des tâches organisationnelles.
L'application de l'analyse à trois boîtes comporte deux étapes principales :
Première étape - Identifier et répertorier :

- Les facteurs porteurs de conflit;
- Les facteurs porteurs de paix;
- Les acteurs clé: Leur comportement, leurs motivations, leurs centres d'intérêt, et leurs groupes d'influence.

Facteurs favorables à la Paix Quelles sont les forces en présence dans le contexte actuel sur lesquelles on peut s'appuyer pour promouvoir un mouvement vers la paix ? Actuellement, qu'est-ce qui relie les gens à travers les lignes de conflit ? Comment les gens coopèrent-ils ? Qui exerce le leadership pour la paix et de quelle façon ?	P E A C E	Facteurs contre la Paix/en faveur du Conflit Quels sont les facteurs en jeu contre la paix ou en faveur du conflit ? Quels facteurs, problèmes ou éléments sont en train de provoquer le conflit et/ou de diviser la population, et de quelle façon ?	**Acteurs clé** les principaux acteurs et parties prenantes. Dans ce contexte, quels individus ou groupes sont en position d'exercer une forte influence négative sur le conflit ? Qui peut décider à l'encontre de la paix? Dans ce contexte, quels individus ou groupes sont en position d'exercer une forte influence positive sur le conflit ? Qui peut décider en faveur de la paix ? Remarque: ce ne sont pas nécessairement des personnes cibles ni des participants du projet, comme les femmes, les jeunes ou les

Remarque: Ce ne sont pas des éléments dont vous voudriez qu'ils existent ni que vous aimeriez constater—ils doivent se révéler exacts maintenant.			responsables religieux. On peut avoir un intérêt à travailler avec ces groupes, mais ils ne représentent pas toujours des personnes « clé » dans cette situation.

Memo Processus : Mener une analyse à trois boîtes
Déterminer, en premier lieu, à quel niveau d'analyse vous vous situez (la communauté locale, les plus grandes villes/cités, la province, le pays entier, la région etc.).
Précisez d'où proviennent vos informations/sur quoi reposent-elles. Cette question dépendra de qui sont vos participants—partenaires locaux, personnel international, représentants de multiples organisations, personnes issues des collectivités concernées elles-mêmes.
Expliquez brièvement les trois boîtes et le type d'informations que vous recherchez pour chacune d'entre elles. Avant de commencer à travailler en groupe, désignez un animateur. Répertoriez tous les facteurs en faveur du conflit, de la paix et les principaux acteurs et parties prenantes.

Tout en listant facteurs et acteurs, tenez compte des directives d'identification des facteurs favorables à la paix, contre la paix et des acteurs ci-dessous.

Recommandation! Que se passe-t-il si la « paix » n'est pas l'objectif ?

Dans certaines circonstances, le contexte n'est pas considéré comme une situation de « guerre », de « conflit », ou de « paix ». Par exemple, suite à un accord ou dans des situations post-électorales, les gens peuvent penser que le pays est en paix, relativement parlant. Dans ces situations, il peut être nécessaire de recadrer le débat. L'une des possibilités consiste à démarrer le processus d'analyse par l'élaboration ***d'une vision du type de société que veulent les gens***, en termes aussi précis que possible, et d'effectuer une analyse à trois boîtes des facteurs qui vont dans le sens de cette vision et de ceux qui la freinent. Dans un cas précis, nous avons utilisé le concept de « ***consolidation de la paix »*** en demandant ce qu'il faudrait faire pour garantir une paix durable, et dans un autre l'enjeu a été défini en tant qu'«***unité et réconciliation ».*** L'analyse à trois boîtes s'est alors déroulée en fonction de cette vision.

Réflexion personnelle ou collective sur l'analyse du conflit
Vous trouverez peut-être utile de vous poser les questions suivantes:

- Dans un contexte fragile ou une situation de conflit déclaré, quels outils ou cadres d'analyse avez-vous utilisés jusqu'à présent ? Certains des outils mentionnés ci-dessus ? Quel taux de réussite vous ont-ils apporté ? Qu'est-ce qui s'est révélé utile, difficile, et pourquoi ?
- Quels sont vos outils d'analyse préférés, ou ceux de votre organisation ? Et pourquoi ?
- De quels outils d'analyse du conflit avez-vous pris connaissance et lesquels avez-vous utilisés à ce jour ? Quel taux de réussite vous ont-ils apporté ? Qu'est-ce qui a posé problème et pourquoi ?
- Comment avez-vous, ou votre organisation a-t-elle mené une analyse du conflit jusqu'à présent ? Quelles ont été les difficultés principales ? Quelles leçons primordiales en ont été tirées pour votre apprentissage personnel et organisationnel ?
- Comme nous l'avons déjà évoqué, faire le lien entre analyse et stratégie constitue un véritable défi pour de nombreuses organisations et institutions. Dans quelle mesure avez-vous, ou votre organisation a-t-elle été capable de faire le lien entre l'analyse du conflit (ou toute autre forme d'évaluation) et votre stratégie et votre conception des programmes ? Comment avez-vous procédé en termes de processus et de méthodologie appliquée ? Qu'est-ce qui s'est révélé particulièrement utile ?

6.3 Acteurs de conflit au Sud Irumu

Tableaux détaillés

Qui sont les acteurs ou parties prenantes dans le conflit (en faveur du conflit ou pour une transformation vers la paix) ?

Par rapport au FRPI

Acteurs	Rôles en faveur du Conflit	Rôles pour une transformation vers la Paix
1. Les éléments du FRPI (officiers supérieurs, chefs spirituels, les combattants, etc.) 2. Certains leaders communautaires (vieux sages, parlementaires, certains notables, Chef des Chefferie Lendu Bindi, certains responsables des églises, etc.) 3. Des membres de la communauté Lendu Bindi. 4. Certains officiers de FARDC (pour leurs intérêts particuliers), à trois niveaux, local opérationnels, Provincial et aussi national. 5. Gouvernement provincial, 6. Assemblée provinciale 7. Des commerçants qui font le commerce dans ce contexte trouble. 8. Des autorités politico administratives ; locales (AT et chefs de service administratif), provinciales et Nationales. 9. PNC 10. Monusco ; 11. Le gouvernement Congolais ; 12. ONG Internationales et agences des Nations Unies (humanitaires)	1. Recruter les nouveaux éléments, et ils dirigent la guerre et bloquent la démobilisation des guerriers. 2. Certains moments soutiennent les miliciens et leurs cahiers des charges; 3. Soutiennent les miliciens et se mélangent avec elles à certains moments. 4. Opérations louches sur ce dossier pour s'enrichir. 5. Manipulation du dossier pour avoir des gains politiques. 6. Députés originaires Lendu – Bindi, des fois soutiennent le FRPI pour sauvegarder leur électorat. 7. Des accords avec les miliciens pour sécuriser leurs affaires dans ces zones troubles. 8. Elles prennent les taxes de l'état dans ces conditions même difficiles et on ne connaît pas où va l'argent. 9. Tracassent les communautés, tellement que chez les Lendu Bindi certains sont prêts à rejoindre les milices pour fuir les tracasseries PNC. 10. Selon la communauté, il approvisionne le FRPI en munitions, armes et nourritures. Ils maintiennent les miliciens pour avoir du travail. 11. Maintien le FRPI en place pour un agenda caché selon les communautés. 12. Rien à signaler	1. Négociation pour la paix et la démobilisation des FRPI. 2. Facilitent les contacts entre les miliciens et les autres parties prenantes (autorités, autres communautés locales. 3. Sensibilisent les miliciens à la démobilisation. 4. Combattent réellement ce groupe négatif. 5. La principale interface pour plusieurs négociations pour un désarmement des miliciens. 6. Facilitent plusieurs négociations entre le FRPI et le Gouvernement Central. 7. Permet à l'argent de circuler dans cette région et des profiter aux communautés locales. 8. Elles sont prêtes à s'engager dans les négociations pour la démobilisation des FRPI. 9. Rien de spécial à signaler. 10. Participe aux opérations militaires pour traquer le FRPI et ont initié un projet de Dialogue entre les communautés pour chercher la paix dans la région. 11. A initié plusieurs actions pour éradiquer le FRPI ; opérations militaires et les négociations. 12. Amener l'aide humanitaire aux victimes de guerre et déplacés.

Par rapport aux conflits fonciers et identitaires

Acteurs	Rôles en faveur du Conflit	Rôles pour une transformation vers la Paix
1. Les éléments du FRPI (officiers supérieurs, chefs spirituels, les combattants, etc.) 2. Certains leaders communautaires (vieux sages, parlementaires, certains notables, certains responsables des églises, etc.) dans toutes les 7 entités concernées. 3. Des membres de la communauté Lendu Bindi. Toutes les 7 entités concernées. 4. Gouvernement provincial, 5. Assemblée provinciale 6. Des commerçants qui font le commerce dans ce contexte trouble. 7. Des autorités politico administratives ; locales (chef de service), provinciales et Nationales. 8. PNC ; 9. Monusco CAS 10. Le Gouvernement Congolais ; 11. ONG locales et Internationales; 12. Services fonciers (cadastre, affaires foncières) ; 13. Justice (PNC, Parquet, tribunaux, etc.) 14. Peuples autochtones pygmées ; 15. Les allochtones, Banyabwisha et Nande	1. Ravir les terres des autres communautés au profit de la chefferie des Walendu Bindi. 2. Soutenir sans retenue les limites discutées entre les communautés. Pour les Lendu Bindi; soutenir les actions des Groupes armés (FRPI) 3. Attitudes fanatiques qui ne permet pas de négocier pour arriver à des solutions possibles. 4. Pas d'engagement manifeste jusqu'à présent pour la résolution de ces conflits. 5. Certains honorables députes manipulent les conflits pour leur positionnement politique. 6. Besoin d'achat des grandes concessions qui compliquent la situation. 7. Les pratiques de la corruption pour avoir divers documents fonciers, enveniment les conflits. 8. Leurs interventions dans le but de se faire l'argent dans le conflit, enveniment les situations. 9. Rien à signaler 10. Faible implication dans la recherche à la résolution de cette situation. 11. Démarre des projets qui n'aboutissent pas et qui exacerbent les conflits fonciers. 12. Attribuent les terres sans respect des normes ce qui entraîne souvent des conflits. 13. Justice mal rendue entraine souvent la violence dans le domaine le domaine du foncier. 14. Pas de rôle spécifique leur reconnu jusqu'à présent 15. Pression sur la terre, qui fait monter les tensions entre les communautés liées à la terre.	1. Rien à signaler. 2. Ils sont prêts à négocier avec les autres communautés pour chercher la paix. 3. La sensibilisation et mobilisation communautaire pour chercher la Paix. 4. Accompagner les différents processus de médiation des conflits fonciers. 5. L'Assemblée provinciale soutient aussi le processus de médiation des certains conflits. 6. Rien à signaler ; 7. Parfois ils donnent une contribution positive dans le processus de médiation des conflits. 8. Ramène la paix et la sécurité quand la situation dégénère en violences. 9. Mène des actions pour comprendre et essayer de résoudre certains conflits. 10. Rôle à Clarifier ??? 11. Sensibilise et mobilise les communautés à une résolution des conflits fonciers pour avoir la paix. 12. Participent à des processus de médiations des conflits fonciers. 13. Participent aux médiations et donnent des informations importantes pour résoudre le conflit. 14. Pas de rôle spécifique leur reconnu jusqu'à présent 15. Ils semblent disposer à négocier avec les communautés locales pour une cohabitation pacifique.

Par rapport aux mouvements des populations « Banyabwisha et Nande »

Acteurs	Rôles en faveur du Conflit	Rôles pour une transformation vers la Paix
1. Les éléments du FRPI (officiers supérieurs, chefs spirituels, les combattants, etc.) 2. Certains leaders communautaires (vieux sages, parlementaires, certains notables, certains responsables des églises, etc.) dans toutes les 7 entités concernées. 3. Les chefs locaux, Chefferie, de groupement et des villages. 4. Les membres des 7 communautés qui vivent dans le Sud Irumu. 5. Gouvernement provincial, 6. Assemblée provinciale 7. Des autorités politico administratives et différents chefs de service; locales, provinciales et Nationales. 8. PNC, 9. Monusco CAS 10. Contingent Tanzanien de la Monusco, 11. Le gouvernement Congolais ; 12. ONG locales, Internationales et Agences des Nations Unies. 13. Services fonciers (cadastre, affaires foncières) ; 14. Justice (PNC, Parquet, tribunaux, etc.) 15. Peuples autochtones pygmées ; 16. Les autorités du Nord Kivu et Sud Kivu ; 17. FARDC spécifique d'expression rwandaise, et le lobby Banyarwanda. 18. Confessions religieuses (Adventiste, CE 39, Eglise catholique, églises de réveil) ; 19. Lobby Banyarwanda (Kinshasa – et International) 20. Les communautés Banyarwanda sur le terrain.	1. Justifient leur présence pour bloquer l'arrivée massive de Banyabwisha dans les chefferies de Boga, Tchaby et Walese Vonkutu. 2. Sensibilisent les communautés pour s'opposer à l'arrivée massive de Banyabwisha. 3. Les chefs locaux, la vente désordonnée des terres aux migrants, souvent sans respect des lois. 4. Deviennent de plus en plus agressif à l'endroit des migrants Banande et Banyabwisha. 5. Ne s'occupent pas de ce problème d'une façon spécifique. 6. Forte politisation de ce phénomène par les députés provinciaux. Plusieurs déclarations extrémistes. 7. Ne veulent pas se prononcer sur le dossier qu'ils disent très politique. 8. Tracassent les populations dans la région et perdent la confiance de la population. 9. Non respect du principe « Do no Harm », pour certains projets lancés dans la région. 10. Rien à signaler 11. Un silence complice qui fait monter les tensions au niveau des élites en Ituri. 12. Mission humanitaire refuse par les déplacés. 13. Faciliter l'acquisition des terres aux déplacés avec des documents conformes sans enquêtes préalables. Absence sur le terrain favorise les conflits 14. Le quasi absence de la Justice (Parquet et Tribunal dans la zone Les conflits dégénèrent par manque de jugement 15. Rien à signaler jusqu'à présent. 16. Elles délivrent des feuilles de route aux migrants pour venir	1. A cause des conditions difficiles dans leurs maquis plusieurs enfants soldats et autres quittent le FRPI 2. On peut les employer pour sensibiliser à contribuer à la paie. 3. Sont prêts à contribuer du problème. Ils peuvent bien contribuer à la recherche des solutions. 4. Entretiennent dans les villages des liens de plus en plus importants avec les migrants, dans les affaires et le commerce. 5. Jusque là pas d'actions spécifiques dans ce sens. 6. Disposition à participer à la recherche d'une solution par rapport à ce problème. 7. Rien à signaler 8. S'ils remplissent bien leur mission de sécuriser la communauté et leur bien. 9. Quelques études menées pour bien comprendre la problématique. 10. Rend beaucoup des services sociaux aux populations de Tchaby. Collabore bien avec les communautés locales pour assurer la paix. 11. Rien à signaler ??? 12. Certaines études pour mieux comprendre la problématique. 13. Rien à signaler 14. Rien à signaler ??? 15. Rien à signaler 16. Rien à signaler 17. Rien à signaler 18. Rien à signaler 19. Rien à signaler 20. Sont d'accord pour les discussions avec les autres communautés pour éviter le pire demain.

	s'installer en Ituri, sans en informer les autorités locales. 17. Protège la communauté Banyabwisha, s'ils ont des problèmes avec les autres des communautés locales. 18. Il s'agit surtout des adventistes dont les pasteurs Banyarwanda soutiennent la migration vers l'Ituri. 19. Leur soutien aux Banyarwanda défavorisent les communautés locales, et les rendent extrémistes. 20. Elles s'organisent en dehors des autres communautés; ne respectent plus les ordres des autorités locales, Réclament un groupement administratif à eux. Ils sont de plus en plus orgueilleux.	

Quels sont leurs intérêts, besoins, buts et préoccupations, leurs perceptions ou position sur les questions clés?

Par rapport FRPI

Acteurs	Positions	Intérêts	besoins	buts	Préoccupations	Perception
Les éléments du FRPI	Démobiliser seulement s'il y a une réponse positive à leur cahier de charge.	Bénéficier de l'amnistie du gouvernement, Etre payé pour les services rendus au gouvernement, Avoir la reconnaissance des grades dans l'armée. Protéger les acquis des terres pour leurs communautés.	Etre reconnu par le gouvernement Congolais	Attendre la réalisation de la promesse du gouvernement	Echapper aux poursuites judiciaires à leurs sorties des groupes. Ne pas être éradiqué par les FARDC.	Toutes leurs revendications sont légitimes.
Certains leaders communautaires	Il faut une réponse au cahier des Charges de FRPI Récupérer leurs terres perdues avant.	Exploiter des terres occupées grâce au FRPI (taxes, cultiver les champs, pêcher, etc.) Positionnement politique et administratif	Elargir les terres de la Communauté Lendu Bindi ;	Accroitre leur Leadership et le pouvoir au niveau local, provincial et même national Gagner la confiance de la communauté Lendu Bindi.	Sécuriser les terres occupées grâce au FRPI,	Le FRPI valorise la communauté Lendu Bindi par rapport à l'orgueil et mépris de la communauté Hema. Revendications des FRPI sont fondées.
Des membres de la communauté Lendu Bindi	Récupérer leurs terres perdues avant.	Exploiter les terres occupées grâce au FRPI (taxes, cultiver les champs, pêcher, etc.)	Elargir les terres de la Communauté Lendu Bindi ;	Valoriser la communauté et améliorer ses conditions de vie.	Hema ne viennent pas s'installer chez eux comme avant. Pas de mariage interculturel avec les Hema.?	Le FRPI valorise la communauté Lendu Bindi par rapport à l'orgueil et mépris de la communauté Hema. Les revendications des FRPI sont fondées.
Certains officiers de FARDC	Officiellement : Le FRPI doit être combattu et disparaître. Pratiquement : Maintenir la zone opérationnelle pour continuer à profiter de l'argent.	Pratiquement : Profiter du bétail volé aux communautés Hema. Profiter des moyens de fonctionnement de la zone opérationnelle Sud – Irumu. Trafiquer les Ressources Naturelles produites	Officiel : gagner la guerre contre le FRPI. Pratiquement : profiter de cette situation pour s'enrichir.	Officiel : Libérer la zone occupée par la FRPI ; Pratique : S'enrichir à partir de cette situation à guerre.	Officiel : Comment se maintenir dans ce contexte de guerre (guérilla) contre la FRPI ; - Comment maintenir la zone opérationnelle pour continuer à se faire des grandes recettes.	Cette guerre est politisée.

		illégalement dans la région (Or, poisson, bois, etc.)				
Gouvernement provincial,	Eradiquer le FRPI et restaurer la paix dans le Sud Irumu.	Rétablir l'autorité de l'état sur l'ensemble du Sud Irumu.	Avoir plusieurs initiatives pour éradiquer le phénomène FRPI et pacifier la zone. Avoir de l'opportunité d'améliorer les recettes des taxes provinciales dans ces zones.	Promouvoir la Sécurité, la Réconciliation, cohabitation pacifique et la Paix dans la zone.	Créer les conditions de paix, qui vont permettre la relance du développement dans la zone.	Le FRPI est une force négative qui doit disparaître.
Assemblée Provinciale	Dialoguer avec le FRPI et analyser comment répondre à leurs cahiers de Charge.	Résoudre la problématique de FRPI, tout en renforçant la confiance entre les élus de la région et leurs bases.	Positionnement politique des certains honorables députés provinciaux.	A travers leurs actions pour résoudre les conflits avoir la Visibilité et les considérations de la communauté.	Profiter de ce conflit pour se positionner et avoir un avenir politique pour les élections prochaines.	Le FRPI a peut être raison de présenter un cahier des Charges au gouvernement.
Des commerçants qui travaillent dans ce contexte trouble. (Nande)	La présence de FRPI, est une opportunité pour les affaires dans la région.	Trafic des bêtes volées, trafic de l'or ravis dans les chantiers miniers, trafic des bois sciés sans taxe avec des coûts dérisoires, etc.	Enrichissement rapide à base des produits du trafic illégal.	Positionnement économique dans la région.	Profiter du désordre créer par le groupe armé pour s'enrichir rapidement.	Dans les situations d'insécurité, il est possible de s'enrichir rapidement.
Des autorités politico administratives (AT, chef des services du territoire, Chefs des chefferie et secteur) ?????	Ces derniers se prononcent moins, ils se réservent.	Mais ils veulent profiter de l'argent qui peut arriver dans le processus de l'Eradication du FRPI.	Voir l'autorité de l'état rétablie sur l'ensemble du territoire d'Irumu.	La Paix revenir dans le Sud Irumu pour leur permettre d'exercer leurs mandats.	Comment éradiquer ce phénomène FRPI ?	Le phénomène FRPI est une affaire complexe et politique. Les détenteurs du pouvoir y souffle en même temps le chaud et le froid. C'est une affaire des Ituriens Hema – Lendu Bindi
PNC A vérifier sur le terrain ???						

Monusco CAS	Ramener la paix dans la région à travers le Dialogue	Atteindre Mission de la stabilisation et protection des Civils.	Avoir les moyens pour contribuer à la Paix et à la Stabilisation de la zone	Contribuer à la pacification et à la stabilisation de la zone	Comment ramener la paix dans la région	La communauté Lendu – Bindi, protège le FRPI.
Le gouvernement Congolais ;	Eradiquer le FRPI et restaurer la paix dans le Sud Irumu.	Rétablir l'autorité de l'état sur l'ensemble du Sud Irumu.	Chercher les moyens et les mécanismes pour éradiquer le FRPI	Promouvoir la Sécurité, la Réconciliation, cohabitation pacifique et la Paix dans la zone. Présence d'un agenda caché non maitrisé par les communautés.	Comment Eradiquer le phénomène FRPI. Que faire du FRPI dans la région ???	La communauté Lendu – Bindi, protège le FRPI.
Agences des Nations Unies et ONG Internationales; et les organisations de la société Civile.	Assister les victimes et les vulnérables dans la zone.	Réaliser les mandats de leurs organisations dans la région.	Chercher les moyens pour assister les vulnérables et victimes dans cette zone.	Contribuer au rétablissement de la Paix dans la région.	Comment mobiliser les ressources nécessaires pour ce travail.	Il s'agit d'un conflit complexe, il faut y aller avec beaucoup des tacts.
Les Communautés Hema Sud, Hema Mitego et Hema Boga	Les forces de FRPI, sont manipulées par le Gouvernement Congolais contre les Hema. Il faut traquer et éradiquer la milice FRPI.	Jouir de leurs entités administratives conquises, pour faire prospérer leurs activités ; Elevage, agriculture, pêche.	Récupérer les terres arrachées par le FRPI, Protéger leur bétail	Réclamer la protection de ces Droits en tant que Congolais comme les autres.	Comment mettre fin au phénomène FRPI et récupérer leurs terres.	La persistance du FRPI est perçue comme une complicité du Gouvernement Congolais pour affaiblir la communauté Hema.
La communauté Bira Andisoma	Les Lendu Bindi à travers le FRPI, a ravi des terres et commettent plusieurs exactions chez les Bira.	Récupérer les terres et les mines d'or qui sont prises par les miliciens et en profiter.	Le gouvernement aide à reprendre le contrôle de ces entités ravies.	Bénéficier de leurs terres comme les autres entités.	Comment récupérer les terres ravies par les Lendu Bindi à travers le FRPI.	La Communauté Bira est victime des conflits Hema – Lendu Bindi.

Par rapport aux conflits fonciers et identitaires

Acteurs	Positions	Intérêts	Besoins	Buts	Préoccupations	Perceptions
Les éléments du FRPI	Nous avons repris qui appartenaient à nos ancêtres.	Soutenir les visions de leurs communautés et avoir leurs appuis.	Avoir le soutien de leurs communautés dans la rébellion menée.	Agrandir la chefferie Walendu Bindi, surtout avec des terres riches (zones pétrolières, minières et aussi de pêche).	Comment maintenir les terres ravies pour les Walendu Bindi.	Nous soutenons les communautés locales dans la récupération de territoires perdus dans le passé.
Certains leaders communautaires Lendu Bindi	Les jeunes nous ont aidé à récupérer nos terres ancestrales.	La communauté Lendu Bindi aura beaucoup des terres pour mener diverses activités.	Avoir la reconnaissance de leurs communautés.	Agrandir la chefferie Walendu Bindi, surtout avec des terres riches (zones pétrolières, minières et aussi de pêche).	Comment maintenir les terres ravies pour les Walendu Bindi.	Nous soutenons les communautés locales dans la récupération de territoires perdus dans le passé.
Des membres de la communauté Lendu Bindi	Toutes les terres conquises nous appartiennent depuis longtemps.	Avoir beaucoup des terres pour mener diverses activités ; agriculture, élevage, pêche, minières, etc.	Avoir une reconnaissance officielle pour ces terres reconquises.	Agrandir la chefferie Walendu Bindi, surtout avec des terres riches (zones pétrolières, minières et aussi de pêche).	Comment maintenir les terres ravies pour les Walendu Bindi.	Nous avons repris les terres qui nous appartenaient avant.
Les communautés Hema	Lendu Bindi avec leurs milices FRPI, ont ravi nos terres.	L'état doit nous aider à récupérer nos terres.	Nous avons besoin de ces terres pour l'élevage et autres activités (agricoles et autres)	Récupérer les terres ravies par les lendu Bindi.	Pourquoi nous nous laissons humilier par les Lendu Bindi et pourtant nous pouvons nous défendre en faisant comme eux avec un groupe armé. Comment récupérer nos terres ravies par les Lendu Bindi.	L'état Congolais est injuste, soutient les Lendu Bindi dans leurs entreprises, contre les Hema.
Les autres communautés, Bira, Nyali et Lesse.	Lendu Bindi avec leurs milices FRPI, ont ravi nos terres.	Idem	Idem	Idem	Comment récupérer nos terres ravies par les Lendu Bindi.	L'état Congolais semble impuissant face aux milices FRPI et à la

						communauté Lendu Bindi.
Gouvernement provincial,	Il faut mettre fin à ces conflits qui bloquent le développement de la Province.	La fin de conflit peut offrir plusieurs opportunités de Développement de la Province.	Des moyens et de l'expertise pour chercher des solutions par rapport à ces conflits.	Restaurer et entraîner le développement de la province de l'Ituri.	Comment avoir des moyens qui permettent à la résolution de tous les grands conflits fonciers.	Ces conflits constituent les freins qui tirent la province derrière.
Assemblée Provinciale	Les conflits fonciers du Sud Irumu, doivent être résolus.	Les Députés provinciaux originaires veulent jouer un rôle Clé, dans ce processus de résolution.	Avoir des moyens qui leur permettent de jouer un rôle clé, dans la résolution des conflits fonciers. Pour leur positionnement politique.	Ramener la Paix et la Sécurité en Ituri.	Comment jouer un rôle positif dans le processus de résolution de ces conflits en cours.	Si les députés provinciaux ne sont présents dans ce processus, ils risquent de perdre leurs positions
Des autorités politico administratives (AT et ses différents chefs de services du territoire)	Ces conflits sont très politiques et complexes.	La résolution de ces conflits peut leur permettre de bien déployer leurs différents services dans la région.				
PNC	Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Ils sont en petit nombre dans la zone.	Profiter des conflits pour recevoir des amandes sans les résoudre profondément.				Ils sont au service du plus offrant et ne rendent pas la vrai justice.
Monusco CAS	La Monusco CAS s'est impliqué pour chercher à résoudre ces conflits.	Remplir sa mission de stabilisation dans la zone.	Faire participer toutes les parties prenantes à la recherche des solutions à ces conflits.	Contribuer à la Stabilisation et à la paix dans la région.	Avoir des moyens pour contribuer à la résolution de ces problèmes.	Il est possible de contribuer à la résolution de ces conflits avec la contribution de tous.
Le gouvernement Congolais ;	Pas d'actions ressenties du Gouvernement Congolais sur ce problème.					

Par rapport aux mouvements des populations Banyabwisha et Nande

Acteurs	Positions	Intérêts	Besoins	Buts	Préoccupations	perceptions
Les éléments du FRPI	Ne veulent pas de la présence des Banya-rwanda dans la région.	Protéger leurs entités contre les Banyarwanda.	Soutien pour combattre les Banyarwanda.	Pas des Banyarwanda dans la chefferie Lendu Bindi.	Comment protéger leur chefferie contre les Banyarwanda	Les Banyarwanda pour ravir toutes les terres de la région
Certains leaders communautaires de toutes les tribus.	Les Banyarwanda sont un danger pour les communautés locales. Ils vont nous ravir toutes nos terres.	Garder nos terres pour notre communauté et les génération future.	L'état doit nous protéger contre l'invasion des Banyarwanda.	Protéger nos terres et notre région contre les Banyarwanda.	Comment faire pour sauver les terres ituriennes contre l'assaut des Banyarwanda.	L'état congolais semble complice de ce mouvement des Banyarwanda vers l'Ituri. Ces Banyarwanda sont armés et des ex FDLR.
Des membres des différentes communautés dans le Sud Irumu.	Avec les Banyarwanda nous vivons bien sauf des petits incidents. Mais on nous dit qu'ils sont dangereux.	Garder leurs terres, tout en profitant des opportunités qu'offrent l'arrivée des Banyarwanda ; grande production agricole, construction des nouvelles écoles, centre de santé, etc.	Besoin de développement dans leurs communautés.	Protéger nos terres et notre région contre les Banyarwanda.	Comment vivre avec les Banyarwanda sans perdre le contrôle de nos terres.	La question des Banyarwanda, cache un problème compliqué pour les années à venir.
Certains officiers de FARDC (Banyarwanda)		Protéger les migrants Banyarwanda dans la région.				
Gouvernement provincial,	Très claire ; mais le gouvernement provincial est très préoccupé par cette question.	Cette situation doit prendre fin car cela crée l'instabilité.	Chercher les voies et moyens de finir ce problème.	Assurer la paix et la sécurité aux communautés dans le Sud Irumu.	Comment limiter les mouvements de ces gens qui continuent à venir chaque jour.	Ce problème est complexe, le gouvernement Provincial est – il capable de le résoudre ???
Assemblée Provinciale	Ces Banyarwanda sont un grand problème il faut qu'il quitte l'Ituri.	Profiter de cette question pour se positionner politiquement dans la région.		Lutter contre le mouvement des ces Banyarwanda du Kivu vers le Sud Irumu.	Comment bloquer l'arrivée des Banyarwanda et même faire partir ceux qui sont en Ituri.	Les Banyarwanda sont soutenus par une force politique plus forte que eux.
Les allochtones, Banyabwisha et Nande	Nous sommes à la recherche des terres agricoles. Notre frère qui est ici depuis longtemps pasteur Adventiste nous invite pour le suivre.	Avoir des terres fertiles et cultiver les champs.	Etre sécurisé et accepté à leurs premières destination.	S'installer en Ituri et cultiver son champ et prospérer ici.	Comment se maintenir en Ituri avec ces revendications qui démarrent contre eux.	On leur en veut pour rien ils ne sont venus que pour faire le champ.